

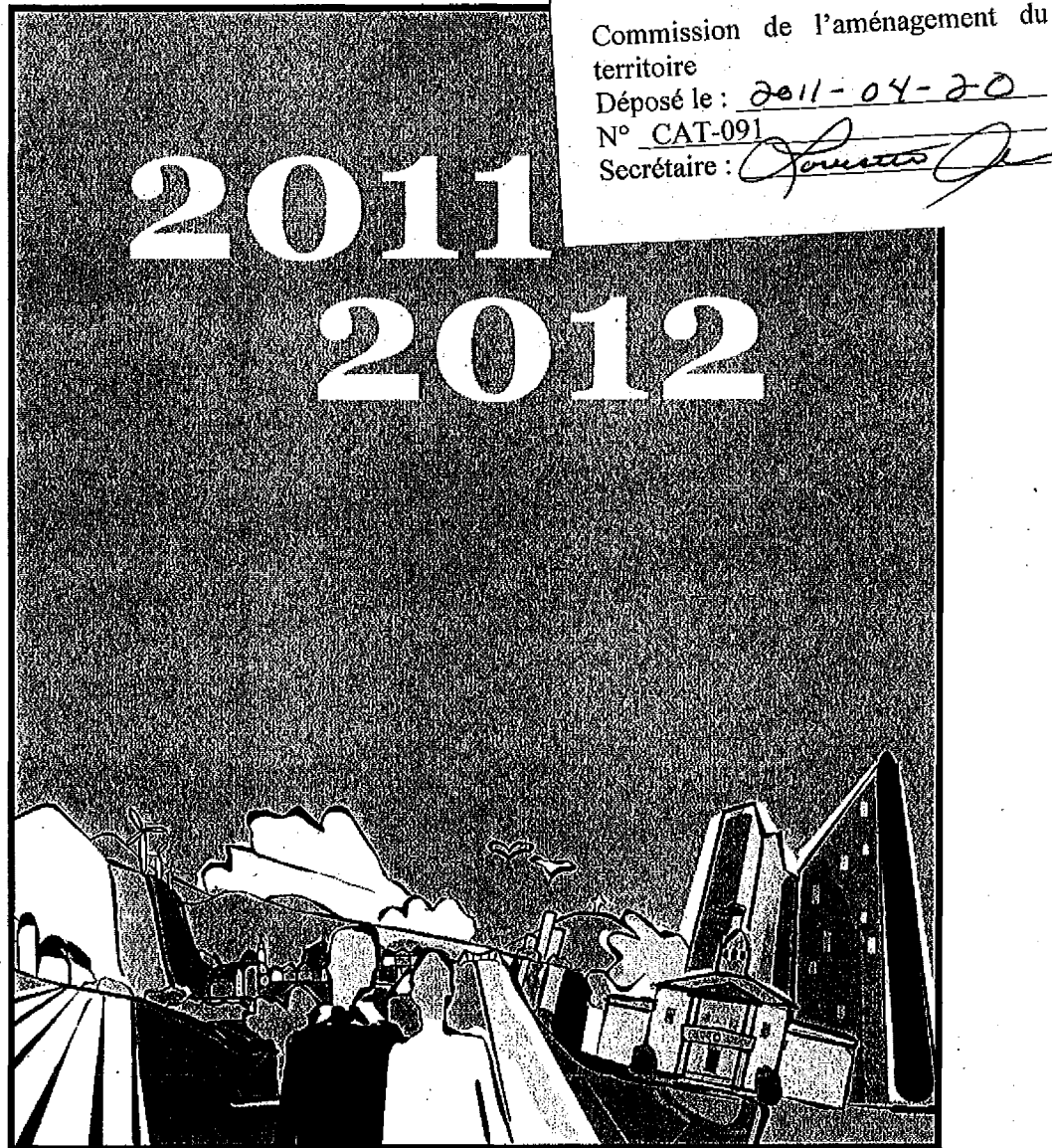
Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
VOLUME 7

DEMANDES 80 À 91

Avril 2011

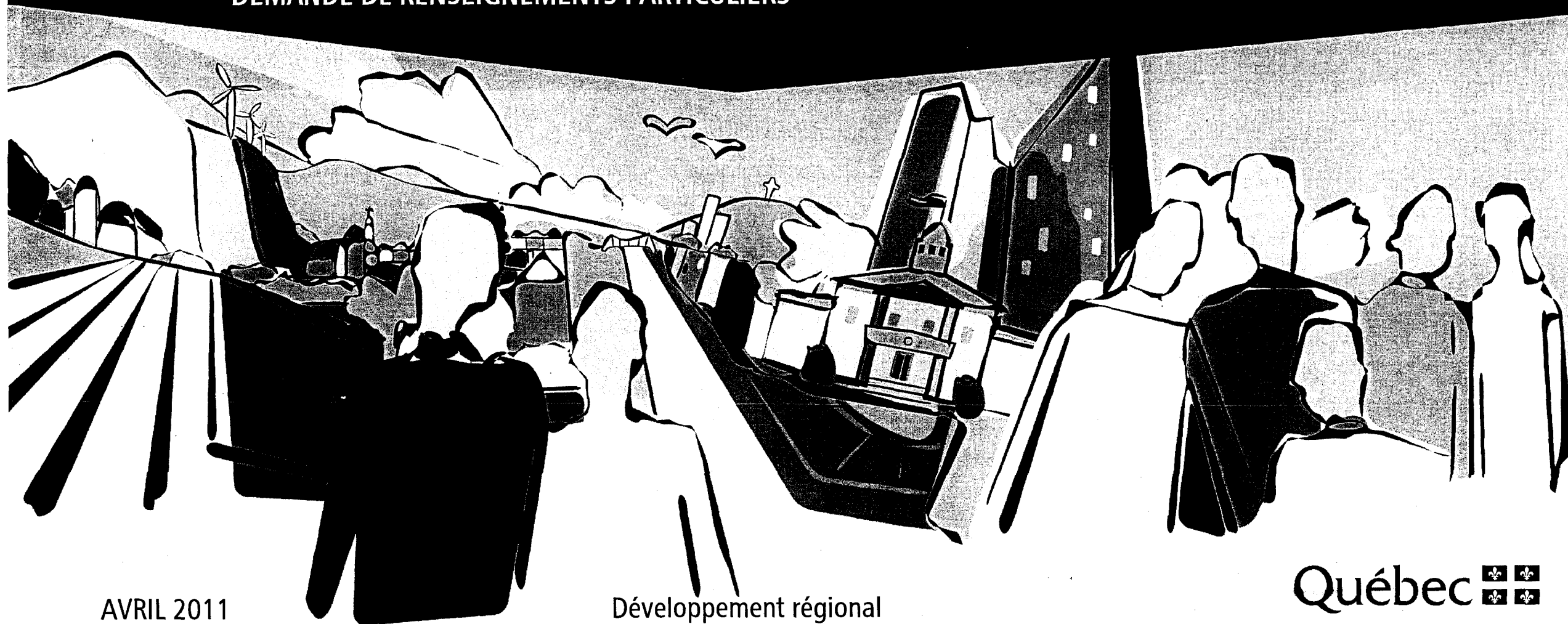


Québec 

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



AVRIL 2011

Développement régional

Québec 

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Développement régional

Demande numéro	Libellé de la demande
80.	Crédits alloués en 2010-2011, par région et par programme et prévisions pour 2011-2012. Solde des sommes non engagées en 2010-2011 par région et par programme.
81.	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
82.	Pour chacune des Conférences régionales des élus (CRÉ), fournir : a) le budget total alloué pour 2010-2011; b) la ventilation budgétaire détaillée 2010-2011; c) les prévisions budgétaires pour 2011-2012; d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région (titre, date de nomination, échéance du mandat, milieu de provenance tel que l'économie, l'éducation, la culture ou la science); e) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration; f) liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.
83.	Sommes engagées en 2010-2011 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventilés par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2011-2012.
84.	Budget de fonctionnement du MAMROT dans chacune des régions du Québec, pour l'exercice 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
85.	Sommes versées en 2010-2011 à chacune des conférences régionales des élus en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées au Fonds de développement régional pour 2011-2012.
86.	Pour chaque conférence régionale des élus, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2010-2011. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.
87.	Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2010-2011. Ventiler les montants par MRC. Prévisions 2011-2012.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
88.	Indiquer toutes mesures gouvernementales visant à remplacer les mesures spéciales concernant la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, notamment le Plan de relance de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Budget accordé à chaque mesure. Résultats obtenus.
89.	État de situation, copie d'études, de scénarios, d'analyses produits par le ministère en 2010-2011 concernant une éventuelle politique des redevances sur les ressources naturelles.
90.	Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.
91.	Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le MAMROT est signataire pour 2010-2011, préciser pour chaque entente : a) les montants engagés; b) le nom des partenaires signataires.
92.	Liste des agents ruraux présents dans chaque région.
93.	Concernant Solidarité rurale, préciser les budgets alloués à l'organisme en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
94.	Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière; b) nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour; c) sommes disponibles pour de nouveaux projets en 2010-2011; d) liste des différents programmes gouvernementaux qui ont été, à ce jour, modulés en fonction de la politique nationale de la ruralité. Indiquer la nature de la modification; e) pour chaque recommandation issue de la politique de la ruralité, le suivi effectué par le gouvernement en 2010-2011 et le budget consacré pour chacune de ces recommandations; f) prévisions des actions pour 2011-2012 et le budget qui y sera consacré; g) liste des comités issus de la politique de la ruralité, leurs réalisations en 2010-2011 et les perspectives pour l'année 2011-2012; h) dans le cadre du renouvellement de la politique de la ruralité, indiquer l'état d'avancement, le nombre de rencontres tenues avec les partenaires.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
95.	Concernant le Fonds de soutien aux territoires en difficulté : a) montant total accordé en 2010-2011; b) liste des MRC ayant signé un contrat de diversification; c) nombre de villes dévitalisées couvertes.
96.	Copie du cadre normatif visant l'enveloppe de 38 M\$ accordée lors du budget 2009-2010 pour soutenir les territoires en difficulté.
97.	Dans le cadre du programme « Communautés rurales branchées », la liste des bénéficiaires et des montants dépensés en 2010-2011. Ventiler par projet avec le nombre de résidences ayant été branchées et par circonscription électorale.
98.	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée : a) liste des lettres d'intention reçues; b) liste des projets retenus; c) financement accordé par projet avec la date; d) copie du bilan général.
99.	Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité : a) liste des projets reçus; b) liste des projets financés; c) financement accordé par projet avec la date.
100.	Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement : a) liste des projets reçus; b) liste des projets financés; c) financement accordé par projet avec la date.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #80

Crédits alloués en 2010-2011, par région et par programme et prévisions pour 2011-2012. Solde des sommes non engagées en 2010-2011 par région et par programme.

PROGRAMME	CRÉDITS 2010-2011	CRÉDITS 2011-2012 (Prévisions)
	(en milliers de \$)	
Pactes et agents ruraux	34 661,5	34 758,4
Solidarité rurale du Québec	796,0	732,0
Fonds d'initiatives pour l'avenir rural	1 221,0	333,9
Laboratoires ruraux	2 500,0	2 430,0
Produits de spécialité	1 875,0	1 405,0
Chantier de l'économie sociale	650,0	605,0
Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale	1 000,0	1 000,0
Fonds conjoncturel de développement	2 984,0	1 434,0
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	10 000,0	10 000,0
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	1 275,0	0,0
Communautés rurales branchées	1 500,0	1 200,0
Villages branchés du Québec	6 335,6	5 900,0
Fonds de développement régional (Note 1)	60 016,7	55 016,7

Les crédits ne sont pas alloués par régions et les sommes dépensées sont présentées à la demande # 81.

Note 1 : À ces crédits s'ajoutent 3,0 M\$ prévu au ministère des Transports par l'entremise du Bureau de la Capitale-Nationale pour la CRÉ de la Capitale-Nationale ainsi que 2,0 M\$ au Secrétariat aux affaires autochtones pour le financement de l'Administration régionale Kativik (ARK). Cette dernière somme est intégrée à l'entente concernant le financement global de l'ARK.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #81

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.

Aides accordées en 2010-2011 :

- a) Fonds conjoncturel de développement : voir tableau 1
- b) Fonds de soutien aux territoires en difficultés : voir tableaux 2 et 2-A
- c) Politique nationale de la ruralité : les réponses sont présentées à la question 94
- d) Solidarité rurale du Québec : voir réponses à la question 93
- e) Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale : voir tableau 3
- f) Chantier de l'économie sociale : voir tableau 3
- g) Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR) : voir tableau 4

Prévisions 2011-2012 :

- a) Fonds conjoncturel de développement : référer à la question 80
- b) Fonds de soutien aux territoires en difficultés : référer à la question 80
- c) Politique nationale de la ruralité : les réponses sont présentées à la question 94
- d) Solidarité rurale du Québec : voir la question 93
- e) Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale : voir tableau 3
- f) Chantier de l'économie sociale : voir tableau 3

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Bas Saint-Laurent		
Corporation du patrimoine de Rivière-Bleue	Réhabilitation de la Gare de Rivière-Bleue afin d'en faire un complexe touristique	6 000 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-la-Lande	Réfection du pont couvert Romain-Caron	6 000 \$
Centre périnatal Entre Deux Vagues	Agrandissement des locaux et amélioration des services offerts	10 740 \$
Tourisme Rimouski	Poursuite du programme d'interprétation et de mise en valeurs de l'Île Saint-Barnabé - Phase 2	3 040 \$
MRC Les Basques	Étude de caractérisation de la géomorphologie et de la dynamique fluviale de la petite rivière Neigette	1 000 \$
Impressions Alliance 9000 inc.	Acquisition d'une presse, d'un relieur spiral automatique, d'une plieuse et d'un centre de transfert de plaques	50 000 \$
Comité de développement de Saint-Tharcisius	Construction d'un bâtiment servant de lieu de rencontres intergénérationnelles et rénovation de la patinoire	29 000 \$
Corporation PARC Bas-Saint-Laurent	Consolidation de l'organisme	10 000 \$
Municipalité de Saint-Vianney	Aménagement d'un espace de travail pour le comité de développement et autres organismes municipaux	18 000 \$
Saguenay Lac-Saint-Jean		
Comité de développement économique de Petit-Saguenay	Lancement et mise en œuvre du plan d'action du Village Rêvé de Petit-Saguenay	56 000 \$
Capitale-Nationale		
CRÉ de la Capitale-Nationale	Entente spécifique sur les paysages de Charlevoix	25 000 \$
Le Piolet, Restaurant et traiteur (organisme d'insertion socioprofessionnelle)	Maintien des services offerts par deux intervenants psychosociaux ainsi que le soutien des frais de fonctionnement de la Maison des jeunes adultes	29 600 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Mauricie		
Club nautique La Turquois inc.	Construction d'un pavillon d'accueil à la marina de La Tuque	64 487 \$
École secondaire Paul Le Jeune	Création d'un arboretum	4 800 \$
Municipalité de La Bostonnais	Développement récréotouristique du Parc Ducharme	20 000 \$
Municipalité de Saint-Adelphe	Réalisation d'un parc commémoratif dans le cadre du 125e anniversaire de la municipalité de Saint-Adelphe	15 000 \$
Estrie		
Centre d'intégration du marché de l'emploi	"Les femmes dans la construction : une voie d'avenir pour un secteur en effervescence"	27 000 \$
Coopérative de Solidarité en formation et développement rural du Granit	Expansion de la Maison familiale rurale du Granit	12 000 \$
Sherbrooke, Cité des Rivières	Réalisation de l'édition 2010 du spectacle "Omaterra, le grand spectacle de l'eau"	125 000 \$
Outaouais		
Services Animation Jeunesse Outaouais (SAJO)	Bouffée d'oxygène jeunesse Outaouais	100 000 \$
Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec, Gatineau Été 2010	Réalisation de la 45e finale des Jeux du Québec à Gatineau à l'été 2010	26 496 \$
Abitibi-Témiscamingue		
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	Projet pilote du Carrefour touristique en Abitibi-Témiscamingue	16 700 \$
Radio Boréale	Mise sur pied d'une radio communautaire dans la MRC d'Abitibi	8 000 \$
Corporation de développement industriel et commercial de la région de Val-d'Or	Construction d'un centre de transit minier nordique	125 000 \$
Municipalité de Barraute	Réalisation de la phase II de l'écocentre et du centre de transbordement de Barraute. Acquisition d'un bâtiment modulaire.	9 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Côte-Nord		
Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins	Jardin de la biodiversité à Tadoussac	10 000 \$
MRC La Haute-Côte-Nord	HCN - Négociations autochtones	10 000 \$
Centre de développement agricole de la MRC de Sept-Rivières	Achat d'équipements nécessaires à la préparation de terrains dans le but de développer l'industrie du bleuet dans la région de la Côte-Nord	10 000 \$
Société d'histoire de Forestville	Création d'une exposition permanente relatant l'histoire de la construction des centrales hydroélectriques de Bersimis 1 et 2 au nord de Forestville	18 000 \$
MRC La Haute-Côte-Nord	Finaliser le projet de négociations territoriales avec les Innus d'Essipit	17 510 \$
Nord-du-Québec		
Centre d'études collégiales à Chibougamau	Écriture de l'histoire du Nord-du-Québec	25 000 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
Centre des avalanches de la Haute-Gaspésie	Soutien des dépenses d'opération de l'organisme pour les trois prochaines années.	80 000 \$
Village gaspésien de l'héritage britannique	Relance des activités de l'organisme (fonctionnement)	85 000 \$
Musée de la rivière Cascapédia	Développement et consolidation des activités de l'organisme (fonctionnement sur 3 ans)	40 000 \$
Harmonie Inter-communautés et Listuguj Mi'gmac gouvernement	Harmonie Inter-communautés Listuguj Pointe-à-la-Croix	18 000 \$
Hébergement pour personnes âgées Nouveaux horizons inc.	Mise à niveau des équipements. Achat d'un système d'appel à l'aide et d'une cuisinière	9 000 \$
Administration portuaire de l'anse à Beaufile / Percé inc.	Réalisation de travaux d'aménagement au site d'amarrage pour petits bateaux de pêche dans le secteur de Cannes-de-Roches (Ville de Percé)	24 114 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Chaudière-Appalaches		
Moisson Beauce inc.	Amélioration du bâtiment et des installations	100 000 \$
Au petit Manoir d'Adstock	Revalorisation du Foyer Valin - Aménagement de la Garderie "Au petit Manoir d'Adstock"	87 500 \$
Corporation Festivités Western de Saint-Victor (Beauce) inc.	Revitalisation du Saloon et achat d'un terrain adjacent au site	100 000 \$
Centre-du-Québec		
Fondation Solidarité Jeunesse	Consolidation et développement de la Journée Normand-Maurice	25 000 \$
CLD de la MRC de l'Érable	Réalisation d'une vidéo promotionnelle de la MRC de l'Érable "Une région qui dévoile sa personnalité"	2 822 \$
Non régionalisé		
Regroupement des URLS	Réalisation du programme Secondaire en spectacle	40 000 \$
Conciliation travail-famille Commodus	Financement des opérations et la poursuite de la mise en place de franchises en régions	10 000 \$
Centre de vigie et de recherche sur la culture entrepreneuriale	Expérimentation de trois communautés entrepreneuriales au Québec	68 000 \$
Association des marchés publics du Québec	Étude sur les impacts économiques des marchés publics agroalimentaires québécois	40 000 \$
Grand total		1 617 809 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande # 81

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
Volet I (Le montant d'aide totale inclus le montant d'aide accordé lors du 1er contrat de 300 000 \$)			
MRC La Matapédia	Ensemble du territoire de la MRC	465 000 \$	232 500 \$
MRC de Témiscouata	Ensemble du territoire de la MRC		177 500 \$
MRC de la Mitis	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	277 500 \$
MRC Les Basques	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	277 500 \$
MRC de Matane	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	310 000 \$
MRC Kamouraska	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	152 500 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	Ensemble du territoire de la MRC, sauf Alma mais incluant l'ancienne municipalité de Delisle maintenant fusionnée à Alma		81 250 \$
MRC Domaine-du-Roy	Ensemble du territoire de la MRC	207 500 \$	103 750 \$
MRC Maria-Chapdelaine	Ensemble du territoire de la MRC		106 250 \$
MRC Fjord-du-Saguenay	Ensemble du territoire de la MRC		86 250 \$
MRC Portneuf	Saint-Raymond, Saint-Léonard-de-Portneuf, Rivière-à-Pierre	50 000 \$	75 000 \$
MRC Charlevoix-Est	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	182 500 \$
MRC Mékinac	Ensemble du territoire de la MRC	207 500 \$	103 750 \$
Ville La Tuque	Agglomération La Tuque		50 000 \$
Ville de Shawinigan	Ville de Shawinigan		75 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande # 81

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
MRC du Haut-Saint-François	Ensemble du territoire de la MRC		133 750 \$
MRC Le Granit	Lac-Mégantic, Lac-Drolet, Lambton, Saint-Romain, Stornoway, Courcelles, Saint-Augustin-de-Woburn, Notre-Dame-des-Bois		108 750 \$
MRC Coaticook	Barnston-Ouest, Coaticook, Compton, East Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton, Saint-Herménégilde, Saint-Malo, Saint-Venant-de-Paquette, Waterville		192 500 \$
MRC de Papineau	Ensemble du territoire de la MRC		122 500 \$
MRC La-Vallée-de-la-Gatineau	Ensemble du territoire de la MRC	245 000 \$	122 500 \$
MRC Pontiac	Ensemble du territoire de la MRC	267 500 \$	133 750 \$
MRC de l'Abitibi	Champneuf, La Morandière, Rochebaucourt, Launay	250 000 \$	125 000 \$
MRC de Témiscamingue	Belleterre, Laforce, Moffet, Angliers et Nédelec	277 500 \$	138 750 \$
MRC Abitibi-Ouest	Ensemble du territoire de la MRC	305 000 \$	152 500 \$
MRC La Vallée-de-l'Or	Malartic, Senneterre, Seneterre Paroisse et Belcourt	50 000 \$	50 000 \$
MRC de la Minganie	Aganish, Baie-Johan-Beetz, L'Île-d'Anticosti, Longue-Pointe-de-Mingan, Natashquan, Rivière-Saint-Jean et Rivière-au-Tonnerre		102 500 \$
MRC Haute-Côte-Nord	Ensemble du territoire de la MRC		217 500 \$
Basse-Côte-Nord	Ensemble du territoire		232 500 \$
MRC Manicouagan	Ragueneau, Pointe-aux-Outardes, Baie-Trinité, Godbout	50 000 \$	180 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
Municipalité de Baie-James	Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Baie-James		50 000 \$
MRC Haute Gaspésie	Ensemble du territoire de la MRC		152 500 \$
MRC Côte-de-Gaspé	Ensemble du territoire de la MRC		122 500 \$
MRC d'Avignon	Ensemble du territoire de la MRC		150 000 \$
MRC Bonaventure	Ensemble du territoire de la MRC	350 000 \$	175 000 \$
MRC Rocher-Percé	Ensemble du territoire de la MRC		127 500 \$
Agglo. Îles-de-la-Madeleine	Ensemble du territoire		50 000 \$
MRC L'Islet	Saint-Adalbert, Saint-Pamphile, Sainte-Perpétue, Sainte-Félicité, Saint-Marcel, Saint-Omer, Tourville		158 750 \$
MRC Montmagny	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Saint-Just-de-Bretenières, Lac-Frontière, Sainte-Lucie-de-Beauregard, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-Paul-de-Montminy et Sainte-Apolline-de-Patton		237 500 \$
MRC Les Etchemins	Ensemble du territoire de la MRC		237 500 \$
MRC Les Appalaches	Beaulac-Garthby, Disraëli Ville, Disraëli Paroisse, Sainte-Praxède, Saint-Fortunat, Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, Saint-Joseph-de-Coleraine, Saint-Julien		210 000 \$
MRC Matawinie	Saint-Michel-des-Saints, Sainte-Émilie-de-l'Énergie, Saint-Zénon, Chertsey, Saint-Côme		50 000 \$
MRC Les Laurentides	Lac Supérieur, Labelle, Saint-Faustin-Lac-Carré, La Minerve, Val-des-Lacs		50 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande # 81

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
MRC Antoine-Labelle	Ensemble du territoire de la MRC	217 500 \$	108 750 \$
MRC Le Haut-Saint-Laurent	Huntingdon	152 500 \$	101 250 \$
MRC Les Maskoutains	Saint-Valérien-de-Milton, Saint-Simon, Saint-Louis et Saint-Marcel-de-Richelieu		75 000 \$
MRC d'Acton	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	75 000 \$
MRC Brome-Missisquoi	Ensemble du territoire de la MRC		75 000 \$
MRC Beauharnois-Salaberry	Ensemble du territoire de la MRC		75 000 \$
MRC Bécancour	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	210 000 \$
MRC L'Érable	Ensemble du territoire de la MRC	50 000 \$	197 500 \$
Sous-total Volet I		3 495 000 \$	6 992 500 \$
Volet II			
Rimouski-Neigette	Ensemble du territoire de la MRC		195 500 \$
Rivière-du-Loup	Ensemble du territoire de la MRC		159 000 \$
Maskinongé	Ensemble du territoire de la MRC		179 000 \$
D'Autray	Saint Gabriel, Mandeville, Saint-Cléophas, Saint-Didace, Saint-Norbert, Saint-Gabriel-de-Brandon		211 000 \$
Les Pays d'en Haut	Ensemble du territoire de la MRC	165 000 \$	209 000 \$
Pierre-De Saurel	Ensemble du territoire de la MRC		226 000 \$
Arthabaska	Ensemble du territoire de la MRC	174 000 \$	218 000 \$
Sous-total Volet II		339 000 \$	1 397 500 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
Volet III			
Les sommes attribuées dans le cadre du volet III sont incluses à même les volets I et II (aide totale de 2,4 M\$)			
Volet IV			
MRC Memphrémagog	Magog, Ayer's Cliff, Eastman, Potton, Stanstead	100 000 \$	100 000 \$
MRC Les Sources	Ensemble du territoire de la MRC		100 000 \$
MRC du Val-Saint-François	Racine, Cantons de Valcourt et de Melbourne, Lawrenceville, Kingsbury, Richmond, Valcourt, Windsor		100 000 \$
MRC Vaudreuil-Soulangue	Coteau-du-Lac, Coteaux, Pointe-Fortune, Rigaud, Rivière-Beaudette, Saint-Clet, Sainte-Justine-de-Newton, Sainte-Marthe, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Saint-Zotique, Très-Saint-Rédempteur		100 000 \$
MRC Bellechasse	Ensemble du territoire de la MRC		100 000 \$
Sous-total Volet IV		100 000 \$	500 000 \$
Volet V			
Les sommes autorisées dans le cadre du volet V sont attribuées en fonction des projets présentés au MAMROT		920 965 \$	1 110 000 \$
Sous-total Volet V		920 965 \$	1 110 000 \$
Total FSTD		4 854 965 \$	10 000 000 \$

Note: La description des volets est présentée à la réponse 83.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2-A

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD) - Volet V

Région	Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Capitale Nationale	Coopérative de Baie-Sainte-Catherine	Financement des activités de la Coop	59 836 \$
Bas-Saint-Laurent	La Trinité-des-Monts	Achat d'un camion et d'équipements en matière de sécurité incendie	2 054 \$
Bas-Saint-Laurent	Saint-Marcellin	Achat d'un camion autopompe usagé et d'équipements en matière de sécurité incendie	46 948 \$
Bas-Saint-Laurent	Esprit-Saint	Achat d'un camion et d'équipements en matière de sécurité incendie	25 123 \$
Bas-Saint-Laurent	Les 6 de la MRC	Achat d'une camionnette de service incendie et d'appareils respiratoires autonomes	68 742 \$
Bas-Saint-Laurent	Saint-Eugène-de-Ladrière	Achat d'un camion à déchets et de conteneurs	115 582 \$
Bas-Saint-Laurent	Price	Achat d'un camion autopompe citerne	80 000 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Petit-Saguenay	Acquisition d'équipement de sécurité incendie	26 785 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Notre-Dame-de-Lorette et Saint-Stanislas	Acquisition d'un camion pompe	55 000 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Coopérative de consommation de Saint-Alexis	Maintien et amélioration des services de la Coopérative	35 000 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Percé	Acquisition d'une unité d'urgence	37 500 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Paspébiac	Acquisition d'un camion-citerne	129 920 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Grande-Vallée	Acquisition d'un camion-citerne	38 577 \$
Chaudière-Appalaches	Sainte-Félicité	Achat d'un camion incendie et d'équipement en matière d'incendie	90 888 \$
Chaudière-Appalaches	Saint-Louis-de-Gonzague	Achat d'équipement en matière d'incendie	19 010 \$
Centre-du-Québec	Notre-Dame-de-Ham	Acquisition d'un camion auto-pompe	90 000 \$
Total Volet V			920 965 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 3

Demande # 81

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.

Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale

CRÉ bénéficiant de sommes dans le cadre d'une entente spécifique	Sommes dépensées en 2010-2011 (versées au 25 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
01 - Bas-Saint-Laurent	50 000 \$	50 000 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean		50 000 \$
03 - Capitale-Nationale		50 000 \$
04 - Mauricie	50 000 \$	50 000 \$
05 - Estrie		50 000 \$
07 - Outaouais		50 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue		50 000 \$
09 - Côte-Nord	50 000 \$	50 000 \$
10 - Nord-du-Québec (Baie-James)		50 000 \$
10 - Nord-du-Québec (ARK)		50 000 \$
10 - Nord-du-Québec (ARC)*		50 000 \$
11 - Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine		50 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	50 000 \$	50 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 3

Demande # 81

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.

Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale

CRÉ bénéficiant de sommes dans le cadre d'une entente spécifique	Sommes dépensées en 2010-2011 (versées au 25 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
14 - Lanaudière	50 000 \$	50 000 \$
15 - Laurentides		50 000 \$
16 - Montérégie (Montérégie Est)		50 000 \$
16 - Montérégie (VHSL)		50 000 \$
17 - Centre-du-Québec	50 000 \$	50 000 \$
Sous-total	300 000 \$	900 000 \$
Projet du Fonds d'initiatives en économie sociale	-	100 000 \$
Grand total	300 000 \$	1 000 000 \$

Chantier de l'économie sociale	Sommes dépensées en 2010- 2011 (versées au 25 février 2011)	Sommes prévues en 2011-2012
Total	625 000 \$	605 000 \$

*Entente (ou projet) non signé par le ministre au 31 mars 2011.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 4

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR)

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Bas Saint-Laurent		
Corporation du Sentier Rivière-du-Loup/Témiscouata	Réfection d'une section endommagée du sentier Rivière-du-Loup/Témiscouata	4 993 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean		
Union de motoneigistes du Lac-Saint-Jean-Est	Relocalisation des sentiers TQ 23 et 83 qui passent sur le Lac Vert à Hébertville	16 040 \$
Club Quad du Fjord	Réaménagement du sentier de VTT TQ dans la Réserve faunique des Laurentides qui rejoint la TQ 70 - Projet Laterrière	7 685 \$
Coopérative Quatre temps	Réaménagement du sentier VTT Trans-Québec #70 - Sentier Les Murailles	40 000 \$
Mauricie		
Club Quad Rive Nord inc.	Développement de l'axe interrégional mauricien; Tronçon St-Adelphe - La Tuque	15 000 \$
Quad Mauricie 2006	Relocalisation d'une partie du sentier interrégional numéro 50 à Notre-Dame-du-Mont-Carmel	9 150 \$
Estrie		
Club Quad Estrie Sud inc.	Reconstruction du pont Herring	50 000 \$
Côte-Nord		
Club Nord-Neige de Forestville inc.	Construction d'une passerelle sur la rivière Betsiamites	75 000 \$
Nord-du-Québec - Baie-James		
Club d'autoneige de Chibougamau inc.	Aménagement aux approches de ponts - Sentier TQ 93	40 000 \$
Club d'autoneige de Chibougamau inc.	Consolidation des sentiers - Amélioration de la sécurité.	49 987 \$
Club Quad de Matagami	Aménagement d'un sentier de sortie de la Ville de Matagami	24 700 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 4

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR)

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
Les Sentiers Rocher-Percé	Construction d'une passerelle à Grande-Rivière	40 300 \$
Chaudière-Appalaches		
Club VTT Saint-Nérée inc.	Reconversion d'un sentier de VTT hivernal en sentier estival entre les rangs 6 et 7 dans les municipalités de Saint-Nérée et d'Armagh	25 768 \$
Municipalité de Saint-Martin	Passerelle suspendue multifonctionnelle au-dessus de la rivière Chaudière	1 500 \$
Lanaudière		
Club Quad Saint-Zénon 1997 inc.	Réparation et amélioration d'une portin de sentier	2 500 \$
Quad Matawinie	Déplacement d'une partie du sentier interrégional #45 et construction d'un pont	7 398 \$
Club quad Les Randonneurs	Réparation et nettoyage du sentier Trans-Québec 50 et installation de nouveaux ponts	7 950 \$
Laurentides		
Club Quadri-Laus	Déplacement d'un tronçon du sentier de motoneige no 324	2 970 \$
Club Quadri-Laus	Réalisation du sentier interrégional de motoquad pour rejoindre l'Outaouais	6 000 \$
Club Quadloup inc.	Déplacement et aménagement d'un tronçon du sentier interrégional de motoquad secteur Chute St-Philippe	4 773 \$
Club de motoneige Anti-Loup	Déplacement d'un tronçon du sentier Trans-Québec no 53	3 960 \$
Club VTT Quad Village Hautes-Laurentides	Aménagement d'un nouveau sentier motoquad pour relier le nord et le sud de la MRC Antoine-Labelle	5 940 \$
Montérégie - Vallée-du-Haut-Saint-Laurent		
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois	Installation de panneaux de signalisation, aménagement et construction d'infrastructures et déplacement d'un sentier	6 079 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 4

Demande # 81	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2010-2011 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2011-2012.
--------------	---

Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR)

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2010-2011 (au 22 février 2011)
Centre-du-Québec		
Quad Centre-du-Québec	Déplacement de sentier à St-Ferdinand	1 148 \$
Moto-Club Bois-Francis	Réparation et déplacement de sentiers dans la MRC d'Arthabaska	21 611 \$
Club de motoneiges du Centre-du-Québec inc.	Déplacement d'un sentier dans l'emprise de l'autoroute 55 (pont et ponceaux)	10 800 \$
Total		481 252 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 82

Pour chacune des Conférences régionales des élus (CRÉ), fournir : a) le budget total alloué pour 2010-2011; b) la ventilation budgétaire détaillée 2010-2011; c) les prévisions budgétaires pour 2011-2012; d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région (titre, date de nomination, échéance du mandat, milieu de provenance tel que l'économie, l'éducation, la culture ou la science); e) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration; f) liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.

Réponse a) : Le budget 2010-2011 pour les CRÉ totalisait 35 M\$.

Réponse b) : Voir ANNEXE 1.

Réponse c) : Le budget prévisionnel de l'enveloppe 2011-2012 totalise 60 M\$.

Réponse d) : Voir ANNEXE 2.

Réponse e) : Voir ANNEXE 3.

Réponse f) : Voir ANNEXE 4.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Région	Budget CRÉ 2010-2011
Bas St-Laurent	2 474 639 \$
Saguenay Lac St-Jean	1 845 508 \$
Capitale Nationale	(1) 1 886 582 \$
Mauricie	1 018 060 \$
Estrie	1 658 858 \$
Montréal	5 026 179 \$
Outaouais	2 124 705 \$
Abitibi/Témiscamingue	2 586 835 \$
Côte-Nord	1 717 415 \$
Nord-du-Québec	
Baie-James	1 579 570 \$
Kativik	(2) 1 443 879 \$
Crie	(3) -1 700 459 \$
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	2 824 600 \$
Chaudière/Appalaches	1 727 519 \$
Laval	1 659 465 \$
Lanaudière	1 034 277 \$
Laurentides	1 827 210 \$
Montréal	
Longueuil	1 476 112 \$
Est	1 825 944 \$
Ouest (Vallée-du-Saint-Laurent)	(3) -926 740 \$
Centre du Québec	1 889 841 \$
Sous-total	34 999 999 \$

(1) La CRÉ de la Capitale-Nationale relève du Bureau de la Capitale-Nationale.

(2) À partir de l'année financière 2006-2007, le budget de la CRÉ Kativik est intégré à l'entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik.

(3) Les montants négatifs représentent des sommes récupérées sur les enveloppes prévues en 2011-2012.

Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	28
Nombre d'élus(e)s	18
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	9
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	6 (21 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Michel Lagacé	Préfet de la MRC de Rivière-du-Loup	Président
M. Serge Fortin	Préfet de la MRC de Témiscouata	Vice-président
M. Michel Côté	Préfet de la MRC de La Mitis	
M. Yvan Imbeault	Préfet de la MRC de Matane	
M. Bertin Denis	Préfet de la MRC des Basques	
M. Gilbert Pigeon	Préfet de la MRC Rimouski-Neigette	
M. Yvon Soucy	Préfet de la MRC de Kamouraska	
Mme Chantale Lavoie	Préfète de la MRC de La Matapédia	
M. Gaëtan Ruest	Maire d'Amqui	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h
M. Claude Canuel	Maire de Matane	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h
M. Jean Bélanger	Maire de Mont-Joli	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h Administrateur comité exécutif
M. Éric Forest	Maire de Rimouski	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h Secrétaire-trésorier
M. Michel Morin	Maire de Rivière-du-Loup	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h
M. Jacques Asselin	Maire de Cabano	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi
M. Sylvain Hudon	Maire de La Pocatière	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi
M. Renald Bernier	Maire de Saint-Pascal	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi Nouveau
M. Jean-Pierre Rioux	Maire de Trois-Pistoles	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi
M. Claude Lavoie	Maire de Dégelis	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent

COMPOSITION DE LA GRE		
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Bruno Gagnon	Président	Table de concertation agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent (secteur Agroalimentaire)
Mme Suzanne Tremblay	Répondante régionale	Table de concertation de groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent (secteur Condition féminine)
Mme Ginette Lepage	Directrice générale	Conseil de la culture du Bas-Saint-Laurent (secteur Culture) Administratrice comité exécutif
Mme Évelyne Langlois	Coordonnatrice	Mouvement Action Communautaire du Bas-Saint-Laurent (secteur Développement social)
M. Yves Goudreau	Président	ACCORD Bas-Saint-Laurent – Créneaux d'excellence (secteur Diversification économique, innovation, science et technologie)
M. Michel Ringuet	Recteur	Université du Québec à Rimouski (secteur Éducation)
Mme Luce Balthazar	Directrice générale	Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent (secteur Environnement)
M. Bruno Paradis	Président	Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent (secteur Jeunesse)
M. Gilles Michaud	Directeur général	Société d'exploitation des ressources de la Vallée (secteur Milieu forestier)
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Mme Anne Archambault	Grande chef	Première Nation Malécite de Viger

Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	22
Nombre d' élu(e)s	14
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	7
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	2 (9,1 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (4,5 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Georges Bouchard Président	Conseiller de l'arrondissement de Jonquière	Représentant de Ville de Saguenay.
M. Marc Asselin Vice-président	Maire d'Alma	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Jean-Marie Claveau Secrétaire trésorier	Préfet de la MRC du Fjord-du-Saguenay et maire de Saint-Félix-d'Otis	
M. Jean-Pierre Boivin Membre du conseil exécutif	Préfet de la MRC Maria-Chapdelaine	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Michel Larouche Membre du conseil exécutif	Maire de Roberval	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Jean Tremblay	Maire de Ville de Saguenay	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Marc Petterson	Conseiller de l'arrondissement de Chicoutimi	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Réjean Laforest	Conseiller de l'arrondissement de Jonquière	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Luc Boivin	Conseiller de l'arrondissement de La Baie	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Gilles Potvin	Maire de Saint-Félicien	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Bernard Généreux	Préfet de la MRC Domaine-du-Roy et maire de Saint-Prime	
M. André Paradis	Préfet de la MRC Lac-Saint-Jean-Est et maire de Saint-Henri-de-Taillon	
M. Georges Simard	Maire de Dolbeau-Mistassini	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gérald Savard	Maire de Bégin	Représentant supplémentaire de la MRC Le Fjord-du-Saguenay
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Liz S. Gagné Membre du conseil exécutif	Présidente de la Commission scolaire Les Rives-du-Saguenay	
M. Jean-Denis Gill	Président du Conseil de la radio communautaire de Mashteuiatsh	
M ^{me} Jeanne Lavoie	Présidente, CRÉPAS	
M. Dominique Dufour	Agent de liaison, Engagement jeunesse	

Conférence régionale des élus du Saguenay—Lac-Saint-Jean

COMPOSITION DE LA CRE		
M. André Fortin	Président de l'Union des producteurs agricoles du Saguenay—Lac-Saint-Jean	
M. Engelbert Cottenoir	Président du Conseil central des syndicats nationaux (CSN)	
M ^{me} Édith Pelletier	Administratrice RÉCIF-02	
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
M. Florent Bégin	Vice-chef	Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean

Conférence régionale des élus de la Mauricie

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	19
Nombre d' élu(e)s	12
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	6
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	2 (10,5%)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0

COMPOSITION DE LA CRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Gérard Bruneau Président	Préfet de la MRC Les Chenaux	
M. Normand Beaudoin 1 ^{er} Vice-président	Maire de La Tuque	Ville et Agglomération
M. René Goyette Secrétaire	Conseiller de Trois-Rivières	Membre supplémentaire
M. Robert Lalonde Administrateur	Préfet de la MRC de Maskinongé	
M. Michel Angers Administrateur	Maire de Shawinigan	Ville MRC
M. Lucien Mongrain	Préfet de la MRC de Mékinac	
M. Yves Lévesque	Maire de Trois-Rivières	Ville MRC
M. Guy Richard	Maire de Louiseville	+ 5 000 habitants
M. Pierre Bouchard	Maire de N.D. du Mont-Carmel	+ 5 000 habitants
M. André Léveillé	Maire de St-Tite	Annexe B de la loi
M. Serge Aubry	Conseiller de Shawinigan	Membre supplémentaire
M. Larry Bernier	Maire de Lac-Edouard	Membre supplémentaire
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Éric Lord 2 ^e Vice-président	Directeur général Culture Mauricie	Qualité de vie
M. André Nollet Trésorier	Directeur général Association touristique régionale de la Mauricie	Économie
M. Christian Muckle	Directeur général Cégep de Trois-Rivières	Éducation
M. Michel Dupont	Conseiller régional Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	Développement social
M. Sébastien Duchesne	Directeur général Société d'aménagement et de mise en valeur du bassin de la Batiscan	Ressources naturelles et territoire
Mme Sophie Milette	Directrice aux ressources humaines Gérard Milette Portes et Fenêtres Présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail	Main-d'œuvre
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Mme Eva Ottawa	Grande Chef/Présidente	Conseil de la nation Atikamekw

Conférence régionale des élus de L'ESTRIE

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	27
Nombre d'élue(s)	18
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	9
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	9 (33,3%)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (3,7 %)

COMPOSITION DE LA GRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Réjean Masson	Préfet MRC de Coaticook	
M. Bertrand Lamoureux	Maire de Coaticook	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Hémond	Préfet de la MRC Les Sources	
M. Hugues Grimard	Maire de la Ville d'Asbestos	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Maurice Bernier <i>Président</i>	Préfet de la MRC Le Granit	
M ^{me} Colette Roy-Laroche	Mairesse de Lac-Mégantic	Municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Nicole Robert <i>2^{ème} Vice-présidente</i>	Préfète de la MRC Le Haut-Saint-François	
M. Robert G. Roy	Maire de la Ville d'East-Angus	Municipalité prévue à l'annexe B
M. Noël Landry	Maire de la Ville de Cookshire-Eaton	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Claude Boucher	Préfet de la MRC Le Val-Saint-François	
M. Marc-André Martel	Maire de la Ville de Richmond	Municipalité prévue à l'annexe B
M. Laurian Gagné	Maire de la Ville de Valcourt	Municipalité prévue à l'annexe B
M ^{me} Sylvie Bureau	Mairesse de la Ville de Windsor	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Gérard Marinovich	Préfet de la MRC Memphrémagog	
M ^{me} Vicky May Hamm	Mairesse de la Ville de Magog	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Bernard Sévigny <i>1^{er} Vice-président</i>	Maire de la Ville de Sherbrooke	
M. Robert Pouliot	Conseiller municipal à la Ville de Sherbrooke	Membres supplémentaires prévus par l'article 21.8, alinéa 4 et alinéa 9 (décret 683-2004)
M ^{me} Nathalie Goguen Secrétaire	Conseillère municipale à la Ville de Sherbrooke	

Conférence régionale des élus de L'ESTRIE

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Alain Compagna	Vice-président de Bois ouvrés Waterville inc	Développement économique
M. Jacques Viens	Vice-recteur-adjoint Université de Sherbrooke	Développement économique
M. François Bourassa	Président UPA Estrie	Territoire
Jean Paul Raïche	Président du COGÉSAF	Territoire
M. Jean Lacharité	Président du Conseil central CSN de l'Estrie	Capital humain
M ^{me} Denise Marquis	Consultante	Capital humain
M. Alexandre Blanchette	Membre du CA Forum jeunesse Estrie	Relève
M ^{me} Nicole Charrette Trésorière	Directrice générale Femme et politique municipale	Social
M ^{me} Michelle Lavoie	Présidente Table de concertation culturelle de la MRC de Coaticook	Culture
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
N/A		

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre actuel de membres désignés	117 sur 118
Nombre de femmes parmi les membres du conseil d'administration (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	36 (30,8 %)
Nombre d'élus municipaux	79
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	24 (30,4 %)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés	38 (1 vacant)
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	12 (31,6 %)
Représentant autochtone	0
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et le ministre	25 octobre 2004 Avenants : <ul style="list-style-type: none">• 24 novembre 2006• 22 septembre 2008

28 députés provinciaux (11 femmes = 39,3 %)

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

Composition du conseil d'administration

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2010-2011 (1^{er} mars 2011)

COMITÉ DE DIRECTION	
Manon Barbe <i>Présidente</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Richard Deschamps <i>1er Vice-président</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Gaétan Châteauneuf <i>2e Vice-président</i>	Secteur: Socioéconomique Fonction: Président Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Ginette Marotte <i>Trésorière</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Louise Sicuro <i>Secrétaire</i>	Secteur: Socioéconomique Fonction: Présidente-directrice générale Organisme: Culture pour tous
ÉLUES ET ÉLUS MUNICIPAUX	
Michael Applebaum	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Élaine Ayotte	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Manon Barbe <i>Présidente</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Daniel Bélanger	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Richard Bélanger	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de L'Île-Bizard/Ste-Geneviève Organisme: Ville de Montréal
Frantz Benjamin	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Villieray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Richard Bergeron	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Michel Bissonnet	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
Laurent Blanchard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Caroline Bourgeois	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Étienne Brunet	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Maria Calderone	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Jocelyn Ann Campbell	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Harout Chitilian	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement d'Achuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Marie Cinq-Mars	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement d'Outremont Organisme: Ville de Montréal
Suzan Clarke	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Robert Coutu	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire de la ville Organisme: Ville de Montréal-Est
Jane Cowell-Poitrass	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Lachine Organisme: Ville de Montréal
François Croteau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Claude Dauphin	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Lachine Organisme: Ville de Montréal
Suzanne Décarie	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Gilles Deguire	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Francis Deroo	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
Mary Deros	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc Extension Organisme: Ville de Montréal
Richard Deschamps <i>1er Vice-président</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Alan DeSousa	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Benoit Dorais	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Christian G. Dubois	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Josée Duplessis	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Alvaro Farinacci	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Luc Ferrandez	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Sammy Forcillo	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de ville l'arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Helen Fotopulos	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Véronique Fournier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Marc-André Gadoury	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Pierre Gagnier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement d'Achats-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Jean-Marc Gibeau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Louise Harel	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Andrée Hénault	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Anjou Organisme: Ville de Montréal
Anthony Housefather	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville Côte Saint-Luc
Edward Janiszewski	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Dollard-des-Ormeaux
Pierre Lampron	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Elsie Lefebvre	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Villieray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
François Limoges	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Pierre Mainville	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Ginette Marotte <i>Trésorière</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Beny Masella	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Montréal-Ouest
George Mc Leish	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Senneville
Bill McMurchie	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Pointe-Claire
Peter McQueen	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
John W. Meaney	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Kirkland
Réal Ménard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Francesco Miele	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Luis Miranda	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement d'Anjou Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Alex Norris	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Lionel Perez	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Dominic Perri	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
David Pollock	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Beaconsfield
Gaëtan Primeau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
François Robillard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Marvin Rotrand	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Chantal Rouleau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Edgard Rouleau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Cité de Dorval
Philippe Roy	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville Mont-Royal
Aref Salem	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Anie Samson	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Villeray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
William Steinberg	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville d'Hampstead
Alain Tassé	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Clementina Teti-Tomassi	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Lyn Thériault	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Émilie Thuillier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Achuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Gérald Tremblay	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Montréal
Peter F. Trent	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Westmount
Claude Trudel	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Maria Tutino	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse Organisme: Ville de Baie d'Urfé
Frank Venneri	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Villerey-Saint-Michel-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Bertrand A. Ward	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Monique Worth	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Robert L. Zambito	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
REPRÉSENTANTES ET REPRÉSENTANTS SOCIOÉCONOMIQUES	
Louis Arsenault	Secteur: CRPMT Fonction: Directeur des ressources humaines et Vice-président du Conseil régional des partenaires du marché du travail Organisme: Vêtements Peerless inc.
Rivka Augenfeld	Secteur: Relations interculturelles Fonction: Représentante Organisme: Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes TCRI
Claude Bégin	Secteur: Communautaire Fonction: Directrice générale Organisme: Centre de recherche d'emploi de l'Est et membre de la Table régionale en employabilité de Montréal
Gaétan Châteauneuf <i>2e Vice-président</i>	Secteur: Syndical - CSN Fonction: Président Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Édith Cyr	Secteur: Affaires - Économie sociale Fonction: Directrice générale Organisme: GRT - Bâtir son quartier
Diane De Courcy	Secteur: Éducation - Primaire et secondaire Fonction: Présidente Organisme: Commission scolaire de Montréal
Véronique De Sève	Secteur: Syndical - CSN Fonction: Première vice-présidente Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Harry Delva	Secteur: Relations interculturelles Fonction: Coordonnateur Organisme: La maison d'Haïti
Michel Ducharme	Secteur: Syndical - CR - FTQ Fonction: Président Organisme: Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
André Dudemaine	Secteur: Arts et culture Fonction: Directeur général Organisme: Société pour la diffusion de la culture autochtone - Terres en vue
Jean-Paul Faniel	Secteur: Communautaire Fonction: Directeur Organisme: Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
Richard Fillion	Secteur: Éducation - Collégial Fonction: Directeur général Organisme: Dawson College
Steve Foster	Secteur: Gais et lesbiennes Fonction: Président-directeur général Organisme: Conseil québécois des gais et lesbiennes
Victor C. Goldbloom	Secteur: Santé Fonction: Président du conseil d'administration de Montréal Organisme: Agence de la santé et des services sociaux

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

André Grandchamps	Secteur: Syndical - SCFP Fonction: Directeur syndical Organisme: Syndicat canadien de la fonction publique
Pierre Gravel	Secteur: Syndical - SFPQ Fonction: Président régional Organisme: Syndicat de la fonction publique du Québec
Christophe Guy	Secteur: Éducation - Universitaire Fonction: Directeur général Organisme: École polytechnique de Montréal
William Habib	Secteur: Affaires Fonction: Vice-président Ventes et opérations Organisme: Poseidon Solutions
Abderrahim Izirri	Secteur: Affaires Fonction: Directeur général Organisme: Coopérative de développement régional de Montréal - Laval
Daniel L'Africain	Secteur: Affaires Fonction: Avocat Organisme: Joli-Coeur Lacasse, S.E.N.C.R.L.
Jean-François Lalonde	Secteur: Communautaire Fonction: Directeur général Organisme: CDEC - Rosemont / Petite-Patrie
Charles Lapointe	Secteur: Affaires Fonction: Président - Directeur général Organisme: Tourisme Montréal
André Leclerc	Secteur: Arts et culture Fonction: Président Organisme: Gagné Leclerc Groupe conseil
Éric Léouzon	Secteur: Affaires Fonction: Président Organisme: Maestro communications inc.
David Levine	Secteur: Santé Fonction: Président - Directeur général Organisme: Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Hélène Meagher	Secteur: Femmes Fonction: Directrice du service juridique et secrétaire générale Organisme: Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal
Louise Millette	Secteur: Environnement Fonction: Directrice - Département des génies civil, géologique et des mines Organisme: École Polytechnique de Montréal
Gilles Paquette	Secteur: Syndical - CR - FTQ Fonction: Conseiller régional Organisme: Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Manon Perron	Secteur: Syndical - CSN Fonction: Trésorière du conseil central Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Denis Plante	Secteur: Environnement Fonction: Président Organisme: Conseil régional de l'environnement de Montréal
Nicolas Roy	Secteur: Affaires Fonction: Directeur général - commissaire industriel Organisme: CLD West Island
Josée Scott	Secteur: Loisir et sport Fonction: Directrice générale Organisme: Sport et Loisir de l'île de Montréal
Louise Sicuro <i>Secrétaire</i>	Secteur: Arts et culture Fonction: Présidente-directrice générale Organisme: Culture pour tous
David Skitt	Secteur: Affaires Fonction: Président Organisme: Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Laurence St-Denis	Secteur: Jeunes Fonction: Présidente Organisme: Forum jeunesse de l'île de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Marcus Tabachnick	Secteur: Éducation Fonction: Président Organisme: Commission scolaire Lester-B.-Pearson
Michel Taylor	Secteur: Syndical - CR - FTQ Fonction: Conseiller à la coordination régionale Organisme: Fonds de solidarité FTQ
Francine Unterberg	Secteur: Aînés Fonction: Présidente Organisme: Table de concertation des aînés de l'île de Montréal
VACANT	Secteur: Personnes handicapées Fonction: - Organisme: -
DÉPUTATION QUÉBÉCOISE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	
Pierre Arcand	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Mont-Royal
Raymond Bachand	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député, ministre responsable de la région de Montréal Organisme: Circ. d'Outremont
Line Beauchamp	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Bourassa-Sauvé
Louise Beaudoin	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Rosemont
Lawrence S. Bergmann	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. d'Arcy - McGee
Marguerite Blais	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Saint-Henri / Sainte-Anne
Jacques Chagnon	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Westmount / St-Louis
Emmanuel Dubourg	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Viau
Jean-Marc Fournier	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Saint-Laurent
Henri-François Gauthrin	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Verdun
Clément Gignac	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Marguerite-Bourgeoys
Nicolas Girard	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Gouin
Yolande James	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Nelligan
Geoffrey Kelley	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Jacques-Cartier
Amir Khadir	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Mercier
Maka Kotto	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Bourget
Lisette Lapointe	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Crémazie

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Nicole Léger	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Pointe-aux-Trembles
Martin Lemay	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Sainte-Marie / Saint-Jacques
Pierre Marsan	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Robert-Baldwin
François Ouimet	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Marquette
Carole Poirier	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Hochelaga - Maisonneuve
Filomena Rotiroti	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Jeanne Mance - Viger
Gerry Sklavounos	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Laurier-Dorion
Christine St-Pierre	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de l'Acadie
Lise Thériault	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. d'Anjou
Tony Tomassi	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de LaFontaine
Kathleen Weil	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Notre-Dame-de-Grâce

Conférence régionale des élus de l'Outaouais

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	23
Nombre d' élu(e)s	16
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	7
Nombre de représentant(e)s autochtones	1 (poste vacant)
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	7 - 30,4%
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0 - 0%

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Madame Paulette Lalande	Préfet de la MRC de Papineau, maire de la municipalité de Plaisance et présidente de la CRÉ	Préfet d'une MRC
Monsieur Pierre Rondeau	Préfet élu de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau et vice-président de la CRÉ	Préfet d'une MRC
Madame Denise Laferrière	Conseillère municipale de la ville de Gatineau et trésorière de la CRÉ	Membre supplémentaire de la ville de Gatineau
Monsieur Robert Bussière	Préfet de la MRC des Collines-de-l'Outaouais et maire de la municipalité de La Pêche	Préfet d'une MRC et maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
Madame Caryl Green	Maire de la municipalité de Chelsea	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
Monsieur Steve Harris	Maire de la municipalité de Cantley	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
Monsieur Jean Lafrenière	Maire de la municipalité de Val-des-Monts	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
Monsieur Edward J. Mc Cann	Maire de la municipalité de Cantley	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
	Poste vacant	Membre supplémentaire de la MRC des Collines-de-l'Outaouais
Monsieur Maurice Boivin	Maire de la ville de Thurso	Membre supplémentaire de la MRC de Papineau
Monsieur Michael McCrank	Préfet de la MRC de Pontiac et maire de la municipalité de Litchfield	Préfet d'une MRC
Monsieur Raymond Durocher	Maire de la municipalité de Fort-Coulonge	Membre supplémentaire de la MRC de Pontiac
Monsieur Marc Bureau	Maire de la ville de Gatineau	Maire d'une ville de + de 5000 habitants
Madame Mireille Apollon	Conseillère municipale de la ville de Gatineau	Membre supplémentaire de la ville de Gatineau
Monsieur Joseph De Sylva	Conseiller municipal	Membre supplémentaire de la ville de Gatineau
Monsieur Robert Coulombe	Maire de la ville de Maniwaki	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
Dr Guy Morissette	Président directeur général	Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, représentant du secteur Développement social et santé

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de l’Outaouais

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Monsieur Michel Allard	Président	Conseil régional des partenaires du marché du travail de l’Outaouais, représentant du secteur Développement économique et emploi
Madame Lise Waters	Présidente	Loisir, Sport Outaouais, représentante du secteur Culture, loisir, sport
Madame Marlène Thonnard	Présidente	Université du Québec en Outaouais, représentante du secteur Éducation supérieure, recherche et science
Monsieur Julien Croteau	Membre représentant	Concertation des commissions scolaires de l’Outaouais, représentant du secteur Éducation primaire et secondaire
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Poste vacant		

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	19
Nombre d'élus(e)s	13
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	6
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	5 (26%)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (5%)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Ulrick Chérubin, Président	Maire d'Amos	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean-Maurice Matte, 1^{er} Vice-président	Maire de Senneterre	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Mario Provencher, 2^e Vice-président	Maire de la Ville de Rouyn-Noranda	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Daniel Rancourt, Secrétaire	Maire de Macamic et préfet MRC d'Abitibi-Ouest	Préfet d'une municipalité régionale de comté
M. Arnaud Warolin, Trésorier	Préfet de la MRC de Témiscamingue	Préfet élu au suffrage universel
M. Philippe Barette	Maire de Témiscaming	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Jacques Riopel	Maire de St-Marc-de-Figury et préfet de la MRC Abitibi	Préfet d'une municipalité régionale de comté
M. Normand Houde	Maire de La Sarre	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean Turgeon	Conseiller municipal de la ville de Malartic	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Bernard Flébus	Maire de Ville-Marie	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Marc Bibeau	Conseiller municipal de la Ville de Rouyn-Noranda	Représentant supplémentaire de la Ville de Rouyn-Noranda
M. Carol Nolet	Maire de Belcourt	Représentant supplémentaire de la MRC de la Vallée-de-l'Or
Fernand Trahan	Maire de la ville de Val-d'Or et préfet de la MRC de La Vallée-de-l'Or	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. et préfet d'une municipalité régionale de comté
REPRÉSENTANTES ET REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Chantal Parent	Territoire Abitibi-Ouest	Directrice générale Caisse populaire Desjardins du Sud de l'Abitibi-Ouest
M ^{me} Mélissa Desrochers	Territoire Vallée-de-l'Or	Conseillère sénior en communications TMR communications
M ^{me} Johanne Jean	Territoire Rouyn-Noranda	Rectrice Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

REPRÉSENTANTES ET REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES (suite)		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Lorraine Barrette	Territoire Témiscamingue	Ex-directrice générale Caisse populaire Desjardins Centre-est du Témiscamingue
M. Luc Dupuis	Territoire Rouyn-Noranda	Ex-directeur régional Emploi-Québec
M ^{me} Linda Perron-Beauchemin	Territoire Abitibi	Directrice du campus d'Amos Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Nom	Titre	Remarque
Poste non comblé		

Conférence régionale des élus de la CÔTE-NORD

DONNÉES GÉNÉRALES		
Nombre total de membres du conseil d'administration	23	
Nombre d'élus(e)s	13	
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	6	
Nombre de représentant(e)s autochtones	2	
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	7	(30%)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0	(0%)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Pierre Laurencelle	Préfet de la MRC de la Haute-Côte-Nord Maire de Les Escoumins	
Mme Micheline Ancil	Mairesse de Forestville	Mairesse d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi...
Mme Christine Brisson (Vice-présidente, ouest de la région)	Préfet de la MRC de Manicouagan Mairesse de Baie-Comeau	Mairesse d'une municipalité de + de 5000 habitants
M. Alain Larouche	Conseiller municipal de la ville de Baie-Comeau	Membre supplémentaire de la MRC de Manicouagan
Mme Laurence Méthot (Secrétaire)	Préfet de la MRC de Sept-Rivières Mairesse de Port-Cartier	Mairesse d'une municipalité de + de 5000 habitants
Mme Henriette Lapierre	Conseillère municipale de la ville de Port-Cartier	Membre supplémentaire de la MRC de Sept-Rivières
M. Serge Lévesque	Maire de la ville de Sept-Îles	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
M. Julien Boudreau (Président)	Préfet de la MRC de Minganie	Préfet élu
M. Berchmans Boudreau	Maire de la municipalité de Havre Saint-Pierre	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi...
M. Randy Jones	Maire de la municipalité de Gros Mécatina	Membre supplémentaire de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent
M. Bryce Douglas Fequet	Préfet de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent Maire de Bonne-Espérance	
Mme Lise Pelletier (Vice présidente, secteur est de la région)	Préfet de la MRC de Caniapiscau Mairesse de Fermont	Mairesse d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi...
Mme Marcella Beaudoin	Administratrice de la municipalité de Schefferville	Membre supplémentaire de la MRC Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi... de Caniapiscau
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Jacques Gagnon	Représentant de la société civile	Retraité de l'éducation

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de la CÔTE-NORD

COMPOSITION DE LA GRE		
M. Émilien Villeneuve	Représentant de la société civile	Retraité du milieu des institutions financières
M. Robert Cormier	Représentant de la société civile	Intervenant dans le secteur de la santé et des services sociaux en Minganie
M. Jean-Pierre Maltais	Représentant de la société civile	Retraité d'une compagnie minière
M. Guillaume Tremblay	Représentant de la société civile	Président Conseil central CSN
M. Luc Noël	Représentant de la société civile	Président, Association des commissions scolaires de la Côte-Nord
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
M. Louis Einish	Chef de la nation Naskapi de Kawawachikamach	Nation Naskapi
Poste vacant		Nation Innu

DÉPUTÉS		
Nom	Titre	Remarque
M. Marjolain Dufour	Député du comté de René Lévesque	
Mme Lorraine Richard	Députée du comté de Duplessis	

Conférences régionales des élus
NORD-DU-QUÉBEC

Conférence régionale des élus de la Baie-James

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	12
Nombre d'élue(s)	8
Nombre de représentant(e)s socio-économique désigné(e)s	4
Nombre de représentant(e)s autochtones	-
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	3 (25 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0 (0 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Jean Brassard	Président de la Localité de Villebois	
M ^{me} Manon Cyr	Mairesse de Chibougamau	
M. René Dubé Vice-président	Maire de Matagami	
M ^{me} Colombe Fortin	Représentante du Territoire non urbanisé de la Municipalité de Baie-James	
M. Steve Gamache	Maire de Chapais	
M. Normand Lacour	Président de la Localité de Radisson	
M. Gérald Lemoyne Président	Maire de la Municipalité de Baie-James et Maire de Lebel-sur-Quévillon	
M ^{me} Cécile Philippon	Présidente de la Localité de Valcanton	
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Daniel Bergeron	Conseiller	Mines Opinaca (Goldcorp)
M. Normand Côté	Administrateur	Association des propriétaires de chalets du Lac Caven
M. Réal Dubé	Administrateur	Consultant en exploitation minière
M. Denis Lemoyne Secrétaire-trésorier	Directeur général	Société de développement économique de Lebel-sur-Quévillon

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférences régionales des élus NORD-DU-QUÉBEC

Administration régionale crie *

* L'Administration régionale crie est réputée agir à titre de CRÉ

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	36
Nombre d'élus(e)s	12
Nombre de représentant(e)s socio-économique désigné(e)s	-
Nombre de représentant(e)s autochtones	-
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	2 (6 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	- (- %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ²		
Nom	Titre	Remarque
M. Matthew Coon-Come Président	Grand Chef	Grand conseil des Cris
M. Ashley Iserhoff Vice-président	Grand Chef adjoint	Grand conseil des Cris
M. Josie Jimiken	Chef de la communauté de Nemaska	
M. Goerge Wapachee	Membre de la communauté de Nemaska	
M. John Kitchen	Chef de la communauté de Waswanipi	
M. Paul Gull	Membre de la communauté de Waswanipi	
M. Rusty Cheezo	Chef de la communauté d'Eastmain	
M. Kenneth Gilpin	Membre de la communauté d'Eastmain	
M. Richard Shecapio	Chef de la communauté de Mistissini	
M. John S. Matoush	Membre de la communauté de Mistissini	
M. Rodney Mark	Chef de la communauté de Wemindji	
M. Danny Tomatuk	Membre communauté de Wemindji	
M. Losty Mamianskum	Chef de la communauté de Whapmagoostui	
M. John Mamianskum	Membre communauté de Whapmagoostui	
M. Roderick Pachano	Chef de la communauté de Chisasibi	
M. Adraham Rupert	Membre communauté de Chisasibi	
M. Steve Diamond	Chef de la communauté de Waskaganish	
M. Robert Weistche	Membre de la communauté de Waskaganish	
M ^{me} Louise Wapachee	Chef de la communauté d'Oujé-Bougoumou	

² Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférences régionales des élus
NORD-DU-QUÉBEC

COMPOSITION DE LA CRÉ ²		
Nom	Titre	Remarque
M. Norman Wapachee	Membre de la communauté d'Oujé-Bougoumou	
M. Billy Katapatuk	Chef de la communauté de Washaw Sibi	
M. Fred Wapachee	Membre de la communauté de Washaw Sibi	
M. Bill Namagoose	Directeur exécutif	
M. Eddie Diamond	Directeur général	
Mme Tina Petawabano	Directrice générale adjointe	
M. Matthew Swallow	Trésorier	
M. Alfred Loon	Directeur de l'économie et du développement durable	
M. Donnie Nicholls	Directeur de la justice	
M. Henry Mianscum	Directeur du développement des ressources humaines crie	
M. Willie Iserhoff	Directeur des activités traditionnelles	
M. Norman Gull	Directeur des grands travaux et des services	
M. Andre Neeposh	Directeur du Forum jeunesse régional de l'ARC	
M. Johnny Trapper	Directeur du bureau et du personnel	
Vacant	Directeur des services à l'enfance et à la famille	
M. John Paul Murdoch	Secrétaire corporative	
M. Jack Blacksmith	Président du bureau de l'indemnité de l'ARC	

Conférences régionales des élus NORD-DU-QUÉBEC

Administration régionale Kativik *

* L'Administration régionale Kativik est réputée agir à titre de CRÉ

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	17
Nombre d'élus(e)s	17
Nombre de représentant(e)s socio-économique désigné(e)s	-
Nombre de représentant(e)s autochtones	-
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	3 (18 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	- (0 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ³		
Nom	Titre	Remarque
M. Johnny Akpahatak	Maire du village nordique d'Aupaluk	
M. Peter Angnatuk	Maire du village nordique de Tasiujaq	
M. Joseph Annahatak Vice-président	Conseiller municipal du village nordique de Kangirsuk	
M ^{me} Kitty Annanack	Mairesse du village nordique de Kangiqsualujjuaq	
M. Eli Aullaluk Membre du Comité administratif	Conseiller municipal du village nordique d'Akulivik	
M. Allan Brown	Conseiller municipal du village nordique de Kuujjuarapik	
M. Michael Cameron	Conseil municipal du village nordique de Salluit	
M. Jean Dupuis Membre du Comité administratif	Conseiller municipal du village nordique de Kuujjuaq	
M. Louis Einish	Chef de la communauté de Kawawachikamach	
M ^{me} Maggie Emudluk Présidente	Conseillère municipale du village nordique de Kangiqsualujjuaq	
M. Andy Moorhouse	Conseiller municipal du village nordique d'Inukjuak	
M. Tommy Nassak	Maire du village nordique de Kangirsuk	
M. Jack Nivixie	Conseiller municipal du village nordique d'Umiujaq	
M. Muncy Novalinga Membre du Comité administratif	Conseiller municipal du village nordique de Puvirnituq	
M. Charlie Paningajak	Maire du village nordique d'Ivujivik	
M ^{me} Mary A. Pilurtoot	Mairesse du village nordique de Kangiqsujuaq	
M. Bobby Putulik	Maire du village nordique de Quaqtaq	

³ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	18
Nombre d' élu(e)s	12
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	6
Nombre de représentant(e)s autochtones	À désigner
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	4 (22,2 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	2 (11%)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
M. Bertrand Berger, président	Préfet de la MRC d'Avignon	
M. Joël Arsenault, vice-président	Maire des Îles-de-la-Madeleine	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
Mme Nicole Lapointe, secrétaire-trésorière	Représentante de la société civile, MRC Bonaventure	
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Jean-Guy Poirier	Préfet de la MRC Bonaventure	
M. Allen Cormier	Préfet de la MRC de La Haute-Gaspésie	élu au suffrage universel
M. François Roussy	Préfet de la MRC de La Côte-de-Gaspé	
Mme Diane Lebouthilier	Préfet de la MRC du Rocher-Percé	élu au suffrage universel
Mme Nicole Appelby	Maire de New Richmond	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
M. Denis Henry	Maire de Carleton-sur-Mer	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
Mme Delisca Roussy	Maire de Murdochville	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
Mme Louise Langlois	Maire de Chandler	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
Mme Micheline Pelletier	Maire de Sainte-Anne-des-Monts	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
M. Jonathan Lapierre	Conseiller municipal des Îles-de-la-Madeleine	Statut officiel par décret
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. ou M ^{me}	Président ou présidente, directeur général ou directrice générale, administrateur ou administratrice, etc.	Ex : nom de l'organisme représenté
M. Sébastien Lévesque	Société civile, MRC Côte de Gaspé	
M. Alain Bernier	Société civile, MRC Avignon	
M. Jean-Noël Sergerie	Société civile, MRC de la Haute-Gaspésie	
M. Claude Blais	Société civile, MRC du	

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de la
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine

COMPOSITION DE LA CRE		
	Rocher-Percé	
M. Arthur Miousse	SC Îles-de-la-Madeleine	Nomination le 15 février 2008
Mme Nicole Lapointe	SC MRC Bonaventure	
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque

Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	43
Nombre d'élus (es)	24
Nombre de représentants (es) socio-économiques désignés (es)	10
Nombre de représentants (es) autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	5 (12 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Maurice Sénécal Président	Préfet de la MRC de Lotbinière Maire de Lotbinière	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Luc Berthold Vice-président	Maire de Thetford Mines	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Réal Laverdière Secrétaire	Préfet de la MRC de L'Islet Maire de Saint-Pamphile	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. François Fecteau Trésorier	Maire de Saint-Georges	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
Mme Danielle Roy Marinelli Administratrice au comité exécutif	Mairesse de Lévis	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. François Barret	Maire de Saint-Lambert-de-Lauzon	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Hervé Blais	Préfet de la MRC de Bellechasse Maire de Saint-Damien-de-Buckland	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Yvon Bruneau	Maire de Saint-Henri	Membre supplémentaire de la MRC de Bellechasse
M. Michel Cliche	Maire de Saint-Joseph-de-Beauce	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Jean-Luc Daigle	Conseiller de Lévis	Membre supplémentaire de la Ville de Lévis
M. Jean-Pierre Dubé	Maire de Saint-Jean-Port-Joli	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Harold Gagnon	Maire de Lac-Etchemin	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M ^{me} Sylvie Graham Fortin	Mairesse de Saint-Agapit	Membre supplémentaire de la MRC de Lotbinière
M. Harold Guay	Maire de Sainte-Marie	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Ghislain Hamel	Préfet de la MRC des Appalaches Maire de Saint-Jean-de-Brébeuf	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches

COMPOSITION DE LA CRÉ		
M ^{me} Janet Jones	Conseillère de Lévis	Membre supplémentaire de la Ville de Lévis
M. Jean-Rock Veilleux	Préfet de la MRC Robert-Cliche Maire de Saint-Alfred	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Richard Lehoux	Préfet de la MRC de La Nouvelle-Beauce Maire de Saint-Elzéar	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Luc Lemieux	Préfet de la MRC de Beauce-Sartigan Maire de Saint-Éphrem-de-Beauce	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Hector Provençal	Préfet de la MRC des Etchemins Maire de Sainte-Rose-de-Watford	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Luc Provençal	Maire de Beauceville	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. André Rodrigue	Maire de Disraeli	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Jean-Guy Desrosiers	Maire de Montmagny	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Pierre Thibaudeau	Préfet adjoint de la MRC de Montmagny Maire de Saint-Fabien-de-Panet	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants Membre supplémentaire de la MRC de Montmagny
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Russell Gilbert Administrateur au comité exécutif	Représentant du Groupe-conseil Culture, loisir, sport et tourisme de la CRÉ	Président, URLS de Chaudière-Appalaches
M. Jean-Denis Morin Administrateur au comité exécutif	Représentant du Groupe-conseil Agriculture et agroalimentaire de la CRÉ	Président, Fédération de l'UPA de la Beauce
M. Raymond Cimon	Représentant de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la CRÉ	Président, Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la Chaudière
M. François Dornier	Représentant du Groupe-conseil Éducation de la CRÉ	Président, Table éducation Chaudière-Appalaches
M ^{me} Thérèse Lachance	Représentante du Groupe-conseil Santé de la CRÉ	Déléguée des établissements régionaux (CRDP, CRDI, Centres Hospitaliers)
M ^{me} Luce Lacroix	Représentante du Groupe-conseil Famille de la CRÉ	Présidente, Regroupement des organismes communautaires famille
M. Sylvain Bonneau	Représentant du Groupe-conseil Développement de la main-d'œuvre et de l'emploi	Président, Conseil régional des partenaires du marché du travail de Chaudière-Appalaches
M. Guy Lessard	Représentant du Groupe-conseil Développement durable de la CRÉ	Président, Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches

Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
M. Philippe Mailloux	Représentant du Groupe-conseil Développement des entreprises et innovation de la CRÉ	Représentant de l'ARDÉCA
M. François Roberge	Représentant du Groupe-conseil Développement social et communautaire de la CRÉ	Directeur, Office municipal d'habitation de Lévis
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque

Conférence régionale des élus - LAVAL
Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	22
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	11 (50 %)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés → Commission régionale de développement de Laval (mécanisme de concertation)	24 (23 représentants + 1 vacant)
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	11 / 23 (48 %)
Représentant autochtone	0
Nombre actuel de membres désignés	22
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et le ministre	23 août 2004 Avenants : <ul style="list-style-type: none"> • 6 juin 2005 • 18 janvier 2007 • 9 octobre 2008

5 députés provinciaux (2 femmes = 40 %)

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2010-2011

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
M. Gilles Vaillancourt	Maire de Laval et Préfet de la MRC de Laval	Président
M. Basile Angelopoulos	Vice-président de l'exécutif de Ville de Laval	Vice-Président
Mme Jocelyne Guertin	Conseiller municipal de Chomedey Membre de l'exécutif de Ville de Laval	Vice-Présidente
M. Alexandre Duplessis	Conseillère municipale de Souvenir-Labelle Membre de l'exécutif de Ville de Laval	Membre de l'exécutif
M. Benoît Fradet	Conseiller municipal de St-Martin Membre de l'exécutif de Ville de Laval	Membre de l'exécutif
Mme Francine Légaré	Conseiller municipal de Renaud Présidente du Conseil de Ville de Laval	Membre de l'exécutif
Mme Lucie Hill Larocque	Conseillère municipale de Marigot Conseillère municipale d'Auteuil	Secrétaire-Trésorière
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
M. Jacques St-Jean	Conseiller municipal de St-François	Administrateur
Mme Sylvie Clermont	Conseillère municipale de St-Vincent-de-Paul	Administratrice
Mme Madeleine Sollazzo	Conseillère municipale de Val-des-Arbres	Administratrice
Mme Michèle Des Trois Maisons	Conseillère municipale de Duvernay-Pont-Viau	Administratrice
Mme Claire Le Bel	Conseillère municipale de Concorde-Bois-de-Boulogne	Administratrice
M. Norman Girard	Conseiller municipal de Vimont	Administrateur

Conférence régionale des élus - LAVAL
Composition du conseil d'administration

M. Yvon Martineau	Conseiller municipal de St-Bruno	Administrateur
Mme Ginette Grisé	Conseillère municipale de Laval-des-Rapides	Administratrice
Mme Ginette Legault Bernier	Conseillère municipale de l'Abord-à-Plouffe	Administratrice
M. Pierre Cléroux	Conseiller municipal de Ste-Dorothée	Administrateur
M. Jean-Jacques Beldié	Conseiller municipal de Laval-les-Iles	Administrateur
Mme France Dubreuil	Conseillère municipale de l'Orée-des-Bois	Administratrice
M. Yvon Bromley	Conseiller municipal de Marc-Aurèle-Fortin	Administrateur
Mme Martine Beaugrand	Conseillère municipale de Fabreville	Administratrice
M. Denis Robillard	Conseiller municipal de Ste-Rose	Administrateur

COMMISSION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT 2010-2011

SECTEUR MUNICIPAL		
Monsieur Gilles Vaillancourt	Maire de Laval et Préfet de la MRC	Président Ville de Laval
Monsieur Alexandre Duplessis	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
Madame Jocelyne Guertin	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
Monsieur Basile Angelopoulos	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
Monsieur Benoît Fradet	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
Madame Lucie Hill Larocque	Ville de Laval – conseillère municipale	Membre de l'exécutif
Madame Francine Légaré	Ville de Laval – Présidente du Conseil	Membre de l'exécutif
SECTEUR ÉCONOMIQUE		
M. Michel Galland Président	Tourisme Laval	
M. Gilles Lacroix Président	Table de concertation agro-alimentaire de Laval	
M. Normand De Montigny Président	Chambre de commerce et d'industrie de Laval	
Mme Louise Bussière Administratrice	Laval Technopole	
SECTEUR INSTITUTIONNEL ET DISPENSATEUR DE SERVICES		
Vacant		
Mme Monique Sauvé Présidente	Conseil régional des partenaires du marché du travail	
M. Luc Villard Président	Agence de la santé et des services sociaux de Laval	
M. Marc Ranger Conseiller syndical – SCFP	Collège électoral syndical	

Conférence régionale des élus - LAVAL
Composition du conseil d'administration

SECTEUR COMMUNAUTAIRE	
Mme Stéfania Ripamonti Administratrice	Conseil régional de l'environnement de Laval
Mme Sonia Girard Administratrice	Corporation de développement communautaire de Laval
Mme Farnel Fleurant Présidente	Forum jeunesse Laval
Mme Monic Thouin-Perreault Membre	Conseil de la culture de Ville de Laval
SECTEUR DE LA DÉPUTATION PROVINCIALE (sans droit de vote)	
Mme Michelle Courchesne	Ministre responsable de la région de Laval Députée de Fabre
M. Guy Ouellette	Député de Chomedey
M. Alain Paquet	Député de Laval-des-Rapides
M. Vincent Auclair	Député de Vimont
Mme Francine Charbonneau	Députée de Mille-Îles

Conférence régionale des élus de Lanaudière

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	39 postes votants
Nombre d'él(u)s	26
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	12
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	8 votantes = 20.5 %
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 = 2.5 %

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. ou M ^{me}	Préfet ou préfète de la MRC ... Maire ou mairesse Conseiller municipal ou conseillère municipale de....	Maire ou mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h Maire ou mairesse d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi Membre supplémentaire de la MRC ou de la Ville de...
Mme Danielle Allard	Préfète de la MRC de Montcalm	Préfète élue au suffrage universel
M. André Auger	Maire de Saint-Lin-Laurentides	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Jacques Beauregard	Maire de Rawdon	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Marc Campagna	Conseiller de Ville de Terrebonne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
Mme Chantal Deschamps	Préfète de la MRC de L'Assomption Mairesse de Ville de Repentigny	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h
Mme Nathalie Filion	Conseillère de ville de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
Mme Louise T. Francoeur	Mairesse de L'Assomption	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Gaétan Gravel	Préfet de la MRC de d'Autray Maire de Ville Saint-Gabriel	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Jean-Claude Gravel	Maire de Lavaltrie	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Jocelyn Gravel	Maire de Chertsey	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Bernard Grégoire	Maire de Berthierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Normand Grenier	Maire de Charlemagne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. André Hénault	Préfet de la MRC de Joliette Maire de Saint-Charles-Borromée	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de Lanaudière

COMPOSITION DE LA CRÉ		
M. Marcel Jetté	Maire de Sainte-Julienne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Denis Laporte	Maire de Crabtree	Désigné pas la MRC Joliette
M. Alain Larue	Maire de notre-Dame-des-Prairies	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. René Laurin	Maire de Ville de Joliette	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Ghyslain Loyer	Maire de Saint-Félix-de-Valois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Richard Marcotte Président	Maire de Ville de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Mario Morais	Conseiller Ville de Repentigny	Conseiller d'un municipalité de + de 5 000 h
M. Gaétan Morin Vice-président	Préfet de la MRC de Matawinie Maire de Sainte-Marcelline-de-Kildare	
M. Denis Poitras	Conseiller de la Ville de Terrebonne	Membre supplémentaire de la MRC les Moulins
M. Jean-Marc Robitaille	Préfet de la MRC Les Moulins Maire de la Ville de Terrebonne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Pierre Roy	Maire de Saint-Barthélemy	Membre supplémentaire de la MRC de D'Autray
M. Louis-Charles Thouin	Maire de Saint-Calixte	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Benoît Verstraete	Maire de Ville de L'Épiphanie	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. ou M ^{me}	Président ou présidente, directeur général ou directrice générale, administrateur ou administratrice, etc.	Ex : nom de l'organisme représenté
M. Francis Bergeron	Président	Conseil régional de l'environnement de Lanaudière
M. Maurice Blais	Président du C.A.	Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière
M. Joffrey Bouchard	Président	Lanaudière économique
M ^{me} Ghislaine Bourcier	Présidente	Culture Lanaudière
M. François Charbonneau	Président	Commission scolaire Des Samares
M ^{me} Annette Coutu Vice-présidente	Présidente	Conseil de développement bioalimentaire de Lanaudière
M. Benoît Couture	Président de l'Association forestière de Lanaudière	Foresterie
M. Réjean Gouin	Président	Association forestière de Lanaudière
M. Carol Legault	Vice-président aux affaires régionales du CEGEP régional de Lanaudière	du CEGEP régional de Lanaudière (Science)
M. Michel Picard	Deuxième vice-président	Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL)
M ^{me} Évangéline Richard	Présidente	Tourisme Lanaudière

Conférence régionale des élus de Lanaudière

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
M. Yves St-Denis	Président	Commission scolaire des Affluents
M ^{me} Nathalie Tésó Wagner	Coprésidente	Table de concertation des groupes de femmes
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
M. Paul-Émile Ottawa	Chef	Conseil des Atikamekw de Manawan

Conférence régionale des élus des Laurentides

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	47
Nombre d'élus(e)s	34
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	12
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	10, soit 21 %
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0, soit 0 %

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom & date de nomination	Titre	Remarque
Roger Lapointe (2005) Membre du CE	Préfet	MRC Antoine-Labelle
Michel Adrien (2004)	Maire	Ville de Mont-Laurier
Déborah Bélanger (2004)	Mairesse	Ville de Rivière-Rouge
Ronald Tittlit (2004) Trésorier	Préfet	MRC Argenteuil
Georges Diné (2009)	Maire	Ville de Brownsburg-Chatham
Daniel Mayer (2004)	Maire	Ville de Lachute
Marc Lauzon (2005) Membre du CE	Préfet	MRC Deux-Montagnes
Pierre Charron (2009)	Maire	Ville de Saint-Eustache
Alain Guindon (2004)	Maire	Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac
Sonia Paulus (2005)	Mairesse	Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
VACANT		Ville de Deux-Montagnes
Jacques Séguin (2004)	Maire	Municipalité de Pointe-Calumet
VACANT		MRC La Rivière-du-Nord
Bruno Laroche (2009)	Maire	Municipalité de Saint-Hippolyte
Yvon Brière (2004)	Maire	Municipalité de Sainte-Sophie
Germain Richer (2009)	Maire	Ville de Prévost
Jacques Labrosse (2009)	Maire	Municipalité de Saint-Colomban
Marc Gascon (2004) Président	Maire	Ville de Saint-Jérôme
Hubert Meilleur (2004) Membre du CE	Préfet	MRC Mirabel
Jean Bouchard (2008)	Conseiller	Ville de Mirabel
Charles Garnier (2004) Membre du CE	Préfet	MRC Les Pays-d'en-Haut
Réjean Charbonneau (2009)	Maire	Ville de Sainte-Adèle
Michel Lagacé (2005)	Maire	Ville de Saint-Sauveur
Ronald Provost (2004) Vice-président	Préfet	MRC Les Laurentides
Denis Chalifoux (2009)	Maire	Ville de Sainte-Agathe-des-Monts
Pierre Pilon (2004)	Maire	Ville de Mont-Tremblant
Paul Larocque (2004)	Préfet	MRC Thérèse-De Blainville
Guy Charbonneau (2009)	Maire	Ville de Sainte-Anne-des-Plaines

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus des Laurentides

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Sylvie Surprenant (2005)	Mairesse	Ville de Sainte-Thérèse
François Cantin (2005) Vice-président	Maire	Ville de Blainville
Gilles Blanchette (2008)	Conseiller	Ville de Bois-des-Filion
Ramez Ayoub (2009)	Maire	Ville de Lorraine
Marlène Cordato (2009)	Mairesse	Ville de Boisbriand
Hélène Daneault (2005)	Mairesse	Ville de Rosemère
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
Dominique Morzadec (2010)	Président	Comité créneau – Aliments et mets préparés
Carole Lavallée (2008) Membre du CE	Présidente	Conseil régional de développement social des Laurentides
Mélanie Gosselin (2010)	Directrice générale	Conseil de la culture des Laurentides
Michel Gauthier (2008)	Président	Laurentides Économique
Paule Fortier (2009)	Présidente	Table interordre des Laurentides
Daniel Desjardins (2004) Secrétaire	Directeur général	Chambre de commerce de Sainte-Agathe
Daniel Roch (2004)	Président	Conseil régional de l'environnement des Laurentides
Raymond Paquette (2008)	Président	Comité créneau – Utilisation et transformation de la forêt mixte : produits à valeur ajoutée
Louis Lauzon (2009)	Président	Loisirs Laurentides
Julie Lachapelle (2010)	Membre	Conseil régional des partenaires du marché du travail
Diane Leblond (2004)	Présidente	Comité créneau – Tourisme de villégiature quatre saisons
Stefan Baumans (2010)	Président	Comité créneau – Transport terrestre avancé
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Paul Nicholas (2008)		Conseil des Mohawks de Kanesatake

Conférence régionale des élus MONTÉRÉGIE EST

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	53 (sur possibilité de 53)
Nombre d'élue(s)	36 (sur possibilité de 36)
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	17 (sur possibilité de 17)
Nombre de représentant(e)s autochtones	---
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	14 (26 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (2 %)

COMPOSITION DE LA GRE		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Arthur Fauteux Président	Préfet de la MRC Brome-Missisquoi	Maire de la Ville de Cowansville - municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Francine Morin 1 ^{re} vice-présidente	Préfète de la MRC Les Maskoutains	Mairesse de la Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville
M. Michel Picotte 2 ^e vice-président	Préfet de la MRC Rouville	Maire de la Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir
M. Michel Gilbert Trésorier	Maire de la Ville de Mont-Saint-Hilaire	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. François Gamache Secrétaire	Maire de la Municipalité de Saint-Amable	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Réjean Dauplaise Administrateur	Maire de la Ville de Sorel-Tracy	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Dolbec Administrateur	Préfet de la MRC Le Haut-Richelieu	Maire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu - municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean-Marie Laplante Administrateur	Préfet de la MRC de Acton	Maire du Village de Roxton Falls
M. Pascal Russel Administrateur	Préfet de la MRC La Haute-Yamaska	Maire de la Ville de Waterloo - maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Alexandre Bélisle	Maire de la Municipalité de Verchères	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Claude Bernier	Maire de la Ville de Saint-Hyacinthe	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Patrick Bonvouloir	Préfet suppléant de la MRC Le Haut-Richelieu	Maire de la Municipalité de Sainte-Brigide - Représentant de la MRC du Haut-Richelieu
M. Éric Charbonneau	Maire de la Ville de Acton Vale	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Martin Damphousse	Maire de la Ville de Varennes	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Suzanne Dansereau	Mairesse de la Ville de Contrecoeur	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Decelles	Maire de la Ville de Lac-Brome	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus MONTÉRÉGIE EST

COMPOSITION DE LA CRÉ		
M. Jean-Marc Desrochers	Maire du Canton de Shefford	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Durand	Maire de la Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	Représentant de la MRC La Vallée-du-Richelieu
M. Bernard Gagnon	Maire de la Ville de Saint-Basile-le-Grand	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Serge Gendron	Maire de la Ville de Saint-Césaire	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi - municipalité de + de 5 000 h.
M. Richard Goulet	Maire de la Ville de Granby	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Joseph Hüslér	Maire de la Ville de Farnham	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Claude Jutras	Maire de la Paroisse de Calixa-Lavallée	Représentant de la MRC de Marguerite-D'Youville
M. Jacques Ladouceur	Maire de la Ville de Richelieu	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Louise Lavigne	Mairesse de la Ville de Carignan	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Denis Lavoie	Maire de la Ville de Chambly	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Diane Lavoie	Mairesse de la Ville de Beloeil	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Martin	Maire de la Ville de Otterburn Park	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Ménard	Maire de la Ville de Marieville	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Plante	Préfet de la MRC La Vallée-du-Richelieu	Maire de la Municipalité de McMasterville - municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Pauline Quinlan	Mairesse de la Ville de Bromont	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Suzanne Roy	Préfète de la MRC de Marguerite-D'Youville	Mairesse de la Ville de Sainte-Julie - mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Salvas	Préfet de la MRC de Pierre-De Saurel	Maire de la Municipalité de Saint-Robert
M. Pierre St-Onge	Maire de la Ville de Saint-Pie	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Albert Santerre	Représentant de la MRC Brome-Missisquoi	Membre supplémentaire de la MRC Brome-Missisquoi
M. Raymond Loignon	Représentant de la MRC La Haute-Yamaska	Membre supplémentaire de la MRC La Haute-Yamaska
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Guylaine Maltais Administratrice	Coprésidente Secteur Condition féminine	Comité femme et développement régional Montérégie Est
M. Claude Marchesseault Administrateur	Président Secteur Loisir et sport	Loisir et Sport Montérégie
M. Guy Vincent Administrateur	Président Secteur Éducation	Commission scolaire Val-des-Cerfs

Conférence régionale des élus MONTÉRÉGIE EST

COMPOSITION DE LA CRÉ		
M. Sébastien Aubin	Représentant Secteur Jeunesse	
M. Réjean Bessette	Président Secteur Agricole	Fédération de l'UPA de Saint-Hyacinthe
M ^{me} Diane Bouchard	Directrice Secteur Tourisme	Secteur touristique du CLD de Pierre-De Saurel
M. Michel Carrier	Représentant Secteur Science	Faculté de médecine vétérinaire Université de Montréal
M ^{me} Fabienne Desroches	Directrice générale Secteur Éducation supérieure	Cégep de Sorel-Tracy
M. Bruno Gadrat	Secteur Environnement	
M ^{me} Louise Gagnon Lessard	Représentante Secteur Communautaire	Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie (TROC-M)
M. Serge Girard	Représentant Secteur Marché du travail	Intersyndicale de la Montérégie (FTQ)
M ^{me} Karine Guilbault	Secteur Économie sociale	CLD des Maskoutains
M ^{me} Ana Luisa Iturriaga	Directrice générale Secteur Immigration	Forum-2020
M ^{me} Sylvie Lacroix	Directrice générale Secteur Économie	Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)
M. Claude Leblanc	Président Secteur Aînés	Fadoq Richelieu-Yamaska
M. Marcel Poirier	Membre Secteur Culture	Comité consultatif sur la culture de Mont-Saint-Hilaire
M ^{me} Jocelyne Sauvé	Directrice de santé publique Secteur Santé	Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie (ASSSM)
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Aucune nation autochtone n'est présente sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est		

Conférence régionale des élus – agglomération de LONGUEUIL
Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	25
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	9 (36%)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés → Commission consultative sur le développement de Longueuil (mécanisme de concertation)	17
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	8 (47%)
Représentant autochtone	0
Nombre actuel de membres désignés	25
Première rencontre officielle	2 septembre 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	7 octobre 2004 Avenants: <ul style="list-style-type: none">• 24 janvier 2006• 17 novembre 2006• 8 octobre 2008

7 députés provinciaux (5 femmes = 72 %)

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2010-2011

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
Mme Monique Brisson	Conseillère Présidente	Ville de Longueuil
Mme Suzanne Lachance	Conseillère Secrétaire-trésorière	Ville de Longueuil
M. Francis Dumais	Conseiller	Ville de Saint-Lambert
M. Jean Martel	Maire 2 ^e Vice-président	Ville de Boucherville
M. Éric Beaulieu	Conseiller 1 ^{er} vice-président	Ville de Longueuil
M. Michel Lanctôt	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Pierre O'Donoughue	Conseiller	Ville de Brossard
Mme Thérèse Hudon	Conseillère	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Jacques Lemire	Conseiller	Ville de Longueuil
Mme Mireille Carrière	Conseillère	Ville de Longueuil
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Mme Caroline St-Hilaire	Mairesse	Ville de Longueuil
M. Benoît L'Écuyer	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Claude Gladu Jr.	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Albert Beaudry	Conseiller	Ville de Longueuil
Mme Suzanne Charbonneau	Conseillère	Ville de Longueuil
M. Roger Roy	Conseiller	Ville de Longueuil
Mme Manon D. Hénault	Conseillère	Ville de Longueuil
M. Jacques E. Poitras	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Paul Leduc	Maire	Ville de Brossard

Conférence régionale des élus – agglomération de LONGUEUIL
Composition du conseil d'administration

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (suite)		
M. Alexandre Plante	Conseiller	Ville de Brossard
Mme Monique Gagné	Conseillère	Ville de Brossard
Mme Magalie Queval	Conseillère	Ville de Boucherville
Mme Jacqueline Boubane	Conseillère	Ville de Boucherville
M. Claude Benjamin	Maire	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Philippe Brunet	Maire	Ville de Saint-Lambert
DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (participation sans droit de vote)		
Mme Nicole Ménard	Députée de Laporte	
Mme Martine Ouellet	Députée de Vachon	
Mme Fatima Houda-Pépin	Députée de La Pinière	
M. Bertrand St-Arnaud	Député de Chambly	
Mme Marie Malavoy	Députée de Taillon	
Mme Monique Richard	Députée de Marguerite d'Youville	
M. Bernard Drainville	Député de Marie-Victorin	

COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LONGUEUIL 2010-2011

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF	
Mme Monique Brisson	Présidente de la CRÉ de Longueuil et de la Commission consultative
Mme Suzanne Lachance	Secrétaire-trésorière du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Francis Dumais	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Michel Lanctôt	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Pierre O'Donoughue	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
REPRÉSENTANTS SECTORIELS	
M. Jacques Desperriau	Bioalimentaire
Mme Hélène Bergeron	Commerces et services
M. Gilles Côté	Développement économique
Mme Sonia Godbout	Développement local
M. Réjean Parent	Tourisme
Mme Lucie Désilets	Éducation
M. Serge Brasset	Main-d'oeuvre
M. Yvan Gendron	Santé et services annexes
M. Dominique Trudel	Culture et communication
M. Richard Marois	Environnement
Mme Danielle Lavigne	Organismes communautaires
M. Jean-François Casse	Jeunesse
M. Claude Vincent	Syndicat
Mme Josyane Desjardins	Condition féminine
Mme Mireille Beaulac	Aînés
Mme Judy Gold	Immigration et communautés culturelles
Mme Denise Marion	Sports et loisirs

Conférence régionale des élus VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	37 (sur possibilité de 38)
Nombre d'élus(e)s	29
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	8
Nombre de représentant(e)s autochtones	0 (sur possibilité de 1)
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	9 (24 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (3 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Yves Daoust Président	Préfet de la MRC Beauharnois-Salaberry	Maire de la Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague
M. Michel Lavoie 1^{er} vice-président	Préfet de la MRC Les Jardins-de-Napierville	Maire de la Ville de Saint-Rémi - municipalité de + de 5 000 h.
M. Réal Brazeau 2^e vice-président	Préfet de la MRC Vaudreuil-Soulanges	Maire de la Municipalité de Rigaud - municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Castagner Secrétaire	Préfet de la MRC Le Haut-Saint-Laurent	Maire de la Paroisse de Saint-Anicet
M ^{me} Jocelyne Bates Administratrice	Mairesse de la Ville de Sainte-Catherine	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Yvan Cardinal	Maire de la Ville de Pincourt	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. André J. Côté	Maire de la Ville de Candiac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michael Elliot	Maire de la Ville de Hudson	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Fredette	Maire de la Municipalité de Napierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Stéphane Gendron	Maire de la Ville de Huntingdon	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Claude Haineault	Maire de la Ville de Beauharnois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Pierre Kary	Maire de la Ville de Saint-Lazare	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean Lalonde	Maire de la Municipalité de Très-Saint-Rédempteur	Membre supplémentaire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges
M. Jacques Lambert	Maire de la Ville de Mercier	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Lapierre	Maire de la Municipalité de Ormstown	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Denis Lapointe	Maire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Gaëtane Legault	Mairesse de la Municipalité de Saint-Zotique	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Roger Lussier	Maire de la Municipalité de	Membre supplémentaire de la

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

COMPOSITION DE LA CRÉ		
	Saint-Édouard	MRC des Jardins-de-Napierville
M. Yvon Mailhot	Maire de la Ville de Léry	Membre supplémentaire de la MRC de Roussillon
M ^{me} Lise Martin	Mairesse de la Municipalité de Saint-Philippe	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Meloche	Maire de la Ville de Delson	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Marie-Claude Nichols	Mairesse de la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Pepin	Maire de la Ville de Saint-Constant	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Guy Pilon	Maire de la Ville de Vaudreuil-Dorion	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Géraldine T. Quesnel	Mairesse de la Municipalité des Cèdres	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Lucie F. Roussel	Mairesse de la Ville de La Prairie	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Marc Roy	Maire de la Ville de L'Île-Perrot	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Robert Sauvé	Maire de la Ville de Coteau-du-Lac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Nathalie Simon	Préfète de la MRC de Roussillon	Mairesse de la Ville de Châteauguay - mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Marie-Louise Kerneis Trésorière	Présidente Commission Formation, Recherche et Science	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
M. Michel Charbonneau Administrateur	Directeur général Commission Économie, Transport et Entreprises	CLD des Jardins-de-Napierville
M. Serge Bourdon	Président Commission régionale sur les Ressources naturelles et le Territoire (CRRNT)	Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay (SCABRIC)
M. Jean-Claude Lecompte	Commission Tourisme	
M. Jasmin Felx	Président Forum Jeunesse	Forum Jeunesse Vallée-du-Haut- Saint-Laurent
M. Daniel Bissonnette	Président Commission Culture, Communication et Patrimoine	Association culturelle Roussillon
M ^{me} Jacinthe Demers	Commission Développement social, Égalité et Cohésion	
M. Denis Van Winden	Président Commission Agroalimentaire	Veg Pro International
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Vacant	Représentant désigné par les 2 Conseils de bande	1 représentant à être désigné par la communauté Mohawk de Kahnawake et d'Akwesasne

Conférence régionale des élus – CENTRE-DU-QUÉBEC

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	23
Nombre d'élu(e)s	15
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	7
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	3 (13 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (4,3 %)

COMPOSITION OFFICIELLE DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Maurice Richard Membre du CE	Président Préfet de la MRC de Bécancour	Maire de la Ville de Bécancour
Francine Ruest-Jutras Membre du CE	Vice-présidente aux affaires municipales Préfète de la MRC de Drummond	Mairesse de la Ville de Drummondville
Claude-Henri Léveillé	Directeur général et secrétaire-trésorier	

ÉLUS MUNICIPAUX

Lionel Fréchette Membre du CE	Préfet de la MRC d'Arthabaska	Maire de la Municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester
Alain Rayes	Maire de Victoriaville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Christian Lettre	Conseiller municipal Représentant additionnel de la Ville de Victoriaville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Claude Desrochers	Maire de Warwick	Municipalité inscrite à l'annexe du projet de loi
Mario Lyonnais	Préfet suppléant de la MRC de Bécancour et maire de Sainte-Françoise	Membre supplémentaire de la MRC
Jean-Pierre Vallée	Préfet suppléant de la MRC de Drummond	Maire de Saint-Guillaume
Alain Drouin Membre du CE	Préfet de la MRC de Nicolet-Yamaska	Maire de Nicolet
Pierre Levasseur	Conseiller municipal Représentant additionnel de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Roberto Léveillé	Conseiller municipal Représentant additionnel de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Donald Langlois	Préfet de la MRC de l'Érable	Maire de la Municipalité de Saint-Ferdinand
Réal Ouellet	Maire de Plessisville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Gilles Fortier	Maire de Princeville	Municipalité de plus de 5 000 h.

COMPOSITION OFFICIELLE DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Membre du CE		
Pierre Gaudet	Préfet suppléant de la MRC de Nicolet-Yamaska	Maire d'Aston-Jonction

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Jean-Louis Bélisle	Vice-président de l'URLS du Centre-du-Québec et maire de Lemieux	Carrefour de développement culture, loisirs, communication
Gilles Brochu	Président du Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ)	Carrefour de développement de l'agroalimentaire-forêt et du développement durable
Jacques Daigle Membre du CE	Vice-président à la société civile et vice-président de la Commission scolaire des Bois-Francis	Carrefour de développement éducation
Martin Dupont Membre du CE	Directeur général de la Société de développement économique de Drummondville (SDED) – CLD Drummond	Carrefour de développement industriel et touristique
Vincent Guay	Directeur général du Cégep de Victoriaville	Carrefour de développement recherche et innovation
Marie-Pier Vincent	Présidente du Forum jeunesse du Centre-du-Québec	Carrefour de développement main-d'œuvre et démographie
Annie Jean	Directrice générale Centraide Centre-du-Québec	Carrefour de développement social et communautaire

REPRÉSENTANT AUTOCHTONE

Réjean O'Bomsawin	Représentant de la Nation Waban-Aki	Conseil des Abénakis d'Odanak
-------------------	-------------------------------------	-------------------------------

**Présence des femmes et des jeunes sur les conseils d’administration des
Conférences régionales des élus**

Nombre de femmes

Région	Nombre de femmes
Bas-Saint-Laurent	6/28 (21,0 %)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2/22 (9,1 %)
Capitale-Nationale ¹	-
Mauricie	2/19 (10,5 %)
Estrie	9/27 (33,3 %)
Montréal	36/117 (30,8 %)
Outaouais	7/23 (30,4 %)
Abitibi-Témiscamingue	5/19 (26,6 %)
Côte-Nord	7/23 (30,4 %)
Nord-du-Québec Baie-James	3/12 (25,0 %)
Nord-du-Québec Kativik ²	3/17 (17,6 %)
Nord-du-Québec Cris ²	2/36 (6,0 %)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4/18 (22,2 %)
Chaudière-Appalaches	5/43 (11,6 %)
Laval	11/23 (48 %)
Lanaudière	8/39 (20,5 %)
Laurentides	10/47 (21,3 %)
Montréal – Longueuil	9/25 (36%)
Montréal- Est	14/53 (26,4 %)
Montréal - Vallée du Haut-Saint-Laurent	9/37 (24,3 %)
Centre-du-Québec	3/23 (13,0 %)

Nombre de jeunes

Les informations actuellement disponibles sur les CRÉ ne nous permettent pas de compiler le nombre de jeunes au sein des conseils d’administration.

¹ La CRÉ de la Capitale-Nationale relève du Bureau de la Capitale-Nationale.
² L’Administration régionale Kativik et l’Administration régionale crie agissent à titre de conférence régionale des élus pour leur communauté respective.

Liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération

Région	Rémunération annuelle de la présidente ou du président
CRÉ du Bas-St-Laurent	25 000 \$
CRÉ du Saguenay-Lac-St-Jean	12 000 \$
CRÉ de la Capitale-Nationale	25 000 \$ (3)
CRÉ de la Mauricie	20 000 \$
CRÉ de l'Outaouais	10 000 \$
CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue	15 000 \$
CRÉ de la Côte-Nord	30 000 \$
CRÉ De Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10 000 \$
CRÉ de Chaudière-Appalaches	15 000 \$
CRÉ de Lanaudière	12 000 \$
CRÉ des Laurentides	5 000 \$ (1)
CRÉ de la Montérégie - Est	5 000 \$ (2)
CRÉ de la Montérégie - Longueuil	25 000 \$
CRÉ du Centre-du-Québec	10 000 \$

Note : Rémunération autorisée par la ministre selon les modalités de l'entente de gestion.

- (1) À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de présence de 230 \$ par rencontre du conseil d'administration.
- (2) À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de 200 \$ par présence et le montant maximal ne pourra excéder 10 000 \$ par année.
- (3) La CRÉ de la Capitale-Nationale relève du Bureau de la Capitale-Nationale

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #83

Sommes engagées en 2010-2011 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventilés par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2011-2012.

Le *Fonds de soutien aux territoires en difficulté* (FSTD) permet de soutenir les territoires dans leur démarche de diversification et de développement. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) conclut avec les MRC concernées un contrat de diversification et de développement qui prévoit la formation d'un comité composé d'élus de la MRC qui a notamment pour responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de diversification et de développement. Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) appuie cette démarche de diversification de la MRC par l'entremise du *Fonds d'aide aux municipalités mono-industrielles* (FAMM) qui permet de financer des projets d'entreprise qui sont priorisés par le comité dans le cadre du plan de diversification.

Dans le cadre du Discours sur le budget 2008-2009, une somme supplémentaire de 38 M\$ a été octroyée pour la poursuite du FSTD, qui se répartit dans les cinq volets suivants :

- I. Prolonger l'application du FSTD de façon à permettre aux territoires en difficulté de poursuivre leurs démarches de relance et de diversification;
- II. Étendre l'application du FSTD à toutes les MRC qui comprennent des municipalités dévitalisées;
- III. Attribuer un montant d'aide financière supplémentaire destiné spécifiquement aux MRC des régions centrales qui comprennent des municipalités dévitalisées et qui n'ont pas accès aux mesures fiscales dont bénéficient les régions ressources;
- IV. Financer un maximum de cinq nouveaux contrats de diversification et de développement afin de soutenir des communautés se heurtant à d'importantes difficultés économiques occasionnées par la fermeture d'une entreprise importante;
- V. Financer des projets relatifs au maintien et au développement des services de base pour la population d'une municipalité dévitalisée ainsi que l'achat d'équipements permettant aux municipalités de se conformer aux normes gouvernementales, notamment en matière d'environnement et de sécurité incendie.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 83

Sommes engagées en 2010-2011 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventilés par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2010-2011	Sommes prévues en 2011-2012
Volet I (Le montant d'aide totale inclus le montant d'aide accordé lors du 1er contrat de 300 000 \$)				
MRC La Matapédia	Ensemble du territoire de la MRC	1 280 000 \$	465 000 \$	232 500 \$
MRC de Témiscouata	Ensemble du territoire de la MRC	1 060 000 \$	355 000 \$	177 500 \$
MRC de la Mitis	Ensemble du territoire de la MRC	905 000 \$	50 000 \$	277 500 \$
MRC Les Basques	Ensemble du territoire de la MRC	905 000 \$	50 000 \$	277 500 \$
MRC de Matane	Ensemble du territoire de la MRC	970 000 \$	50 000 \$	310 000 \$
MRC Kamouraska	Ensemble du territoire de la MRC	655 000 \$	50 000 \$	152 500 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	Ensemble du territoire de la MRC, sauf Alma mais incluant l'ancienne municipalité de Delisle maintenant fusionnée à Alma	675 000 \$	162 500 \$	81 250 \$
MRC Domaine-du-Roy	Ensemble du territoire de la MRC	765 000 \$	207 500 \$	103 750 \$
MRC Maria-Chapdelaine	Ensemble du territoire de la MRC	775 000 \$	212 500 \$	106 250 \$
MRC Fjord-du-Saguenay	Ensemble du territoire de la MRC	695 000 \$	172 500 \$	86 250 \$
MRC Portneuf	Saint-Raymond, Saint-Léonard-de-Portneuf, Rivière-à-Pierre	500 000 \$	50 000 \$	75 000 \$
MRC Charlevoix-Est	Ensemble du territoire de la MRC	815 000 \$	50 000 \$	182 500 \$
MRC Mékinac	Ensemble du territoire de la MRC	765 000 \$	207 500 \$	103 750 \$
Ville La Tuque	Agglomération La Tuque	500 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
Ville de Shawinigan	Ville de Shawinigan	500 000 \$	50 000 \$	75 000 \$
MRC du Haut-Saint-François	Ensemble du territoire de la MRC	935 000 \$	217 500 \$	133 750 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 83

Sommes engagées en 2010-2011 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventilés par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2010-2011	Sommes prévues en 2011-2012
MRC Le Granit	Lac-Mégantic, Lac-Drolet, Lambton, Saint-Romain, Stornoway, Courcelles, Saint-Augustin-de-Woburn, Notre-Dame-des-Bois	790 000 \$	167 500 \$	108 750 \$
MRC Coaticook	Barnston-Ouest, Coaticook, Compton, East Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton, Saint-Herménégilde, Saint-Malo, Saint-Venant-de-Paquette, Waterville	835 000 \$	50 000 \$	192 500 \$
MRC de Papineau	Ensemble du territoire de la MRC	890 000 \$	195 000 \$	122 500 \$
MRC La-Vallée-de-la-Gatineau	Ensemble du territoire de la MRC	840 000 \$	245 000 \$	122 500 \$
MRC Pontiac	Ensemble du territoire de la MRC	885 000 \$	267 500 \$	133 750 \$
MRC de l'Abitibi	Champneuf, La Morandière, Rochebaucourt, Launay	850 000 \$	250 000 \$	125 000 \$
MRC de Témiscamingue	Belleterre, Laforce, Moffet, Angliers et Nédelec	905 000 \$	277 500 \$	138 750 \$
MRC Abitibi-Ouest	Ensemble du territoire de la MRC	960 000 \$	305 000 \$	152 500 \$
MRC La Vallée-de-l'Or	Malartic, Senneterre, Seneterre Paroisse et Belcourt	500 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
MRC de la Minganie	Aguanish, Baie-Johan-Beetz, L'Île-d'Anticosti, Longue-Pointe-de-Mingan, Natashquan, Rivière-Saint-Jean et Rivière-au-Tonnerre	760 000 \$	205 000 \$	102 500 \$
MRC Haute-Côte-Nord	Ensemble du territoire de la MRC	785 000 \$	50 000 \$	217 500 \$
Basse-Côte-Nord	Ensemble du territoire	815 000 \$	50 000 \$	232 500 \$
MRC Manicouagan	Ragueneau, Pointe-aux-Outardes, Baie-Trinité, Godbout	710 000 \$	50 000 \$	180 000 \$
Municipalité de Baie-James	Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Baie-James	500 000 \$	50 000 \$	50 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 83

Sommes engagées en 2010-2011 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventilés par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2010-2011	Sommes prévues en 2011-2012
MRC Haute Gaspésie	Ensemble du territoire de la MRC	960 000 \$	305 000 \$	152 500 \$
MRC Côte-de-Gaspé	Ensemble du territoire de la MRC	840 000 \$	245 000 \$	122 500 \$
MRC d'Avignon	Ensemble du territoire de la MRC	950 000 \$	300 000 \$	150 000 \$
MRC Bonaventure	Ensemble du territoire de la MRC	1 050 000 \$	350 000 \$	175 000 \$
MRC Rocher-Percé	Ensemble du territoire de la MRC	860 000 \$	255 000 \$	127 500 \$
Agglo. Îles-de-la-Madeleine	Ensemble du territoire	500 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
MRC L'Islet	Saint-Adalbert, Saint-Pamphile, Sainte-Perpétue, Sainte-Félicité, Saint-Marcel, Saint-Omer, Tourville	1 035 000 \$	267 500 \$	158 750 \$
MRC Montmagny	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Saint-Just-de-Bretenières, Lac-Frontière, Sainte-Lucie-de-Beauregard, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-Paul-de-Montminy et Sainte-Apolline-de-Patton	925 000 \$	50 000 \$	237 500 \$
MRC Les Etchemins	Ensemble du territoire de la MRC	925 000 \$	50 000 \$	237 500 \$
MRC Les Appalaches	Beaulac-Garthby, Disraëli Ville, Disraëli Paroisse, Sainte-Praxède, Saint-Fortunat, Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, Saint-Joseph-de-Coleraine, Saint-Julien	870 000 \$	50 000 \$	210 000 \$
MRC Matawinie	Saint-Michel-des-Saints, Sainte-Émilie-de-l'Énergie, Saint-Zénon, Chertsey, Saint-Côme	500 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
MRC Les Laurentides	Lac Supérieur, Labelle, Saint-Faustin-Lac-Carré, La Minerve, Val-des-Lacs	500 000 \$	50 000 \$	50 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 83

Sommes engagées en 2010-2011 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventilés par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2010-2011	Sommes prévues en 2011-2012
MRC Antoine-Labelle	Ensemble du territoire de la MRC	785 000 \$	217 500 \$	108 750 \$
MRC Le Haut-Saint-Laurent	Huntingdon	805 000 \$	152 500 \$	101 250 \$
MRC Les Maskoutains	Saint-Valérien-de-Milton, Saint-Simon, Saint-Louis et Saint-Marcel-de-Richelieu	500 000 \$	50 000 \$	75 000 \$
MRC d'Acton	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	50 000 \$	75 000 \$
MRC Brome-Missisquoi	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	50 000 \$	75 000 \$
MRC Beauharnois-Salaberry	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	50 000 \$	75 000 \$
MRC Bécancour	Ensemble du territoire de la MRC	870 000 \$	50 000 \$	210 000 \$
MRC L'Érable	Ensemble du territoire de la MRC	845 000 \$	50 000 \$	197 500 \$
	Sous-total Volet I	38 945 000 \$	7 305 000 \$	6 992 500 \$
Volet II				
Rimouski-Neigette	Ensemble du territoire de la MRC	840 000 \$	147 000 \$	195 500 \$
Rivière-du-Loup	Ensemble du territoire de la MRC	665 000 \$	115 000 \$	159 000 \$
Maskinongé	Ensemble du territoire de la MRC	765 000 \$	135 000 \$	179 000 \$
D'Autray	Saint Gabriel, Mandeville, Saint-Cléophas, Saint-Didace, Saint-Norbert, Saint-Gabriel-de-Brandon	825 000 \$	167 000 \$	211 000 \$
Les Pays d'en Haut	Ensemble du territoire de la MRC	815 000 \$	165 000 \$	209 000 \$
Pierre-De Saurel	Ensemble du territoire de la MRC	900 000 \$	182 000 \$	226 000 \$
Arthabaska	Ensemble du territoire de la MRC	860 000 \$	174 000 \$	218 000 \$
	Sous-total Volet II	5 670 000 \$	1 085 000 \$	1 397 500 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 83

Sommes engagées en 2010-2011 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventilés par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2011-2012.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2010-2011	Sommes prévues en 2011-2012
Volet III				
Les sommes attribuées dans le cadre du volet III sont incluses à même les volets I et II (aide totale de 2,4 M\$)				
Volet IV				
MRC Memphrémagog	Magog, Ayer's Cliff, Eastman, Potton, Stanstead	500 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
MRC Les Sources	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
MRC du Val-Saint-François	Racine, Cantons de Valcourt et de Melbourne, Lawrenceville, Kingsbury, Richmond, Valcourt, Windsor	500 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
MRC Vaudreuil-Soulangue	Coteau-du-Lac, Coteaux, Pointe-Fortune, Rigaud, Rivière-Beaudette, Saint-Clet, Sainte-Justine-de-Newton, Sainte-Marthe, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Saint-Zotique, Très-Saint-Rédempteur	500 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
MRC Bellechasse	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
	Sous-total Volet IV	2 500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$
Volet V				
Les sommes autorisées dans le cadre du volet V sont attribuées en fonction des projets présentés au MAMROT		5 550 000 \$	1 216 000 \$	1 110 000 \$
	Sous-total Volet V	5 550 000 \$	1 216 000 \$	1 110 000 \$
	Total FSTD	52 665 000 \$	10 106 000 \$	10 000 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 84

Budget de fonctionnement du MAMROT dans chacune des régions du Québec, pour l'exercice 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Régions	Budget 2011-2012	Budget 2010-2011 ⁽¹⁾
Bas-Saint-Laurent	34 661	35 607
Saguenay Lac-Saint-Jean	36 840	37 196
Capitale-Nationale	5 169	15 460
Mauricie	21 812	23 076
Estrie	25 692	70 948
Montréal et Laval ⁽²⁾	132 000	136 479
Outaouais	25 452	36 286
Abitibi/Témiscamingue	47 772	51 648
Côte-Nord	36 047	49 310
Nord-du-Québec	36 598	42 659
Gaspésie-îles-de-la-Madeleine	250 590	259 340
Chaudière-Appalaches	44 982	45 890
Lanaudière	27 962	23 016
Laurentides	27 129	27 116
Montréal	28 602	28 106
Centre-du-Québec	37 503	58 399

(1) Budget 2010-2011 révisé

(2) Ce budget de fonctionnement est celui du sous-ministère à la Métropole et inclut les budgets de fonctionnement pour les régions de Montréal et Laval

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 85

Sommes versées en 2010-2011 à chacune des conférences régionales des élus en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées au Fonds de développement régional pour 2011-2012.

CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS (CRÉ)	AVANCES DE FONDS EFFECTUÉS EN 2010-2011 (AU 28 FÉVRIER 2011)
Bas-Saint-Laurent	3 000 000 \$
Saguenay Lac-Saint-Jean	1 000 000 \$
Capitale-Nationale	2 000 000 \$
Mauricie	2 000 000 \$
Estrie	1 000 000 \$
Montréal	4 000 000 \$
Outaouais	2 000 000 \$
Abitibi/Témiscamingue	2 000 000 \$
Côte-Nord	2 000 000 \$
Nord-du-Québec : Baie-James Crie	2 500 000 \$ -
Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	3 000 000 \$
Chaudière/Appalaches	2 000 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 85

Sommes versées en 2010-2011 à chacune des conférences régionales des élus en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées au Fonds de développement régional pour 2011-2012.

CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS (CRÉ)	AVANCES DE FONDS EFFECTUÉS EN 2010-2011 (AU 28 FÉVRIER 2011)
Laval	2 000 000 \$
Lanaudière	2 000 000 \$
Laurentides	2 000 000 \$
Montérégie : Longueuil Est Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	3 000 000 \$ 2 000 000 \$ 1 500 000 \$
Centre-du-Québec	3 000 000 \$

La prévision des sommes allouées au Fonds de développement régional en 2011-2012 est de 60 M\$ (incluant les sommes accordée au Secrétariat aux affaires autochtones pour le financement de l'Administration régionale Kativik à titre de CRÉ, ce montant est inclus à l'entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik).

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 86

Pour chaque conférence régionale des élus, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2010-2011. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.

Conférence régionale des élus	Nombre d'ententes spécifiques signées en 2010-2011 *	Précisions
01 - Bas-Saint-Laurent	1	Voir annexe 1 (p.1 à p.4)
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	Voir annexe 1 (p.5 à p.10)
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale	
04 - Mauricie	3	Voir annexe 1 (p.11 à p.23)
05 - Estrie	0	
06 - Montréal	1	Voir annexe 1 (p.24 à p.27)
07 - Outaouais	0	
08 - Abitibi-Témiscamingue	4	Voir annexe 1 (p.28 à p.37)
09 - Côte-Nord	0	
10 - Administration régionale Kativik	1	Voir annexe 1 (p.38 à p.39)
10 - Baie-James	1	Voir annexe 1 (p.40 à p.42)
10 - Administration régionale crie	0	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	
12 - Chaudière-Appalaches	0	
13 - Laval	1	Voir annexe 1 (p.43 à p.45)
14 - Lanaudière	6	Voir annexe 1 (p.46 à p.70)
15 - Laurentides	1	Voir annexe 1 (p. 71)
16 - Montérégie-Est	1	Voir annexe 1 (p.72 à p.75)
16 - Longueuil	0	
16 - Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	0	
17 - Centre-du-Québec	2	Voir annexe 1 (p.76 à p.86)

ANNEXE 1

ENTENTES SIGNÉES 2010-2011

Réponse à la question particulière 86

BAS-SAINT-LAURENT

1) Entente de développement de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent 2010-2015

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à définir les modalités de la participation de chacune des PARTIES, à l'égard de la réalisation d'un plan d'action, visant le développement de l'économie sociale et son renforcement dans la région du Bas-Saint-Laurent, par la mise en commun de ressources humaines, financières et matérielles, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. L'entente permettra la mise en œuvre, au Bas-Saint-Laurent, de certaines actions stratégiques du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif du gouvernement du Québec qui sont en lien étroit avec les orientations retenues dans le Plan de développement 2007-2012 de la région du Bas-Saint-Laurent.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

- Promouvoir le secteur de l'économie sociale en :
 - suivant l'évolution du secteur de l'économie sociale en mettant en lumière la contribution des entreprises au développement social et économique des communautés;
 - favorisant la création de liens d'affaires;
 - faisant connaître la valeur ajoutée de l'économie sociale auprès de la population et notamment auprès des jeunes et des partenaires de l'économie sociale;
- Favoriser la concertation et le partenariat entre les entreprises et les intervenants locaux et régionaux en économie sociale en :
 - poursuivant la coordination des travaux du Pôle régional en économie sociale;
 - organisant des activités d'échanges à l'intention des entreprises d'économie sociale et en favorisant le réseautage;
 - développant et diffusant des outils d'échanges d'information;
- Soutenir la consolidation, l'expérimentation et le développement des nouveaux créneaux et projets en :
 - diffusant l'information stratégique de nature locale, régionale ou provinciale aux entreprises et partenaires, dont les travaux de recherche;
 - soutenant financièrement les projets qui seront jugés prioritaires et conformes à la politique d'investissement;
 - faisant émerger des projets innovateurs;
- Développer les compétences des administrateurs, des gestionnaires et du personnel des entreprises d'économie sociale en :
 - identifiant les besoins et veillant à ce que soient offertes des formations adaptées;
 - diffusant de l'information sur les activités susceptibles de favoriser le développement des compétences;
 - réalisant des activités visant l'appropriation des principes de gestion démocratique au sein des entreprises d'économie sociale;
- Promouvoir la place des jeunes au sein des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale en :
 - augmentant le nombre de jeunes oeuvrant au sein des entreprises d'économie sociale à titre de membres du personnel ou du conseil d'administration.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- faire connaître et diffuser cette entente;
- participer à la réalisation de ses objectifs;
- produire et mettre en œuvre un plan d'action quinquennal;
- promouvoir l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

4.1 Le MAMROT s'engage à :

4.1.1 Verser à la **CRÉ**, à partir du *Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale* (FSRREÉS), une somme de 250 000 \$ répartie sur cinq années financières gouvernementales, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits et dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, de la façon suivante :

- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MAMROT** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées à la suite du dépôt des rapports d'activités et financiers de chacune des années financières ainsi que du plan d'action actualisé et d'un budget pour l'année suivante.

Pour la cinquième et dernière année de l'entente, 90 % des sommes, soit 45 000 \$, seront versés à la suite du dépôt au comité de gestion de suivi et d'évaluation, des rapports d'activités et financiers de la quatrième année ainsi que du plan d'action actualisé et d'un budget pour la cinquième année. La dernière tranche de 5 000 \$ sera versée suite à l'approbation du bilan final de l'entente.

4.1.2 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

4.1.3 Être dépositaire de l'entente;

4.1.4 Prendre part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente et y déléguer un représentant;

4.1.5 Prendre part aux travaux du **Pôle régional de l'économie sociale**.

4.2 La CRÉ s'engage à :

4.2.1 Verser, à même le FDR, un montant de 35 000 \$ par année, pendant cinq (5) ans, afin de réaliser les objectifs de la présente entente.

Cette somme inclut les salaires et autres frais nécessaires pour permettre aux personnes ressources, qui seront mandatées par la **CRÉ**, de réaliser les travaux liés à ladite entente;

4.2.2 Assurer la concertation entre les divers intervenants relativement à la mise en œuvre et au suivi de cette entente;

4.2.3 Coordonner les travaux du comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente et lui faire part de toute contrainte au bon déroulement de la mise en œuvre de cette entente et lui proposer, le cas échéant, des pistes de solutions et approuver les projets soumis par ledit comité;

4.2.4 Coordonner les travaux du comité d'analyse des projets soumis afin de s'assurer de l'utilisation maximale des programmes sous sa responsabilité;

- 4.2.5 Poursuivre la coordination des travaux du **Pôle régional de l'économie sociale** et du *Réseau des agents d'économie sociale des CLD du Bas-Saint-Laurent*;
- 4.2.6 Verser, afin de soutenir financièrement les entreprises d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent, un montant de 20 000 \$ par année, pendant cinq (5) ans, à même le *Fonds régional d'investissement jeunesse* (FRIJ) (voir annexe 1), lequel est géré par son comité aviseur, la **Commission jeunesse**;
- 4.2.7 Veiller à ce qu'un représentant de la **Commission jeunesse** prenne part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et collabore, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- 4.2.8 Veiller à ce qu'un représentant du **Pôle régional de l'économie sociale** prenne part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- 4.2.9 Gérer les sommes allouées par les **PARTIES** conformément aux normes et modalités du FDR (voir annexe 2) et du FSRREÉS (annexe 3) et tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion, de suivi et d'évaluation.

4.3 Les huit (8) CLD s'engagent à :

- 4.3.1 Verser un montant de 3 000 \$ par année par **CLD**;
- 4.3.2 Désigner pour les huit (8) **CLD**, un représentant qui prendra part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et, au besoin, désigner un représentant à toute autre activité découlant de ladite entente;
- 4.3.3 Poursuivre leur implication au sein du **Pôle régional de l'économie sociale** et du *Réseau des agents d'économie sociale des CLD du Bas-Saint-Laurent*;
- 4.3.4 Confirmer, en mars 2012, sa participation et sa contribution financière annuelle pour les trois années subséquentes, soit 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, par résolution à la coordination du comité de gestion, suivi et évaluation. Suite à l'acceptation de cette résolution, cette dernière est considérée comme partie intégrante de l'entente et en l'absence de cette confirmation l'entente prend fin pour les **CLD**.

4.4 La FCDQ s'engage à :

- 4.4.1 Prendre part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente et y déléguer un représentant.

DURÉE DE L'ENTENTE

Cette entente entre en vigueur au moment de sa signature et est d'une durée de cinq (5) ans.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

6. TABLEAU DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
CRÉ	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	175 000 \$
CLD de La Matapédia	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de la MRC de Témiscouata	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD des Basques	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de la région de Rivière-du-Loup	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD du Kamouraska	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de La Mitis	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de la MRC de Matane	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de Rimouski-Neigette	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
Commission jeunesse	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
Total	129 000 \$	129 000 \$	129 000 \$	129 000 \$	129 000 \$	645 000 \$

1) Entente spécifique sur le développement des connaissances sur les aquifères du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2009-2013

OBJET DE L'ENTENTE

Associe les parties afin de développer les connaissances et assurer une saine gestion sur la ressource en eaux souterraines à l'échelle du territoire municipalisé de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, en mettant en commun des ressources financières et techniques dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion applicables aux parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Le plan d'action est présenté à l'annexe 3, s'articule autour des quatre objectifs principaux :

- Objectif 1 :** L'inventaire, la documentation et la cartographie des aquifères sur le territoire municipalisé du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Objectif 2 :** La collecte des données existantes et de leur intégration dans une base de données géoréférencées ainsi que la production d'un rapport synthèse où l'on retrouve les informations existantes, l'identification des données manquantes et la description des travaux requis pour compléter le portrait du territoire visé par l'entente.
- Objectif 3 :** La réalisation de travaux de terrain permettant l'obtention d'information complémentaire ou manquante (échantillonnage et essai, le cas échéant, pour déterminer les paramètres de localisation des aquifères).
- Objectif 4 :** L'intégration, l'analyse de ces données, la production d'un rapport et de cartes hydrogéologiques finales ainsi que des recommandations portant sur la protection et la gestion de l'eau souterraine sur le territoire couvert par le projet.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

3 Engagements généraux

Aux fins de la présente entente, les parties s'engagent conjointement à :

- 3.1.1 Mettre en place un comité de suivi et d'évaluation, comme prévu à l'article 6, qui aura notamment pour mandat de convenir d'un cadre d'évaluation en regard des éléments mentionnés à l'article 2. Ce cadre d'évaluation permettra de connaître annuellement l'impact des actions posées par rapport à la situation prévalant à la date de signature de l'entente;
- 3.1.2 Veiller au respect des conditions prévues à la présente entente ainsi qu'à ses annexes;
- 3.1.3 Faciliter, dans la mesure de leurs compétences et des moyens dont elles disposent, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente. Les parties s'engagent notamment à rendre accessibles gratuitement à l'UQAC les informations, les données, les relevés, les cartes et tout autre document pertinent au projet, selon les conditions ou les contraintes d'utilisation rattachées à ceux-ci, et ce, limité à la durée de l'entente;
- 3.1.4 Mettre fin à l'entente sur les aquifères signée en avril 2008 portant sur la production d'un premier portrait régional sur les aquifères au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dont copie demeure en annexe (annexe 2). Les biens livrables prévus à cette entente et les droits s'y rattachant seront transférés dans le présent projet à la date de la signature de la présente entente.

3.2 Engagements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Le MDDEP s'engage à :

- 3.2.1 Verser aux fins du projet visé à la présente entente, selon les modalités définies à l'annexe 1, un montant total de 1 839 230 \$ pour la durée de l'entente;
- 3.2.2 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3 Engagements du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Le MAPAQ s'engage à :

- 3.3.1 Favoriser la collaboration et la concertation avec les organismes à vocation agricoles (UPA, transformateurs, Syndicat des producteurs de bleuets du Québec, Table agroalimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Clubs-conseils en agroenvironnement, Agrinova, etc.) ayant une incidence sur la ressource d'eau;
- 3.3.2 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.4 Engagements du ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Le MRNF s'engage à :

- 3.4.1 Signer avec l'UQAC un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique appartenant au MRNF;
- 3.4.2 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.5 Engagements du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Le MAMROT s'engage à :

- 3.5.1 Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- 3.5.2 Être dépositaire de l'entente spécifique;
- 3.5.3 Coordonner les actions interministérielles;
- 3.5.4 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.6 Engagements de l'Agence de la santé et des services sociaux

L'Agence s'engage à :

- 3.6.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.7 Engagements de la Conférence régionale des élus

La CRÉ s'engage à :

- 3.7.1 Présider et soutenir professionnellement les travaux du comité de suivi et d'évaluation tels que défini à l'article 6;
- 3.7.2 Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;

- 3.7.3 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.7.4 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 45 000 \$ pour la période 2009-2012, à raison de :
- > un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - > un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - > un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- et ce, à même l'enveloppe dédiée à la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire Saguenay–Lac-Saint-Jean (CRRNT);
- 3.7.5 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.7.6 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.7.7 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.8 Engagements de la MRC Le Domaine-du-Roy

La MRC s'engage à :

- 3.8.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire sous sa juridiction;
- 3.8.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.8.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la période 2009-2012, à raison de :
- > Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - > Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - > Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.8.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.8.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.8.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.9 Engagements de la MRC Le Fjord-du-Saguenay

La MRC s'engage à :

- 3.9.1 Tenir compte dans l'élaboration de ses outils de planification des données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.9.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.9.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
- > un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;

- un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
- un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
- un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;

- 3.9.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.9.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.9.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.10 Engagements de la MRC Lac-Saint-Jean-Est

La MRC s'engage à :

- 3.10.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.10.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.10.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
- un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.10.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.10.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.10.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.11 Engagements de la MRC Maria-Chapdelaine

La MRC s'engage à :

- 3.11.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.11.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.11.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
- un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.11.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;

- 3.11.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.11.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.12 Engagements de la Ville de Saguenay

La Ville de Saguenay s'engage à :

- 3.12.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.12.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.12.3 Soutenir financièrement le projet, selon les modalités définies à l'article 5, représentant un investissement total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
- un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.12.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.12.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.12.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.13 Engagements de l'Université du Québec à Chicoutimi

L'UQAC s'engage à :

- 3.13.1 Réaliser le projet mentionné à l'article 2 de la présente entente et n'y apporter aucun changement sans l'accord formel du comité de suivi et d'évaluation et du MDDEP;
- 3.13.2 Réaliser le projet en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec;
- 3.13.3 Déposer les biens livrables au comité de suivi et d'évaluation selon l'échéancier et les modalités prévues dans le document « Projet de connaissances sur les eaux souterraines du Québec » présenté au MDDEP en janvier 2009 et dont une copie demeure annexée de la présente entente (annexe 3);
- 3.13.4 Déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées par les parties en vertu de la présente entente;
- 3.13.5 Administrer, en conformité avec les décisions du comité de suivi et d'évaluation, les sommes d'argent aux fins de la présente entente;

- 3.13.6 Tenir à jour une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables au projet et remettre les rapports et les pièces justificatives selon les modalités définies pour le comité de suivi et d'évaluation;
- 3.13.7 Rembourser immédiatement aux parties tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- 3.13.8 Reconnaître que le tableau synthèse des contributions présenté à l'article 5 ne pourra être modifié sans le consentement des parties;
- 3.13.9 Prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires pour assurer le respect intégral des conditions rattachées à la diffusion et à l'utilisation des informations, des données, des relevés, des cartes et des documents portés à sa connaissance par les parties dans le cadre de cette entente;
- 3.13.10 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 181 840 \$;
- 3.13.11 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 200 000 \$ pour la période 2009-2013;
- 3.13.12 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013, à l'exception des dispositions prévues à l'article 7 qui se perpétuent jusqu'à ce que les parties en conviennent autrement.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Parties	Contribution financière totale 2009-2013	Contribution ressources humaines et matérielles 2009-2013	Total
MDDEP	1 839 230 \$		1 839 230 \$
CRÉ - CRRNT	45 000 \$	9 000 \$	54 000 \$
MRC Le Domaine-du-Roy	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
MRC Le Fjord-du-Saguenay	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
MRC Maria-Chapdelaine	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
Ville de Saguenay	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
UQAC	200 000 \$	181 840 \$	381 840 \$
Contributions totales :	2 234 230 \$	235 840 \$	2 470 070 \$

MAURICIE

1. ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIFFUSION DE LA PRATIQUE ARTISTIQUE PROFESSIONNELLE EN MAURICIE

OBJET DE L'ENTENTE

L'Entente vise à identifier les engagements de chacune des parties, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs liés à chacun des quatre volets suivants :

Volet 1 – Soutien aux artistes et écrivains professionnels de la région de la Mauricie;

Volet 2 – Soutien aux initiatives favorisant l'émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la région de la Mauricie, notamment de la relève mauricienne;

Volet 3 – Soutien à la consolidation et au développement d'organismes artistiques professionnels de Trois-Rivières;

Volet 4 – Soutien à la promotion et à la diffusion de l'Entente.

Les parties conviennent, notamment, de mettre en commun des ressources techniques et financières afin de constituer le Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2010-2013 pour soutenir la pratique artistique et sa diffusion dans la région de la Mauricie. Elles conviennent également d'assurer la promotion et la diffusion de l'Entente auprès des clientèles concernées.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs suivants s'appliquent sur le territoire d'application défini à la clause 6 :

Objectifs généraux :

- encourager et soutenir le développement de la pratique artistique professionnelle;
- accroître la visibilité des artistes et écrivains professionnels ainsi que celle de la relève professionnelle;
- accroître et diversifier les sources de revenus pour les artistes et les écrivains professionnels;
- contribuer à la rétention des artistes et écrivains professionnels et de la relève professionnelle afin de briser leur isolement et de favoriser leur reconnaissance au sein de la collectivité;
- contribuer à l'émergence de la relève artistique professionnelle;
- encourager et soutenir le développement et le rayonnement des organismes artistiques professionnels.

Objectifs spécifiques :

Volet 1 – Soutien aux artistes et écrivains professionnels :

- soutenir les initiatives et les projets artistiques qui mettent en perspective l'affirmation d'une identité mauricienne;
- soutenir des projets artistiques réalisés en partenariat avec des membres de la communauté mauricienne;
- faire connaître et promouvoir les œuvres des artistes et des écrivains auprès de différents publics;
- soutenir les premières démarches de création et de diffusion d'artistes et d'écrivains de la relève.

Volet 2 – Soutien aux initiatives favorisant l'émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la Mauricie, notamment de la relève mauricienne :

- soutenir la réalisation de projets qui favorisent l'émergence de la relève artistique professionnelle;

- favoriser le développement de partenariats entre créateurs et organismes artistiques de la région et d'ailleurs;
- favoriser le rayonnement et la circulation en Mauricie des productions artistiques professionnelles mauriciennes.

Volet 3 – Soutien à la consolidation et au développement d'organismes artistiques professionnels de la ville de Trois-Rivières :

- soutenir des projets visant à consolider le mandat artistique et à améliorer la capacité d'action des organismes auprès de la collectivité sur le territoire municipal;
- soutenir des projets de développement organisationnel des organismes ayant une action artistique structurante sur le territoire municipal.

Volet 4 – Soutien à la promotion et à la diffusion de l'Entente :

- assurer la promotion et la diffusion de l'Entente auprès des clientèles visées sur l'ensemble du territoire mauricien;
- assurer un rôle conseil auprès des artistes et des écrivains de la relève dans la réalisation d'activités de professionnalisation.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à participer à la réalisation des objectifs identifiés, dans le respect de leur mandat respectif. Les parties s'engagent à prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'Entente.

Engagements communs :

- participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- participer aux activités du comité de suivi de l'entente;
- collaborer, au besoin, à tout autre comité découlant de la présente entente;
- assurer l'expertise et les compétences sectorielles nécessaires à la réalisation des projets émergeant de l'Entente.

La CRÉ s'engage à :

- contribuer, sous réserve des crédits disponibles au Fonds de développement régional (FDR), une somme de 225 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Total
2010-2011	40 000 \$	35 000 \$	75 000 \$
2011-2012	40 000 \$	35 000 \$	75 000 \$
2012-2013	40 000 \$	35 000 \$	75 000 \$
Total	120 000 \$	105 000 \$	225 000 \$

- verser directement aux bénéficiaires des projets retenus la part de la subvention correspondant au pourcentage des contributions des partenaires autre que celle du CALQ, soit 60 % pour le volet 1 et 68 % pour le volet 2, conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à la clause 5.3 tout en tenant compte des modalités de gestion du FRIJM et du FDR;
- ouvrir un compte spécifique sous le nom de Volet 1 - Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2010-2013 et recueillir dans ce compte les contributions de la CRÉ et du FJM prévues pour le volet 1;

- ouvrir un compte spécifique sous le nom de Volet 2 - Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2010-2013 et recueillir dans ce compte les contributions de la CRÉ, du FJM et de la VILLE prévues pour le volet 2;
- tenir à jour une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1 et 2 de l'Entente;
- autoriser les projets recommandés par le comité de sélection;
- fournir aux partenaires, au terme de chaque inscription, une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de l'Entente;
- mettre à la disposition du comité de suivi et du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres;
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

Le CALQ s'engage à :

- contribuer, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 277 500 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2010-2011	40 000 \$	30 000 \$	20 000 \$	2 500 \$	92 500 \$
2011-2012	40 000 \$	30 000 \$	20 000 \$	2 500 \$	92 500 \$
2012-2013	40 000 \$	30 000 \$	20 000 \$	2 500 \$	92 500 \$
Total	120 000 \$	90 000 \$	60 000 \$	7 500 \$	277 500 \$

- verser directement aux bénéficiaires des projets retenus aux volets 1, 2 et 3 la part de la subvention correspondant au pourcentage des contributions du CALQ, soit 40 % pour le volet 1, 32 % pour le volet 2 et 50 % pour le volet 3, et ce conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à la clause 5.3;
- procéder au traitement des demandes soumises au programme intitulé « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres » aux volets 1 et 2 et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;
- organiser la tenue des comités et défrayer les coûts en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités de sélection, telle que présentée à l'annexe 2;
- autoriser les projets recommandés par le comité de sélection;
- produire les lettres d'annonce pour les volets 1 et 2 qui seront cosignées par la CRÉ, le FJM et le CALQ, ainsi que celles du volet 3 qui seront cosignées par la VILLE et le CALQ et effectuer le suivi des projets sélectionnés dans le cadre du programme intitulé « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres » : volets 1, 2 et 3;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1, 2 et 3 de l'Entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- verser au CCCM, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 4;
- fournir aux parties, au terme de chaque inscription, une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de l'Entente;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

Le FJ M s'engage à :

- contribuer, sous réserve des crédits disponibles, une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 4	Total
2010-2011	20 000 \$	20 000 \$	12 500 \$	52 500 \$
2011-2012	20 000 \$	20 000 \$	10 000 \$	50 000 \$
2012-2013	20 000 \$	20 000 \$	7 500 \$	47 500 \$
Total	60 000 \$	60 000 \$	30 000 \$	150 000 \$

- verser à la CRÉ, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre des volets 1 et 2;
- verser au CCCM, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 4;
- autoriser les projets recommandés par le comité de sélection en s'assurant que les obligations du FRIJM sont respectées dans le versement de l'aide octroyée aux volets 1 et 2;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

Le CCCM s'engage à :

- Réaliser les objectifs du volet 4 et, à cette fin, affecter les ressources financières décrites à la clause 4.3.3, des ressources humaines et des services techniques, et faire rapport des activités réalisées au terme de chaque exercice financier;
- déposer au FJM un plan d'action assurant l'atteinte des objectifs du volet 4 en lien avec la clause 5.3.5;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

La VILLE s'engage à :

- Contribuer pour une somme de 90 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 2	Volet 3	Total
2010	10 000 \$	20 000 \$	30 000 \$
2011	10 000 \$	20 000 \$	30 000 \$
2012	10 000 \$	20 000 \$	30 000 \$
Total	30 000 \$	60 000 \$	90 000 \$

- verser à la CRÉ, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 2;
- verser directement aux bénéficiaires des projets retenus au volet 3, sa part de la subvention correspondant à 50 %, et ce, conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à la clause 5.3;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

Le MCCCCF s'engage à :

- assurer le suivi de l'Entente;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

Le MAMROT s'engage à :

- assurer le suivi de l'Entente;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

DURÉE DE L'ENTENTE

Nonobstant sa date de signature, la présente Entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2010 pour une période de trois ans. Elle couvre les années financières 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, sous réserve des crédits disponibles. La fin de l'Entente est donc prévue le 31 mars 2013.

Pendant la durée de la présente Entente, les engagements affectés aux volets 1, 2 et 3 et non utilisés au terme d'une inscription annuelle seront retournés aux parties, au prorata de leur contribution. Cependant, sur recommandation unanime du comité de suivi, le CALQ, la CRÉ, le FJM et la VILLE pourront réaffecter, sur une autre année financière, les sommes non utilisées

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	%	Total
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	31	225 000 \$
CALQ	92 500 \$	92 500 \$	92 500 \$	37	277 500 \$
FJM	52 500 \$	50 000 \$	47 500 \$	20	150 000 \$
Ville	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	12	90 000 \$
Total	247 500 \$	245 000 \$	242 500 \$	100	742 500 \$

2. ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE 2009-2012

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser la concertation des partenaires afin de susciter la réalisation d'activités ou de projets visant la régionalisation de l'immigration, en ce qui a trait à l'attraction des personnes immigrantes, à leur établissement durable en région ainsi qu'à une plus grande ouverture de la société d'accueil à la diversité culturelle.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** s'entendent pour mettre en œuvre un plan de travail visant à réaliser les objectifs suivants :

- promouvoir l'immigration comme une stratégie de développement durable et la région de la Mauricie comme pôle d'attraction, entre autres, pour la formation et l'emploi;
- faciliter l'intégration culturelle, sociale et professionnelle de 165 personnes immigrantes régionalisées tout en leur permettant de contribuer au développement de la région de la Mauricie, notamment en répondant aux besoins de main-d'œuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève dans les secteurs névralgiques, dans les créneaux d'excellence et dans le milieu des affaires;
- favoriser l'établissement durable des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des **PARTIES**;
- favoriser l'instauration de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population, promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la société d'accueil et des employeurs et responsabiliser les personnes immigrantes à s'engager dans un processus d'intégration et d'établissement durable.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les **PARTIES** s'engagent à :

- mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé respectivement d'un représentant de la **MICC**, d'un représentant de la **CRÉ**, d'un représentant d'**EMPLOI-QUÉBEC** et d'un représentant du **MAMROT**;
- confier au comité de gestion les mandats suivants :
 - superviser la mise en œuvre de la présente entente et en coordonner les travaux, dont ceux des sous-comités, le cas échéant;
 - évaluer le suivi financier et administratif de la présente entente et recommander son approbation par la **CRÉ**;
 - produire et déposer aux **PARTIES** dans les trente jours de la signature de la présente entente, un plan de travail annuel, qui devra identifier des orientations de développement, des moyens, des responsables, des cibles et des indicateurs dans la poursuite des efforts déjà déployés par la région pour l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants;
 - identifier des cibles précises à l'égard du nombre d'établissements de personnes immigrantes dans la région de la Mauricie, cibles qui seront révisées annuellement, tenant compte notamment :
 - du Plan quinquennal de développement régional de la Mauricie;
 - du Plan d'action d'Emploi-Québec, direction régionale de la Mauricie;
 - des plans d'action élaborés par d'autres partenaires régionaux;
- mobiliser les **PARTIES** et les autres partenaires autour des enjeux de l'immigration pour la région;

- favoriser une meilleure articulation et adaptation des actions des **PARTIES** et des autres partenaires qui contribuent à l'attraction de l'immigration, à l'établissement et l'intégration de personnes immigrantes dans la Mauricie, au développement et au maintien de relations interculturelles harmonieuses et effectuer des recommandations à cet effet;
- analyser la pertinence des projets déposés et, le cas échéant, recommander à la **CRÉ** d'affecter les sommes nécessaires au financement des projets et actions convenues, en respectant les cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les **PARTIES**, notamment en ce qui concerne le Programme régional d'intégration (PRI) de la **MICC** et le cadre de gestion du FDR de la **CRÉ**, tels qu'ils apparaissent en annexe A;
- établir dans les trente jours de la signature de la présente entente un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs;
- déposer aux **PARTIES** un état de situation à la mi-année, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- déposer aux **PARTIES** un rapport annuel le 10 avril de chaque année portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- produire un rapport final au plus tard le 30 juin 2012 portant sur la réalisation du plan de travail prévu à la clause 4.2.3 de la présente entente, sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente et sur la visibilité accordée aux **PARTIES** dans le cadre du protocole de visibilité prévu à l'Annexe B de la présente entente;
- s'assurer du respect des engagements et des obligations des **PARTIES** tels que définis à la présente entente;
- s'adjoindre, au besoin, des représentants d'autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan de travail annuel de la présente entente;
- constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente;
- déterminer un montant minimal devant être alloué aux activités relatives à la diversité et aux relations interculturelles.

ENGAGEMENTS de la MICC

La **MICC** s'engage à :

- mettre à la disposition de la **CRÉ** un montant maximal de trois cent trente mille dollars (330 000 \$) sur trois ans, soit aucune somme pour l'année 2009-2010, une somme de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) pour l'année 2010-2011 et une somme de cent quatre vingt mille dollars (180 000 \$) pour l'année 2011-2012, conformément aux modalités d'application présentées à la clause 9 et en respectant les cadres normatifs tels qu'ils apparaissent en annexe A de la présente entente;
- verser à la **CRÉ** la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

Pour la première année de la présente entente :

- aucun montant n'est prévu à la présente entente.

Pour la deuxième année de la présente entente :

- un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;

- un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant l'évaluation positive par la **MICC** de l'état de situation prévu à la clause 4.2.9 de la présente entente.

Pour la troisième année de la présente entente :

- un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours de l'évaluation positive, par la **MICC**, de la mise à jour du plan de travail et du rapport annuel de la deuxième année prévus aux clauses 4.2.9 et 4.2.10 de la présente entente;
 - deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant l'évaluation positive, par la **MICC**, de l'état de situation prévu à la clause 4.2.9 de la présente entente;
 - troisième et dernier versement de 10 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant l'évaluation positive, par la **MICC**, du rapport final prévu à la clause 4.2.11 de la présente entente;
- participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

ENGAGEMENTS DU MAMROT

Le MAMROT s'engage à :

- assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale, l'information et la participation des autres ministères et organismes aux objectifs ou actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- verser à la **CRÉ**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité, de l'évaluation annuelle de l'atteinte des objectifs de l'entente, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente, un montant maximal de 300 000 \$ sur trois ans, dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), et ce, pour la durée de l'entente et selon le calendrier de contribution suivant :
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010, suite au dépôt du bilan sommaire des projets financés dans le cadre de l'entente spécifique de régionalisation 2006-2009;
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011, suite au dépôt du plan de travail annuel 2010-2011, du rapport annuel 2009-2010 et du cadre d'évaluation prévu à la clause 4.2.8;
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 suite au dépôt du plan de travail annuel 2011-2012 ainsi que du rapport annuel 2010-2011;
- fournir aux partenaires de la présente entente les informations sur le marché du travail ainsi que sur les offres d'emploi disponibles sur le territoire;
- référer les personnes immigrantes à des organismes offrant des services répondant à leurs besoins.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La CRÉ s'engage à :

- sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, contribuer pour un montant de deux cent vingt-cinq mille dollars (225 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe annuelle maximale de soixante quinze mille dollars (75 000 \$) et selon le calendrier de contribution suivant :

au cours de l'année 2009-2010 :

75 000 \$

au cours de l'année 2010-2011 :

75 000 \$

au cours de l'année 2011-2012 :

75 000 \$
- coordonner et soutenir le comité de gestion établi conformément à la clause 4.1 de la présente entente, notamment pour la production des rapports prévus aux clauses 4.2.9 et 4.2.10;
- après avoir pris connaissance des recommandations du comité de gestion, assurer le suivi financier et administratif de la présente entente, prendre les décisions sur les projets et les activités à réaliser pour rencontrer les objectifs de la présente entente et y affecter les sommes afférentes notamment celle du FDR;
- reconnaître la dimension de l'immigration dans l'élaboration de son plan de développement quinquennal 2010-2015;
- conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets;
- retourner à la **MICC** et, le cas échéant, aux autres **PARTIES** toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue dans le cadre de la présente entente;
- tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- fournir tout document et renseignement que la **MICC**, **EMPLOI-QUÉBEC** ou le **MAMROT** jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

Malgré la date de signature, la présente entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2009 et prend fin le 31 mars 2012.

Toutefois, dès que la **MICC** informe les autres parties que les nouvelles normes du programme régional d'intégration (PRI) sont en vigueur, celles-ci s'engagent à conclure dans les trois mois qui suivent une nouvelle entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration conforme à ces nouvelles normes. À l'expiration de ce délai, la présente entente prendra fin automatiquement et la contribution financière des parties sera alors établie en proportion du temps écoulé durant l'année budgétaire.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
MICC	0 \$	150 000 \$	180 000 \$	330 000 \$
Emploi-Québec	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Total	175 000\$	325 000 \$	355 000 \$	855 000 \$

3. ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE 2010-2013

OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente porte sur les modalités et conditions rattachées à la volonté commune des parties et à leur participation financière afin de favoriser la mise en œuvre de la démarche de développement social sur le territoire de la région de la Mauricie, en consacrant les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Objectif général :

Contribuer, de façon concertée et intersectorielle, à l'amélioration des conditions de vie des personnes et des communautés ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en visant l'intégration et la participation sociale des citoyens et citoyennes de la région de la Mauricie et ce, en respectant les valeurs du Consortium.

- Objectifs spécifiques :

- poursuivre et développer la concertation intersectorielle des organisations locales et régionales;
- mobiliser les acteurs de développement social autour d'une vision et d'actions communes répondant aux besoins aux niveaux local et régional;
- harmoniser les interventions de tous les partenaires œuvrant en développement social;
- soutenir la mise en œuvre des plans d'action territoriaux.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à soutenir l'harmonisation des approches et leurs réseaux respectifs, le cas échéant, afin de favoriser l'articulation d'actions concertées. Conformément à leur mandat respectif, ils s'engagent également à participer à la réalisation des objectifs suivants :

- déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de coordination;
- contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;
- promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de partenaires et auprès des instances centrales.

ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

EMPLOI QUÉBEC s'engage à:

- contribuer à une meilleure connaissance et à l'analyse des besoins et caractéristiques de ses clientèles pour chaque territoire de la région de la Mauricie;

- continuer à développer et adapter son offre de services dans le but de soutenir et compléter les actions entreprises par le Consortium;
- soutenir le travail des centres locaux d'emploi sur le territoire de la région de la Mauricie en regard du développement social, du partenariat et de la lutte contre la pauvreté;
- fournir la problématique du marché du travail et des clientèles à risque de chômage prolongé;
- verser à la CRÉ, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité, de l'évaluation annuelle de l'atteinte des objectifs de l'Entente, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de l'Entente, un montant maximal de 150 000 \$ sur trois ans, dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), et ce, pour la durée de l'Entente et selon le calendrier de contribution suivant :
 - a) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011 suite à l'approbation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;
 - b) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2010-2011 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013 ;
 - c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013, suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2011-2012 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;

L'AGENCE s'engage à :

- réaliser la stratégie d'action « Soutenir le développement des communautés » du Plan d'action régional de santé publique, à savoir :
 - assurer la mise à jour et la diffusion du portrait des inégalités de santé et de bien-être;
 - accompagner les intervenants locaux (notamment des Centres de Santé et des Services sociaux) dans l'utilisation d'une instrumentation permettant d'apprécier le potentiel de développement des communautés dans le but de contribuer aux démarches locales de développement social;
 - voir à la bonne conduite du processus évaluatif de l'Entente en apportant une expertise-conseil en matière de développement d'indicateurs;
- sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle de l'atteinte des objectifs de l'Entente et de la réalisation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, contribuer dans le cadre de son budget, à la mise en œuvre de l'Entente jusqu'à concurrence d'une somme totale de 225 000 \$ sur 3 ans, en versant ce montant à la CRÉ de la façon suivante :
 - a) pour l'année 2010-2011, un montant de 37 500 \$ au début de l'année financière sur approbation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013 et un montant de 37 500 \$ au mois de novembre au dépôt d'un bilan provisoire remis au plus tard le 15 octobre 2010;
 - b) pour l'année 2011-2012, un montant de 37 500 \$ au début de l'année financière sur approbation de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, du bilan annuel et des rapports financiers reçus au plus tard le 30 avril 2011 et un montant de 37 500 \$ au mois de novembre au dépôt d'un bilan provisoire remis au plus tard le 15 octobre 2011;

- c) pour l'année 2012-2013, un montant de 37 500 \$ au début de l'année financière sur approbation de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, du bilan annuel et des rapports financiers reçus au plus tard le 30 avril 2012 et un montant de 37 500 \$ au mois de novembre au dépôt d'un bilan provisoire remis au plus tard le 15 octobre 2012;

- maintenir le lien d'emploi de la coordonnatrice et de la conseillère en communication qui font actuellement l'objet d'un prêt de services professionnels au Consortium et offrir à ces personnes le traitement auquel elles ont droit en tant qu'employées de l'AGENCE. L'AGENCE respectera les conditions inscrites aux contrats de prêts de services professionnels qui la lient avec chacune des employées et la CRÉ.

S'il advenait que l'une ou l'autre de ces employées quitte temporairement son assignation (congé de maternité ou maladie) et qu'elle devait être remplacée sur son assignation de travail, l'AGENCE procéderait à l'embauche d'un nouvel employé temporaire sur la base de critères qui lui sont propres, en fonction du titre d'emploi demandé et du profil recherché par le comité de gestion. Tout en tenant compte des propositions des parties à l'Entente, l'AGENCE s'assurera de respecter les critères d'embauche liés au titre d'emploi et propres à l'AGENCE lors du choix du candidat.

Dans le cas où l'une ou l'autre de ces employées démissionnait de son assignation au cours de la présente Entente, l'AGENCE se réserve le droit de ne pas renouveler la formule actuelle du lien d'emploi à l'AGENCE des personnes engagées dans le cadre de l'Entente sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013.

Le MAMROT s'engage à :

- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- former la CAR de la région de la Mauricie du suivi de l'Entente.

La CRÉ s'engage à :

- assurer la gestion administrative et le suivi du budget;
- assurer le soutien logistique de même que le support technique afférent à la réalisation des termes de la présente Entente, notamment en ce qui a trait au fonctionnement et aux activités du Consortium en développement social de la Mauricie;
- respecter les conditions inscrites aux contrats de prêt de services professionnels qui la lient avec l'AGENCE et avec chacune des employées; assurer l'encadrement administratif et le soutien professionnel des employées engagées dans le cadre de l'Entente et informer l'AGENCE de tout changement susceptible d'affecter la réalisation des contrats de prêt de services professionnels;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables au fonctionnement du Consortium en développement social et transmettre annuellement le bilan financier au comité de gestion;
- fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à l'Entente à toute personne autorisée par l'une ou l'autre des parties afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies.
- faire valoir les enjeux locaux et régionaux de développement social aux instances gouvernementales;
- tenir informées les parties de la présente Entente sur tout changement apporté au Plan quinquennal de développement régional;
- consulter le Consortium sur toute question portant sur le développement social dans la région de la Mauricie;

- contribuer, dans le cadre du *Fonds de développement régional*, au financement de la mise en œuvre du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 225 000 \$ sur trois ans, de la façon suivante :
 - a) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011 après l'approbation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;
 - b) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2010-2011 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013 ;
 - c) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013, suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2011-2012 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013.

CENTRAIDE s'engage à :

dans le cadre du *Fonds de développement social* géré par Centraide Mauricie, et sous réserve de ses disponibilités financières, contribuer au financement de projets s'inscrivant dans les priorités identifiées par les plans d'action territoriaux et répondant aux critères d'admissibilité fixés par Centraide Mauricie.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente, malgré la date de signature, entre en vigueur le 1^{er} avril 2010 et se termine le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente Entente, la CRÉ doit convenir avec l'AGENCE et EMPLOI QUÉBEC de l'affectation de tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
Emploi Québec	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
Agence de santé et de services sociaux	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Total	200 000\$	200 000 \$	200 000 \$	600 000 \$

1) Entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de Montréal, 2009-2013**OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets favorisant le développement du secteur de l'économie sociale de la région de Montréal par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont :

La concertation et la mise en réseau

- Favoriser la concertation, les échanges, le partage d'expérience et la collaboration entre les entreprises d'économie sociale et les différents intervenants dans le domaine de l'économie sociale;
- Animer les travaux de la Table de concertation régionale en aide domestique et réaliser un état de situation des entreprises d'économie sociale en aide domestique montréalaises en complémentarité avec les portraits national et régionaux effectués par le MAMROT;
- Développer des outils d'échanges d'information ou de réseautage pour les entreprises d'économie sociale et leurs partenaires.

La promotion de l'économie sociale

- Mettre à jour le « Portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal » réalisé en 2008 par la Chaire de recherche du Canada en économie sociale de l'UQAM en partenariat avec la CRÉ de Montréal et son Comité d'économie sociale et explorer les possibilités d'une analyse approfondie de différents secteurs de l'économie sociale ou de sous-régions à partir de ce portrait;
- Promouvoir l'économie sociale, y compris la formule coopérative, auprès de différents publics cibles, plus particulièrement les jeunes, les populations immigrantes, les décideurs et les grandes entreprises, notamment par la réalisation d'outils ou d'activités de sensibilisation;
- Sensibiliser et promouvoir l'économie sociale auprès des institutions publiques et privées (arrondissements et villes liées, grandes institutions, entreprises), afin d'encourager l'achat de produits et services auprès d'entreprises d'économie sociale.

Le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets

- Soutenir des projets structurants ou de nouveaux créneaux qui correspondent aux priorités régionales et aux orientations gouvernementales le cas échéant, plus particulièrement les services à la personne, y compris l'aide domestique, l'accès à l'alimentation, les arts et la culture, l'environnement et le développement durable. Ces priorités seront réévaluées à mi-parcours de l'entente;
- Soutenir des projets permettant l'expérimentation ou le développement de collaborations entre les entreprises d'économie sociale et les grandes institutions;
- Mener une étude prospective sur les marchés potentiels et éventuels pour l'économie sociale sur l'île de Montréal.

Le développement de la relève en économie sociale

- Sensibiliser les jeunes au modèle de l'économie sociale, notamment dans le cadre de tournées d'information et de promotion dans les institutions d'enseignement et lors d'activités publiques;
- Favoriser l'intégration d'une relève au sein des organismes en économie sociale, en sensibilisant les entreprises à l'importance de la relève;
- Promouvoir et outiller les jeunes à mettre en place des entreprises d'économie sociale, notamment par le développement d'outils destinés aux jeunes entrepreneurs.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les **PARTIES** de l'entente s'engagent à :

- Participer à la réalisation des objectifs identifiés, dans les limites de leur mandat respectif.
- Contribuer à faire avancer les connaissances en matière d'économie sociale afin d'évaluer les meilleures façons d'intervenir dans ce secteur pour soutenir son développement.
- Mettre en place et participer au comité de suivi de l'Entente qui sera formé d'un représentant de chacune des **PARTIES**, soit le **MAMROT**, le **MDEIE**, le **MAPAQ**, la **MICC**, l'**ASSSM**, la **CRÉ** ainsi qu'un représentant du **FJÎM** et un représentant du **CÉSIM** désignés par la **CRÉ**.

Le Comité peut, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

Le **MAMROT** s'engage à :

- Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 250 000 \$ à même le **FDM** répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :
 - un montant de 150 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Pour la première année,
- la somme accordée par le **MAMROT** sera versée à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.
- Pour la deuxième année,
- versement de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le **MAMROT** du rapport annuel 2010-2011 et de la présentation du plan de travail 2011-2012.
- Pour la troisième année,
- un premier versement de 80 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le **MAMROT** du rapport annuel 2011-2012 et de la présentation du plan de travail 2012-2013.
 - un deuxième versement de 20 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le **MAMROT** du rapport final.
- S'assurer que cette somme soit destinée au financement de projets d'économie sociale d'envergure métropolitaine ou novateurs et exportables à d'autres parties du territoire de la métropole, qui sont structurants pour l'agglomération de Montréal ou la région métropolitaine de Montréal.

Le cumul des aides financières gouvernementales fédérales et provinciales consenties aux projets ne pourra excéder 70 % des coûts admissibles, à l'exception des études où il pourra atteindre 90 %.

- Consulter le **CÉSIM** advenant que des projets soient présentés au Fonds de développement de la métropole, volet « économie sociale », par des entreprises d'économie sociale et développés dans la région de Montréal.
- Voir à la promotion de l'économie sociale et à la diffusion de l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de Montréal auprès des membres de la Conférence administrative régionale de Montréal.

Dans l'éventualité d'une participation d'autres ministères à la présente entente, le **MAMROT** agira comme coordonnateur gouvernemental en ce qui a trait au cheminement des modifications à apporter à l'entente spécifique, en collaboration avec les ministères concernés, jusqu'à la signature par toutes les parties.

La **CRÉ** s'engage à :

- Dans le respect du cadre normatif et de la procédure de gestion du Fonds de développement régional (FDR) et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer financièrement à la mise

en œuvre de l'entente en y affectant une somme de 250 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, soit :

- un montant de 100 000 \$ pour l'année financière 2009-2010, dont 50 000 \$ pour soutenir des projets structurants et 50 000 \$ en ressources humaines;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012, sous réserve de la disponibilité des crédits;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013, sous réserve de la disponibilité des crédits.
- Promouvoir, par l'intermédiaire du **CÉSİM**, l'économie sociale sur le territoire montréalais.
 - Favoriser la concertation régionale tout au long de l'entente, notamment par l'intermédiaire du **CÉSİM**.
 - Créer au besoin des comités de travail sur des thématiques liées aux objectifs de l'entente.
 - Contribuer à créer les conditions favorables à la pérennité des entreprises d'économie sociale.
 - Assumer la coordination du comité de suivi de l'entente.
 - En collaboration avec le comité de suivi, soutenir des projets structurants qui répondent aux objectifs de l'entente.
 - Administrer les sommes qui lui sont versées par le **MAMROT** en vertu de la présente entente après avoir pris les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables, soit les normes du FDM jointes en annexe.
 - Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi.
 - Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'Entente et remettre les rapports au comité de gestion.
 - Déposer annuellement, aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées.
 - À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente.
 - S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions.
 - Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets.
 - Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FJİM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse pour la région de Montréal, s'engage à :

- Contribuer à la mise en œuvre de l'article 3.4 de la présente entente en y affectant une somme de 250 000 \$ pour les trois premières années, répartis comme suit :
 - un montant de 100 000 \$ pour 2009-2010;
 - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.
- Assurer la coordination de l'action jeunesse structurante sur la relève en économie sociale et la mise en œuvre de son plan d'action, tel qu'adopté par le comité exécutif de la **CRÉ** en mars 2009.

L'ASSSM s'engage à :

- Participer à la Table de concertation régionale en aide domestique.

Le MDEIE s'engage, dans le respect des mesures et des programmes en vigueur, à :

- Apporter un soutien au démarrage d'entreprises collectives dans le domaine des arts et de la culture.
- Apporter un soutien aux entreprises d'économie sociale du secteur manufacturier.
- Participer à la promotion de la formule coopérative sur le territoire montréalais.

Le MAPAQ s'engage à :

- En lien avec ses stratégies de développement de marché et d'amélioration de la productivité, apporter un soutien aux entreprises collectives dans le domaine de l'agroalimentaire.

La MICC s'engage à :

- Promouvoir l'économie sociale auprès des populations immigrantes notamment lors des rencontres d'accompagnement dans les services Immigration Québec de l'île de Montréal.
- Favoriser le développement de la relève en économie sociale en y affectant une somme de 198 000 \$, répartie sur trois années financières gouvernementales (des sommes pourraient également être investies en 2012-2013 sous réserve de crédits disponibles), dans le cadre du programme *Valorisation jeunesse – Place à la relève*. Ce montant servira à payer le salaire, l'encadrement et la formation des jeunes qui occuperont un emploi d'été dans les entreprises d'économie sociale et sera réparti de la façon suivante :
 - un montant de 60 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010 représentant 100 jeunes en emploi;
 - un montant de 66 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011 représentant 110 jeunes en emploi;
 - un montant de 72 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 représentant 120 jeunes en emploi.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de la dernière signature par les **PARTIES** et elle prend effet le 1^{er} juin 2009. Elle prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser aux **PARTIES** concernées tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
MAMROT (FDM)	- \$	150 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
CRÉ					
- FDR	100 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
- FRIJ	100 000 \$	75 000 \$	75 000 \$		250 000 \$
MICC	60 000 \$	66 000 \$	72 000 \$	(1)	198 000 \$
TOTAL	260 000 \$	341 000 \$	247 000 \$	100 000 \$	948 000 \$

(1) Pour l'année 2012-2013, des sommes pourraient également être investies sous réserve de crédits disponibles.

1) Entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**OBJET DE L'ENTENTE**

Favoriser le développement économique et social de la région de l'Abitibi-Témiscamingue en matière d'économie sociale marchande, notamment par le soutien de l'action du **CRÉS-AT** et par la mise en commun des ressources humaines, financières et autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui sont applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

- **La promotion et la valorisation de l'économie sociale**
 - Connaître la situation des entreprises d'économie sociale en Abitibi-Témiscamingue;
 - Mettre en valeur le modèle entrepreneurial de l'économie sociale;
 - Développer et utiliser des outils permettant la promotion et la valorisation des entreprises d'économie sociale;
 - Sensibiliser la population en général, notamment les jeunes, à la notion d'économie sociale.
- **La concertation, la représentation et le réseautage**
 - Assurer le bon fonctionnement du **CRÉS-AT** qui est l'entité régionale responsable du dossier de l'économie sociale;
 - Soutenir la représentation du **CRÉS-AT** et de l'économie sociale au sein des lieux décisionnels et des lieux de concertation régionale;
 - Créer des occasions de réseautage pour les entreprises d'économie sociale, les intervenantes, les intervenants et les partenaires;
 - S'assurer de la représentation de l'Abitibi-Témiscamingue à certaines instances, activités ou événements nationaux concernant l'économie sociale;
 - Renforcer et alimenter le canal régional de communication et d'information pour les intervenantes et les intervenants locaux de l'économie sociale des différents territoires de MRC.
- **La consolidation, l'expérimentation et le développement de nouveaux créneaux et projets**
 - Assurer un rôle de vigie sur les enjeux régionaux liés à la consolidation et au développement de l'économie sociale;
 - Évaluer des possibilités de développement d'entreprises d'économie sociale dans de nouveaux créneaux;
 - Encourager et soutenir la continuité d'entreprises locales et régionales par la reprise de ces dernières par le modèle d'économie sociale, quand les circonstances le permettent.
- **Le développement des compétences**
 - Renforcer et développer les compétences des intervenantes et des intervenants, du personnel, des gestionnaires, des administratrices et des administrateurs d'entreprises d'économie sociale.
- **La relève et la main-d'œuvre**
 - Faire connaître la formule de l'économie sociale auprès des clientèles cibles;
 - Intéresser la relève à l'économie sociale.

- **La recherche, la diffusion et le transfert de connaissances en économie sociale**
 - Favoriser la recherche et la diffusion des connaissances en économie sociale en Abitibi-Témiscamingue.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements généraux des PARTIES :

- Contribuer à la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente;
- Reconnaître le **CRÉS-AT** comme l'organisme responsable en matière d'économie sociale et le mandater pour assurer la coordination générale de la mise en œuvre de l'entente;
- Mettre en place un comité de suivi de la présente entente composé respectivement de la directrice générale de la **CRÉ**, du directeur régional du **MAMROT**, du directeur régional d'**EMPLOI-QUÉBEC** et présidé par le directeur régional du **MAMROT**;
- Prendre part aux activités du comité de suivi, lorsque requis, et à collaborer, au besoin, à toute autre activité ou sous-comité découlant de l'entente;
- S'adjoindre, au besoin, des représentantes et représentants de d'autres partenaires interpellés par les objectifs de la présente entente.

Engagements du MAMROT

5.1.1 Verser à la **CRÉ**, dans le cadre du *Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale* et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant maximal de 250 000 \$ réparti sur cinq années financières. Les modalités de versement s'établissent comme suit :

- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.

Pour la première année de l'entente, le montant alloué par le **MAMROT** sera versé à la **CRÉ** à la signature de l'entente par toutes les **PARTIES**;

Pour les années subséquentes, le montant annuel sera versé à la **CRÉ** à la suite du dépôt et de l'approbation par le comité de suivi du rapport d'activité, du rapport financier et du plan d'action qui seront produits par le **CRÉS-AT** pour chacune des années financières de l'entente;

- 5.1.2 Contribuer, en tant que responsable gouvernemental en matière d'économie sociale, à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;
- 5.1.3 Favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de la présente entente;
- 5.1.4 Assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale (CAR), l'information et la participation des autres ministères aux objectifs ou actions gouvernementales en matière d'économie sociale afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 5.1.5 Convoquer au moins deux fois par année, le comité de suivi de l'entente prévu à l'article 4.3 et 10 et en assumer la présidence;
- 5.1.6 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

Engagements d'EMPLOI-QUÉBEC

- 5.2.1 Prévoir, dans le cadre et conformément à la mesure « Concertation pour l'emploi » par le biais du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits nécessaires, de leur disponibilité et de l'évaluation annuelle, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente, un montant maximal de 75 000 \$ réparti sur trois années gouvernementales, qui sera versé au **CRÉS-AT** selon le calendrier de contribution suivant :
- un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013.
- 5.2.2 Faciliter la formation des personnes à l'emploi des entreprises d'économie sociale, notamment en matière de gestion, par le biais d'activités de développement de compétences;
- 5.2.3 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein de ses instances;
- 5.2.4 Promouvoir les mesures et les services d'**EMPLOI-QUÉBEC** auprès des entreprises d'économie sociale;
- 5.2.5 Participer aux travaux du comité de suivi tel que prévu à l'article 4.3 et 10 de la présente entente;
- 5.2.6 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

Engagement de la LA CRÉ

- 5.3.1 Contribuer à la réalisation de l'entente pour un montant maximal de 100 000 \$ sur cinq ans, soit une enveloppe annuelle de 20 000 \$ provenant du Fonds de développement régional, selon le calendrier de contribution suivant :
- pour l'exercice financier 2009-2010 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2010-2011 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2011-2012 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2012-2013 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2013-2014 : 20 000 \$.

Pour la première année de l'entente, le montant alloué par la **CRÉ** sera versé au mandataire de l'entente, le **CRÉS-AT**, à la signature de l'entente par toutes les **PARTIES**;

Pour les années subséquentes, le montant annuel sera versé au mandataire de l'entente, le **CRÉS-AT**, à la suite du dépôt et de l'approbation par le comité de suivi du rapport d'activité, du rapport financier et du plan d'action qui seront produits par le **CRÉS-AT** pour chacune des années financières de l'entente;

- 5.3.2 Gérer les sommes d'argent allouées par le **MAMROT** conformément aux normes et modalités du *Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale* en versant au mandataire de l'entente, le **CRÉS-AT**, sous réserve de l'approbation du plan d'action et des différents rapports :
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.
- 5.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi tel que prévu à l'article 4.3 et 10 de la présente entente;

- 5.3.4 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités de la présente entente pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à celle-ci.

Engagements du CRÉS-AT

- 5.4.1 Agir comme mandataire et coordonner la mise en oeuvre de la présente entente;
- 5.4.2 Déposer aux **PARTIES**, pour approbation, un plan d'action en lien avec les objectifs de l'entente;
- 5.4.3 Conformément aux exigences, aux autorisations et aux approbations des **PARTIES**, assurer la gestion financière des sommes d'argent qui lui sont confiées par la **CRÉ** aux fins des présentes.
- 5.4.4 Proposer au comité de suivi des indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 5.4.5 Déposer et présenter annuellement au comité de suivi un rapport décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente, un rapport financier démontrant que les sommes utilisées ont été affectées aux fins pour lesquelles elles étaient destinées, ainsi qu'une mise à jour du plan d'action tenant compte de l'évolution des objectifs de l'entente;
- 5.4.6 Déposer et présenter au comité de suivi, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente, un rapport final portant sur les réalisations de l'entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 5.4.7 Fournir au comité de suivi toute information et documents pertinents à la réalisation et à la gestion de l'entente;
- 5.4.8 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des revenus et des dépenses de l'entente;
- 5.4.9 Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou les factures accompagnées des pièces justificatives reliées aux activités de la présente entente;
- 5.4.10 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités de la présente entente pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à celle-ci.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 décembre 2014. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
CRÉ	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
E-Q	0 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	0 \$	75 000 \$
TOTAL	70 000 \$	95 000 \$	95 000 \$	95 000 \$	70 000 \$	425 000 \$

2) Entente spécifique sur le soutien au Secrétariat aux alliances économiques Nation Crie – Abitibi-Témiscamingue 2008-2011

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser le développement économique et social de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et des communautés crie du Nord-du-Québec par la mise en commun de ressources financières et par le soutien des activités du SECRÉTARIAT ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux PARTIES concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Par cette entente, les PARTIES poursuivent les objectifs suivants :

- Maintenir un dialogue constant entre les Crie et les citoyennes et citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue, tout en favorisant la création d'un climat propice au développement d'alliances économiques et en répondant aux besoins des communautés crie, notamment en matière de formation;
- Assurer le maintien et la poursuite des activités du SECRÉTARIAT et formaliser le suivi des contacts, actions et projets de celui-ci;
- Accroître les échanges entre les Crie et les résidents de l'Abitibi-Témiscamingue dans tous les domaines d'activité, mais en privilégiant d'abord les échanges sous la forme d'alliances économiques et de partenariats éducatifs et sociaux;
- Améliorer la qualité de la vie des Crie du Nord-du-Québec et des résidents de l'Abitibi-Témiscamingue.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les PARTIES s'engagent à :

- Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- Soutenir les opérations du SECRÉTARIAT;
- Promouvoir l'action du SECRÉTARIAT dans le milieu;
- Mettre en place un comité de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- Déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets.

1. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

1.1 Engagements de la CRÉ

La CRÉ s'engage à réserver et à verser au SECRÉTARIAT, à même le fonds de développement régional conformément aux normes régissant ce fonds, un montant annuel de 75 000 \$ pour une période de trois ans à compter de 2008-2009 pour les activités du SECRÉTARIAT. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

1.2 Engagements de la VILLE DE VAL-D'OR

La VILLE DE VAL-D'OR s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant annuel de 30 000 \$ pour une période de trois ans à compter de l'année 2008-2009. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

1.3 Engagements de la VILLE DE ROUYN-NORANDA

La VILLE DE ROUYN-NORANDA s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant de 30 000 \$ pour 2008-2009. Elle pourra décider de prolonger sa contribution pour deux années supplémentaires. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

1.4 Engagements de la VILLE D'AMOS

La VILLE D'AMOS s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant annuel de 30 000 \$ pour une période de trois ans à compter de l'année 2008-2009. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

1.5 Engagements de l'ARC

L'ARC s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant annuel de 75 000 \$ pour une période de trois ans à compter de l'année 2008-2009. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

1.6 Engagements du MAMROT

Le MAMROT s'engage à réserver, à même le Fonds conjoncturel de développement, un montant de 150 000 \$ au cours des années financières 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 selon les modalités prévues au tableau synthèse, des contributions présentées à l'article 8 de la présente entente.

1.7 Engagements du SECRÉTARIAT

Le SECRÉTARIAT s'engage à :

- Recevoir les sommes, tel que stipulé aux articles 5.1 à 5.6 et en assurer une saine gestion;
- Collaborer avec les PARTIES et à appuyer, dans la mesure du possible, les initiatives de rapprochement entre la nation crie et les citoyennes et citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Mettre en œuvre les actions nécessaires afin d'atteindre les objectifs de l'entente et la réalisation de son plan d'action annuel;
- Déposer un bilan annuel faisant état des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que celles-ci ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- Déposer annuellement au comité de suivi ses états financiers vérifiés;
- Déposer annuellement une mise à jour du plan d'action et un budget de fonctionnement;
- Déposer, à la fin de l'entente, un rapport final sur l'utilisation des sommes versées dans le cadre de la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente entente, le SECRÉTARIAT doit rembourser au prorata des contributions financières des PARTIES, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	TOTAL
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Ville de Val-d'Or	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
Ville de Rouyn-Noranda	30 000 \$	30 000 \$*	30 000 \$*	90 000 \$
Ville d'Amos	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
ARC	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
MAMROT	25 000 \$	75 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
Total	265 000 \$	315 000 \$	290 000 \$	870 000 \$

3) Entente spécifique sur le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente associe les PARTIES afin de favoriser le développement économique de la région de l'Abitibi-Témiscamingue en assurant, dans une perspective de régionalisation, le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Cette entente se veut l'aboutissement d'une volonté commune des PARTIES signataires de contribuer au soutien du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la région de l'Abitibi-Témiscamingue visant :

- La mise en place d'un programme régional de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire (PRSDAA) avec des mesures d'intervention adaptées;
- La création d'un Fonds régional de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire (FRSDAA), compte spécifique de la CRÉ dans lequel les sommes provenant du MAPAQ et de la CRÉ seront déposées aux fins de l'entente.

Permettre la mise en œuvre du PRSDAA, volet IV visant à soutenir les regroupements dans le développement d'un nouveau modèle d'affaires lié, notamment, au projet « L'Abitibi-Témiscamingue dans notre assiette » et ce, afin de faciliter l'accès aux marchés.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

1.1 Engagements du MAPAQ

- Verser au FRSDAA, pour les exercices 2010-2011 et 2011-2012 la somme de 200 000 \$ respectivement, afin de soutenir l'atteinte des objectifs de la présente entente, tel que présenté au tableau synthèse des contributions (article 7);
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Participer au comité de gestion de l'entente.

1.2 Engagements du MAMROT

- Convoquer, au moins une fois par année, le comité de suivi et d'évaluation de l'entente et en assumer la présidence, le secrétariat et la correspondance;
- Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- Faciliter, dans la mesure de ses compétences et des moyens dont il dispose, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente.

1.3 Engagements de la CRÉ

- Verser annuellement au FRSDAA, à même le Fonds de développement régional, pour l'exercice 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, la somme de 150 000 \$ respectivement, afin de soutenir l'atteinte des objectifs de la présente entente, tel que présenté au tableau synthèse des contributions (article 7);
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Participer au comité de gestion de l'entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014. Elle prend effet le 1^{er} janvier 2010.

À l'échéance de la présente entente, la CRÉ doit rembourser aux PARTIES concernées, tout montant inutilisé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
MAPAQ	0 \$	200 000 \$	200 000 \$	400 000 \$
CRÉ	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
TOTAL	150 000 \$	350 000 \$	350 000 \$	850 000 \$

4) Entente spécifique sur les transports dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à améliorer les connaissances régionales en matière de transport et à assurer la concertation et l'animation du milieu dans ce domaine par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

L'entente comprend de manière non restrictive : le transport collectif, le transport adapté, le transport aérien, le transport ferroviaire, le transport routier et le positionnement stratégique régional en matière de transport.

L'entente poursuit les objectifs suivants :

- Assurer l'acquisition et la diffusion de connaissances, notamment dans les secteurs suivants : transport collectif, transport adapté, transport aérien, transport ferroviaire, transport routier et le positionnement stratégique régional en matière de transport.
- Assurer la concertation régionale, notamment en animant différentes tables d'échanges portant sur le transport (ex. : transport collectif, transport adapté, transport aérien), ou encore en participant à des tables présidées par d'autres organisations (ex. : Table en contrôle routier Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec).
- Animer le milieu afin de dégager des positions régionales ou soulever des actions porteuses en matière de transport.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à travailler en collaboration à l'atteinte des objectifs de la présente entente.

Les parties s'engagent à créer un comité de suivi et à y participer.

ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

Engagements de la CRÉ

- La CRÉ s'engage à assurer la concertation des intervenants et à agir comme secrétaire des différentes tables et comités de concertation dans les secteurs du transport concernés par l'entente.
- La CRÉ s'engage à participer à différentes tables et comités de concertation présidés par d'autres organisations dans les secteurs concernés par l'entente.
- La CRÉ s'engage à produire un rapport d'activité annuel de ses actions en matière de transport comprenant un état des revenus et dépenses.
- La CRÉ s'engage à assurer le suivi du plan d'action auprès du comité de suivi et à produire annuellement un plan d'action actualisé précisant les actions qu'elle entend réaliser au cours de l'année à venir.
- La CRÉ s'engage, dans le cadre du Fonds de développement régional, à réserver et à affecter à la mise en œuvre de la présente entente une somme maximale de deux cent vingt-cinq mille dollars (225 000 \$) sur trois ans. Cette somme sera répartie de la façon suivante :
 - un montant maximal de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011 – 2012;
 - un montant maximal de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2012 – 2013;
 - un montant maximal de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2013 – 2014.
- La CRÉ s'engage à tenir une comptabilité distincte aux fins de l'entente.

Engagements du MTQ

- Le MTQ s'engage à participer aux différentes tables et comités de concertation dans les secteurs du transport concernés par l'entente.
- Le MTQ s'engage à réserver et à affecter à la mise en œuvre de la présente entente une somme maximale de deux cent vingt-cinq mille dollars (225 000 \$) sur trois ans. Cette somme sera versée à la CRÉ de la façon suivante :
 - un montant maximal de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011 – 2012;
 - un montant maximal de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2012 – 2013;
 - un montant maximal de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2013 – 2014.

Cependant, la contribution du MTQ est égale à celle de la CRÉ jusqu'à un maximum de 75 000 \$ annuellement.

La contribution financière du MTQ sera versée au maximum deux fois par année sur réception d'une demande de versement produite par la CRÉ pour le remboursement des coûts admissibles et accompagnée de pièces justificatives.

Engagements du MAMROT

- Convoquer, au moins une fois par année, le comité de suivi de l'entente et en assumer la présidence et le secrétariat.
- Participer, dans la mesure de ses compétences et de ses moyens, à l'atteinte des objectifs de l'entente, notamment en informant la Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue de l'évolution de l'entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2011 et prend fin le 31 mars 2014.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
MTQ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Total	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$

1) ENTENTE SPÉCIFIQUE portant sur la consolidation et le développement de l'économie sociale dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de participation de chacune des **PARTIES**, à l'égard de la mise en œuvre d'un plan d'action visant le développement de l'économie sociale et son renforcement dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik, ainsi que de mettre en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES**. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

La présente entente a comme objectifs le développement de l'économie sociale et le renforcement des entreprises d'économie sociale.

Les objectifs généraux sont définis à travers les quatre axes d'intervention :

1) La promotion de l'économie sociale

- établir une stratégie de promotion locale et régionale de l'économie sociale.

2) La concertation et la mise en réseau

- développer la concertation entre les différentes entreprises d'économie sociale du Nunavik.

3) La consolidation, l'expérimentation et le développement de nouveaux créneaux et projets

- favoriser le développement de l'économie sociale;
- favoriser la relève entrepreneuriale par le modèle de l'économie sociale.

4) Le développement des compétences :

- identifier des opportunités pour le développement d'emplois dans des entreprises reliées au secteur social;

identifier les besoins de formation des entreprises d'économie sociale du secteur Kativik et mettre en place des programmes de formation en milieu de travail.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- mettre en place un comité de suivi de la présente entente en vertu de l'article 10 de celle-ci;
- participer aux rencontres du comité de suivi ou à toute autre activité reliée à la présente entente.

Le **MAMROT**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, s'engage à :

Verser à l'**ARK**, à partir du *Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale*, un montant de 250 000 \$ réparti sur cinq années financières gouvernementales de la façon suivante :

Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MAMROT** seront versées à l'**ARK** dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente entente.

Pour les quatre années subséquentes, les sommes seront versées à la suite du dépôt et de l'adoption par le comité de suivi des rapports d'activités et financiers de chacune des années financières, ainsi que d'un plan d'action et d'un budget pour l'année suivante.

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

Présider le comité de suivi de la présente entente.

Être dépositaire de la présente entente.

Favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de la présente entente.

L'**ARK** s'engage à :

Réserver à même les sommes mises à la disposition de l'**ARK** dans l'entente sur le financement global de l'Administration régionale Kativik un montant de 250 000 \$ réparti sur une période de cinq ans et d'en effectuer les versements comme suit :

- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Produire le plan d'action de la présente entente au plus tard un an après la signature de l'entente et veiller à la réalisation des objectifs de l'entente.

Administrer les sommes d'argent versées ou affectées aux fins de la présente entente dans le respect des mesures, programmes et normes applicables.

Produire annuellement aux membres du comité de suivi, au plus tard le 31 mars, un rapport d'activités.

Déposer auprès du **MAMROT** au plus tard le 30 avril de chaque année financière de l'**ARK**, le rapport financier annuel vérifié de l'**ARK** décrivant l'utilisation conforme des sommes d'argent reçues dans le cadre de la présente entente.

Former un pôle régional d'économie sociale.

Autoriser les projets recommandés par le pôle régional d'économie sociale.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2015 ou lorsque toutes les obligations des **PARTIES** auront été acquittées.

À l'expiration de la présente entente, l'**ARK** doit rembourser au **MAMROT** tout montant non engagé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

1. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Partenaires	Contributions					
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
ARK	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
Total	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$

1) ENTENTE SPÉCIFIQUE portant sur le développement social dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie, 2009-2014

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à soutenir et promouvoir le développement social sur le territoire du Nord-du-Québec, secteur Jamésie. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** s'entendent pour collaborer à une démarche qui vise à encourager et promouvoir le développement social en Jamésie. Elles conviennent donc de collaborer à :

- accroître la concertation aux paliers local et régional, la collaboration intersectorielle et l'harmonisation des interventions de tous les partenaires concernés par le développement social de la Jamésie, notamment en finançant le fonctionnement du **CDSBJ**;
- mettre en œuvre la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie* jointe comme ANNEXE C et ANNEXE D;
- soutenir la mise en œuvre de la planification stratégique du **CDSBJ** 2009-2014 jointe comme ANNEXE A.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements des parties

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- faire la promotion de la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie* jointe comme ANNEXE C et ANNEXE D;
- déléguer un représentant au comité consultatif de la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie* visé à la clause 10;
- déléguer un représentant au comité de suivi de la présente entente.

EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- dans le cadre du *Fonds de développement du marché du travail*, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, contribuer au financement des projets et activités réalisés dans le cadre de la présente entente pour une somme maximale totale de soixante-quinze mille (75 000 \$) répartie sur 3 années financières gouvernementales. Les projets ou activités devront s'inscrire dans la mission d'**EMPLOI-QUÉBEC** et constituer des ajouts pertinents à l'offre de service existante. **EMPLOI-QUÉBEC** signera des ententes de subvention directement avec les promoteurs de ces projets ou activités, selon les modalités suivantes :
 - un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013.
- dans le cadre du *Fonds de développement du marché du travail*, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de cinquante mille dollars (50 000 \$) répartie sur 3 années financières gouvernementales,

somme qui sera versée au Comité de développement social de la Baie-James (CDSBJ) de la façon suivante :

- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013.

Le CRSSS DE LA BAIE-JAMES s'engage à :

- dans le cadre du *Fonds spécial en Développement des communautés*, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle de la présente entente, réserver un montant total de cent mille (100 000 \$) sur cinq ans pour la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie*, volet fonctionnement des comités locaux, selon les modalités suivantes :
 - un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.
- dans le cadre du *Fonds spécial en Développement des communautés*, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle de la présente entente, verser un montant total de vingt-cinq mille (25 000 \$) sur cinq ans au **CDSBJ** pour son fonctionnement et la mise en œuvre de sa planification stratégique, selon les modalités suivantes :
 - un montant de 5 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 5 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 5 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 5 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - un montant de 5 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.
- désigner un membre de son personnel à l'analyse et au suivi des projets financés par la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie*, volet fonctionnement des comités locaux.

La CRÉBJ s'engage à :

- dans le cadre du *Fonds de développement régional*, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle de la présente entente, réserver un montant total de cinq cent mille (500 000 \$) sur cinq ans pour la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie*, volet fonctionnement des projets, selon les modalités suivantes :
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.
- dans le cadre du *Fonds de développement régional*, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle de la présente entente, verser un montant total de cinq cent soixante-quinze mille (575 000 \$) sur cinq ans au **CDSBJ** pour son fonctionnement et la mise en œuvre de sa planification stratégique, selon les modalités suivantes :
 - un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.
- attitrer un membre de son personnel à l'analyse et au suivi des projets financés par la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie*, volet financement de projets.
- déléguer un représentant à titre d'observateur au conseil d'administration du **CDSBJ**.

Le MAMROT s’engage à :

- Assurer la coordination et l’harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- être dépositaire de la présente entente sur le développement social dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie, 2009-2014.

Le CDSBJ s’engage à :

- doter le CDSBJ d’un coordonnateur ou d’une coordonnatrice, dès la signature de la présente entente, pour assurer le fonctionnement de son comité et la mise en œuvre de la présente entente;
- mettre en œuvre sa planification stratégique 2009-2014;
- favoriser la concertation et la promotion de la participation sociale au sein de l’ensemble de la communauté jamésienne, dans le respect de sa mission et de ses mandats;
- utiliser les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables à chacune de ces **PARTIES**;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l’ensemble des dépenses de la présente entente visées à l’ANNEXE B et remettre les rapports au comité de suivi;
- déposer chaque année aux membres du comité de suivi un bilan des activités réalisées de même qu’un rapport d’utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d’évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l’application de la présente entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l’atteinte des objectifs de la présente entente.

DURÉE DE L’ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2014.

À l’expiration de la présente entente, le **CDSBJ** doit rembourser aux **PARTIES** tout montant non utilisé de l’aide financière octroyée pour son fonctionnement, en proportion des sommes versées par les **PARTIES**, à moins d’entente entre les **PARTIES**.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Partenaires	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	TOTAL
EMPLOI-QUÉBEC		45 000 \$	40 000 \$	40 000 \$		125 000 \$
CRSSS DE LA BAIE-JAMES	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	125 000 \$
CRÉBJ	215 000 \$	215 000 \$	215 000 \$	215 000 \$	215 000 \$	1 075 000 \$
TOTAL	240 000 \$	285 000 \$	280 000 \$	280 000 \$	240 000 \$	1 325 000 \$

1) Entente spécifique en matière de culture dans la région de Laval 2009-2012**OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de favoriser le développement des arts, des lettres et du patrimoine de la région de Laval, en matière de culture et dans un contexte de développement durable, par la mise en commun de ressources financières dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

- Développer et consolider le réseau de création et de diffusion en art;
- Favoriser la mise en valeur du patrimoine;
- Soutenir des activités de médiation et de démocratisation de la culture;
- Favoriser la consolidation des organismes professionnels, notamment par des études, de la formation et du perfectionnement;
- Développer et consolider la relève professionnelle.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs politiques et mandats respectifs, les parties s'engagent à :

- Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- Prendre part aux activités du comité de suivi et collaborer, au besoin, à toute activité découlant de l'entente;
- Déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets.

Engagements du MCCCCF

Dans le cadre du programme *Aide aux initiatives de partenariat* et sous réserve de la disponibilité des crédits, le **MCCCCF** s'engage à, conformément à une lettre d'annonce datée du 11 février 2010, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 428 400 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ DE LAVAL** de la façon suivante :

- un montant de 142 800 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
- un montant de 142 800 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 142 800 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ DE LAVAL** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt des rapports d'activité et financier pour chacune des années financières.

Engagements de la CRÉ DE LAVAL

La **CRÉ DE LAVAL** s'engage à :

- Réserver à même le Fonds de développement régional (FDR) un montant annuel de 75 000 \$ par année, pour une période de trois ans, afin de soutenir les projets visés par la présente entente;
- Réserver à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) un montant de 50 000 \$ par année, pour une période de trois ans, afin de soutenir les projets visés par la présente entente;

- Prendre connaissance des recommandations du comité de suivi et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- En collaboration avec le comité de suivi, recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes et transmettre les projets admissibles au comité de suivi pour analyse et recommandation;
- Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et selon les décisions de ses instances, dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- Assumer la coordination du comité de suivi;
- Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- Déposer à chaque année (2009-2010, 2010-2011, 2011-2012) aux membres du comité de suivi un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées, permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- Percevoir des organismes bénéficiaires tous montants utilisés à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements d'EMPLOI-QUÉBEC

EMPLOI-QUÉBEC s'engage, sous réserve des disponibilités budgétaires, à :

- Analyser, accepter ou refuser et financer, s'ils sont acceptés, des projets visant l'amélioration de la gestion des ressources humaines ainsi que le développement des compétences de la main-d'œuvre;
- Réserver à cette fin, une somme maximale de 70 000 \$; à raison de 35 000 \$ pour l'année financière 2010-2011 et 35 000 \$ pour l'année financière 2011-2012, tel qu'indiqué au tableau du plan de financement visé à la clause 7 de la présente entente;
- Ces sommes devront être engagées au plus tard le 31 mars de chacune des années respectives;
- Ce support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures d'Emploi-Québec financées par le FDMT, telles que la mesure Concertation pour l'emploi (CPE) et la mesure de formation (MFOR), et selon les normes de gestion de ce Fonds.

Engagements de la VILLE

La **VILLE** s'engage à :

- Verser annuellement à la CRÉ DE LAVAL un montant de 50 000 \$ pour une période de trois ans;
- Dans le cadre de ses compétences, réaliser des projets en matière de culture pour un montant de 353 400 \$;
- Faciliter la réalisation d'activités et la diffusion des arts et de la culture par le biais de ses infrastructures.

Engagements du MAMROT

Le **MAMROT** s'engage à :

- Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente spécifique;
- Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente, dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- Être dépositaire de l'entente spécifique;

- Informer la Conférence administrative régionale de Laval des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de la présente entente;
- Assurer l'arrimage avec des projets métropolitains et participer à la mise sur pied de projets le cas échéant.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2012 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ DE LAVAL** doit rembourser à chaque partenaire, s'il y a lieu, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires financiers	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Entente
CRÉ				
- Fonds de développement régional (FDR)	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
-Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ)	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
MCCCF	142 800 \$	142 800 \$	142 800 \$	428 400 \$
EMPLOI-QUÉBEC		35 000 \$	35 000 \$	70 000 \$
VILLE*	2010	2011	2012	
-Versement à la CRÉ (volet 3)	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
-Autres réalisations (par la Ville)	117 800 \$	117 800 \$	117 800 \$	353 400 \$
TOTAL	435 600 \$169 810,00 \$	470 600 \$	470 600 \$	1 376 800 \$

* Les années financières débutent les 1^{er} janvier 2010, 1^{er} janvier 2011 et 1^{er} janvier 2012.

1) Entente spécifique en développement bioalimentaire pour la région de Lanaudière**OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à soutenir le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière.

La portée de la présente entente est circonscrite aux objectifs visés (voir article 3) et s'inscrit dans le prolongement de la mission du **CDBL** qui est de développer et de dynamiser le milieu bioalimentaire de Lanaudière par le biais de projets structurants et par le tissage de liens d'affaires entre intervenants et entreprises.

Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

Cette entente porte sur les années financières gouvernementales 2010-2011 à 2012-2013.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

1. Mettre en œuvre les priorités et actions découlant du Plan stratégique de développement du secteur bioalimentaire 2010-2015, tel que décrit à l'annexe A;
2. Favoriser le développement d'entreprises de transformation à valeur ajoutée et supporter le développement de produits de créneaux à valeur ajoutée;
3. Favoriser la croissance des entreprises bioalimentaires de la région et améliorer leur compétitivité;
4. Favoriser, auprès des entreprises bioalimentaires, le recours à l'innovation et accentuer le transfert de connaissances technologiques;
5. Améliorer la mise en marché des producteurs et des transformateurs de produits bioalimentaires régionaux et en supporter la promotion;
6. Travailler à faire connaître et reconnaître les produits régionaux auprès des marchés locaux et des consommateurs lanaudois;
7. Favoriser le développement de l'industrie agrotouristique et en améliorer la commercialisation;
8. Accroître le leadership du **CDBL** dans le domaine du développement bioalimentaire de la région;
9. Favoriser et stimuler le maillage entre l'ensemble des acteurs de la filière bioalimentaire régionale;
10. Accentuer le partenariat entre les intervenants du domaine bioalimentaire dans une perspective de création et de consolidation d'emplois durables;
11. Améliorer en qualité et en quantité la circulation de l'information stratégique au sein de la filière bioalimentaire régionale;
12. Assurer la concertation à l'échelle régionale des intervenants du domaine bioalimentaire en dotant le **CDBL** de ressources

ENGAGEMENTS DES PARTIES

1. Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;

2. Participer aux activités du comité de gestion de l'entente spécifique tel que stipulé à l'article 10 en désignant un représentant au sein du comité de gestion.

Engagements du MAPAQ

- 1.1 Apporter son soutien à la mise en œuvre du plan de développement stratégique du secteur bioalimentaire pour Lanaudière;
- 1.2 Participer financièrement, sous réserve de la Loi sur l'administration financière, L.R.Q., chapitre A-6.001 et sous réserve des disponibilités budgétaires, à la réalisation de l'entente pour un montant de 225 000 \$ réparti à raison de 75 000 \$ par année pour les années financières 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, et selon les modalités définies à l'article 6 et selon le tableau des contributions financières à l'article 7;
- 1.3 Participer financièrement, sous réserve de la Loi sur l'administration financière, L.R.Q., chapitre A-6.001 et sous réserve des disponibilités budgétaires, à la réalisation de l'entente via la mesure « Mettez le Québec dans votre assiette ! » ou via une mesure équivalente en réservant un montant de 50 000 \$ qui sera versé dans l'année financière 2010-2011, pour des projets visant à favoriser l'achat local, ces projets pouvant se prolonger jusqu'au 31 mars 2012. Selon les modalités définies à l'article 6 et selon le tableau des contributions financières à l'article 7.

Engagements du MAMROT

- 2.1 Reconnaître cette entente comme un outil permettant de concrétiser les orientations et stratégies régionales de développement identifiées dans le Plan quinquennal de développement de la région;
- 2.2 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR);
- 2.3 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

Engagements du FUPAL

- 3.1 Participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 75 000 \$ réparti à raison de 25 000 \$ par année pour les années financières 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, et selon le tableau des contributions financières à l'article 7.

Engagements de la CRÉ

- 4.1 Assurer le suivi administratif de l'entente spécifique;
- 4.2 Coordonner les activités du comité de gestion de l'entente;
- 4.3 Participer financièrement à la réalisation de l'entente pour le financement de projets, via le Fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques », pour un montant de 300 000 \$ réparti à raison de 100 000 \$ par année pour les années financières 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, et selon le tableau des contributions financières à l'article 7;
- 4.4 Participer financièrement à la réalisation de l'entente pour le financement de projets, via le Fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques », pour un montant de 30 000 \$ qui sera versé dans l'année financière 2010-2011, pour des projets visant à favoriser l'achat local, ces projets pouvant se prolonger jusqu'au 31 mars 2012, et selon le tableau des contributions financières à l'article 7;
- 4.5 Conclure annuellement avec le CDBL un protocole d'entente pour le financement des projets, et ce, à la suite des recommandations du comité de gestion et de l'adoption de la grille de projets par le CA de la CRÉ.

Engagements du CDBL

- 5.1 Contribuer à mettre en oeuvre les objectifs de l'entente et réaliser plus spécifiquement les priorités et activités en lien avec son Plan stratégique 2010-2015, tel que décrit à l'annexe A;
- 5.2 Dans la perspective des mandats qui lui sont confiés, travailler en collaboration avec les CLD afin d'apporter son expertise dans l'accompagnement des entreprises bioalimentaires et informer les CLD des activités réalisées pour et auprès des entreprises dans leur territoire respectif;
- 5.3 Assurer un travail de collaboration avec le comité du créneau d'excellence ACCORD en agroalimentaire dans une perspective de complémentarité;
- 5.4 Utiliser l'aide financière octroyée aux seules fins prévues à l'entente et aviser les partenaires de l'entente d'une modification dans les sources de revenus de l'organisme;
- 5.5 Viser à maintenir un autofinancement moyen des projets de 25 %;
- 5.6 Gérer les aides financières mises à sa disposition dans le cadre de l'entente et tenir une comptabilité distincte et spécifique relative aux dépenses imputables à son fonctionnement et à ses activités;
- 5.7 Remettre annuellement au comité de gestion un rapport d'activités comprenant : un bilan faisant état des actions menées pour la mise en oeuvre de l'entente, des indicateurs de retombées et d'évaluation des actions réalisées, ses états financiers faisant rapport de l'utilisation des aides financières reçues, son plan d'action annuel pour l'année suivante et son budget prévisionnel;
- 5.8 Réaliser son mandat en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente aura une durée de trois années et entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES**, elle est cependant rétroactive au 1^{er} avril 2010 en ce qui concerne l'admissibilité des dépenses et prend fin le 31 mars 2013 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisées. Cette dernière est conditionnelle aux budgets disponibles. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'entente, les **PARTIES** conviendront, s'il y a lieu, des modalités de son renouvellement.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
MAPAQ	125 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	275 000 \$
FUPAL	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
CRÉ	130 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	330 000 \$
Total	280 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	680 000 \$

2) Entente spécifique en développement culturel pour la région de Lanaudière

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir le développement culturel dans la région de Lanaudière par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente concernent 2 volets :

VOLET CULTURE :

- 1 Soutenir la médiation culturelle;
 - 1.1 Susciter l'émergence de projets favorisant l'accès à la culture ou le développement de public.
- 2 Soutenir l'émergence des projets novateurs;
 - 2.1 Soutenir les projets culturels régionaux ayant un impact majeur sur le développement et/ou la professionnalisation d'une discipline;
 - 2.2 Soutenir les projets culturels novateurs pour la région et/ou la discipline.
- 3 Favoriser la professionnalisation des artistes et des organismes culturels;
 - 3.1 Soutenir la professionnalisation des organismes culturels en vue de permettre leur éligibilité aux divers types de financements publics;
 - 3.2 Soutenir la formation continue des intervenants du secteur culturel.
- 4 Promouvoir l'identité culturelle de la région;
- 5 Soutenir la consolidation de la relève culturelle;
 - 5.1 Permettre à la jeune relève culturelle de développer son réseau en favorisant sa participation aux activités culturelles ainsi qu'au sein de divers organismes culturels de la région.
- 6 Identifier le potentiel archivistique de la région;
 - 6.1 Produire une étude permettant de connaître le potentiel archivistique de la région;
 - 6.2 Soutenir des projets archivistiques jugés prioritaires en terme de conservation, et ce, à la suite de l'étude de potentiel.

VOLET LOISIR CULTUREL :

- 7 Encourager le développement du loisir culturel;
 - 7.1 Soutenir le développement d'une meilleure pratique du loisir culturel dans la région;
 - 7.2 Soutenir les projets en loisir culturel s'adressant à la clientèle des 12-35 ans;
 - 7.3 Soutenir les MRC, les milieux associatifs et de l'éducation dans l'offre d'activités de loisir;
 - 7.4 Soutenir et maintenir le nombre de jeunes de la relève qui reçoivent de la formation et de l'encadrement dans le cadre de manifestations culturelles de la jeune relève en région.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les parties s'engagent à :

- 1 Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;

- 2 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets;
- 3 Collaborer, au besoin, à tout autre comité découlant de la présente entente;
- 4 Assurer l'expertise et les compétences sectorielles nécessaires à la réalisation des projets émergeant de la présente entente.

Engagements du MCCCCF

- 1 Dans le cadre du programme Aide aux initiatives de partenariat et sous réserve de la disponibilité des crédits et conformément à une lettre d'annonce datée du 4 mars 2010, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 289 500 \$, répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :
 - 96 500 \$ au cours de l'année financière 2009-2010
 - 96 500 \$ au cours de l'année financière 2010-2011
 - 96 500 \$ au cours de l'année financière 2011-2012

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt des rapports d'activité et financier pour chacune des années financières;

- 2 Sous réserve de ses disponibilités financières et d'une entente avec **LOISIR ET SPORT**, verser une somme de 30 620 \$ à **LOISIR ET SPORT** pour le programme de *Soutien au développement de la relève culturelle en loisir*, répartie comme suit :
 - 15 310 \$ pour l'année 2010-2011
 - 15 310 \$ pour l'année 2011-2012

Engagements du MESS

- 1 Soutenir financièrement la mise en œuvre de l'objectif de professionnalisation des artistes et des organismes culturels pour les trois prochaines années de l'entente pour un montant maximal de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 \$) à raison du montant annuel indiqué ci-dessous et selon les modalités définies à la présente entente :
 - 30 000 \$ pour 2009-2010
 - 30 000 \$ pour 2010-2011
 - 30 000 \$ pour 2011-2012
- 2 Verser sa contribution financière à un organisme du milieu sur la base des services rendus et dans le respect des normes de la mesure retenue, et ce, si la recommandation du comité de gestion de l'entente est positive;
- 3 Participer aux travaux des comités de l'entente.

Engagements du MAMROT

- 1 Contribuer à la mise en œuvre et au suivi de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 2 Informer la Conférence administrative régionale (CAR) de Lanaudière des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de la présente entente;
- 3 Être dépositaire de la présente entente spécifique.

Engagements de la CRÉ

- 1 Réserver, à même le Fonds de développement régional, un montant de 289 500 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir les projets visés par la présente entente. La somme est répartie comme suit :
 - 96 500 \$ au cours de l'année financière 2009-2010
 - 96 500 \$ au cours de l'année financière 2010-2011
 - 96 500 \$ au cours de l'année financière 2011-2012
- 2 Prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- 3 En collaboration avec le comité de gestion, recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes et transmettre les projets admissibles au comité de gestion pour analyse et recommandation;
- 4 Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- 5 Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- 6 Réserver, à même le Fonds de développement régional, un montant de 30 000 \$ pour une période de deux ans afin de soutenir les projets visés par le programme de *Soutien au développement du loisir culturel et scientifique*. La somme est répartie comme suit :
 - 15 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011
 - 15 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012
- 7 Verser à **LOISIR ET SPORT** les sommes réservées pour le programme de *Soutien au développement du loisir culturel et scientifique* suite à l'entérinement des projets retenus par son conseil d'administration;
- 8 Assumer la coordination du comité de gestion;
- 9 Déposer à chaque année (2009-2010, 2010-2011, 2011-2012) aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 10 À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 11 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues au volet culture de la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 12 Recouvrer, auprès des organismes bénéficiaires, tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements de LOISIR ET SPORT

- 1 À même ses propres fonds, affecter, dans le respect de sa mission et de ses mandats, une somme de 30 000 \$ pour le programme de *Soutien au développement du loisir culturel et scientifique* répartie comme suit :
 - o 15 000 \$ pour l'année 2010-2011
 - o 15 000 \$ pour l'année 2011-2012
- 2 Recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes dans le cadre du programme de *Soutien au développement du loisir culturel et scientifique* et du programme de *Soutien au développement de la relève culturelle en loisir*;
- 3 Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente dans le respect des mesures, programmes et normes applicables et selon les recommandations du comité de gestion;
- 4 Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- 5 Assurer le fonctionnement du service de *Soutien au développement de la relève*, pour l'année 2011-2012 sur la base des sommes identifiées par le **FORUM JEUNESSE**, en vertu de l'article 5.6.4;
- 6 Déposer pour les années 2010-2011 et 2011-2012, aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 7 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues au volet loisir culturel de la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 8 Recouvrer, auprès des organismes bénéficiaires, tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements de la CRÉ par l'entremise du FORUM JEUNESSE

- 1 Réserver, à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), un montant de 75 000 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir les projets visés par la présente entente. La somme est répartie comme suit :
 - o 25 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010
 - o 25 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011
 - o 25 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012
- 2 Prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FRIJ;
- 3 Réserver, à même le FRIJ, un montant de 30 620 \$ pour une période de deux ans afin de soutenir les projets visés par le programme de *Soutien au développement de la relève culturelle en loisir*. Les sommes réservées seront versées à **LOISIR ET SPORT** suite à l'entérinement des projets par les membres du **FORUM JEUNESSE**. Les sommes sont réparties comme suit :
 - o 15 310 \$ au cours de l'année financière 2010-2011
 - o 15 310 \$ au cours de l'année financière 2011-2012
- 4 Verser à **LOISIR ET SPORT** la somme de 25 000 \$ pour le fonctionnement du volet *Soutien au développement de la relève* pour l'année 2011-2012;
- 5 Cette somme sera versée suite à l'évaluation d'un rapport d'activité et d'un rapport financier, de même que le dépôt d'un plan d'action.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente couvrira les années 2009 à 2012. Elle prendra fin le 31 mars 2012 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente la **CRÉ** et **LOISIR ET SPORT** doivent rembourser au **MCCCF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Financement global :

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
MCCCF	96 500 \$	111 810 \$	111 810 \$	320 120 \$
MESS	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
CRÉ	96 500 \$	111 500 \$	111 500 \$	319 500 \$
FORUM	25 000 \$	40 310 \$	65 310 \$	130 620 \$
Loisir et sport		15 000 \$	15 000 \$	30 000 \$
TOTAL	248 000 \$	308 620 \$	333 620 \$	890 240 \$

3) Entente spécifique en économie sociale pour la région de Lanaudière

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à soutenir le développement de l'économie sociale dans la région de Lanaudière.

Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

Cette entente porte sur les années financières gouvernementales 2009-2010 à 2013-2014.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

1 Promotion de l'économie sociale

- 1.1 Mettre à jour et suivre la situation de l'économie sociale dans la région;
- 1.2 Sensibiliser les acteurs du développement et les décideurs aux retombées tant économiques que sociales de l'économie sociale;
- 1.3 Promouvoir ce modèle d'entreprise auprès des « promoteurs-cibles »;
- 1.4 Favoriser l'achat auprès d'entreprises d'économie sociale et d'organismes porteurs de projets d'économie sociale.

2 Concertation et mise en réseau

- 2.1 Améliorer l'efficacité et l'efficience des entreprises d'économie sociale dans leur rôle d'acteur de développement économique et social;
- 2.2 Regrouper les partenaires oeuvrant dans le domaine de l'économie sociale et les entreprises d'économie sociale au sein de l'entité régionale reconnue qu'est la **TRESL**;
- 2.3 Favoriser la concertation, les échanges et la collaboration entre les différents acteurs (promoteur, intervenants, partenaires) du développement de l'économie sociale dans la région;
- 2.4 Assurer la représentation de l'économie sociale au sein des lieux décisionnels et des lieux de concertation sur les plans local, régional et national;
- 2.5 Au terme de la première année de l'entente, revoir le plan d'action de la **TRESL** en fonction du plan de développement de celle-ci et des objectifs de l'entente spécifique.

3 Développement des compétences

- 3.1 Exercer une veille sur les besoins de développement des compétences reliés à l'économie sociale;
- 3.2 Développer des formations adaptées à la réalité des jeunes liés à des initiatives d'économie sociale;
- 3.3 Développer des formations adaptées à la réalité des gestionnaires, employés, administrateurs, intervenants et bénévoles en économie sociale;
- 3.4 Favoriser le développement des pratiques reliées au transfert (global et inclusif) des connaissances au sein des organisations.

4 Développement de la relève

- 4.1 Encourager la relève en économie sociale, tant en ce qui concerne les entrepreneurs sociaux que la main-d'œuvre des entreprises;
- 4.2 Sensibiliser les jeunes au modèle de l'économie sociale et aux possibilités de carrière;
- 4.3 Favoriser une plus grande présence de jeunes au sein des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale;
- 4.4 Favoriser l'intégration de concepts associés à l'économie sociale dans les programmes scolaires aux trois ordres d'enseignement (primaire, secondaire et collégial);
- 4.5 Favoriser une plus grande implication des jeunes dans le développement de projets d'entreprises d'économie sociale;

5 Soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement des nouveaux créneaux et projets

5.1 Soutenir l'expérimentation et le développement de nouveaux créneaux notamment par le soutien de projets pilotes élaborés en concertation avec les partenaires de l'entente.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

- 1 Participer aux activités du comité de gestion de l'entente spécifique tel que stipulé à l'article 10;
- 2 Participer à la mise en œuvre du plan de développement 2007-2012 de la **TRESL** de la présente entente (voir définitions, article 1);
- 3 Assurer ou, le cas échéant, obtenir l'expertise des secteurs nécessaires à la réalisation des projets émergeant de l'entente;
- 4 Participer à la promotion et à la diffusion des documents, des formations, des recherches, des services et des activités offerts dans le cadre de la présente entente;
- 5 Sensibiliser les entrepreneurs et les promoteurs de l'économie sociale à l'accueil d'étudiants provenant du **CEGEP** dans le cadre de stages d'observation ou d'expérimentation;
- 6 Affecter exclusivement les montants investis dans cette entente à la poursuite des objectifs de l'entente spécifique dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées;
- 7 Mandater un représentant au sein du comité de gestion et, au besoin, au sein des sous-comités liés à la réalisation des actions prévues à l'entente.

Engagement du MAMROT

Le **MAMROT**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, s'engage à :

1. Reconnaître cette entente comme un outil permettant de concrétiser les orientations et stratégies régionales de développement identifiées dans le Plan quinquennal de développement de la région;
2. Le **MAMROT** s'engage à verser sa contribution financière à la **CRÉ** sur la base des services rendus et dans le respect des normes applicables à la mesure retenue, et ce, si la recommandation du comité de gestion de l'entente est positive;
3. Soutenir financièrement la réalisation des objectifs de l'entente en économie sociale pour les cinq années de l'entente par un montant total de 250 000 \$ à raison d'un montant annuel de 50 000 \$, provenant du Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale, tel qu'indiqué au tableau des contributions financières et selon les modalités de versements définies à l'article 6 des contributions financières :
 - 50 000 \$ pour 2009-2010
 - 50 000 \$ pour 2010-2011
 - 50 000 \$ pour 2011-2012
 - 50 000 \$ pour 2012-2013
 - 50 000 \$ pour 2013-2014
4. Contribuer, en tant que responsable gouvernemental en matière d'économie sociale, à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;
5. Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR);
6. Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

Engagement du MESS

Le **MESS**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, s'engage à :

1. Promouvoir les mesures et services d'Emploi-Québec auprès des entreprises d'économie sociale;
2. Soutenir financièrement la mise en œuvre de l'objectif de développement des compétences en économie sociale pour les trois premières années de l'entente par un montant total maximal de soixante mille dollars (60 000 \$) à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières et selon les modalités de versements définies à l'article 6 des contributions financières; Le support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures d'aide financière d'Emploi-Québec par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), telle la mesure de formation, et selon les normes de gestion de ce Fonds;
3. Le **MESS** s'engage à verser sa contribution financière à **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE** sur la base des services rendus et dans le respect des normes de la mesure retenue, et ce, si la recommandation du comité de gestion de l'entente est positive.

Engagement de la CRÉ

1. Assurer la mise en œuvre de l'entente spécifique et dégager les sommes d'argent pour les ressources nécessaires à la réalisation de l'entente;
2. Favoriser la diffusion de l'information se rapportant à l'entente auprès des membres de la CRÉ;
3. Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein des instances régionales;
4. Assurer le suivi administratif de l'entente spécifique;
5. Coordonner les activités du comité de gestion de l'entente;
6. Favoriser la concertation régionale tout au long de l'entente;
7. Administrer les sommes d'argent allouées par le MAMROT, tel que prévu aux articles 5.1.2 et 5.1.3, conformément aux normes et modalités du Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale.
8. Réserver, dans le cadre du Fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques », un montant total et maximal de 110 000 \$ pour cinq ans. Ces sommes seront affectées à la mise en œuvre des actions découlant de l'entente à raison d'un montant de 22 000 \$ par année :
 - 22 000 \$ pour 2009-2010
 - 22 000 \$ pour 2010-2011
 - 22 000 \$ pour 2011-2012
 - 22 000 \$ pour 2012-2013
 - 22 000 \$ pour 2013-2014
9. Mandater un représentant de la CRÉ au sein de la TRESL.

Engagement de la CRÉ par l'entremise du FORUM JEUNESSE

En respect de la convention de subvention 2009-2014 entre le Secrétariat à la jeunesse (SAJ), la CRÉ et le **FORUM JEUNESSE**, les engagements adoptés par le **FORUM JEUNESSE** doivent être approuvés par la CRÉ. Le **FORUM JEUNESSE** assume ses responsabilités, tout en étant accompagné par la CRÉ dans un contexte de mentorat;

1. Dans le cadre de ses mandats, sensibiliser les jeunes aux démarches et aux projets découlant de la présente entente et favoriser la diffusion de l'information;

2. Participer financièrement à la réalisation de l'entente, sous réserve des disponibilités budgétaires, en versant au mandataire désigné, **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE**, un montant total et maximal de 100 000 \$. Les sommes seront versées à raison de tranches de 20 000 \$ par année pour les cinq ans de la durée de l'entente. Les sommes versées proviennent du « Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) – Volet Action jeunesse structurante (AJS) » et contribueront au développement de l'économie sociale dans la région de Lanaudière :
 - 20 000 \$ pour 2009-2010
 - 20 000 \$ pour 2010-2011
 - 20 000 \$ pour 2011-2012
 - 20 000 \$ pour 2012-2013
 - 20 000 \$ pour 2013-2014
3. Favoriser la concertation régionale tout au long de l'entente;
4. En partenariat avec la **TRESL**, mettre en place un comité-conseil jeunesse qui sera consulté pour les actions jeunesse découlant de l'entente ainsi que du futur plan d'action de la **TRESL** et pour tout autre sujet que la **TRESL** jugerait opportun;
5. Déléguer un membre du **FORUM JEUNESSE** au sein du comité-conseil jeunesse ayant un lien avec l'économie sociale.

Engagement de la CRÉ par l'entremise de la TRESL

En partenariat avec **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE** :

1. Déposer un plan d'action annuel;
2. Concerter, sensibiliser et mobiliser le milieu et les intervenants de l'économie sociale aux objectifs et aux actions découlant de l'entente;
3. À la date d'échéance du plan de développement de la **TRESL**, en 2012, produire un nouveau plan de développement couvrant la période restante de l'entente, soit jusqu'au 31 mars 2014;
4. Réaliser les actions découlant du plan d'action de la **TRESL** dans le cadre de l'entente;
5. Participer, en étroite partenariat avec **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE**, à l'embauche du personnel et à la gestion et à la supervision du personnel afin de permettre la réalisation des objectifs de l'entente ;
6. Offrir, en étroite partenariat avec **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE**, un soutien et un suivi auprès des personnes embauchées dans le cadre de l'entente;
7. Produire annuellement un bilan des activités de la **TRESL**;
8. Assurer une représentation de l'ensemble des secteurs d'économie sociale au sein de la **TRESL**;
9. Reconnaître les mandats et responsabilités du fiduciaire de l'entente;
10. Participer aux rencontres du conseil d'administration et aux assemblées générales annuelles de **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE**;
11. Mettre en place, en partenariat avec le **FORUM JEUNESSE**, un comité-conseil jeunesse qui sera consulté pour les actions jeunesse découlant de l'entente ainsi que du futur plan d'action de la **TRESL** et pour tout autre sujet que la **TRESL** jugerait opportun.

Engagement de LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE

En partenariat avec la **TRESL** :

1. Concerter, sensibiliser et mobiliser le milieu et les intervenants de l'économie sociale aux objectifs et aux actions découlant de l'entente;

2. Assurer la gestion financière de l'entente et tenir une comptabilité distincte et spécifique relative aux dépenses imputables aux activités de l'entente;
3. Participer, en étroite partenariat avec la **TRESL**, à l'embauche du personnel, à la gestion et à la supervision afin de permettre la réalisation des objectifs de l'entente;
4. Offrir, en étroite partenariat avec la **TRESL**, un soutien et un suivi auprès des personnes embauchées dans le cadre de l'entente;
5. Déposer annuellement un bilan financier auprès des partenaires de l'entente;
6. Utiliser l'aide financière octroyée aux seules fins prévues à l'entente et conformément aux recommandations du comité de gestion de l'entente;
7. Reconnaître les mandats et les responsabilités de la **TRESL**;
8. Déléguer un représentant au sein de la **TRESL**;
9. Inviter un membre de la **TRESL** à participer aux rencontres du conseil d'administration de **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE** ainsi qu'aux AGA de ce dernier à titre de représentant régional;
10. Affecter un montant total et maximal de 25 000 \$ à la coordination de la ou des ressources attitrées à l'entente. La somme est répartie de la façon suivante :
 - 5 000 \$ pour 2009-2010
 - 5 000 \$ pour 2010-2011
 - 5 000 \$ pour 2011-2012
 - 5 000 \$ pour 2012-2013
 - 5 000 \$ pour 2013-2014

Engagement du CEGEP

1. Sensibiliser les étudiants aux caractéristiques de l'économie sociale en développant dans les disciplines appropriées des modules d'information ou de formation portant sur l'économie sociale;
2. Participer à travers le Centre de recherche en économie sociale (CERESO) de Lanaudière et les autres ressources du CEGEP à l'effort concerté de recherche en économie sociale;
3. Répondre, dans la mesure de ses moyens, aux demandes de formation des organisations du secteur de l'économie sociale;
4. Affecter un montant de 15 000 \$ pour une période de cinq ans à raison d'un versement annuel de 3 000 \$. La somme qui sera versée au mandataire désigné, **LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE**, est répartie de façon suivante :
 - 3000\$ pour 2009-2010
 - 3000\$ pour 2010-2011
 - 3000\$ pour 2011-2012
 - 3000\$ pour 2012-2013
 - 3000\$ pour 2013-2014

Engagement de la CDR

1. Héberger les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de l'entente, à la Maison de la Coopération de Lanaudière située au 457, rue Laval à Joliette. Cet engagement est évalué à 4 810 \$ pour la première année et à 2 285 \$ pour les quatre années suivantes, pour un total de 13 950 \$ sur cinq ans et il inclut :
 - le loyer d'un espace à bureau ;
 - l'ameublement de bureau ;
 - l'installation téléphonique avec boîte vocale ;
 - les frais de réseautique ;
 - le service Internet et adresses courriels ;

DURÉE DE L'ENTENTE

Nonobstant la date de signature par l'ensemble des PARTIES, la présente entente prend effet en 2009-2010 et prend fin le 31 mars 2014 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisés. Cette entente est conditionnelle aux budgets disponibles. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'entente, les **PARTIES** conviendront, s'il y a lieu, des modalités de son renouvellement.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
MESS	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	----	----	60 000 \$
CRÉ	22 000 \$	22 000 \$	22 000 \$	22 000 \$	22 000 \$	110 000 \$
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	25 000 \$
CÉGEP	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$	15 000 \$
CDR	4 810 \$	2 285 \$	2 285 \$	2 285 \$	2 285 \$	13 950 \$
FORUM JEUNESSE	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
Total	124 810 \$	122 285 \$	122 285 \$	102 285 \$	102 285 \$	573 950 \$

4) Entente spécifique visant l'accessibilité d'Internet haute vitesse dans la région de Lanaudière

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer la **CRÉ** et le ministre afin d'assurer le développement maximal du réseau IHV dans les zones non desservies de la région de Lanaudière. Les **PARTIES** favorisent la mise en œuvre du programme CRB et s'entendent pour le bonifier par l'ajout de sommes provenant du FDR et le cas échéant par des sommes provenant d'autres programmes publics accessibles aux communautés. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

1. Régionaliser la mise en œuvre du programme CRB dans la région de Lanaudière;
2. Favoriser la mise en œuvre du programme CRB par un apport du FDR;
3. Favoriser la desserte d'IHV à l'extérieur du territoire rural non desservi par un apport du FDR;
4. Soutenir toutes les communautés dans leur démarche en leur permettant d'accéder à une personne ressource spécialisée indépendante (conseils techniques et cheminement des démarches);
5. Permettre que les appuis transmis par la **CRÉ** au **MAMROT** sur les projets devant bénéficier de fonds provenant du programme CRB proviennent des priorités régionales tout en respectant les critères et normes applicables;
6. Assurer un soutien et un suivi des projets et rendre compte au ministre des résultats obtenus.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats, politiques et normes respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

1. Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
2. Travailler de concert à l'atteinte de l'objectif d'une couverture maximale d'IHV dans la région de Lanaudière;
3. Confirmer la composition d'un comité régional IHV et participer aux rencontres;
4. Recevoir les recommandations du comité régional IHV concernant les enjeux de développement de la connectivité haute-vitesse dans la région;
5. Recevoir et statuer sur les demandes des promoteurs;
6. Participer au comité de gestion de l'entente;
7. Diffuser les normes des programmes dont les modalités d'appels de propositions;
8. Déléguer deux représentants chacun au comité de gestion de l'entente qui apportent l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets;
9. Traiter dans les meilleurs délais les projets soumis par les promoteurs.

Engagement du MAMROT

1. Recevoir et analyser les demandes d'aide financière déposées par des promoteurs qui ont reçu l'appui de la **CRÉ** après avoir été analysées par le comité de gestion de l'entente et choisir les projets devant bénéficier de sommes provenant du programme CRB;
2. Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional, notamment avec le MDEIE.

Engagement de la CRÉ

1. Assurer la coordination et le soutien du comité régional IHV;
2. Mettre à la disposition des communautés et ou des promoteurs une ressource technique spécialisée pour préparer les dossiers et leur faire bénéficier de connaissances spécialisées pour la mise en place des technologies concernées;
3. Analyser et donner appui au promoteur qu'elle a choisi de prioriser après avoir pris connaissance des recommandations du comité de gestion de l'entente en respectant le cas échéant les normes du programme CRB de l'Annexe A;
4. Assurer, le cas échéant, le suivi des protocoles d'entente intervenus avec les promoteurs retenus et effectuer le suivi administratif de ces projets et faire la reddition de comptes exigée par le **MAMROT** dans le cadre du FDR;
5. Réserver pour la durée de l'entente une somme maximale de 975 000 \$ provenant du FDR :
6. Réserver, pour la 1^e année de l'entente, une somme maximale de 250 000 \$ provenant du *Fonds de développement régional*, applicable à la signature de protocoles d'entente visant la réalisation des projets retenus;
7. Réserver, pour la 2^e année de l'entente, une somme maximale de 250 000 \$ provenant du *Fonds de développement régional*, incluant les sommes résiduelles de la 1^e année qui n'auraient pas été engagées, applicable à la signature de protocoles d'entente visant la réalisation des projets retenus;
8. Réserver, pour la 3^e année de l'entente, une somme maximale de 250 000 \$ provenant du *Fonds de développement régional*, incluant les sommes résiduelles de la 2^e année qui n'auraient pas été engagées, applicable à la signature de protocoles d'entente visant la réalisation des projets retenus;
9. Affecter un montant maximum de 75 000 \$ par année à même le FDR, pour la durée de l'entente, pour effectuer la coordination, le soutien technique et la gestion de l'entente.
10. Fournir au **MAMROT** un bilan annuel des sommes engagées via le FDR auprès des promoteurs à la date anniversaire de la signature de l'entente;
11. Assurer le traitement équitable des promoteurs eu égard à la contribution du FDR dans le cadre des appels de propositions.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES**, et ce, pour une durée de trois ans pour se terminer en 2012 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisés.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
CRÉ (FDR : réalisation des projets admis)	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	750 000 \$ ²
CRÉ (FDR : Coordination, soutien technique et gestion)	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Total	325 000 \$	325 000 \$	325 000 \$	975 000 \$

5) Entente spécifique sur la régionalisation en matière de développement social dans la région de Lanaudière

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de soutenir le fonctionnement de la **TABLE** et soutenir des actions concrètes entre autres par le FDR. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

1. *Soutien à la concertation des communautés locales*

- 1.1 Afin de favoriser l'émergence, la diversification et la cohérence des actions selon une approche intégrée, impliquant une participation active des institutions, des organismes, des citoyens et des citoyennes :
- 1.2 Participer aux réunions et activités des comités locaux de développement social sur chaque territoire de MRC de Lanaudière et les soutenir dans leurs actions au besoin;
- 1.3 Collaborer à la promotion du développement durable et l'élaboration d'outils et de formations qui viendront soutenir les démarches d'animation de territoire.

2. *Soutenir la collaboration intersectorielle*

- 2.1 Inviter les comités locaux de développement social à mettre en place des mécanismes d'arrimage avec les partenaires qui oeuvrent dans les mêmes champs d'action et les accompagner dans leurs réflexions et démarches.

3. *Concertation et mobilisation autour d'actions concrètes*

- 3.1 Améliorer les conditions de logements, notamment des familles vulnérables, en sensibilisant les décideurs au logement communautaire et en soutenant le développement ou la consolidation de services et de projets en logement communautaire;
- 3.2 Améliorer la sécurité alimentaire de la population et des clientèles vulnérables en soutenant des projets en lien avec les compétences en alimentation, les saines habitudes de vie, l'accès à des produits frais et la promotion de l'achat local;
- 3.3 Soutenir le développement de nouvelles initiatives en transport, en collaboration avec les MRC concernées et le Conseil régional de transport (CRT).

4. *Soutien au développement de projets locaux et régionaux*

- 4.1 Soutenir des projets locaux en lien avec le plan d'action de l'entente grâce à l'enveloppe liée à l'entente spécifique sur la régionalisation en matière de développement social;
- 4.2 Susciter la création de fonds en lien avec les problématiques sociales à la fondation communautaire;
- 4.3 Créer et gérer des cellules de mentorat social pour soutenir les projets en développement social.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- 1.1 Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 1.2 Prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;

- 1.3 Déléguer un représentant au comité de gestion qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets.

Engagement d'EMPLOI-QUÉBEC

1. Impliquer la Direction régionale de Lanaudière et les centres locaux d'emploi dans la promotion du développement social au niveau régional et local;
2. Soutenir la **TABLE**;
3. Soutenir financièrement la mise en œuvre de l'objectif de développement social pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 de l'entente par un montant total de 150 000 \$ à raison d'un montant annuel de 50 000 \$ tel qu'indiqué au tableau synthèse des contributions visées à l'article 7 de la présente entente;

Le support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures financières d'**EMPLOI-QUÉBEC** par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), telle la concertation pour l'emploi volet partenariat, et selon les normes de gestion de ce Fonds;

4. Verser sa contribution financière à la **CRÉ** selon les ententes convenues avec celle-ci, sur la base des services rendus et dans le respect des normes de la mesure retenue.

Engagement du MAMROT

1. Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
2. Soutenir, au besoin, les **PARTIES** dans leurs actions visant l'atteinte des objectifs de la présente entente;
3. Favoriser auprès de la Conférence administrative régionale Lanaudière, la diffusion de l'information se rapportant à la présente entente;
4. Être dépositaire de l'entente.

Engagement de la CRÉ

1. Réserver, pour les cinq prochaines années, une enveloppe financière totale de 500 000 \$. Un montant de 200 000 \$ est dédiée au fonctionnement de la **TABLE**, afin d'appuyer la réalisation de l'entente. Ce montant sera réparti à raison de 40 000 \$ annuellement. Cette participation sera ciblée autour d'objectifs de réalisation à préciser en collaboration avec la **TABLE**. Un autre montant, de 300 000 \$, est affecté à l'enveloppe liée à l'entente spécifique sur la régionalisation en matière de développement social, conformément aux normes et aux règles de gestion du Fonds de développement régional et afin de soutenir des projets locaux. Ce montant sera réparti à raison de 60 000 \$ annuellement.

Le financement total accordé est réparti sur les cinq années financières de l'entente soit :

- 100 000 \$ pour 2009-2010
 - 100 000 \$ pour 2010-2011
 - 100 000 \$ pour 2011-2012
 - 100 000 \$ pour 2012-2013
 - 100 000 \$ pour 2013-2014
2. Assurer le suivi administratif et la gestion de l'enveloppe liée à l'entente spécifique sur la régionalisation en matière de développement social;
 3. S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
 4. Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;

5. À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
6. Favoriser l'implication et la participation de ses membres et de ses partenaires dans la dynamique du développement social;
7. Concerter, sensibiliser et mobiliser les forces vives du milieu et continuer à faire la promotion du développement social dans une approche multisectorielle et territoriale;
8. Assurer la coordination du comité de gestion et du comité responsable de l'enveloppe liée à l'entente spécifique sur la régionalisation en matière de développement social;
9. Effectuer les versements des montants tels que prévus à l'article 6.1 de la présente entente.

Engagement de la TABLE

1. Établir, en collaboration avec le comité de coordination, les plans d'action quinquennal et annuel, définir clairement les attentes opérationnelles s'y rattachant et prendre le leadership des activités;
2. Supporter le développement social et participer à la veille dans les territoires des MRC de la région de Lanaudière;
3. Mobiliser, concerter, sensibiliser et outiller les forces vives du milieu afin d'harmoniser les actions et de développer des consensus régionaux autour des priorités régionales en développement social;
4. S'assurer que les actions découlant de la **TABLE** génèrent des impacts auprès de la population;
5. Assurer les suivis régionaux en matière de développement social au niveau interrégional et national, en collaboration avec la **CRÉ**;
6. Réaliser un bilan annuel des actions accomplies par la **TABLE** en lien avec le plan d'action quinquennal de l'entente, en se dotant d'outils d'évaluation et en faire rapport au comité de coordination.

Engagement de la TABLE

1. Promouvoir auprès de ses collaborateurs et partenaires, une vision de la santé de la population axée sur des environnements favorables à la santé, c'est-à-dire des environnements sécuritaires et qui permettent aux individus de faire des choix de santé éclairés;
2. Mettre à contribution sa connaissance des problématiques sociales et de santé au profit de la réalisation des objectifs de l'entente;
3. Rendre disponibles, à l'échelle régionale et locale, des données permettant de faire le suivi de la santé de la population et de ses déterminants;
4. Soutenir, selon ses disponibilités, la **TABLE** sur les études évaluatives qu'elle souhaite mener afin d'améliorer ses pratiques d'intervention;
5. Réserver pour les cinq prochaines années une enveloppe financière distincte, dédiée au support et à l'accompagnement de la **TABLE** de l'ordre de 200 000 \$ afin d'appuyer la réalisation de l'entente. Ce montant est réparti sur les cinq années financières de l'entente soit :
 - 40 000 \$ pour 2009-2010
 - 40 000 \$ pour 2010-2011
 - 40 000 \$ pour 2011-2012
 - 40 000 \$ pour 2012-2013
 - 40 000 \$ pour 2013-2014
6. Effectuer le versement des montants tel que prévu à l'article 6.1 de la présente entente.

Engagement du CSSSL

1. Promouvoir auprès des Réseaux locaux de services (RLS) la vision et les actions de la **TABLE** quant au développement durable des communautés par la mobilisation et la concertation intersectorielle des acteurs, la participation citoyenne et l'action sur les déterminants de la santé;
2. Soutenir concrètement les actions de la **TABLE** notamment par :
 - la contribution d'organismes communautaires pour l'animation des comités locaux de développement social et des projets d'animation territoriale;
 - la participation de gestionnaires et d'intervenants à des comités de travail (chantiers) portant sur les priorités du plan d'action 2009-2014;
 - la contribution d'un directeur au comité de gestion de l'entente pour sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation.
3. Participer aux efforts de réseautage des acteurs du développement social et d'expérimentation de nouveaux outils d'intervention en matière de développement social (fondation communautaire, mentorat social);
4. Réserver pour les cinq prochaines années une enveloppe financière distincte de 125 000 \$, dédiée au fonctionnement de la **TABLE** afin d'appuyer la réalisation des objectifs de l'entente. Ce montant est réparti sur les cinq années financières de l'entente soit :
 - 25 000 \$ pour 2009-2010
 - 25 000 \$ pour 2010-2011
 - 25 000 \$ pour 2011-2012
 - 25 000 \$ pour 2012-2013
 - 25 000 \$ pour 2013-2014
5. Effectuer les versements des montants tels que prévus à l'article 6.1 de la présente entente.

Engagement du CSSNL

1. Promouvoir auprès du RLS la vision et les actions de la **TABLE** quant au développement durable des communautés par la mobilisation et la concertation intersectorielle des acteurs, la participation citoyenne et l'action sur les déterminants de la santé;
2. Soutenir concrètement les actions de la **TABLE** notamment par :
 - la contribution d'organismes communautaires pour l'animation des comités locaux de développement social et des projets d'animation territoriale;
 - la participation de gestionnaires et d'intervenants à des comités de travail (chantiers) portant sur les priorités du plan d'action 2009-2014;
 - la contribution d'un directeur au comité de gestion de l'entente pour sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation.
3. Participer aux efforts de réseautage des acteurs du développement social et d'expérimentation de nouveaux outils d'intervention en matière de développement social (fondation communautaire, mentorat social);
4. Réserver pour les cinq prochaines années une enveloppe financière distincte de 125 000 \$, dédiée au fonctionnement de la **TABLE** afin d'appuyer la réalisation des objectifs de l'entente. Ce montant est réparti sur les cinq années financières de l'entente soit :
 - 25 000 \$ pour 2009-2010
 - 25 000 \$ pour 2010-2011
 - 25 000 \$ pour 2011-2012
 - 25 000 \$ pour 2012-2013
 - 25 000 \$ pour 2013-2014
5. Effectuer les versements des montants tels que prévus à l'article 6.1 de la présente entente.

Engagement de CENTRAIDE

1. Déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
2. Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action quinquennal 2009-2014;

3. Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;
4. Réserver pour les cinq prochaines années une enveloppe financière distincte, dédiée au fonctionnement de la **TABLE**, de l'ordre de 50 000 \$ afin d'appuyer la réalisation de l'entente soit :
 - 10 000 \$ pour 2009-2010
 - 10 000 \$ pour 2010-2011
 - 10 000 \$ pour 2011-2012
 - 10 000 \$ pour 2012-2013
 - 10 000 \$ pour 2013-2014
5. Effectuer les versements des montants tels que décrétés à l'article 6.1 de la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2014 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
Emploi-Québec		50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$		150 000 \$
CRÉ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$
AGENCE	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	200 000 \$
CSSSSL	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	125 000 \$
CSSSNL	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	125 000 \$
CENTRAIDE	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	50 000 \$
Total	200 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	200 000 \$	1 150 000 \$

6) Entente spécifique en condition féminine dans la région de Lanaudière

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente précise les engagements des **PARTIES** pour la mise en œuvre des priorités d'actions régionales découlant du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de la région de Lanaudière pour l'année 2010-2011.

Pour les fins de la présente entente, les conditions mentionnées à l'entente originale conclue en avril 2008 pour les années financières 2007-2010 (ci-après appelée « l'Entente originale ») s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires et les modifications qui suivent :

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 2 de « l'Entente originale » est modifié par l'ajout d'un quatrième objectif qui se lit comme suit :

2.4 Faciliter la conciliation famille-travail-étude

- 2.4.1 Élaborer et mettre en place des mesures concrètes de conciliation des responsabilités familiales et professionnelles.

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 2 de « l'Entente originale » est modifié par l'ajout d'un quatrième champ d'intervention qui se lit comme suit :

- 2.4.1 Élaborer et mettre en place des mesures concrètes de conciliation des responsabilités familiales et professionnelles :

Actions prioritaires

- Encourager les municipalités à se doter d'une politique familiale;
- Soutenir la mise en place d'expériences novatrices en matière de conciliation famille-travail-étude (services de garde atypiques, en période estivale, sous forme de coopératives, etc.)

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements de la CRÉ

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4 de « l'Entente originale » qui concerne les engagements de la CRÉ est modifié par l'ajout des articles suivants :

- 4.1.8 Sous réserve de ses disponibilités budgétaires, affecter à la mise en œuvre de la présente entente, dans le cadre du Fonds de développement régional, un montant de 58 000 \$, pour l'année 2010-2011.

La CRÉ est responsable de la réalisation de l'objectif 2.4 de l'entente.

- 4.1.9 Déposer au comité de gestion un plan d'action annuel détaillé incluant les indicateurs de mesure et les prévisions des coûts pour chaque activité, et ce, dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;

- 4.1.10 Produire un bilan d'activité et en faire rapport aux **PARTIES**.

Engagements du MCCCCF

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4 de « l'Entente originale » qui concerne les engagements du MCCCCF est modifié par l'ajout de l'article suivant :

- 4.2.2 Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat Égalité entre les femmes et les hommes et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 43 000 \$, pour l'année 2010-2011.

Pour l'année 2010-2011, les sommes seront versées à la **CRÉ** suite à la signature de la présente entente. À défaut d'un rapport d'activité qui rend compte des résultats atteints, à la satisfaction du ministre, ce dernier se réserve le droit de demander le remboursement, en tout ou en partie, de la somme versée.

Engagements d'Emploi-Québec

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4 de « l'Entente originale » qui concerne les engagements d'EMPLOI-QUÉBEC est modifié par l'ajout de l'article suivant :

- 4.3.2 Affecter à la réalisation des objectifs de l'entente, sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de sa mission, de ses mandats, de ses mesures, programmes et normes de gestion, une somme de 5 000 \$ provenant du Fonds de développement du marché du travail pour l'année 2010-2011.

Engagements du MELS

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4 de « l'Entente originale » qui concerne les engagements du MELS est modifié par l'ajout de l'article suivant :

- 4.4.2 Sous réserve de l'adoption des crédits par l'Assemblée nationale et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles pour le financement des établissements d'enseignement :

Réserver, dans le cadre de la mesure 30294 - Autres allocations -, une somme de 5 000 \$, pour l'année 2010-2011, pour des projets en lien avec les objectifs de la présente entente qui pourront être présentés par des commissions scolaires ou des cégeps de la région de Lanaudière. Ces sommes seront versées aux établissements d'enseignement conformément aux conditions prévues dans les règles budgétaires annuelles applicables.

Engagements du MAPAQ

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4 de « l'Entente originale » qui concerne les engagements du MAPAQ est modifié par l'ajout de l'article suivant :

- 4.5.2 Affecter à la réalisation des objectifs de la présente entente, sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de sa mission, de ses mandats, de ses mesures, programmes et normes de gestion, une somme de 5 000 \$, pour l'année 2010-2011.

Engagements de la TCGFL

Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4 de « l'Entente originale » qui concerne les engagements de la TCGFL est modifié comme suit :

Le premier alinéa de l'article 4.7 est remplacé par le suivant :

À titre de mandataire de la présente entente, concernant les objectifs 2.1, 2.2 et 2.3 de l'entente, la TCGFL s'engage à :

Les articles 4.7.1, 4.7.4, 4.7.5, et 4.7.6 sont modifiés et se lisent comme suit :

- 4.7.1 Assurer, en collaboration avec les parties, la coordination, la concertation et le suivi des actions émergeant de ces objectifs;
- 4.7.4 Établir, en collaboration avec le comité de gestion de l'entente, un plan d'action annuel;
- 4.7.5 Déposer un plan d'action annuel détaillé incluant les indicateurs de mesure et les prévisions des coûts pour chaque activité, et ce, dans les trente jours suivant la signature de l'entente;
- 4.7.6 Produire un bilan d'activité et en faire rapport aux **PARTIES**;

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2011 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisées.

Dans le cas d'EMPLOI-QUÉBEC, ce dernier n'est pas sujet à reconduction tacite en vertu des articles 4.3.1 et 4.3.2 de l'entente stipulant que les engagements d'EMPLOI-QUÉBEC doivent être pris dans le respect de sa mission, ses mandats, ses mesures, ses programmes et normes de gestion, le tout se rapportant au FDMT.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires financiers	2010-2011
CRÉ	58 000 \$
MCCCF	43 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	5 000 \$
MAPAQ	5 000 \$
MELS	5 000 \$
TOTAL	116 000 \$

LAURENTIDES

1) Addenda à l'Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région des Laurentides 2007-2012

OBJET DE L'ENTENTE

Le présent addenda a pour objet de modifier les articles 4.3.1 et 6 de l'Entente conclue le 31 mars 2008.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements de la CRÉ

L'article 4.3.1 de l'Entente est remplacé par le suivant :

4.3 La CRÉ s'engage à :

4.3.1 contribuer, dans le cadre du Fonds de développement régional (FDR), à la mise en œuvre de l'Entente avec une contribution annuelle maximale de 25 000 \$ pour chacun des exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 pour un total de 75 000 \$;

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

L'article 6 de l'Entente est remplacé par le suivant :

Les **PARTIES** conviennent des coûts et du plan de financement de l'Entente :

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
MFA	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	595 000 \$
CRÉ	0 \$	0 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Total	119 000 \$	119 000 \$	144 000 \$	144 000 \$	144 000 \$	670 000 \$

1) ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE POUR LE TERRITOIRE DE LA MONTÉRÉGIE EST**OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir le développement culturel sur le territoire de la Montérégie Est. Les parties conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- Contribuer au développement d'une identité est-montérégienne et à son affirmation
 - par un support aux initiatives et projets mettant en valeur son histoire, son patrimoine ou son développement culturel;
 - par la mise en œuvre d'une démarche d'élaboration d'une charte de la culture et du patrimoine.
- Favoriser les initiatives de médiation culturelle
 - par un support aux initiatives et projets visant la concertation entre les ressources culturelles locales, le milieu scolaire et les services municipaux afin d'intégrer davantage la dimension culturelle à la vie scolaire;
 - par la réalisation d'un diagnostic et le développement de projets pilotes au regard des autres formes de médiation culturelle dans un contexte local.
- Contribuer à l'essor du tourisme culturel
 - par la mise en œuvre des projets liés aux priorités ciblées (voir l'annexe E).
- Supporter les intervenants dans leurs efforts d'améliorer les infrastructures culturelles du territoire
 - par le support à des projets visant des études de faisabilité ou autres démarches préparatoires à la réalisation de travaux de mise aux normes d'un équipement.
- Soutenir les artistes, les jeunes de la relève et les organismes du territoire dans la réalisation de projets de création artistique ou la consolidation de leurs activités
 - par la mise en place, avec le **CALQ**, d'un programme comportant des volets spécifiques pour chacune des clientèles visées;
 - par le développement d'un volet s'adressant aux travailleurs culturels;
 - par un soutien financier à des projets structurants pour les organismes.
- Faire connaître l'entente et supporter les clientèles dans leurs démarches visant la mise en œuvre des actions qui en découlent
 - par le développement d'outils et d'un mécanisme de communication au regard de l'entente;
 - par le déploiement d'un service d'accompagnement dans la préparation de dossiers liés à l'entente.

ENGAGEMENTS DES PARTIES**Engagements du MCCCCF**

Le MCCCCF s'engage à, conformément à la lettre d'annonce datée du 18 mars 2010 :

Dans le cadre du programme *Aide aux initiatives de partenariat* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 198 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 66 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
- un montant de 66 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 66 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées à la fin de chacune des années financières.

Engagements de la CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

- réserver, à même le Fonds de développement régional, pour l'année 2009-2010, un montant de 39 000 \$ (une contribution de 27 000 \$ étant déjà réservée pour le projet de la Cellule régionale d'expertise en muséologie (CREM) et un montant de 66 000 \$ par année pour les années 2010-2011 et 2011-2012 afin de soutenir les projets visés par la présente entente, section avec le **MCCCF**;
- réserver, à même le Fonds de développement régional, pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, un montant de 25 000 \$ afin de soutenir les projets visés par la présente entente, section avec le **CALQ**;
- réserver à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) un montant de 40 000 \$ par année pour les années 2010-2011 et 2011-2012, ainsi qu'un montant de 30 000 \$ pour l'année 2012-2013, afin de soutenir les projets visés par la présente entente;
- prendre connaissance des recommandations du comité de suivi et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- déposer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente dans un compte spécifique;
- en collaboration avec le comité de suivi, recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes et transmettre les projets admissibles au comité de suivi pour analyse et recommandation;
- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- assumer la coordination du comité de suivi;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- déposer chaque année aux membres du comité de suivi un bilan des activités réalisées, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;

- percevoir des organismes bénéficiaires tous montants utilisés à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements du CALQ

Le CALQ s'engage à :

- contribuer, pour les années financières 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, sous réserve de la disponibilité des crédits, pour une somme totalisant 123 000 \$ qui sera versée selon le plan de versement présenté dans l'addenda à la présente entente. Cette somme est réservée pour supporter des projets de création d'artistes et de jeunes de la relève et pour soutenir la consolidation d'organismes artistiques professionnels;
- participer au comité de suivi et à l'évaluation annuelle de l'entente.

La contribution et les modalités de l'implication du **CALQ** à l'entente sont définies dans l'addenda : Entente de partenariat sur le développement et le rayonnement de la pratique artistique professionnelle en Montérégie Est annexé à la présente entente (annexe F).

Engagements du CMCC

Le CMCC s'engage à :

- apporter son expertise au sein du comité de suivi de l'entente.

Engagements du MAMROT

Le MAMROT s'engage à :

- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- être dépositaire de l'entente spécifique sur le développement de la culture sur le territoire de la Montérégie Est.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin :

- pour la partie de l'entente relative aux activités réalisées par la **CRÉ** en vertu du programme *Aide aux initiatives de partenariat*, subventionné par le **MCCCF**, le 31 mars 2012, ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés. À l'expiration de la présente entente la **CRÉ** doit rembourser au **MCCCF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.
- pour la partie de l'entente relative aux activités réalisées par la **CRÉ** en vertu des fonds de soutien aux organismes artistiques professionnels, aux artistes et aux écrivains, soutenus par le **CALQ**, le 31 mars 2013, ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisées.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

☐ Section avec le MCCCCF ☐ Section avec le CALQ

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
MCCCCF	66 000 \$	66 000 \$	66 000 \$		198 000 \$
CRÉ	39 000 \$ ¹	66 000 \$	66 000 \$		246 000 \$
		25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	
FJ		10 000 \$	10 000 \$		110 000 \$
		30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	
CALQ		41 000 \$	41 000 \$	41 000 \$	123 000 \$
Total	105 000 \$	238 000 \$	238 000 \$	96 000 \$	677 000 \$

Note 1: Pour la première année de l'entente, de la contribution de la CRÉ de 66 000 \$ est soustraite une somme de 27 000 \$ consacrée au financement du projet de Cellule régionale d'expertise en muséologie qui en est à sa dernière année.

1) Entente spécifique portant sur le développement social au Centre-du-Québec 2010-2015**OBJET DE L'ENTENTE**

La présente a pour objet de mettre en commun des ressources financières et autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées aux fins de mettre en œuvre la Planification stratégique quinquennale 2010-2015 du **CRDS** et la mise à jour des plans d'action annuels. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

- 3.1 Mobilisation et concertation des actrices et des acteurs du développement social
 - Développer des liens de cohésion entre les ententes spécifiques régionales;
 - Formaliser des liens avec les comités de développement social des MRC;
 - Élargir la représentativité au **CRDS**.
- 3.2 Soutien aux actrices et aux acteurs du développement social par la recherche, le développement, le partage et le transfert de connaissances
 - Améliorer les connaissances et l'arrimage des problématiques et des enjeux de développement social dans les territoires;
 - Améliorer les pratiques en matière de développement social dans les territoires par la recherche et le transfert de connaissances;
 - Favoriser des partenariats avec les instituts de recherche et les maisons d'enseignement dans le cadre de projets d'études et de recherches-actions.
- 3.3 Soutien aux initiatives locales, territoriales et régionales en matière de développement social
 - Favoriser la concertation régionale en lien avec les problématiques jugées prioritaires par les territoires;
 - Soutenir des projets visant l'amélioration des conditions de vie des communautés, notamment la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale;
 - Consolider le *Fonds régional de soutien*;
 - Poursuivre les travaux en cours sur les problématiques régionales jugées prioritaires, notamment le logement, la sécurité alimentaire, la conciliation famille-travail.
- 3.4 Positionnement et reconnaissance du développement social comme partie prenante du développement de la région
 - Démystifier et vulgariser l'approche de développement social;
 - Promouvoir les actions du **CRDS** au Centre-du-Québec;
 - Accroître la visibilité du **CRDS**;
 - Positionner le Centre-du-Québec en tant que région de référence en matière de développement social.
- 3.5 Consolidation et pérennisation des moyens et des ressources du **CRDS**
 - Saisir les opportunités pour maximiser les retombées de la démarche régionale en développement social;
 - Procéder périodiquement à l'évaluation du *Fonds régional de soutien* afin qu'il réponde adéquatement à sa mission;
 - Assurer le maintien de l'expertise régionale en matière de développement social.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les **PARTIES** s'engagent, conformément à leurs mandats respectifs, à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans l'entente spécifique.

Engagements de la CRÉCQ**5.1 La CRÉCQ s'engage à :**

- 5.1.1 Soutenir le **CRDS** dans sa mission et dans l'exercice de son mandat et de ses rôles tels que définis à l'article 9 de la présente entente ;
- 5.1.2 Participer aux travaux du **CRDS**;
- 5.1.3 Contribuer à la mise en œuvre de la Planification stratégique quinquennale 2010-2015;
- 5.1.4 Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;
- 5.1.5 Assurer la gestion et le suivi du budget d'opération du **CRDS** et du *Fonds régional de soutien*;
- 5.1.6 Assurer la coordination, le soutien technique et la logistique du **CRDS**, du comité d'attribution du *Fonds régional de soutien* et du comité de gestion de l'entente;
- 5.1.7 Dans le cadre du *Fonds de développement régional*, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique, sous réserve de la disponibilité des crédits et conformément aux règles et normes applicables à ce fonds, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 500 000 \$ sur cinq ans, pour le financement des activités de mobilisation et de concertation du **CRDS** qu'elle aura autorisées dans le cadre de la mise en œuvre de la Planification stratégique quinquennale, selon ce qui suit :
 - a) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - b) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action pour l'exercice financier précédent;
 - c) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action pour l'exercice financier précédent;
 - d) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014 conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action pour l'exercice précédent;
 - e) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015 conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action pour l'exercice précédent.
- 5.1.8 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;
- 5.1.9 Déposer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente dans un compte spécifique;
- 5.1.10 Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les plans d'action et les budgets afférents déterminés par le comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- 5.1.11 Effectuer les déboursés directement auprès d'organismes bénéficiaires de projets soutenus par le *Fonds régional de soutien* selon le plan de financement établi;
- 5.1.12 S'assurer que les organismes bénéficiaires du *Fonds régional de soutien* utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des projets soutenus et obtenir de ces organismes un rapport d'activités et un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 5.1.13 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux activités du **CRDS** et au *Fonds régional de soutien* et transmettre annuellement ses états financiers au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;
- 5.1.14 Fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à l'entente à toute personne autorisée par l'une ou l'autre des **PARTIES** de l'entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies.

Engagements d'EMPLOI-QUÉBEC

5.2 EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- 5.2.1 Participer aux travaux du **CRDS**;
- 5.2.2 Contribuer à la mise en œuvre de la Planification stratégique quinquennale 2010-2015;
- 5.2.3 Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;
- 5.2.4 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;
- 5.2.5 Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité, **EMPLOI-QUÉBEC**, par l'intermédiaire du CRPMT, s'engage à contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique en affectant, dans la planification régionale, le montant prévu à l'article 5.2.6 et réparti de la façon suivante :
 - a) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - b) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - c) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - d) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
 - e) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.
- 5.2.6 Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes, soutenir financièrement à partir du *Fonds de développement du marché du travail*, la réalisation des projets retenus en mettant à la disposition des promoteurs 50 000 \$ répartis conformément à l'article 5.2.5.

Engagements du MAMROT

5.3 Le MAMROT s'engage à :

- 5.3.1 Participer aux travaux du **CRDS**;
- 5.3.2 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.3.3 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;
- 5.3.4 Informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente;
- 5.3.5 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques.

Engagements de l'ASSS

5.4 L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX s'engage à :

- 5.4.1 Participer aux travaux du **CRDS**;
- 5.4.2 Contribuer à la mise en œuvre de la Planification stratégique quinquennale 2010-2015;
- 5.4.3 Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;
- 5.4.4 Accompagner les intervenants locaux dans l'utilisation d'une instrumentation permettant d'apprécier le potentiel de développement des communautés;

- 5.4.5 Assurer la mise à jour et la diffusion du portrait des inégalités de santé et de bien-être;
- 5.4.6 Voir à la bonne conduite du processus évaluatif de l'entente spécifique en apportant une expertise conseil en matière de développement d'indicateurs de suivi des plans d'action découlant de cette entente;
- 5.4.7 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;
- 5.4.8 Sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, contribuer, dans le cadre de son budget, à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 500 000 \$ sur cinq ans, en versant ce montant à la **CRÉCQ** de la façon suivante :
 - a) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - b) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - c) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - d) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
 - e) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Engagements de l'OPHQ

5.5 L'OFFICE s'engage à :

- 5.5.1 Participer aux travaux du **CRDS**;
- 5.5.2 Contribuer à la mise en œuvre de la Planification stratégique quinquennale 2010-2015;
- 5.5.3 Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;
- 5.5.4 Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, et sans restreindre de quelque façon son pouvoir décisionnel, contribuer, dans le cadre de son *Programme de subventions à l'expérimentation (PSE)* ou de son *Programme de soutien aux organismes de promotion (SOP)*, à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 50 000 \$ sur cinq ans, de la façon suivante :
 - a) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - b) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - c) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - d) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
 - e) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Modalités d'engagement

- Sur présentation et acceptation de projets déposés dans le cadre des travaux du **CRDS** et, sur présentation et acceptation de ces projets par l'**OFFICE**, dans les paramètres de son *Programme de subventions à l'expérimentation (PSE)* ou de son *Programme de soutien aux organismes de promotion (SOP)*, et en lien avec les défis et priorités de la politique gouvernementale *À part entière : pour un véritable droit à l'égalité*, l'**OFFICE** versera, jusqu'à la limite financière de 10 000 \$ pour chacune des années financières mentionnées précédemment, les sommes acceptées en vertu de ces programmes, directement aux responsables des projets acceptés.
- 5.6.5 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*.

Engagements de CENTRAIDE

5.6 CENTRAIDE s'engage à :

- 5.6.1 Participer aux travaux du **CRDS**;
- 5.6.2 Contribuer à la mise en œuvre de la Planification stratégique quinquennale 2010-2015;
- 5.6.3 Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;
- 5.6.4 Sous réserve de l'évaluation annuelle et de ses disponibilités financières, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 40 000 \$ sur cinq ans, en versant ce montant à la **CRÉCQ** dans le cadre du *Fonds régional de soutien*, pour des projets visant des buts charitables, de la façon suivante :
 - a) un montant de 2 500 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011;
 - b) un montant de 5 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012;
 - c) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013;
 - d) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2013 et se terminant le 31 mars 2014;
 - e) un montant de 12 500 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2014 et se terminant le 31 mars 2015.
- 5.6.5 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;

Engagements de l'UQTR

5.7 L'UQTR s'engage à :

- 5.7.1 Participer aux travaux du **CRDS**;
- 5.7.2 Contribuer à la mise en œuvre de la Planification stratégique quinquennale 2010-2015;
- 5.7.3 Contribuer à l'entente par des activités de recherche sur les problématiques de développement social au Centre-du-Québec;
- 5.7.4 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;
- 5.7.5 Offrir des activités de formation requises par les intervenants en développement social, en conformité avec les règles de l'**UQTR**;
- 5.7.6 Favoriser la réalisation de stages et de projets par les étudiants de l'**UQTR** en relation avec le développement social du Centre-du-Québec;
- 5.7.7 Favoriser la participation des enseignants à des activités reliées au développement social du Centre-du-Québec dans le cadre de leur tâche de services à la collectivité;
- 5.7.8 Assurer le suivi et la mise à jour des mécanismes d'accès aux ressources universitaires, notamment par l'utilisation d'une fiche de traitement des demandes.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** pour se terminer le 31 mars 2015. Elle prend effet le 1^{er} avril 2010.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Parties	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total	%
CRÉCQ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$	43,8 %
Agence de la santé et des services sociaux	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$	43,8 %
EMPLOI-QUÉBEC	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	50 000 \$	4,4 %
OFFICE	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	50 000 \$	4,4 %
CENTRAIDE	2 500 \$	5 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	12 500 \$	40 000 \$	3,5 %
Total	222 500 \$	225 000 \$	230 000 \$	230 000 \$	232 500 \$	1 140 000 \$	100 %

2) Entente spécifique sur la conception et la réalisation de situations d'apprentissage et d'évaluation en environnement auprès des jeunes au Centre-du-Québec 2009-2012

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de permettre la réalisation du projet Opération PAJE au Centre-du-Québec par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion applicables aux **PARTIES** et à l'**INTERVENANT** concernés.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

L'entente vise à développer une démarche régionale intégrée et durable pour l'action en environnement à l'intérieur des pratiques pédagogiques des enseignants de niveaux secondaire et primaire.

En associant l'apprentissage, le développement des compétences, la sensibilisation aux problèmes environnementaux et les actions concrètes dans le milieu, l'entente permettra de :

- favoriser la réussite éducative;
- agrandir la communauté éducative;
- valoriser l'école et responsabiliser les jeunes face à leur propre réussite éducative;
- sensibiliser les jeunes aux valeurs et aux principes indispensables au développement durable.

L'entente s'appuie sur des objectifs plus spécifiques tant au niveau pédagogique qu'environnemental :

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- Développer des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) reflétant les besoins et les intérêts des enseignants et des élèves;
- Offrir des solutions clé en main, incluant un soutien financier, pour les enseignants afin de faciliter la réalisation des SAÉ;
- Développer, chez les élèves, des compétences disciplinaires et transversales.

OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

- Contribuer à l'acquisition de connaissances en environnement de la région;
- Réaliser des interventions arrimant les besoins spécifiques de la communauté et les objectifs des programmes d'études tout en mettant à contribution l'expertise des partenaires du milieu. Ces interventions entraîneront des résultats immédiats et mesurables pour la communauté et son environnement (ex. : réaliser des aménagements pour la faune et la flore, réduire l'érosion des berges le long des cours d'eau concernés, mettre en valeur le patrimoine naturel, etc.).

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements généraux des parties

Le **MELS**, le **MAMROT**, le **MDDEP**, **RECYC-QUÉBEC**, le **MRNF**, le **MAPAQ**, la **CRÉCQ**, le **CRECQ**, la **CSDC**, la **CSBF** et la **CSLR** s'engagent, conformément à leurs mandats respectifs, à :

- participer à la mise en œuvre et à l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente;
- valoriser les différentes activités découlant de l'entente et voir à leur rayonnement local et régional;
- mandater, lorsque requis, un représentant ou une représentante à siéger au comité de gestion de l'entente.

Les **PARTIES** reconnaissent que la **CRÉCQ** est responsable en matière de développement régional et qu'elle assure à ce titre l'administration de la présente entente de même qu'elle confie la coordination et la présidence du comité de gestion de l'entente à son instance aviseur, soit le **FORUM**.

Les **PARTIES** reconnaissent que le **CRECQ** est responsable en matière d'environnement et qu'il assure à ce titre la coordination du volet environnemental de la présente entente.

Les **PARTIES** reconnaissent que la **CSDC** est responsable en matière pédagogique et qu'elle assure à ce titre la coordination du volet pédagogique de la présente entente.

Engagements spécifiques des parties

5.1 Le MELS s'engage à :

- 5.1.1 participer au comité de gestion, à l'évaluation annuelle de l'entente et à son renouvellement;
- 5.1.2 sous réserve de l'adoption des crédits par l'Assemblée nationale, verser à la **CRÉCQ**, dans le cadre du *Programme de soutien à des partenaires en éducation*, un montant maximal de 145 000 \$ qui sera réparti sur deux ans, soit:
 - un montant de 72 500 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 72 500 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.Le premier montant sera versé à la **CRÉCQ** à la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, le montant sera versé suite à l'évaluation annuelle de l'entente par le comité de gestion.
- 5.1.3 s'assurer que les investissements porteront sur :
 - l'élaboration des situations d'apprentissage structurant et impliquant les écoles dans leur communauté;
 - le support des enseignants dans la réalisation et l'évaluation des situations d'apprentissage;
 - la libération des enseignants pour réaliser les actions communautaires avec les élèves en apprentissage;
 - le soutien au transfert de l'expertise à l'échelle du Réseau des écoles québécoises.

5.2 Le MAMROT s'engage à :

- 5.2.1 assurer la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.2.2 être dépositaire de l'entente;
- 5.2.3 informer la Conférence administrative régionale (CAR) du suivi de l'entente;
- 5.2.4 contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et de ses politiques.

5.3 Le MDDEP s'engage à :

- 5.3.1 sous réserve de la disponibilité des ressources, participer au développement des SAÉ d'Opération PAJE relatives aux mandats et politiques du **MDDEP** afin qu'elles répondent simultanément au programme de formation de l'école québécoise et des besoins environnementaux du milieu en :
 - mettant à la disposition des enseignants l'expertise du **MDDEP** en matière de protection de l'environnement;
 - participant à la formation des enseignants afin qu'ils puissent agir en respectant les lois et règlements relatifs aux activités de protection des berges;
 - donnant un soutien technique permettant la préparation de demandes de permis ou d'autorisations nécessaires aux travaux sur le terrain.

5.4 RECYC-QUÉBEC s'engage à :

- 5.4.1 contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 15 000 \$ sur deux ans :
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.Le premier montant est versé à la **CRÉCQ** à la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, le montant sera versé suite à l'évaluation annuelle de l'entente par le comité de gestion.
- 5.4.2 participer au développement des SAÉ d'Opération PAJE relativement aux mandats et aux politiques de **RECYC-QUÉBEC** afin qu'elles répondent simultanément au programme de formation de l'école québécoise et des besoins en matière d'amélioration de la gestion des matières résiduelles du milieu;
- 5.4.3 mettre à la disposition des enseignants l'expertise de **RECYC-QUÉBEC** en matière de gestion des matières résiduelles;
- 5.4.4 participer à la formation des enseignants afin qu'ils puissent agir en respectant les lois et règlements relatifs aux activités de gestion des matières résiduelles.

5.5 Le MRNF s'engage à :

- 5.5.1 attitrer une ressource humaine à la réalisation du projet pour un montant maximum de 3 000 \$ par année;
- 5.5.2 sous réserve de la disponibilité de plants d'arbres demandés à même le surplus du **MRNF**, fournir les plants d'arbres nécessaires à la réalisation des bandes riveraines

excluant l'entreposage et le transport en mai ou en juin pour une valeur approximative de 10 000 \$ par année;

- 5.5.3 sous réserve de la disponibilité des ressources, participer au développement des SAÉ d'Opération PAJE relatives aux mandats et politiques du **MRNF** afin qu'elles répondent simultanément au programme de formation de l'école québécoise et aux besoins environnementaux du milieu en :
- fournissant un soutien professionnel aux enseignants par la validation des protocoles liés aux situations d'apprentissage;
 - contribuant à la formation des enseignants sur le terrain ou en classe par l'implication de biologistes, de techniciens de la faune ou d'agents de protection de la faune;
 - donnant un soutien technique permettant la préparation de demandes de permis ou d'autorisations nécessaires aux travaux sur le terrain.

5.6 Le MAPAQ s'engage à :

- 5.6.1 contribuer, dans le cadre du programme Appui au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région, à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 20 000 \$ sur trois ans :
- un montant de 5 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.
- Le premier montant est versé à la **CRÉCQ** à la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, le montant sera versé suite à l'évaluation annuelle de l'entente par le comité de gestion.
- 5.6.2 sous réserve de la disponibilité des ressources, participer au développement des SAÉ d'Opération PAJE relatives aux mandats et politiques du **MAPAQ** afin qu'elles répondent simultanément au programme de formation de l'école québécoise et aux besoins environnementaux du milieu agricole en :
- mettant à la disposition des enseignants l'expertise du **MAPAQ** en matière de développement agricole;
 - participant à la formation des enseignants afin qu'ils puissent agir en respectant les lois et règlements relatifs au milieu agricole;
 - donnant un soutien technique permettant la préparation de demandes de permis ou d'autorisations nécessaires aux travaux sur le terrain.

5.7 La CRÉCQ s'engage à :

Fonds de développement régional (FDR)

- 5.7.1 contribuer à la mise en œuvre de l'entente en réservant des sommes provenant du Fonds de développement régional conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds jusqu'à concurrence d'une somme totale de 50 000 \$ répartie comme suit :
- un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 13 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 12 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.
- Le premier montant est réservé à la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, le montant sera réservé suite à l'évaluation annuelle de l'entente par le comité de gestion.
- 5.7.2 administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les plans d'action et les budgets afférents adoptés par le comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- 5.7.3 effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- 5.7.4 tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports financiers au comité de gestion;
- 5.7.5 fournir sur demande tous les comptes, tous les dossiers ou tous les documents de toute nature relatifs à l'entente, à toute personne autorisée par une des **PARTIES** à la présente entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre des copies;
- 5.7.6 déposer au comité de gestion de l'entente, et ce, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de chaque année, un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées par les autres **PARTIES**, permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 5.7.7 s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;

- 5.7.8 percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

FORUM et fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ)

- 5.7.9 sur recommandation du **FORUM** à la **CRÉCQ**, contribuer à la mise en œuvre de l'entente en réservant des sommes provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds jusqu'à concurrence d'une somme totale de 180 000 \$:
- un montant de 65 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 60 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 55 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.
- Le premier montant est réservé à la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, le montant sera réservé suite à l'évaluation annuelle de l'entente par le comité de gestion.
- 5.7.10 confier au **FORUM** la coordination et la présidence du comité de gestion de l'entente en collaboration avec les responsables des volets pédagogique et environnemental;
- 5.7.11 inviter le **FORUM** à favoriser la promotion de la démarche Opération PAJE et la diffusion d'information à l'aide d'outils multimédias.

5.8 Le CRÉCQ s'engage à :

- 5.8.1 coordonner le volet environnemental d'Opération PAJE;
- 5.8.2 attribuer à une ressource humaine la tâche de coordonner les activités avec les entreprises et les organismes en environnement dans le cadre d'Opération PAJE;
- 5.8.3 participer à l'élaboration des situations d'apprentissage et d'évaluation;
- 5.8.4 transmettre les données d'inventaire ou le rapport d'activité selon les exigences des partenaires financiers. Ces documents seront vérifiés au préalable par Opération PAJE afin d'uniformiser la transmission des informations;
- 5.8.5 favoriser la promotion de la démarche Opération PAJE et la diffusion d'information à l'aide d'outils multimédias.

5.9 La CSDC s'engage à :

Sous réserve des autorisations ou approbations requises en vertu de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) :

- 5.9.1 attribuer un montant de 5 000 \$ par année pour la formation des enseignants pendant trois ans;
- 5.9.2 coordonner le volet pédagogique d'Opération PAJE;
- 5.9.3 fournir un soutien scientifique, technique et pédagogique aux projets;
- 5.9.4 poursuivre l'appui au transfert de cette approche globale auprès des autres commissions scolaires;
- 5.9.5 participer à l'élaboration des situations d'apprentissage et d'évaluation;
- 5.9.6 attribuer à un enseignant ou un conseiller pédagogique la tâche de mettre en valeur et de coordonner les activités de sa commission scolaire dans le cadre d'Opération PAJE;
- 5.9.7 faciliter la mise en place d'Opération PAJE dans les écoles tant sur le plan pédagogique qu'au niveau des ressources;
- 5.9.8 explorer les stratégies pour pérenniser le financement à long terme de la démarche en proposant des moyens adaptés aux réalités des milieux;
- 5.9.9 favoriser la promotion de la démarche Opération PAJE et la diffusion d'information à l'aide d'outils multimédias;
- 5.9.10 mettre en valeur auprès des jeunes le patrimoine naturel et la biodiversité du Québec en agissant dans le milieu pour sa conservation;
- 5.9.11 transmettre le rapport d'activité selon les exigences des partenaires financiers. Ces documents seront vérifiés au préalable par Opération PAJE afin d'uniformiser la transmission des informations.

5.10 La CSBF s'engage à :

Sous réserve des autorisations ou approbations requises en vertu de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) :

- 5.10.1 attribuer un montant de 5 000 \$ par année pour la formation des enseignants pendant trois ans;
- 5.10.2 participer à l'élaboration des situations d'apprentissage et d'évaluation;
- 5.10.3 attribuer à un enseignant ou un conseiller pédagogique la tâche de mettre en valeur et de coordonner les activités de sa commission scolaire dans le cadre d'Opération PAJE;
- 5.10.4 faciliter la mise en place d'Opération PAJE dans les écoles tant sur le plan pédagogique qu'au niveau des ressources;

- 5.10.5 explorer les stratégies pour pérenniser le financement à long terme de la démarche en proposant des moyens adaptés aux réalités des milieux;
- 5.10.6 favoriser la promotion de la démarche Opération PAJE et la diffusion d'information à l'aide d'outils multimédias;
- 5.10.7 mettre en valeur auprès des jeunes le patrimoine naturel et la biodiversité du Québec en agissant dans le milieu pour sa conservation;
- 5.10.8 transmettre le rapport d'activité selon les exigences des partenaires financiers. Ces documents seront vérifiés au préalable par Opération PAJE afin d'uniformiser la transmission des informations.

5.11 La CSLR s'engage à :

Sous réserve des autorisations ou approbations requises en vertu de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) :

- 5.11.1 attribuer un montant de 5 000 \$ par année pour la formation des enseignants pendant trois ans;
- 5.11.2 participer à l'élaboration des situations d'apprentissage et d'évaluation;
- 5.11.3 attribuer à un enseignant ou un conseiller pédagogique la tâche de mettre en valeur et de coordonner les activités de sa commission scolaire dans le cadre d'Opération PAJE;
- 5.11.4 faciliter la mise en place d'Opération PAJE dans les écoles tant sur le plan pédagogique qu'au niveau des ressources;
- 5.11.5 explorer les stratégies pour pérenniser le financement à long terme de la démarche en proposant des moyens adaptés aux réalités des milieux;
- 5.11.6 favoriser la promotion de la démarche Opération PAJE et la diffusion d'information à l'aide d'outils multimédias;
- 5.11.7 mettre en valeur auprès des jeunes le patrimoine naturel et la biodiversité du Québec en agissant dans le milieu pour sa conservation;
- 5.11.8 transmettre le rapport d'activité selon les exigences des partenaires financiers. Ces documents seront vérifiés au préalable par Opération PAJE afin d'uniformiser la transmission des informations.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et **l'INTERVENANT** et prend fin le 31 mars 2012 ou à la date à laquelle son objet et ses obligations prévues ont été réalisés. Elle prend effet le 1^{er} avril 2009.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

PARTENAIRES FINANCIERS				
MELS	- \$	72 500 \$	72 500 \$	145 000 \$
MAPAQ	5 000 \$	7 500 \$	7 500 \$	20 000 \$
CRÉCQ (FDR)	25 000 \$	13 000 \$	12 000 \$	50 000 \$
CRÉCQ (FRIJ)	65 000 \$	60 000 \$	55 000 \$	180 000 \$
Recyc-Québec	- \$	7 500 \$	7 500 \$	15 000 \$
Commissions scolaires	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	45 000 \$
Autre financement	- \$	- \$	6 000 \$	6 000 \$
TOTAL	110 000 \$	175 500 \$	175 500 \$	461 000 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 87

Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2010-2011. Ventiler les montants. Prévisions pour 2011-2012.

En 2010-2011, le Ministère a versé les montants suivants :

- au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal : 15 580 927 \$
- à la Ville de Laval, pour le CLD de Laval : 2 103 017 \$

En 2011-2012, le Ministère prévoit verser :

- au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal : 15 580 927 \$
- à la Ville de Laval, pour le CLD de Laval : 2 103 017 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 88

Indiquer toutes mesures gouvernementales visant à remplacer les mesures spéciales concernant la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, notamment le Plan de relance de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Budget accordé à chaque mesure. Résultats obtenus.

Le discours sur le budget 2010-2011 prolonge le soutien à la stratégie de développement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et ajoute des crédits de 6 M\$ par année de 2010-2011 à 2012-2013 au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Le Fonds d'aide au développement des territoires de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (FADT) et le Fonds d'intervention stratégique régional (FISR) ne sont donc plus sous la responsabilité du MAMROT.

Étude des crédits 2011-20121
Demande de renseignements particuliers

Demande# 89

État de situation, copie d'études, de scénarios, d'analyses produits par le ministère en 2010-2011 concernant une éventuelle politique des redevances sur les ressources naturelles.

Il n'y a pas eu d'études, d'analyses ou de scénarios réalisés par le Ministère concernant un éventuel partage avec les municipalités des redevances sur les ressources naturelles perçues par le gouvernement.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #90

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Date	Lieux des rencontres	Personnes
20 mai 2010	Rencontre du Comité des partenaires portant sur la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité tenue à Québec dans les bureaux du MAMROT	<p>Ont participé à la rencontre :</p> <p>M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec M. Bernard Généreux, président, Fédération Québécoise des municipalités M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec</p> <p>M^{me} Ann Bourget, directrice générale, Fédération québécoise des municipalités M^{me} Suzy Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec M^{me} Agnès Dupriez, conseillère en recherche et politique, Fédération québécoise des municipalités M. Cherkaoui Ferdous, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec</p> <p>M. Charles Robert, attaché politique M. Marc Lacroix, sous-ministre M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires</p> <p>M. Yannick Routhier, directeur M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil</p> <p>M. Jacques Proulx, président du groupe de travail sur les communautés dévitalisées M^{me} Micheline Pelletier, coprésidente du groupe de travail sur la complémentarité rurale-urbaine M. Maurice Richard, coprésident du groupe de travail sur la complémentarité rurale-urbaine M. Guy Debailleul, président du groupe de travail sur la multifonctionnalité</p>

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #90

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Date	Lieux des rencontres	Personnes
7 juin 2010	Rencontre du Comité des partenaires portant sur la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité tenue à Montréal au Hilton Montréal Bonaventure.	<p>Ont participé à la rencontre :</p> <p>M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec M. Bernard Généreux, président, Fédération Québécoise des municipalités M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec</p> <p>M^{me} Ann Bourget, directrice générale, Fédération québécoise des municipalités M^{me} Agnès Dupriez, conseillère en recherche et politiques, Fédération québécoise des municipalités M^{me} Suzy Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec M^{me} Diane Fortin, conseillère aux politiques, Union des municipalités du Québec M. Cherkaoui Ferdous, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec</p> <p>M. Charles Robert, attaché politique M. Marc Lacroix, sous-ministre M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires</p> <p>M. Yannick Routhier, directeur M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil</p> <p>M. Normand Bourgault, président du groupe de travail sur la mise en marché des produits de spécialité : les emporiums du Québec M^{me} Jacqueline Dubé, présidente du groupe de travail sur les collectivités rurales branchées M. Gilles Potvin, président du groupe de travail sur le milieu rural comme producteur d'énergie</p>

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #90

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Date	Lieux des rencontres	Personnes
9 septembre 2010	Rencontre du Comité des partenaires portant sur la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité tenue à Maniwaki lors de la journée de la ruralité.	Ont participé à la rencontre : M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire M ^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec M. Bernard Généreux, président, Fédération québécoise des municipalités M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec M ^{me} Ann Bourget, directrice générale, Fédération québécoise des municipalités M ^{me} Agnès Dupriez, conseillère en recherche et politique, Fédération québécoise des municipalités M ^{me} Suzy Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec M ^{me} Diane Fortin, conseillère aux politiques, Union des municipalités du Québec M. Frédérick Dion, conseiller aux politiques, Union des municipalités du Québec M. Cherkaoui Ferdous, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec M ^{me} Nadine Caux, attachée politique M ^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires M ^{me} Danielle Leduc, directrice par intérim M ^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #90

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Date	Lieux des rencontres	Personnes
16 décembre 2010	Rencontre du Comité des partenaires portant sur la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité tenue à Québec dans les bureaux du MAMROT.	<p>Ont participé à la rencontre :</p> <p>M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</p> <p>M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec</p> <p>M. Bernard Généreux, président, Fédération québécoise des municipalités</p> <p>M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec</p> <p>M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec</p> <p>M^{me} Ann Bourget, directrice générale, Fédération québécoise des municipalités</p> <p>M^{me} Suzy Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec</p> <p>M. Cherkaoui Ferdous, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec</p> <p>M. Jean-François Labbé, attaché politique</p> <p>M. Marc Lacroix, sous-ministre</p> <p>M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires</p> <p>M^{me} Danielle Leduc, directrice par intérim</p> <p>M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil</p>
10 mars 2011	Une rencontre du Comité des partenaires est prévue pour le 10 mars 2011.	

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 90

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Comité des partenaires de la ruralité

Compte rendu de la rencontre

tenue à Québec le 20 mai 2010 de 11 h 30 à 13 h 30

ONT PARTICIPÉ À LA RENCONTRE :

Le Comité des partenaires de la ruralité

M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec
M. Bernard Généreux, président, Fédération Québécoise des municipalités
M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec
M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec

Le Comité technique des partenaires de la ruralité

M^{me} Ann Bourget, directrice générale, Fédération québécoise des municipalités
M^{me} Suzy Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec
M^{me} Agnès Dupriez, conseillère en recherche et politique, Fédération québécoise des municipalités
M. Cherkaoui Ferdous, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec

Les représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

M. Charles Robert, attaché politique
M. Marc Lacroix, sous-ministre
M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires

De la direction du développement rural

M. Yannick Routhier, directeur
M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil

ONT FAIT UNE PRÉSENTATION EN DEUXIÈME PARTIE DE LA RENCONTRE :

Des groupes de travail

M. Jacques Proulx, président du groupe de travail sur les communautés dévitalisées
M^{me} Micheline Pelletier, coprésidente du groupe de travail sur la complémentarité rurale-urbaine
M. Maurice Richard, coprésident du groupe de travail sur la complémentarité rurale-urbaine
M. Guy Debailleul, président du groupe de travail sur la multifonctionnalité

THÈMES ABORDÉS

Accueil des participants et mot de bienvenue du ministre

M. Lessard souhaite la bienvenue à l'ensemble des participants à la réunion.

Adoption de l'ordre du jour et des comptes rendus des rencontres du 19 février 2010 et du 1^{er} mars 2010

L'ordre du jour et les comptes rendus sont adoptés.

Point d'information du ministre : Prix hommage du ministre

Le prix Hommage 2010 sera remis au conteur Fred Pellerin et à la municipalité de Saint-Élie-de-Caxton. M. Pellerin ne pourra être présent en personne, mais un document audiovisuel sera préparé pour la circonstance. Une délégation de Saint-Élie sera présente lors de la Soirée des Grands Prix.

Le prix Hommage est décerné par le ministre à une personne ou à un organisme qui, au cours des dernières années, a fait preuve d'un engagement exceptionnel dans le développement des communautés rurales.

Points d'information du Comité technique des partenaires

- État de la préparation de la Journée de la ruralité et des Grands Prix

La signature du protocole d'entente pour la réalisation de la troisième édition des Grands Prix de la ruralité aura lieu le 21 mai, à Maniwaki.

La Journée et la Soirée des Grands Prix se tiennent sur invitation. Les lettres et les informations relatives aux modalités d'inscription seront expédiées au début de juin.

- Ajustement à la brochure du concours pour le choix de la MRC qui tiendra la Journée de la ruralité 2011

On convient que la brochure en soi est correcte, mais que les informations transmises au comité des partenaires sur les différentes candidatures devront être plus détaillées. Plutôt qu'une simple annotation A-B-C on fera état des points forts et des points faibles

Le lancement pour les candidatures se fera au début d'octobre 2010.

La réflexion est à poursuivre, afin de déterminer si la Soirée des Grands Prix devrait se tenir aux deux ans ou si on devrait mettre de l'avant une formule plus simple.

THÈMES ABORDÉS

- Démarche de réalisation des bilans de mi-parcours de la PNR2

Tôt à l'automne on aura les premiers résultats du bilan de mi-parcours de la Politique. Le sujet sera à l'ordre du jour de la rencontre du comité des partenaires, du début décembre 2010.

Un mécanisme de suivi et d'évaluation des pactes ruraux est développé par le Centre de recherche sur le développement territorial de l'Université du Québec.

Le comité technique des partenaires sera associé au suivi de la construction de l'indice (ou du guide) de vitalité des communautés rurales.

- Rapport de l'OCDE

Yannick Routhier dépose le document final de l'OCDE. Lors de la rencontre du Comité des partenaires de la ruralité, le 7 juin, il y aura présentation sommaire faite par un représentant de l'OCDE. Le document sera diffusé à compter du 7 juin. Le ministre demande à ce qu'un plan de communication soit conçu.

- Internet haute vitesse

Yannick Routhier dépose une carte géographique, en date du 20 mai, qui présente où les investissements fédéraux et provinciaux ont été consentis. Même si aucune enveloppe n'est dédiée au Québec par le fédéral, le Québec a bénéficié, à ce jour, de 50% des investissements consentis par le gouvernement fédéral.

Rencontre de trois présidents de groupes de travail

- M. Jacques Proulx (communautés dévitalisées)

M. Proulx dépose le rapport final de son Groupe de travail. Il est intitulé : « *Des communautés à revitaliser* ».

D'ici juin, le groupe de travail tiendra un forum avec les municipalités dévitalisées.

Le rapport final comporte douze recommandations :

1. Procéder plus fréquemment à la compilation de l'indice de développement
2. Soutenir les démarches de diagnostic et de connaissance des milieux
3. Soutenir logistiquement et humainement les initiatives et projets de revitalisation
4. Offrir aux élus une formation spéciale en matière de développement
5. Améliorer la diffusion de l'information sur les ressources disponibles
6. Reconduire et bonifier les mesures novatrices de développement local

THÈMES ABORDÉS

7. Renforcer le rôle des instances locales et territoriales
8. Mettre en place une équipe d'experts pour soutenir les milieux
9. Appliquer la clause modulatoire aux politiques et programmes gouvernementaux
10. Renforcer les mesures favorisant la migration et l'immigration vers les communautés rurales
11. Concevoir des outils de valorisation des milieux
12. Remettre une part des redevances aux communautés locales et assurer la participation de celles-ci aux mécanismes de contrôle de l'exploitation des ressources naturelles

- M. Maurice Richard et Mme Micheline Pelletier (complémentarité rurale-urbaine)

Le groupe de travail devrait déposer son rapport final à la fin de septembre 2010.

Les coprésidents font état de quelques-unes de leurs observations :

- Il n'existe aucune politique connue de complémentarité rurale-urbaine.
- Au Québec, la ruralité est désormais très urbanisée. Les territoires sont très différents et se compétitionnent entre eux.
- La modulation est très importante, mais elle doit rester volontaire.
- Les coprésidents soulignent l'absence de projets de société au Québec et le manque de solidarité.

- M. Guy Debailleul (multifonctionnalité)

Le Groupe de travail devrait déposer son rapport final en décembre 2010. Le Groupe a consulté des experts et a confié deux mandats de travail dont la réception est prévue en juin : un sur les paysages, l'autre sur la forêt.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 90

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Comité des partenaires de la ruralité

Compte rendu de la rencontre

tenue à Montréal le 7 juin 2010 de 8 h 45 à 12 h 30

ONT PARTICIPÉ À LA RENCONTRE :

Le Comité des partenaires de la ruralité

M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec
M. Bernard Généreux, président, Fédération Québécoise des municipalités
M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec
M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec

Le Comité technique des partenaires de la ruralité

M^{me} Ann Bourget, directrice générale, Fédération québécoise des municipalités
M^{me} Agnès Dupriez, conseillère en recherche et politiques, Fédération québécoise des municipalités
M^{me} Suzy Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec
M^{me} Diane Fortin, conseillère aux politiques, Union des municipalités du Québec
M. Cherkaoui Ferdous, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec

Les représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

M. Charles Robert, attaché politique
M. Marc Lacroix, sous-ministre
M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires

De la direction du développement rural

M. Yannick Routhier, directeur
M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil

ONT FAIT UNE PRÉSENTATION EN DEUXIÈME PARTIE DE LA RENCONTRE :

Des groupes de travail

M. Normand Bourgault, président du groupe de travail sur la mise en marché des produits de spécialité : les emporiums du Québec
M^{me} Jacqueline Dubé, présidente du groupe de travail sur les collectivités rurales branchées
M. Gilles Potvin, président du groupe de travail sur le milieu rural comme producteur d'énergie

THÈMES ABORDÉS

Accueil des participants et mot de bienvenue du ministre

M. Lessard présente ses salutations et souhaite la bienvenue aux participants à la réunion. En prévision de la rencontre avec les représentants de l'OCDE, le comité discute des suites à donner à l'*Examen de l'OCDE des politiques rurales*. Les recommandations qui en émanent touchent d'autres ministères, aussi elles seront discutées à la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT).

Par ailleurs, il est convenu que le comité technique des partenaires aura pour mandat de dégager les orientations porteuses. Le ministre réagira par lettre au rapport et joindra à cet envoi les commentaires des partenaires.

Sélection des finalistes et lauréats pour les Grands Prix de la ruralité : rapport du Comité technique

M. Routhier présente les recommandations du Comité technique qui s'est réuni le 2 juin pour sélectionner les finalistes et procéder au choix des lauréats dans chaque catégorie des Grands Prix.

Pour le *prix Mobilisation* décerné par la FQM, à une MRC ou à un organisme mandaté par elle, pour souligner une démarche exceptionnelle en mobilisation :

- ✓ Le Lauréat proposé est la MRC d'Arthabaska, qui s'est démarquée par sa démarche de mobilisation très large et très innovante.
- ✓ Les deux autres finalistes sont la MRC de Pontiac, ainsi que la MRC de La Matapédia et la Corporation de gestion du Parc régional de Val d'Irène.

Trois candidatures nous ont été soumises dans cette catégorie.

Pour le *prix Excellence-Innovation* décerné par l'UMQ, au promoteur d'une réalisation innovante :

- ✓ Le lauréat proposé est la MRC de Joliette pour le projet Vieillir en demeurant dans sa communauté rurale. IL s'agit d'une démarche innovante en matière d'occupation du territoire.
- ✓ Les deux autres finalistes sont la Polyvalente Louis-Saint-Laurent pour le projet Cité-École : au cœur de sa communauté, ainsi que le Service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers (SEREX) pour le projet Pôle d'excellence en matière de biomasse forestière.

Six candidatures nous ont été soumises dans cette catégorie.

THÈMES ABORDÉS

Pour le *prix Organisme rural* décerné par SRQ, à un organisme à but non lucratif pour son leadership :

- ✓ Le lauréat proposé est le Regroupement littéraire jeunesse Saint-Ours. Ce projet à caractère culturel très mobilisateur représente une belle démarche d'organisation soutenue par des passionnés.
- ✓ Les deux autres finalistes sont le Comité Multi-Organismes de Rivière-Héva ainsi que le Carrefour familial de Chute-aux-Outardes.

Sept candidatures nous ont été soumises dans cette catégorie

Pour le *prix Agent rural* décerné par l'ACLDQ, à un agent rural pour son activité d'animation et d'accompagnement

- ✓ La lauréate proposée est M^{me} Nancy Bérubé, agente rural de la MRC La Matapédia. M^{me} Bérubé a contribué significativement à la mobilisation des communautés et est devenue une source d'inspiration pour les partenaires locaux et régionaux.
- ✓ Les deux autres finalistes sont M^{me} Sylvie Germain de la MRC de Charlevoix et M^{me} Céline Beauregard de la MRC Antoine-Labelle.

Cinq candidatures nous ont été soumises dans cette catégorie.

Le Comité des partenaires entérine le choix des finalistes et des lauréats.

Rencontre des trois présidents de groupes de travail

- ✓ M. Normand Bourgault (produits de spécialité)

Le rapport final de ce groupe de travail portera sur :

- Ce qu'est un artisan;
- Comment organiser l'artisanat;
- La vente directe aux consommateurs;
- La mise en marché en réseaux courts ainsi que sur les réseaux longs;
- Les appellations d'origine contrôlée (AOC);

Dans le cadre de ses travaux, le Groupe s'est aussi penché sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, plus précisément sur les marchés Internet, les marchés de solidarité et sur ce qui a trait aux vins et spiritueux. Le Groupe s'interroge également sur la pertinence d'une accréditation « emporium ».

THÈMES ABORDÉS

Le rapport final du Groupe de travail devrait être déposé en janvier 2011

✓ M^{me} Jacqueline Dubé (communautés branchées)

La nouvelle présidente du Groupe de travail rappelle que les travaux du comité ont été interrompus pendant huit mois et que, conséquemment, le Groupe devra peut-être reporter d'autant de mois le dépôt de son rapport.

Le Groupe va concentrer ses efforts davantage sur Internet que sur la téléphonie. Il est difficile d'avoir de l'information sur la téléphonie mobile, étant donné que les entreprises privées de ce secteur ne dévoilent pas leurs données.

Le Groupe va se pencher sur ce qu'un plan numérique apporte, notamment en ce qui touche les services de santé, les possibilités de documentation, le maintien des écoles dans les communautés, la distribution de produits. Leurs travaux vont se faire en collaboration avec les MRC de Bellechasse, du Haut-Saint-François, et Témiscamingue.

✓ M. Gilles Potvin (énergie)

La président du Groupe de travail sur le milieu rural comme producteur d'énergie, précise que les travaux du Groupe visent à proposer des solutions concrètes et détaillées afin de favoriser un modèle de prise en charge du développement énergétique par les communautés rurales.

Le Groupe a développé et rendu disponible sur le site Internet du MAMROT des fiches-synthèses sur les technologies et les filières énergétiques. Il est à finaliser un outil informatisé d'aide à la prise de décision, qui permettra de rendre tangible les idées d'économies d'énergie, de production, de remplacement et d'autosuffisance énergétique locale. Enfin, il complètera au cours de l'été l'identification des potentiels énergétiques de scieries pour les communautés disposant de ces infrastructures.

D'ici au dépôt de son rapport final, prévu pour le 31 mars 2011, le Groupe se penchera notamment sur de nouvelles façons d'avoir accès à la ressource forestière publique et privée et sur les meilleures pratiques en matière de financement et d'accès à l'expertise pour le développement des énergies renouvelables en ruralité.

Présentation de l'Examen de l'OCDE et échanges avec MM. Raffaele Trapasso, un des rédacteurs coordonnateurs et David Freshwater, responsable du Programme de développement rural de l'OCDE.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 90

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer la date et les lieux des rencontres en 2010-2011, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Comité des partenaires de la ruralité

Compte rendu de la rencontre

tenue à Maniwaki le 9 septembre 2010 de 15 h 25 à 15 h 55

ONT PARTICIPÉ À LA RENCONTRE :

Le Comité des partenaires de la ruralité

M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec
M. Bernard Généreux, président, Fédération québécoise des municipalités
M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec
M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec

Le Comité technique des partenaires de la ruralité

M^{me} Ann Bourget, directrice générale, Fédération québécoise des municipalités
M^{me} Agnès Dupriez, conseillère en recherche et politique, Fédération québécoise des municipalités
M^{me} Suzy Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec
M^{me} Diane Fortin, conseillère aux politiques, Union des municipalités du Québec
M. Frédérick Dion, conseiller aux politiques, Union des municipalités du Québec
M. Cherkaoui Ferdous, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec

Les représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

M^{me} Nadine Caux, attachée politique
M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires

De la direction du développement rural

M^{me} Danielle Leduc, directrice par intérim
M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil

THÈMES ABORDÉS	
1. Adoption de l'ordre du jour L'ordre du jour est adopté.	
2. Adoption des comptes rendus des rencontres du 20 mai et du 7 juin 2010 Les comptes rendus sont adoptés.	
3. Tour de table portant sur le déroulement de la Journée de la ruralité M. Lessard soulève la question de la pertinence de sélectionner d'autres projets de laboratoires parmi ceux qui n'ont pas été retenus. M. Lessard songe à tenir la remise des Grands Prix aux deux ans, mais à maintenir la Journée à la même date, annuellement. La Journée pourrait éventuellement porter sur l'occupation des territoires. En ce qui a trait à la pérennité des laboratoires, on convient qu'il faudra en rediscuter. La diffusion et la promotion de l'information relative aux laboratoires demeurent une préoccupation importante. En effet, la Journée a permis de constater que beaucoup d'information pourrait être diffusée sur les travaux qui ont cours.	

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #91

Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le MAMROT est signataire pour 2010-2011, préciser pour chaque entente :a) les montants engagés; b) le nom des partenaires signataires.

Les copies des ententes signées en 2010-2011 sont jointes en annexe.

- a) Montants engagés : voir la réponse la question # 86.
- b) Nom des partenaires signataires : voir la réponse à la question # 86.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE EN ÉCONOMIE SOCIALE
POUR LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT
2010 - 2015**

ENTRE

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUES DU BAS-SAINT-LAURENT, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 186, rue Lavoie, Rimouski (Québec) G5L 5Z1, représentée par monsieur Michel Lagacé, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 12 février 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MATAPÉDIA, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 123, rue Desbiens, bureau 402, Amqui (Québec) G5J 3P9, représenté par monsieur René Michaud, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 7 avril 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD de La Matapédia** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE TÉMISCOUATA, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 3-A, rue de l'Hôtel-de-Ville, Notre-Dame-du-Lac (Québec) G0L 1X0, représenté par monsieur Michel Samson, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 10 mars 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD de la MRC de Témiscouata** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DES BASQUES, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 400-1, rue Jean-Rioux, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0, représenté par monsieur André Riou, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 12 octobre 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD des Basques** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE RIVIÈRE-DU-LOUP, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 646, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3C8, représenté par madame Jenny Pouliot, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 11 mars 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD de la région de Rivière-du-Loup** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DU KAMOURASKA, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 161, route 230 ouest bureau 620, La Pocatière (Québec) G0R 1Z0, représenté par monsieur Robert Bérubé, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 31 mars 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD du Kamouraska** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MITIS, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 300, avenue du Sanatorium, Mont-Joli (Québec) G5H 1V7, représenté par monsieur Jean-Marie Thibeault, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 27 avril 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD de La Mitis** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MATANE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 235, avenue St-Jérôme, bureau 300, Matane (Québec) G4W 3A7, représenté par monsieur Pierre Thibodeau, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 13 avril 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD de la MRC de Matane** »

ET

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE RIMOUSKI-NEIGETTE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 23, rue de l'Évêché Ouest, bureau 100, Rimouski (Québec) G5L 4H4, représenté par monsieur Martin Sirois, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 31 mars 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CLD de Rimouski-Neigette** »

ET

LA FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC, VICE-PRÉSIDENCE RÉGIONALE BAS-SAINT-LAURENT, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., c. C-67.3), ayant son siège au 681, boul. Saint-Germain Ouest, Rimouski (Québec) G5L 3S6, représentée par monsieur Michel Roussy, vice-président, dûment autorisé, tel qu'il le déclare;

ci-après désignée la « **FCDQ** »

ci-après désignées « **les PARTIES** »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES

LA COMMISSION JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT, comité aviseur de la CRÉ, ayant son siège au 186, rue Lavoie, Rimouski (Québec) G5L 5Z1, représentée par monsieur Benoît Collette, président;

ci-après désignée la « **Commission jeunesse** »

ET

LE PÔLE RÉGIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DU BAS-SAINT-LAURENT,
comité aviseur de la **CRÉ**, ayant son siège au 186, rue Lavoie, Rimouski (Québec)
G5L 5Z1, représenté par madame Suzanne Verreault, porte-parole;

ci-après désigné le « **Pôle régional de l'économie sociale** »

ET

LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT,
madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec;

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en tant que responsable de la coordination des interventions gouvernementales en matière d'économie sociale, le ministère des Affaires municipales et des Régions rendait public, le 2 novembre 2008, le *Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif*;

ATTENDU QUE ce plan vise à optimiser l'impact de ce secteur d'activité économique où se retrouvent des coopératives et des organismes à but non lucratif (OBNL) et qu'il vise à donner à ces acteurs du milieu des moyens concrets et adaptés à leur réalité afin d'accroître le dynamisme des régions et de répondre aux besoins des communautés qui y vivent, et ce, dans une perspective de développement durable;

ATTENDU QU'une enveloppe totale de 5,25 millions de dollars sera consacrée aux ententes spécifiques;

ATTENDU QUE le **MAMROT** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement du Québec et qu'en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, il a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

ATTENDU QUE la **CRÉ** est une instance de concertation et de planification, composée à la base d'élus municipaux qui s'adjoignent des représentants des divers secteurs socio-économiques et qui a pour mission de promouvoir et de soutenir le développement économique, social et culturel de la grande région administrative du Bas-Saint-Laurent par la concertation entre les divers leaders politiques, économiques et sociaux du territoire;

ATTENDU QUE la **CRÉ** est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocutrice privilégiée du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères, les organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel et qu'elle a le mandat de produire un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement;

ATTENDU QUE les projets et ententes soutenus par le *Fonds de développement régional* (FDR) doivent contribuer à la réalisation du *Plan de développement 2007-2012 de la région du Bas-Saint-Laurent* et que la **CRÉ** choisit les projets financés par le FDR;

ATTENDU QUE la **CRÉ** a identifié comme défis, dans le *Plan de développement 2007-2012 de la région du Bas-Saint-Laurent*, d'augmenter la cohérence des interventions des différents partenaires de l'économie sociale et d'améliorer l'efficacité et l'efficience des entreprises de ce secteur;

ATTENDU QUE la **CRÉ** a également identifié, dans le *Plan de développement 2007-2012 de la région du Bas-Saint-Laurent*, le besoin de renforcer le **Pôle régional de l'économie sociale** dans son mandat de promotion, de représentation sur le plan régional, de concertation des divers acteurs régionaux et locaux de l'économie sociale, d'identification de nouvelles pistes de développement en économie sociale et de mise en réseau de ce secteur pour favoriser les échanges d'expertises et les échanges commerciaux;

ATTENDU QUE les **CLD** offrent des services de première ligne d'accompagnement ou de soutien technique ou financier auprès des entrepreneurs potentiels ou déjà en activité, individuels ou collectifs (incluant les entreprises d'économie sociale) quel que soit leur âge ou le stade de développement de l'entreprise;

ATTENDU QUE les **CLD** emploient des agents d'économie sociale, lesquels se réunissent de façon régulière, depuis une dizaine d'années et ont constitué le *Réseau des agents d'économie sociale des CLD du Bas-Saint-Laurent* dont le rôle est d'assurer la cohérence des interventions des **CLD** en matière d'économie sociale et que ce réseau constitue un partenaire de l'économie sociale;

ATTENDU QUE le Réseau des agents d'économie sociale des CLD du Bas-Saint-Laurent siège au Pôle régional de l'économie sociale;

ATTENDU QUE la FCDQ s'assure que soient offerts, par l'entremise des Caisses populaires Desjardins présentes sur tout le territoire bas-laurentien, des services financiers complets et que, par son action, elle contribue au développement économique et social de la communauté;

ATTENDU QUE la Commission jeunesse est une instance de concertation et de mobilisation favorisant une pleine participation des jeunes au développement local et régional et qu'elle est un comité aviseur de la CRÉ;

ATTENDU QUE le Chantier de l'économie sociale a pour mission de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socioéconomique du Québec, de favoriser et soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie sociale québécoise, pour répondre à des besoins et créer des emplois durables et qu'il a également pour mission de favoriser la concertation des divers acteurs de l'économie sociale;

ATTENDU QUE le Chantier de l'économie sociale considère les Pôles régionaux d'économie sociale comme des partenaires privilégiés dans l'accomplissement de sa mission et que des ententes ont été signées entre le Chantier de l'économie sociale et les pôles régionaux d'économie sociale;

ATTENDU QUE le Pôle régional de l'économie sociale a été mis en place au Bas-Saint-Laurent en 2005, en vue de promouvoir l'économie sociale, de favoriser la concertation et le partenariat entre les intervenants et d'harmoniser les interventions afin d'en maximiser les effets et qu'une entente entre le Chantier de l'économie sociale et le pôle a été conclue afin de définir les liens entre les deux entités. Par cette entente, le Chantier de l'économie sociale s'engage à diffuser l'information, le matériel et les outils pertinents à la promotion, à la formation et au développement de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent et à le soutenir dans ses travaux et démarches.

ATTENDU QUE le Pôle régional de l'économie sociale regroupe des représentants d'entreprises d'économie sociale issus de chacune des huit (8) MRC du Bas-Saint-Laurent, lesquels sont désignés par les membres des tables locales en économie sociale et qu'il regroupe également des partenaires associés au développement de l'économie sociale sur le territoire du Bas-Saint-Laurent et que les membres du pôle déterminent entre eux leurs priorités;

ATTENDU QUE le Pôle régional de l'économie sociale s'engage à diffuser l'information à l'ensemble des acteurs du Bas-Saint-Laurent et à informer le Chantier de l'économie sociale des développements dans sa région;

ATTENDU QUE le Pôle régional de l'économie sociale est un comité aviseur de la CRÉ;

ATTENDU QUE la CRÉ a reconnu le Pôle régional de l'économie sociale et qu'elle est l'organisme responsable de cette organisation;

ATTENDU l'importance de travailler ensemble pour consolider ce secteur;

En conséquence, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

DÉFINITION

L'économie sociale

Les entreprises d'économie sociale sont constituées en organismes à but non lucratif ou en coopératives. Elles reconnaissent explicitement la dimension sociale de l'économie, comme en témoignent leurs principes et leurs règles de fonctionnement.

Le concept d'économie sociale combine deux termes :

« **Économie** » renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective.

« **Sociale** » réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Globalement, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants :

- l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;
- elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES**, à l'égard de la réalisation d'un plan d'action, visant le développement de l'économie sociale et son renforcement dans la région du Bas-Saint-Laurent, par la mise en commun de ressources humaines, financières et matérielles, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. L'entente permettra la mise en œuvre, au Bas-Saint-Laurent, de certaines actions stratégiques du *Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif* du gouvernement du Québec qui sont en lien étroit avec les orientations retenues dans le *Plan de développement 2007-2012 de la région du Bas-Saint-Laurent*.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Cette entente vise à :

- Promouvoir le secteur de l'économie sociale en :
 - suivant l'évolution du secteur de l'économie sociale en mettant en lumière la contribution des entreprises au développement social et économique des communautés;
 - favorisant la création de liens d'affaires;
 - faisant connaître la valeur ajoutée de l'économie sociale auprès de la population et notamment auprès des jeunes et des partenaires de l'économie sociale;

- Favoriser la concertation et le partenariat entre les entreprises et les intervenants locaux et régionaux en économie sociale en :
 - poursuivant la coordination des travaux du Pôle régional en économie sociale;
 - organisant des activités d'échanges à l'intention des entreprises d'économie sociale et en favorisant le réseautage;
 - développant et diffusant des outils d'échanges d'information;
- Soutenir la consolidation, l'expérimentation et le développement des nouveaux créneaux et projets en :
 - diffusant l'information stratégique de nature locale, régionale ou provinciale aux entreprises et partenaires, dont les travaux de recherche;
 - soutenant financièrement les projets qui seront jugés prioritaires et conformes à la politique d'investissement;
 - faisant émerger des projets innovateurs;
- Développer les compétences des administrateurs, des gestionnaires et du personnel des entreprises d'économie sociale en :
 - identifiant les besoins et veillant à ce que soient offertes des formations adaptées;
 - diffusant de l'information sur les activités susceptibles de favoriser le développement des compétences;
 - réalisant des activités visant l'appropriation des principes de gestion démocratique au sein des entreprises d'économie sociale;
- Promouvoir la place des jeunes au sein des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale en :
 - augmentant le nombre de jeunes oeuvrant au sein des entreprises d'économie sociale à titre de membres du personnel ou du conseil d'administration.

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements généraux

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- faire connaître et diffuser cette entente;
- participer à la réalisation de ses objectifs;
- produire et mettre en œuvre un plan d'action quinquennal;
- promouvoir l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

4.1 Le MAMROT s'engage à :

4.1.1 Verser à la **CRÉ**, à partir du *Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale (FSRREÉS)*, une somme de 250 000 \$ répartie sur cinq années financières gouvernementales, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits et dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, de la façon suivante :

- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MAMROT** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées à la suite du dépôt des rapports d'activités et financiers de chacune des années financières ainsi que du plan d'action actualisé et d'un budget pour l'année suivante.

Pour la cinquième et dernière année de l'entente, 90 % des sommes, soit 45 000 \$, seront versés à la suite du dépôt au comité de gestion de suivi et d'évaluation, des rapports d'activités et financiers de la quatrième année ainsi que du plan d'action actualisé et d'un budget pour la cinquième année. La dernière tranche de 5 000 \$ sera versée suite à l'approbation du bilan final de l'entente.

4.1.2 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

4.1.3 Être dépositaire de l'entente;

4.1.4 Prendre part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente et y déléguer un représentant;

4.1.5 Prendre part aux travaux du **Pôle régional de l'économie sociale**.

4.2 La CRÉ s'engage à :

4.2.1 Verser, à même le FDR, un montant de 35 000 \$ par année, pendant cinq (5) ans, afin de réaliser les objectifs de la présente entente.

Cette somme inclut les salaires et autres frais nécessaires pour permettre aux personnes ressources, qui seront mandatées par la CRÉ, de réaliser les travaux liés à ladite entente;

4.2.2 Assurer la concertation entre les divers intervenants relativement à la mise en œuvre et au suivi de cette entente;

4.2.3 Coordonner les travaux du comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente et lui faire part de toute contrainte au bon déroulement de la mise en œuvre de cette entente et lui proposer, le cas échéant, des pistes de solutions et approuver les projets soumis par ledit comité;

4.2.4 Coordonner les travaux du comité d'analyse des projets soumis afin de s'assurer de l'utilisation maximale des programmes sous sa responsabilité;

4.2.5 Poursuivre la coordination des travaux du **Pôle régional de l'économie sociale** et du *Réseau des agents d'économie sociale des CLD du Bas-Saint-Laurent*;

4.2.6 Verser, afin de soutenir financièrement les entreprises d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent, un montant de 20 000 \$ par année, pendant cinq (5) ans, à même le *Fonds régional d'investissement jeunesse* (FRIJ) (voir annexe 1), lequel est géré par son comité aviseur, la **Commission jeunesse**;

4.2.7 Veiller à ce qu'un représentant de la **Commission jeunesse** prenne part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et collabore, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;

4.2.8 Veiller à ce qu'un représentant du **Pôle régional de l'économie sociale** prenne part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;

4.2.9 Gérer les sommes allouées par les **PARTIES** conformément aux normes et modalités du FDR (voir annexe 2) et du FSRREÉS (annexe 3) et tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion, de suivi et d'évaluation.

4.3 Les huit (8) CLD s'engagent à :

- 4.3.1 Verser un montant de 3 000 \$ par année par CLD;
- 4.3.2 Désigner pour les huit (8) CLD, un représentant qui prendra part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et, au besoin, désigner un représentant à toute autre activité découlant de ladite entente;
- 4.3.3 Poursuivre leur implication au sein du **Pôle régional de l'économie sociale** et du *Réseau des agents d'économie sociale des CLD du Bas-Saint-Laurent*;
- 4.3.4 Confirmer, en mars 2012, sa participation et sa contribution financière annuelle pour les trois années subséquentes, soit 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, par résolution à la coordination du comité de gestion, suivi et évaluation. Suite à l'acceptation de cette résolution, cette dernière est considérée comme partie intégrante de l'entente et en l'absence de cette confirmation l'entente prend fin pour les CLD.

4.4 La FCDQ s'engage à :

- 4.4.1 Prendre part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et au comité d'analyse des projets et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente et y déléguer un représentant.

5. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

6. TABLEAU DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
CRÉ	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	175 000 \$
CLD de La Matapédia	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de la MRC de Témiscouata	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD des Basques	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de la région de Rivière-du-Loup	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD du Kamouraska	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de La Mitis	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de la MRC de Matane	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
CLD de Rimouski-Neigette	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	3 000 \$ (à déterminer selon l'article 4.3.4)	15 000 \$
Commission jeunesse	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
Total	129 000 \$	129 000 \$	129 000 \$	129 000 \$	129 000 \$	645 000 \$

7. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de cette entente est la région administrative du Bas-Saint-Laurent.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

Cette entente entre en vigueur au moment de sa signature et est d'une durée de cinq (5) ans.

9. COMITÉ DE GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION

La gestion, le suivi et l'évaluation de l'entente seront réalisés lors des rencontres périodiques d'un comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente. Ce dernier sera composé d'un représentant du **MAMROT**, de la **CRÉ**, d'un des huit (8) **CLD**, de la **FCDQ**, de la **Commission jeunesse** et du **Pôle régional de l'économie sociale**. Dans le cas de la **Commission jeunesse** et du **Pôle régional de l'économie sociale**, ce sont les participants à la **Commission jeunesse** et au **Pôle régional de l'économie sociale**, qui désignent leur représentant respectif. Ce comité aura pour mandat de faire des recommandations à la **CRÉ** quant au plan d'action et aux actions prioritaires à effectuer. Il devra veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables et à en assurer le suivi financier et administratif. Il vérifiera chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il s'assurera de l'adoption d'un plan d'action, dans les 90 jours suivant la signature de l'entente, et établira un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte des objectifs. Des mécanismes permettant de mesurer la participation des jeunes et des femmes au sein des entreprises d'économie sociale seront aussi mis en place. Ledit comité se réunira au minimum une fois par année.

10. COMITÉ D'ANALYSE DES PROJETS

La **CRÉ** mettra en place un comité d'analyse des projets, composé d'un représentant du **MAMROT**, de la **CRÉ**, d'un des huit (8) **CLD**, de la **FCDQ** et de la **Commission jeunesse**. Ce comité analysera les projets à prioriser conformément à la politique d'investissement et fera des recommandations à la **CRÉ**.

11. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente. Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura trente (30) jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi, l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courriel, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

MAMROT

Monsieur Gilles Julien, directeur régional
337, rue Moreault, 2^e étage
Rimouski (Québec) G5L 1P4

CRÉ

Monsieur Gérald Beaudry, directeur général
186, rue Lavoie
Rimouski (Québec) G5L 5Z1

CLD de La Matapédia

Monsieur Sébastien Jean, directeur général
123, rue Desbiens, bureau 402
Amqui (Québec) G5J 3P9

CLD de la MRC de Témiscouata

Monsieur Yves Lebel, directeur général
3-A, rue de l'Hôtel-de-Ville
Notre-Dame-du-Lac (Québec) G0L 1X0

CLD des Basques

Madame Marcelle Bouchard-D'Amours, directrice générale
400-1, rue Jean-Rioux
Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0

CLD de la région de Rivière-du-Loup

Madame Marie-Josée Huot, directrice générale
646, rue Lafontaine
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3C8

CLD de Kamouraska

Monsieur Sylvain Thibouthot, directeur général
900, 6e Avenue, bureau 1
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0

CLD de la Mitis

Madame Annick Marquis, directrice générale
300, avenue du Sanatorium
Mont-Joli (Québec) G5H 1V7

CLD de la MRC de Matane

Madame Hélène Gagné, directrice générale
235, avenue St-Jérôme, bureau 300
Matane (Québec) G4W 3A7

CLD de Rimouski-Neigette

Monsieur Serge Ouellet, directeur général
23, rue de l'Évêché Ouest, bureau 100
Rimouski (Québec) G5L 4H4

FCDQ

Monsieur Michel Roussy, vice-président
681, boul. Saint-Germain Ouest
Rimouski (Québec) G5L 3S6

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

15. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

16. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec les intervenants, les détails importants de la présente entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et les intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de la présente entente et le territoire d'application;
- le budget total de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à la présente entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant la présente entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de la présente entente.

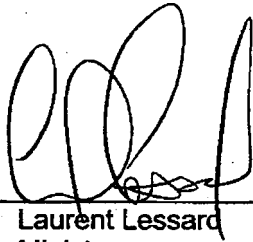
À cet égard, les **PARTIES** et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix (10) jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

18. SIGNATURES

Les **PARTIES** et intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

**MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION
DU TERRITOIRE**



Laurent Lessard
Ministre

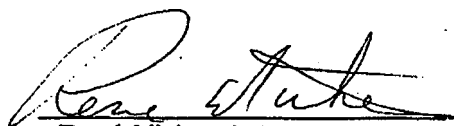
14/12/10
Date

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUES DU BAS-SAINT-LAURENT


Michel Lagacé
Président

20/01/2011
Date


CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MATAPÉDIA



René Michaud
Président


21 janvier 2011
Date

**CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE TÉMISCOUATA**


Michel Samson
Président

18-01-1
Date

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DES BASQUES


André Riou
Président

18/01/2011
Date

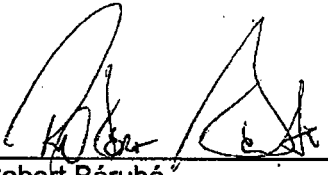
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE RIVIÈRE-DU-LOUP



Jenny Pouliot
Présidente

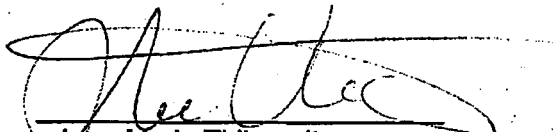
18 01 2011
Date

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DU KAMOURASKA


Robert Bérubé
Président


Date

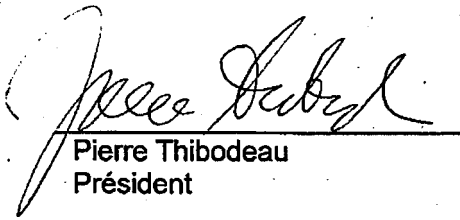
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MITIS

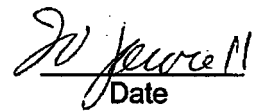


Jean-Marie Thibeault
Président

25-01-2011
Date

**CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MATANE**


Pierre Thibodeau
Président


Date

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE RIMOUSKI-NEIGETTE


Martin Sirois
Président

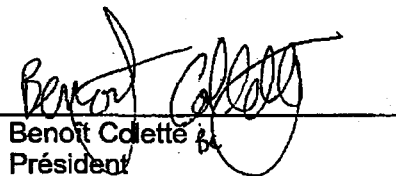
18/01/2011
Date

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC, VICE-PRÉSIDENCE
RÉGIONALE BAS-SAINT-LAURENT

Michel Roussy
Michel Roussy
Vice-président

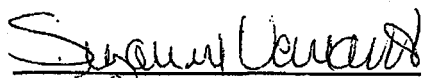
17/01/2011
Date

COMMISSION JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT


Benoît Colette
Président

21-01-11
Date

PÔLE RÉGIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DU BAS-SAINT-LAURENT

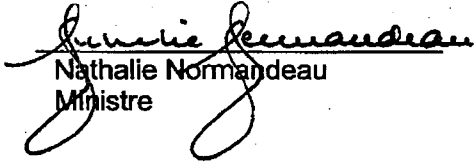


Suzanne Verreault
Porte-parole

20/01/20

Date

MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION BAS-SAINT-LAURENT


Nathalie Normandeau
Ministre

2011-01-11
Date

ANNEXE 1

Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ)

Cadre normatif

1. Cadre général d'application

Le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) est affecté au financement de projets locaux et régionaux et/ou d'actions jeunesse structurantes qui s'inscrivent principalement et majoritairement dans les défis de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 et du plan quinquennal de développement de la région concernée. Les défis de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 sont les suivants :

- le Défi de l'éducation et de l'emploi;
- le Défi de l'entrepreneuriat;
- le Défi de la santé;
- le Défi des régions;
- le Défi de la diversité;
- le Défi de l'environnement.

Le FRIJ soutient prioritairement des projets soumis « par » et « pour » les jeunes. Les sommes versées seront réparties sur l'ensemble du territoire de la région concernée. Ainsi, un partage équitable entre les milieux rural et urbain sera assuré. L'engagement du FRIJ est la responsabilité de l'Organisme.

2. Comité d'analyse et de recommandation

Un comité d'analyse et de recommandation des projets locaux et régionaux, constitué par le Forum, est formé notamment de représentants jeunesse issus de différents secteurs d'activité représentatifs de la région, soit les milieux communautaire, coopératif, étudiant, environnemental, d'association de travailleurs et de l'employabilité. Dans le cas où le secteur visé ne serait pas en mesure d'être comblé, le siège en question demeurerait vacant.

3. Clientèle visée

Le FRIJ s'adresse exclusivement à des jeunes vivant au Québec âgés de 35 ans et moins.

4. Organismes admissibles

L'un ou l'autre de ces organismes est admissible selon les priorités établies par le Forum jeunesse régional :

- tout organisme qui parraine bénévolement un jeune qui veut réaliser un projet local ou régional;
- tout organisme à but non lucratif;
- toute municipalité, municipalité régionale de comté, communauté urbaine ou conseil de bande qui fournit des services à la communauté dans les domaines social, communautaire, culturel et/ou de loisir;
- tout organisme du secteur public des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux;
- tout organisme à but lucratif qui présente un projet local et régional dans un contexte d'insertion en emploi pour les jeunes : dans ce cas, seuls les salaires et les frais afférents des projets d'insertion professionnelle des jeunes sont considérés comme dépenses admissibles aux fins des projets locaux et régionaux.

NOTE : Les organismes à but lucratif ne sont pas admissibles aux fins des actions jeunesse structurantes. Toutefois, il peut arriver qu'une entreprise à but lucratif reçoive une subvention provenant de l'organisme fiduciaire de l'action jeunesse structurante. Dans ce cas, certaines précautions s'avèrent nécessaires. Selon le cas, par exemple, un appel d'offres ou au moins trois soumissions peuvent être exigées selon les montants versés.

5. Description d'une action jeunesse structurante

Une action jeunesse structurante permet la concrétisation des priorités jeunesse en matière de développement régional. Elle permet d'aborder un défi dans un contexte global et de développement durable. Elle soutient la mise en oeuvre des plans d'action annuels du Forum jeunesse régional qui est en lien avec le plan quinquennal de développement de la conférence régionale des élus et la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014. En plus de favoriser une concertation régionale, l'action jeunesse structurante permet notamment d'expérimenter, en région, de nouvelles façons de faire. À cet égard, la

contribution du FRIJ à une entente spécifique est reconnue comme une participation à une action jeunesse structurante. En outre, les règles suivantes s'appliquent à toute action jeunesse structurante qui :

- découle de priorités sous-régionales ou régionales;
- assure la participation d'au moins trois partenaires;
- représente généralement un investissement supérieur du FRIJ à 25 000 \$;
- s'emploie à au moins deux municipalités régionales de comté ou arrondissements selon le type de région ou municipalité, sauf pour les communautés métropolitaines et Laval où leur portée s'adapte à l'équivalent d'au moins deux quartiers. Peut aussi s'employer à un territoire de commission scolaire ou à un territoire de centre de santé et de services sociaux;
- vise l'atteinte d'objectifs à moyen ou long terme et est d'une durée de plus d'une année.

6. Description d'un projet local ou régional

Un projet local ou régional qui intervient de façon ponctuelle sur une problématique jeunesse particulière et ciblée en vue de dynamiser le milieu. Le projet, déposé par un ou des promoteurs, vise à améliorer la situation des jeunes de la région. En outre, les règles suivantes s'appliquent à tout projet local et régional qui :

- vise l'autonomie financière du projet;
- vise l'atteinte d'objectifs à court terme et est d'une durée de deux ans et moins.

7. Activités admissibles

Les projets locaux ou régionaux et/ou les actions jeunesse structurantes admissibles s'inscrivent dans les priorités de développement que s'est donné le Forum jeunesse régional en lien avec les défis de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 et du plan quinquennal de développement de la région concernée.

8. Détermination du montant de subvention consentie

Un minimum de 50 % du FRIJ et des intérêts générés, qui seront investis, doivent être affectés au terme de la présente convention au financement d'actions jeunesse structurantes. Pour les projets déposés par les organismes à but non lucratif, le total des contributions venant du FRIJ et du gouvernement du Québec (ministères, sociétés d'États, députés, etc.), ne pourra excéder 80 % de l'ensemble des coûts admissibles. Pour les projets déposés par des organismes à but lucratif, le total des contributions venant du FRIJ ne pourra excéder 50 % de l'ensemble des coûts admissibles. Les contributions en biens et en services des partenaires sont considérées.

9. Nature de l'aide financière

L'aide financière versée aux bénéficiaires du FRIJ sera sous forme de subvention.

10. Condition de versement

Toutes les activités autorisées feront l'objet d'une convention de subvention ou d'une entente dûment signée entre les parties impliquées, dont l'Organisme.

11. Restrictions

Les dépenses affectées à la réalisation d'un projet local ou régional et/ou d'une action jeunesse structurante, mais effectuées avant la date d'acceptation de la demande de subvention, ne sont pas admissibles. La subvention ne peut servir au fonctionnement d'un organisme sur une base régulière, au financement de son service de dette, ni au remboursement d'emprunts à venir.

12. Dispositions particulières

Selon la reddition de compte du FRIJ effectuée au 31 mars 2009 ainsi que selon les états financiers vérifiés déposés au 30 juin 2009, utiliser tout solde du FRIJ 2006-2009 versé à l'Organisme, ainsi que les intérêts que ce fonds a générés, selon les normes et modalités de la présente convention.

ANNEXE 2

Fonds de développement régional (FDR)

Cadre normatif

Rappel :

L'article 21.18 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q. c. M-22.1) institue le FDR. Ce Fonds est affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues entre une conférence régionale des élus (CRÉ), un ministère ou organisme du gouvernement et, le cas échéant, tout autre partenaire.

Ce fonds peut aussi être affecté au financement de toute autre activité exercée par une CRÉ.

Le Discours sur le budget 2007-2008 accordait une hausse importante aux crédits du FDR et prévoyait un assouplissement aux règles de fonctionnement en permettant notamment de financer des projets impliquant des partenaires privés.

Généralités :

Le présent cadre normatif vise à permettre le financement à même le FDR des activités suivantes :

- le fonctionnement des CRÉ incluant les activités de concertation régionale;
- les ententes spécifiques;
- toute autre activité exercée par les CRÉ.

Modalités de versement du FDR aux CRÉ :

Le versement des sommes provenant du FDR par le gouvernement est effectué sous forme d'avance aux CRÉ. Le montant de ces avances et les modalités de versement de ces dernières sont établis dans une entente de gestion conclue entre, soit la ministre des Affaires municipales et des Régions (MAMR) ou le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale pour le bureau de la Capitale-Nationale (BCN), selon la région concernée et chacune des CRÉ. Le montant total des versements aux CRÉ est constitué de la nouvelle enveloppe consentie annuellement et du solde non utilisé du FDR.

Des versements d'un montant maximum de 1 M\$ pourront se faire lorsque le solde de l'encaisse du FDR de la CRÉ atteindra moins de 500 000 \$. Toutefois, le montant total des versements d'une année pour une CRÉ ne pourra excéder le budget annuel consenti (incluant le solde des sommes non utilisées de l'année précédente).

Une entente de gestion a été signée avec chaque CRÉ. Elle précise notamment les obligations des parties, les modalités de versement des contributions financières et les mécanismes de reddition de comptes. Il est à noter que les obligations de la CRÉ comprennent également le dépôt du rapport annuel incluant des états financiers vérifiés.

1. Le fonctionnement des CRÉ :

➤ Organismes admissibles

Les CRÉ instituées en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions.

➤ Dépenses admissibles

- les traitements et les salaires des employés;
- les charges et avantages sociaux de l'employeur;
- les frais de déplacement et de représentation;
- les coûts d'acquisition de services donnés en sous-traitance;
- les coûts des fournitures de bureau, des services publics, de téléphonie, d'assurances;
- les coûts de location et d'entretien des équipements et des espaces de bureau;
- les coûts d'honoraires professionnels reliés directement aux activités de la CRÉ;
- les dépenses de publicité, de promotion, de publication, contrats à des agences, achat d'articles promotionnels et autres;
- les frais d'inscription à des colloques, congrès, cours ou autres activités de formation;
- le financement des dépenses reliées à la réalisation d'études et de travaux de recherche;
- tous autres frais jugés admissibles par le conseil d'administration.

Il est entendu qu'aucune rémunération ne devra être versée aux administrateurs, sauf lorsqu'une entente signée entre le ministre et la CRÉ en convient autrement.

➤ **Nature de la contribution**

La contribution gouvernementale est versée sous forme de subvention. Le montant affecté annuellement aux dépenses de fonctionnement admissibles ne pourra excéder 60 % du montant de l'enveloppe attribuée à une CRÉ à même le FDR pour l'exercice financier 2008-2009.

2. Les ententes spécifiques et autre activité exercée par une CRÉ

➤ **Organismes admissibles**

- tout organisme légalement constitué et à but non lucratif;
- toute municipalité ou toute municipalité régionale de comté ainsi que les organismes municipaux ou intermunicipaux relevant d'elles;
- tout organisme du secteur public rattaché aux réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs;
- les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif;
- les entreprises légalement constituées et à but lucratif (inclus également les coopératives dont les activités sont comparables à celles d'une entreprise privée) uniquement dans le cadre d'une entente spécifique.

➤ **Projets admissibles**

Les autres activités doivent s'inscrire dans les priorités de développement concertées de la région et avoir un impact sur le développement de la région.

Les interventions prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues à la suite d'un processus de concertation ou de négociation des partenaires impliqués en conformité avec les politiques, stratégies et orientations gouvernementales en vue notamment de prévoir des mesures ayant pour but d'adapter l'action gouvernementale aux particularités de la région en matière de développement régional.

Pour les entreprises privées financées dans le cadre d'une entente spécifique, l'aide est accordée uniquement pour des activités ou projets visant à favoriser la diversification économique des régions dans la production de biens et services à valeurs ajoutées en vue d'améliorer à moyen terme leur économie et la création d'emplois. Le support accordé à même le FDR se limite généralement à des activités ou projets se situant en amont des projets d'investissement d'entreprises tels que les activités de recherche et développement, la réalisation d'étude et la prospection. Les projets d'investissement d'entreprises peuvent également être appuyés, et ce, uniquement lorsque la politique d'investissement de la CRÉ le prévoit, que l'ensemble des aides des autres programmes gouvernementaux a été épuisé et que l'aide du FDR est essentielle pour la réalisation du projet.

➤ **Montant et cumul de l'aide financière**

Le montant de l'aide financière accordée aux projets admissibles est déterminé par la CRÉ. Toutefois, le cumul de l'aide gouvernementale, incluant les subventions, prêts, garanties de prêts et prises de participation, ne pourra excéder annuellement 80 % des coûts admissibles de l'ensemble des autres activités et des interventions prévues aux ententes spécifiques. Pour les entreprises privées, l'aide accordée du FDR, dans le cadre des activités ou projets se situant en amont des projets d'investissement, ne pourra excéder 50 % du coût des dépenses admissibles, le cumul des aides gouvernementales ne pourra excéder 80 % et une contribution d'au moins 20 % du coût des dépenses admissibles est exigée du promoteur ou de l'entreprise. Pour les projets d'investissement, le taux d'aide du FDR ne pourra excéder 20 % du coût du projet avec un cumul d'aide gouvernementale limité à un maximum de 50 %. Par ailleurs, lorsqu'une entente spécifique prévoit la constitution d'un fonds versé à la CRÉ ou à un autre organisme qui permettra de financer des activités ou projets se situant en amont des projets d'investissement ou pour financer des projets d'entreprises, les présentes normes s'appliquent à l'ensemble des sommes ainsi regroupées. Dans le calcul du cumul des aides gouvernementales, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable est considérée à 30 %.

➤ **Dépenses admissibles**

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation d'une autre activité ou de la réalisation d'une entente spécifique à l'exception :

- des dépenses déjà réalisées et des dépenses pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle de dépôt du dossier à la CRÉ;

- des projets ou activités réalisés par des entreprises privées dans les secteurs du commerce de détail, du commerce de gros et de la restauration.

➤ **Nature de l'aide financière**

L'aide financière consentie sera versée sous forme de subvention.

➤ **Versement de l'aide financière**

Toutes les ententes spécifiques sont signées par le ministre du MAMROT ou le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale pour le bureau de la Capitale-Nationale (BCN), selon la région concernée, par un (ou des) autre ministère ou organisme gouvernemental et par la CRÉ.

Les autres activités feront l'objet d'un protocole d'entente entre la CRÉ et le bénéficiaire.

ANNEXE 3
Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale (FSRREES)

Cadre normatif

OBJET

Les interventions prévues visent à apporter un soutien à la réalisation de la mission des regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale. Cette mission consiste, pour l'essentiel, en :

- la promotion de l'économie sociale;
- la représentation de l'économie sociale au plan régional;
- la concertation et le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale;
- le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets reliés à l'économie sociale;
- l'harmonisation des interventions afin d'en maximiser les effets.

ORGANISMES ADMISSIBLES

Les conférences régionales des élus à l'exception de celles relevant du bureau de la Métropole, soit les CRÉ de Longueuil, Laval et Montréal.

PROJETS ADMISSIBLES

L'aide financière accordée devrait notamment permettre :

- d'assumer les frais de fonctionnement pour l'opérationnalisation des activités et la coordination des projets admissibles;
- d'organiser des activités de « réseautage » des entrepreneurs collectifs de la région;
- de réaliser des activités de communication, dont l'animation de la section régionale du portail et la promotion de son utilisation ainsi que la représentation auprès des municipalités, des MRC, des CRÉ et des CLD;
- de participer aux activités nationales, colloques et autres;
- d'élaborer un plan de développement adapté aux besoins des entrepreneurs collectifs et aux réalités de leur région et de soutenir sa mise en œuvre;
- de soutenir les territoires dans la création de réseaux locaux d'entreprises d'économie sociale;
- de réaliser et de diffuser un répertoire régional des entreprises d'économie sociale;
- de développer et mettre en œuvre divers outils d'échange d'information.

MONTANT DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide financière est d'un montant maximum annuel de 50 000 \$ par CRÉ sur une période de cinq ans.

MODALITÉS DE VERSEMENT

Les sommes seront versées aux conférences régionales des élus, et ce, dans le cadre de la signature d'une entente spécifique.

DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles au Fonds comprennent l'ensemble des coûts directement reliés à la réalisation de projets admissibles.

RESTRICTIONS

Le plan d'action du regroupement régional ne peut aller à l'encontre de politiques gouvernementales particulières.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE
SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES
SUR LES AQUIFÈRES DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN 2009-2013**

ENTRE

LA MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS,
madame Line Beauchamp, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MDDEP »

ET

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC,
monsieur Robert Dutil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MAPAQ »

ET

LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MRNF »

ET

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MAMROT »

ET

L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, personne morale de droit public régie par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. 5-4.2), ayant son siège social au 930, rue Jacques-Cartier Est, Chicoutimi (Québec) G7H 7K9, et représentée par la présidente-directrice générale, madame Martine Couture, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 24 mars et portant le numéro CA-34-2010-0515, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l'« Agence »

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS du Saguenay-Lac-Saint-Jean, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22-1.), ayant son siège social au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière (Québec) G8A 2A1, et représentée par le président, monsieur Georges Bouchard, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 10 juin 2010 et portant le numéro CRE-CA-10-06-10/7.1, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE DOMAINE-DU-ROY, personne morale de droit public, sise au 901, boulevard Saint-Joseph, Roberval (Québec) G8H 2L8, et représentée par le préfet, monsieur Bernard Généreux, et le directeur général, monsieur Denis Taillon, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil adoptée le 9 juin 2009 et portant le numéro 2009-151, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « MRC Le Domaine-du-Roy »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE FJORD-DU-SAGUENAY, personne morale de droit public, sise au 3110, boulevard Martel, Saint-Honoré (Québec) GOV 1L0, et représentée par le préfet, monsieur Jean-Marie Claveau, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil adoptée le 9 juin 2009 et portant le numéro C-09-224, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « MRC Le Ford-du-Saguenay »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LAC-SAINT-JEAN-EST, personne morale de droit public, sise au 625, rue Bergeron Ouest, Alma (Québec) G8B 1V3, et représentée par le préfet, monsieur André Paradis, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil adoptée le 9 mars 2010 et portant le numéro 6609-03-2010, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « MRC Lac-Saint-Jean-Est »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ MARIA-CHAPDELAINE, personne morale de droit public, sise au 173, boulevard Saint-Michel, Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 4N9, et représentée par le préfet, monsieur Jean-Pierre Boivin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil adoptée le 26 novembre 2008 et portant le numéro 333-11-08, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « MRC Maria-Chapdelaine »

ET

LA VILLE DE SAGUENAY, personne morale de droit public, sise au 201, rue Racine Est, Chicoutimi (Québec) G7H 5B8, et représentée par le maire, monsieur Jean Tremblay, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif adoptée le 30 septembre 2009 et portant le numéro VS-CE-2009-1641, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « Ville de Saguenay »

ET

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 555, boulevard de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1, représentée par le recteur, monsieur Michel Belley et monsieur Martin Côté, secrétaire général, dûment autorisés en vertu d'une résolution adoptée le 9 mars 2010 et portant le numéro CAD 9297, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l' « UQAC »

ci-après désignés les « PARTIES »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN, monsieur Serge Simard, pour et au nom du gouvernement du Québec.

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les parties ont signé en avril 2008 l'Entente sur les aquifères qui a pour objet la mise en commun de ressources financières et autres, notamment l'expertise et les données dont les parties disposent, afin de réaliser un portrait régional préliminaire des aquifères et des eaux souterraines au Saguenay–Lac-Saint-Jean (annexe 2);

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté en juin 2009 la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection. S'appuyant sur la *Politique nationale de l'eau (PNE)*, mise en place en 2002, cette loi confirme que l'eau de surface et l'eau souterraine font partie du patrimoine commun de la nation québécoise et que l'État, en tant que gardien de la ressource, se doit d'être investi des pouvoirs nécessaires à sa protection et à sa gestion;

ATTENDU QU'il est primordial de localiser les formations géologiques où l'on retrouve des aquifères sur le territoire, pour connaître l'état en qualité et quantité de la ressource afin de la protéger et de gérer son exploitation dans un esprit de développement durable;

ATTENDU QUE la connaissance de l'hydrogéologie du territoire requiert une analyse des informations existantes ainsi que l'acquisition de nouvelles données par des travaux supplémentaires d'investigation;

ATTENDU QUE la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, madame Line Beauchamp et l'UQAC ont signé une convention de subvention en mars 2009 portant sur l'octroi d'une aide financière de 1 839 230 \$ à l'UQAC dans le cadre du *Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines*, volet majeur du Bureau des connaissances sur l'eau pour la réalisation du Projet de connaissances sur les eaux souterraines du territoire municipalisé du Saguenay–Lac-Saint-Jean (annexe 1);

ATTENDU QUE l'UQAC, pour la réalisation du Projet de développement de connaissances sur les eaux souterraines du territoire municipalisé du Saguenay–Lac-Saint-Jean, doit développer une action concertée avec les parties à la présente entente en vue d'assurer la protection et l'exploitation durable de la ressource en eau;

ATTENDU QUE chacune des parties de la présente entente doit connaître l'état en qualité et quantité de la ressource d'eau, afin de remplir pleinement leur mission respective;

ATTENDU QUE la CRÉ a créé la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) pour réaliser principalement un Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, couvrant notamment le domaine des eaux souterraines;

ATTENDU QUE la création d'une banque d'information intégrée favorisera la recherche, la mise en valeur et la protection de cette ressource essentielle en région.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente associe les parties afin de développer les connaissances et assurer une saine gestion sur la ressource en eaux souterraines à l'échelle du territoire municipalisé de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, en mettant en commun des ressources financières et techniques dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion applicables aux parties. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Plus spécifiquement, le projet de développement des connaissances sur les aquifères du Saguenay–Lac-Saint-Jean, dont le plan d'action est présenté à l'annexe 3, s'articule autour des quatre objectifs principaux :

- Objectif 1 :** L'inventaire, la documentation et la cartographie des aquifères sur le territoire municipalisé du Saguenay–Lac-Saint-Jean.
- Objectif 2 :** La collecte des données existantes et de leur intégration dans une base de données géoréférencées ainsi que la production d'un rapport synthèse où l'on retrouve les informations existantes, l'identification des données manquantes et la description des travaux requis pour compléter le portrait du territoire visé par l'entente.
- Objectif 3 :** La réalisation de travaux de terrain permettant l'obtention d'information complémentaire ou manquante (échantillonnage et essai, le cas échéant, pour déterminer les paramètres de localisation des aquifères).
- Objectif 4 :** L'intégration, l'analyse de ces données, la production d'un rapport et de cartes hydrogéologiques finales ainsi que des recommandations portant sur la protection et la gestion de l'eau souterraine sur le territoire couvert par le projet.

2.1 Résultats attendus

Les livrables, le plan d'action ainsi que l'échéancier sont définis dans le document *Projet de connaissances sur les eaux souterraines du Québec* présenté au MDDEP en janvier 2009, et dont une copie demeure annexée à la présente entente (annexe 3).

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 Engagements généraux

Aux fins de la présente entente, les parties s'engagent conjointement à :

- 3.1.1 Mettre en place un comité de suivi et d'évaluation, comme prévu à l'article 6, qui aura notamment pour mandat de convenir d'un cadre d'évaluation en regard des éléments mentionnés à l'article 2. Ce cadre d'évaluation permettra de connaître annuellement l'impact des actions posées par rapport à la situation prévalant à la date de signature de l'entente;
- 3.1.2 Veiller au respect des conditions prévues à la présente entente ainsi qu'à ses annexes;
- 3.1.3 Faciliter, dans la mesure de leurs compétences et des moyens dont elles disposent, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente. Les parties s'engagent notamment à rendre accessibles gratuitement à l'UQAC les informations, les données, les relevés, les cartes et tout autre document pertinent au projet, selon les conditions ou les contraintes d'utilisation rattachées à ceux-ci, et ce, limité à la durée de l'entente;
- 3.1.4 Mettre fin à l'entente sur les aquifères signée en avril 2008 portant sur la production d'un premier portrait régional sur les aquifères au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dont copie demeure en annexe (annexe 2). Les biens livrables prévus à cette entente et les droits s'y rattachant seront transférés dans le présent projet à la date de la signature de la présente entente.

3.2 Engagements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Le MDDEP s'engage à :

- 3.2.1 Verser aux fins du projet visé à la présente entente, selon les modalités définies à l'annexe 1, un montant total de 1 839 230 \$ pour la durée de l'entente;
- 3.2.2 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3 Engagements du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Le MAPAQ s'engage à :

- 3.3.1 Favoriser la collaboration et la concertation avec les organismes à vocation agricoles (UPA, transformateurs, Syndicat des producteurs de bleuets du Québec, Table agroalimentaire du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Clubs-conseils en agroenvironnement, Agrinova, etc.) ayant une incidence sur la ressource d'eau;
- 3.3.2 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.4 Engagements du ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Le MRNF s'engage à :

- 3.4.1 Signer avec l'UQAC un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique appartenant au MRNF;
- 3.4.2 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.5 Engagements du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Le MAMROT s'engage à :

- 3.5.1 Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- 3.5.2 Être dépositaire de l'entente spécifique;
- 3.5.3 Coordonner les actions interministérielles;
- 3.5.4 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.6 Engagements de l'Agence de la santé et des services sociaux

L'Agence s'engage à :

- 3.6.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.7 Engagements de la Conférence régionale des élus

La CRÉ s'engage à :

- 3.7.1 Présider et soutenir professionnellement les travaux du comité de suivi et d'évaluation tels que défini à l'article 6;
- 3.7.2 Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- 3.7.3 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.7.4 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 45 000 \$ pour la période 2009-2012, à raison de :
 - un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;et ce, à même l'enveloppe dédiée à la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire Saguenay–Lac-Saint-Jean (CRRNT);
- 3.7.5 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.7.6 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.7.7 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.8 Engagements de la MRC Le Domaine-du-Roy

La MRC s'engage à :

- 3.8.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire sous sa juridiction;
- 3.8.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.8.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la période 2009-2012, à raison de :
 - Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.8.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.8.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.8.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.9 Engagements de la MRC Le Fjord-du-Saguenay

La MRC s'engage à :

- 3.9.1 Tenir compte dans l'élaboration de ses outils de planification des données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.9.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.9.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.9.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.9.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.9.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.10 Engagements de la MRC Lac-Saint-Jean-Est

La MRC s'engage à :

- 3.10.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.10.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.10.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.10.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.10.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.10.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.11 Engagements de la MRC de Maria-Chapdelaine

La MRC s'engage à :

- 3.11.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.11.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.11.3 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.11.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.11.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.11.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.12 Engagements de la Ville de Saguenay

La Ville de Saguenay s'engage à :

- 3.12.1 Intégrer à ses outils de planification les données produites sur la protection et la gestion de l'eau souterraine pour le territoire couvert sous sa juridiction;
- 3.12.2 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 9 000 \$;
- 3.12.3 Soutenir financièrement le projet, selon les modalités définies à l'article 5, représentant un investissement total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison de :
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2009;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2010;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2011;
 - un montant de 7 500 \$ au cours de l'année financière 2012;
- 3.12.4 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 3.12.5 Verser, pour les années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 3.12.6 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.13 Engagements de l'Université du Québec à Chicoutimi

L'UQAC s'engage à :

- 3.13.1 Réaliser le projet mentionné à l'article 2 de la présente entente et n'y apporter aucun changement sans l'accord formel du comité de suivi et d'évaluation et du MDDEP;
- 3.13.2 Réaliser le projet en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec;
- 3.13.3 Déposer les biens livrables au comité de suivi et d'évaluation selon l'échéancier et les modalités prévues dans le document « Projet de connaissances sur les eaux souterraines du Québec » présenté au MDDEP en janvier 2009 et dont une copie demeure annexée de la présente entente (annexe 3);
- 3.13.4 Déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées par les parties en vertu de la présente entente;
- 3.13.5 Administrer, en conformité avec les décisions du comité de suivi et d'évaluation, les sommes d'argent aux fins de la présente entente;
- 3.13.6 Tenir à jour une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables au projet et remettre les rapports et les pièces justificatives selon les modalités définies pour le comité de suivi et d'évaluation;
- 3.13.7 Rembourser immédiatement aux parties tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- 3.13.8 Reconnaître que le tableau synthèse des contributions présenté à l'article 5 ne pourra être modifié sans le consentement des parties;
- 3.13.9 Prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires pour assurer le respect intégral des conditions rattachées à la diffusion et à l'utilisation des informations, des données, des relevés, des cartes et des documents portés à sa connaissance par les parties dans le cadre de cette entente;
- 3.13.10 Appuyer la mise en œuvre de la présente entente en contribuant en ressources humaines et matérielles, pour la période 2009-2013, pour un montant total de 181 840 \$;
- 3.13.11 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente, en y affectant un montant total de 200 000 \$ pour la période 2009-2013;
- 3.13.12 Désigner jusqu'à deux représentants pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

4. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur le crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

5. **TABLEAU DE FINANCEMENT**

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

TABLEAU DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Parties	Contribution financière totale 2009-2013	Contribution en ressources humaines et matérielles 2009-2013	Total
MDDEP	1 839 230 \$		1 839 230 \$
CRÉ - CRRNT	45 000 \$	9 000 \$	54 000 \$
MRC Le Domaine-du-Roy	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
MRC Le Fjord-du-Saguenay	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
MRC Maria-Chapdelaine	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
Ville de Saguenay	30 000 \$	9 000 \$	39 000 \$
UQAC	200 000 \$	181 840 \$	381 840 \$
Contributions totales :	2 234 230 \$	235 840 \$	2 470 070 \$

6. **SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour des fins de promotion, de suivi et d'évaluation de l'entente, d'utilisation et de maximisation des données recueillies, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation présidé par un représentant de la CRÉ et dont les aspects logistiques sont assumés par l'UQAC;

Ce comité sera formé de représentants de chaque partie. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote;

Le comité devra, entre autres, adopter, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la signature de l'entente, les règles de fonctionnement dudit comité et un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs et des buts visés à l'entente en adéquation avec les engagements de chaque partie à la réalisation de celle-ci;

Le comité aura à accepter annuellement le bilan des résultats obtenus, les états financiers, les rapports annuels et finals produits et à recommander le versement des MRC, de la Ville de Saguenay et de la CRÉ.

7. **PROPRIÉTÉ DES DONNÉES, DES DROITS D'AUTEURS ET DES CONDITIONS D'UTILISATION**

7.1 **Droits de propriété intellectuelle**

Les parties conviennent que toutes les données ainsi que les droits de propriété intellectuelle s'y rattachant, antérieurs à la mise en œuvre de la présente entente, demeurent la propriété de la partie qui en est propriétaire. La présente convention n'a donc pas pour effet de transférer, en totalité ou en partie, les droits de propriété intellectuelle antérieurs à une autre partie ou à qui que ce soit, à moins d'une entente spécifique à cet effet.

Les parties conviennent que tous les résultats ainsi que tous les droits de propriété intellectuelle, découlant de la mise en œuvre de la présente entente, seront la propriété de toutes les parties. Les modalités d'utilisation de ces résultats et de ces droits devront être déterminées entre les parties avant la date de fin du projet. Les parties s'engagent à ne pas contester, directement ou indirectement, ou enregistrer pour son bénéfice, les droits de propriété intellectuelle.

Les parties s'accordent un droit non exclusif, libre de redevances et perpétuel, d'utiliser les droits de propriété intellectuelle relatifs au projet et aux résultats de recherche, qu'ils soient brevetables ou non dans le cadre de ses activités internes et non commerciales de recherche et de développement.

Les parties s'engagent à rendre accessibles au MDDEP tous les résultats obtenus dans le cadre du projet, soit les études, les rapports, les photographies, les plans, les devis, les dessins, les modèles, les échantillons et les autres documents ou données en version papier et en version électronique, et ce, à la fin du projet.

Cependant, le MDDEP ne pourra diffuser ces résultats que six mois après la fin du projet afin de laisser une période suffisante aux municipalités qui pourraient régler pour des fins de protection des aquifères présentes sur leur territoire.

Les parties accorderont au MDDEP une licence non exclusive et non transférable leur permettant de reproduire, d'adapter, de publier, de communiquer au public par quelque moyen que ce soit, de traduire, d'exécuter ou de représenter en public tous les résultats obtenus dans le cadre du projet et transmis à la ministre en exécution de la présente convention, soit les études, les rapports, les photographies, les plans, les devis, les dessins, les modèles, les échantillons et les autres documents ou données, en version papier et en version électronique, pour toutes fins jugées utiles.

Cette licence est accordée, sous réserve de la Loi sur les droits d'auteur, sans limite territoriale et sans limite de temps.

Dans toute diffusion des résultats obtenus faisant l'objet de la licence accordée, il est convenu que la contribution des parties y sera mentionnée.

7.2 Gestion des droits de propriété intellectuelle

Les parties acceptent, par les présentes, de collaborer et de signer avec célérité tout document afin d'assurer la protection des droits de propriété intellectuelle.

7.3 Publication

Les parties reconnaissent et acceptent le rôle d'éducation, de formation et de recherche de l'UQAC. Dans le respect de cette mission et pour autant qu'aient été prises des dispositions adéquates de protection, l'UQAC pourra utiliser les résultats et les droits de propriété intellectuelle relatifs au projet aux fins d'enseignement, de recherche et de publication dans le cadre normal de la diffusion des connaissances, y compris la publication d'essais, de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorat.

L'UQAC reconnaît que la divulgation de certaines informations techniques pourrait faire perdre toute valeur commerciale au produit découlant du projet. Pour ces motifs, l'UQAC informera les parties concernées de tout projet de divulgation ayant trait au projet par la remise préalable d'une copie du (des) texte(s), avant toute publication ou diffusion. Si les parties ne s'opposent pas par écrit à cette divulgation dans les trente jours suivant la date de réception du (des) texte(s), l'UQAC pourra alors divulguer l'information. Dans le cas où les parties s'objecteraient à cette publication, ceux-ci devront énoncer par écrit leurs motifs d'opposition et les parties, de part et d'autre, fourniront les efforts et la collaboration requis pour la protection des résultats ou empêcher qu'une telle divulgation des résultats ne leur fasse perdre leur valeur commerciale. En cas de conflit difficile à régler, il sera fait appel à des expertises externes, y compris à des spécialistes en brevet et les parties se partageront le paiement des honoraires.

Dans tous les cas, les parties reconnaissent qu'ils ne pourront retarder le processus d'évaluation, d'un essai, d'une thèse ou d'un mémoire et s'objecter à toute publication de ces documents. De plus, les parties ne pourront, en aucun cas, faire en sorte de retarder ou d'empêcher l'octroi d'un diplôme à un étudiant qui travaille au projet mentionné à l'article 2 de la présente entente.

Les parties s'entendent pour permettre l'utilisation des livrables aux fins de gestion du bien public, et conviennent que les outils élaborés ne peuvent être cédés ou utilisés par des tiers à des fins commerciales.

7.4 Non-respect

Le non-respect des clauses prévues aux articles 5 et 7 par l'une des parties, entraînera la résiliation de son droit d'utilisation des droits de propriété intellectuelle relatifs au projet et les résultats de recherche.

8. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire à l'intérieur duquel s'applique l'entente est le territoire municipalisé de la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013, à l'exception des dispositions prévues à l'article 7 qui se perpétuent jusqu'à ce que les parties en conviennent autrement.

10. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, des conditions ou des obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura trente jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, selon le cas, l'UQAC s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation, tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de trente jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

11. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

12. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente, sans préjudice aux modalités de mise en œuvre.

Les partenaires négocient actuellement avec la communauté autochtone de Mashteuiatsh afin d'étendre les travaux de connaissances sur les aquifères à l'intérieur de leur territoire. Suite à cette négociation, un avenant sera signé par les parties afin de faire de cette communauté un partenaire à part entière.

13. COMMUNICATIONS

Sous réserve de l'article 2 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se fassent par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier, courrier recommandé, courrier remis en mains propres ou par huissier.

Pour le MDDEP :

Madame Edith Tremblay
Directrice
Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs
3950, boulevard Harvey
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Pour le MAPAQ :

Madame Sylvie Denis
Directrice
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de
l'Alimentation du Québec
801, chemin Pont-Taché Nord
Alma (Québec) G8B 5W2

Pour le MRNF :

Monsieur Alain Thibeault
Directeur
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
3950, boulevard Harvey
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Pour le MAMROT :

Madame Lison Rhéaume
Directrice
Ministère des Affaires municipales, des Régions et
de l'Occupation du territoire
227, rue Racine Est, bureau RC.03
Chicoutimi (Québec) G7H 7B4

Pour l'Agence :

Madame Martine Couture
Agence de la santé et des services sociaux
Présidente-directrice générale
930, rue Jacques-Cartier Est
Chicoutimi (Québec) G7H 7K9

Pour la CRÉ :

Monsieur Marc Dubé
Directeur général
Conférence régionale des élus
2155, rue de la Peltrie
Jonquière (Québec) G8A 2A1

Pour la MRC Le Domaine-du-Roy:

Monsieur Denis Taillon
Directeur général
Municipalité régionale de comté
Le Domaine-du-Roy
901, boulevard Saint-Joseph
Roberval (Québec) G8H 2L8

Pour la MRC Le Fjord-du-Saguenay:

Madame Christine Dufour
Directrice générale
Municipalité régionale de comté
Le Fjord-du-Saguenay
3110, boulevard Martel
Saint-Honoré (Québec) G0V 1L0

Pour la MRC Lac-Saint-Jean-Est : Monsieur Sabin Larouche
 Directeur général
 Municipalité régionale de comté
 Lac-Saint-Jean-Est
 625, rue Bergeron Ouest
 Alma (Québec) G8B 1V3

Pour la MRC Maria-Chapdelaine : Monsieur Christian Bouchard
 Directeur général
 Municipalité régionale de comté
 Maria-Chapdelaine
 173, boulevard Saint-Michel
 Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 4N9

Pour la Ville de Saguenay : Monsieur Pierre Brassard
 Greffier
 Ville de Saguenay
 201, rue Racine Est, C. P. 129
 Chicoutimi (Québec) G7H 5B8

Pour l'UQAC : Monsieur Réal Daignault
 Université du Québec à Chicoutimi
 555, boulevard de l'Université
 Chicoutimi (Québec) G7H 2B1

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

14. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des parties qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

15. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, c'est cette dernière qui prévaudra.

Annexe 1 : Convention de subvention entre le MDDEP et l'UQAC concernant le *Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines* (mars 2009).

Annexe 2 : Entente sur les aquifères (avril 2008).

Annexe 3 : Projet de connaissances sur les eaux souterraines du Québec (janvier 2009).

16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

17. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la lettre d'entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé :




Line Beauchamp

Ministre

Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs



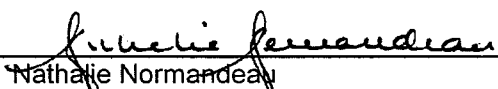
Date




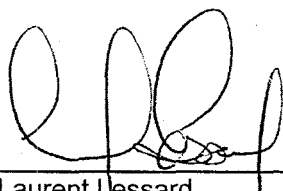
Robert Dutil
Ministre
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de
l'Alimentation du Québec

18 mai 2010

Date


Nathalie Normandeau
Ministre
Ministère des Ressources naturelles
et de la Faune


Date



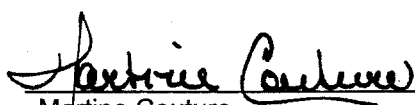
Laurent Lessard

Ministre

Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire

22/04/10

Date



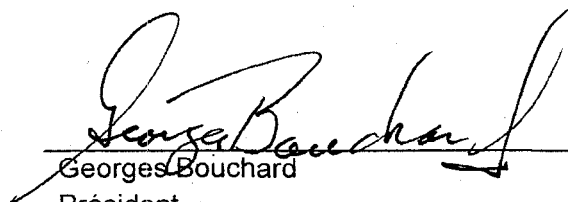
Martine Couture

Présidente-directrice régionale

Agence de la santé et des services sociaux

18 juin 2010

Date



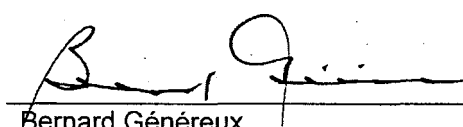
Georges Bouchard

Président

Conférence régionale des élus
Saguenay-Lac-Saint-Jean

10-06-10

Date

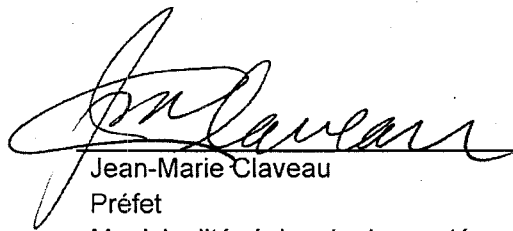


Bernard Généreux
Préfet

Municipalité régionale de comté Le Domaine-du-Roy

Date

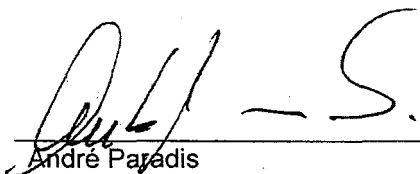
10/06/10



Jean-Marie Claveau
Préfet
Municipalité régionale de comté
Le Fjord-du-Saguenay

Date

10/06/10



André Paradis

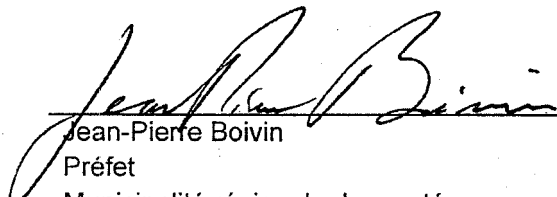
Préfet

Municipalité régionale de comté

Lac-Saint-Jean-Est

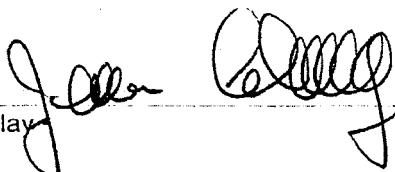
Date

10/06/2010


Jean-Pierre Boivin
Préfet
Municipalité régionale de comté
Maria-Chapdelaine

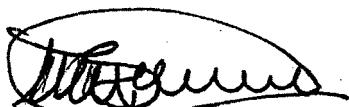
Date 10/06/10

Jean Tremblay
Maire
Ville de Saguenay



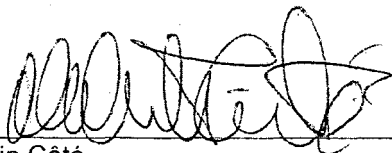
21 juin 2010
Date





Michel Belley
Recteur
Université du Québec à Chicoutimi

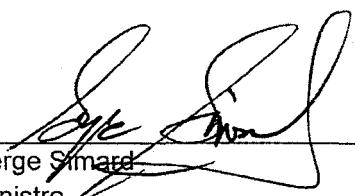
Date 05-07-2010



Martin Côté
Secrétaire général
Université du Québec à Chicoutimi

30-06-2010

Date



Serge Simard
Ministre
Ministre responsable de la région
du Saguenay–Lac-Saint-Jean

11-05-2010

Date

ANNEXE 1

Convention de subvention entre le MDDEP et l'UQAC concernant le *Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines* (mars 2009).

ANNEXE 2

Entente sur les aquifères (avril 2008)

ANNEXE 3

Projet de connaissances sur les eaux souterraines du Québec (janvier 2009)

**ENTENTE SPÉCIFIQUE
SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIFFUSION
DE LA PRATIQUE ARTISTIQUE PROFESSIONNELLE EN MAURICIE**

ENTRE

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désigné le «MAMROT»;

ET

LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désigné le «MCCCCF»;

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M 22-1.), dont le siège est au 3450, boul. Gene-H.-Kruger, bureau 200, Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3, représentée par Gérard Bruneau, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 10 décembre 2009, numéro 09-10-04-049, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la «CRÉ »;

ET

LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 79, boulevard René-Lévesque Est, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 5N5, ici représenté par le président-directeur général, monsieur Yvan Gauthier, dûment autorisé en vertu de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., chapitre C-57.02) dans le cadre de ses règlements et politiques,

ci-après désigné le « CALQ »;

ET

LE FORUM JEUNESSE MAURICIE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 1, rue Fusey, Trois-Rivières (Québec) G8T 2T2, ici représenté par le président, monsieur Martin Dubé, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 14 juin 2010, numéro R011-14-06-10, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « FJM »;

ET

LE CONSEIL DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DE LA MAURICIE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 118, rue Radisson, bureau 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 2C4, ici représenté par la présidente, madame Josée Grandmont, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 12 mars 2010, numéro 12032010-05.07.1, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « CCCM »;

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

ET

LA VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no. 28A), ayant son siège au 1325, place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3; ici représentée et agissant par son maire, monsieur Yves Lévesque, dûment autorisé à exécuter et à signer les présentes en vertu de la résolution C-2010-131 adoptée par le conseil lors d'une séance tenue le 15 février 2010; une copie certifiée conforme de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes;

ci-après désignée la « VILLE »;

ci-après désignées les « PARTIES ».

ET INTERVENANTE À L'ENTENTE :

LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE, madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée l' « INTERVENANTE ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'est instituée pour chaque région administrative du Québec une conférence régionale des élus selon la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q. c. M-22.1);

ATTENDU QUE la CRÉ est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement du Québec en matière de développement régional pour la région de la Mauricie;

ATTENDU QUE la CRÉ peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités qui découlent de l'entente de gestion conclue avec le MAMROT;

ATTENDU QUE la Loi a institué le Fonds de développement régional, que ce fonds peut être affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et que la CRÉ peut déléguer la gestion d'une partie de ce fonds au comité exécutif, à un membre de ce comité ou au directeur général;

ATTENDU QUE le cadre normatif du Fonds de développement régional a été modifié le 31 août 2004 par le C.T. #201475 et permet à la CRÉ de soutenir financièrement les artistes professionnels ou les regroupements d'artistes professionnels dans le cadre d'ententes conclues avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ);

ATTENDU QUE le Forum Jeunesse Mauricie (FJM) propose des solutions et des projets qui mettent en valeur la jeunesse mauricienne et qu'il joue un rôle de premier ordre dans la promotion de l'apport de la jeunesse au développement de la région;

ATTENDU QUE le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJM) du Forum Jeunesse Mauricie est affecté au financement d'actions structurantes visant à favoriser, parmi d'autres, l'insertion professionnelle des jeunes et leur engagement dans leur milieu de vie;

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

ATTENDU QUE la VILLE souhaite poursuivre ses actions de consolidation des organismes artistiques sur son territoire et participer à la mise en œuvre de nouvelles initiatives de réseautage, de rayonnement et de circulation de ses produits culturels;

ATTENDU QUE le CALQ a, tel que défini dans sa loi constitutive, (L.R.Q., c. C-57.02) notamment pour objet de soutenir dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans les domaines des arts et des lettres et d'en favoriser le rayonnement et qu'il est habilité à signer des ententes avec divers partenaires de manière à optimiser leurs interventions respectives partout sur le territoire comme le prévoit son mandat;

ATTENDU QUE les actions du CALQ à l'égard des régions visent à soutenir et à renforcer la pratique et la diffusion artistique dans toutes les régions du Québec;

ATTENDU QUE les interventions du CALQ aident à stimuler le développement culturel et contribuent à l'essor du statut professionnel des artistes et des organismes en soutenant la pratique et la diffusion dans toutes les régions du Québec;

ATTENDU le fait que le soutien financier prévu dans la présente Entente est complémentaire et qu'il ne vient pas se substituer aux programmes et aux bourses déjà gérés par le CALQ;

ATTENDU la pertinence et la nécessité de diversifier les sources de revenus disponibles pour l'artiste et l'écrivain professionnels afin de leur permettre de vivre de la pratique de leur profession en Mauricie;

ATTENDU QUE l'Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie signée en décembre 2007 prend fin le 31 mars 2010;

ATTENDU QUE, nonobstant sa date de signature, les parties et l'intervenante conviennent de l'importance de renouveler cette Entente pour une période de trois ans débutant le 1^{er} avril 2010 et se terminant le 31 mars 2013;

ATTENDU la contribution essentielle des artistes et des écrivains à la définition de l'identité mauricienne, au développement du sentiment d'appartenance régionale, à l'enrichissement de la communauté et à la vitalité économique de la Mauricie;

ATTENDU la nécessité de reconnaître le rôle social de l'artiste et de l'écrivain dans la communauté et de soutenir les créateurs de la Mauricie pour qu'ils continuent à y œuvrer;

ATTENDU la nécessité de soutenir l'activité artistique et sa diffusion en encourageant le développement de la carrière de l'artiste et de l'écrivain professionnels, de même que l'émergence d'une relève en Mauricie.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Dans le présent texte, les abréviations et termes suivants réfèrent à :

Artistes et écrivains professionnels

L'artiste se définit comme suit : il se déclare artiste professionnel; il crée des œuvres ou pratique un art à son propre compte ou offre ses services, moyennant rémunération, à titre de créateur ou d'interprète, notamment dans les domaines sous la responsabilité du Conseil des arts et des lettres du Québec; il a une reconnaissance de ses pairs; il diffuse ou interprète publiquement des œuvres dans des lieux ou dans un contexte reconnus par les pairs. Aux fins de ce programme, le terme « artiste » désigne également les écrivains, les conteurs et les artisans-créateurs.

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

Il doit être un citoyen canadien ou un résident permanent au sens de la Loi sur la citoyenneté (L.R.C. 1985, C. C-29) et de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, C.27); dans les deux cas, il doit résider habituellement au Québec. De plus, il doit avoir résidé dans la région de la Mauricie au cours des 12 derniers mois.

Dans ce cas, il relève de la responsabilité de l'artiste de démontrer son éligibilité en confirmant sa participation au régime d'assurance maladie du Québec (Régie de l'assurance maladie du Québec).

Artistes et écrivains professionnels de la jeune relève

Un artiste ou un écrivain professionnel de la jeune relève doit répondre à la définition précédente et être âgé de 35 ans ou moins.

Collectif d'artistes ou d'écrivains professionnels

Un collectif désigne un groupe d'artistes quel qu'en soit le nombre. Chaque membre du groupe doit être un artiste professionnel répondant aux conditions d'admissibilité du programme et aux définitions précédentes. Un membre doit représenter le groupe à titre de coordonnateur et le groupe ne doit pas avoir reçu un soutien financier pour le même projet dans le cadre d'autres programmes du Conseil des arts et des lettres du Québec.

Les collectifs permanents doivent toujours être représentés par le même coordonnateur, à moins de circonstances exceptionnelles.

Reconnaissance par les pairs

Les professionnels des arts et des lettres qui ont été préalablement sélectionnés pour un prix, une bourse et/ou une activité dans leur domaine de compétence.

Date d'inscription

Date en lien avec les appels de projets qui découlent des programmes réguliers du CALQ et des programmes assortis aux ententes régionales.

Organisme professionnel

L'organisme doit être une personne morale légalement constituée sans but lucratif, ayant son siège social dans la région de la Mauricie et dont la majorité des administrateurs sont des citoyens canadiens résidant habituellement dans la région de la Mauricie ou des résidents permanents au sens de la Loi sur la citoyenneté (L.R.C. 1985, C. C-29) et de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, C.27) qui résident habituellement dans la région de la Mauricie.

Les organismes professionnels des arts du cirque, des arts médiatiques, des arts de la scène, des arts multidisciplinaires, des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et du conte, font appel à des artistes professionnels, des concepteurs ou des intervenants de ces milieux reconnus comme tels. Leur administration est assurée par un personnel qualifié et expérimenté.

Organisme professionnel de la jeune relève

L'organisme doit répondre à la définition précédente et être incorporé depuis 7 ans ou moins à la date d'inscription.

Partenaires

Organismes associés à des activités et à des projets favorisant la réalisation des objectifs de l'Entente.

Fonction publique

Dans la loi du CALQ, on réfère à l'ensemble des individus faisant partie de la fonction publique du Québec.

Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2010-2013

Programme créé sur la base des engagements financiers du CALQ, de la CRÉ, du FJM et de la VILLE pour le financement conjoint de projets s'inscrivant dans les objectifs définis par les parties.

2. OBJET DE L'ENTENTE

L'Entente vise à identifier les engagements de chacune des parties, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs liés à chacun des quatre volets suivants :

Volet 1 – Soutien aux artistes et écrivains professionnels de la région de la Mauricie;

Volet 2 – Soutien aux initiatives favorisant l'émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la région de la Mauricie, notamment de la relève mauricienne;

Volet 3 – Soutien à la consolidation et au développement d'organismes artistiques professionnels de Trois-Rivières;

Volet 4 – Soutien à la promotion et à la diffusion de l'Entente.

Les parties conviennent, notamment, de mettre en commun des ressources techniques et financières afin de constituer le Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2010-2013 pour soutenir la pratique artistique et sa diffusion dans la région de la Mauricie. Elles conviennent également d'assurer la promotion et la diffusion de l'Entente auprès des clientèles concernées.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs suivants s'appliquent sur le territoire d'application défini à la clause 6 :

3.1 Objectifs généraux :

- 3.1.1 encourager et soutenir le développement de la pratique artistique professionnelle;
- 3.1.2 accroître la visibilité des artistes et écrivains professionnels ainsi que celle de la relève professionnelle;
- 3.1.3 accroître et diversifier les sources de revenus pour les artistes et les écrivains professionnels;
- 3.1.4 contribuer à la rétention des artistes et écrivains professionnels et de la relève professionnelle afin de briser leur isolement et de favoriser leur reconnaissance au sein de la collectivité;
- 3.1.5 contribuer à l'émergence de la relève artistique professionnelle;
- 3.1.6 encourager et soutenir le développement et le rayonnement des organismes artistiques professionnels.

3.2 Objectifs spécifiques :

Volet 1 – Soutien aux artistes et écrivains professionnels :

- 3.2.1 soutenir les initiatives et les projets artistiques qui mettent en perspective l'affirmation d'une identité mauricienne;
- 3.2.2 soutenir des projets artistiques réalisés en partenariat avec des membres de la communauté mauricienne;
- 3.2.3 faire connaître et promouvoir les œuvres des artistes et des écrivains auprès de différents publics;
- 3.2.4 soutenir les premières démarches de création et de diffusion d'artistes et d'écrivains de la relève.

Volet 2 – Soutien aux initiatives favorisant l'émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la Mauricie, notamment de la relève mauricienne :

- 3.2.5 soutenir la réalisation de projets qui favorisent l'émergence de la relève artistique professionnelle;
- 3.2.6 favoriser le développement de partenariats entre créateurs et organismes artistiques de la région et d'ailleurs;
- 3.2.7 favoriser le rayonnement et la circulation en Mauricie des productions artistiques professionnelles mauriciennes.

Volet 3 – Soutien à la consolidation et au développement d'organismes artistiques professionnels de la ville de Trois-Rivières :

- 3.2.8 soutenir des projets visant à consolider le mandat artistique et à améliorer la capacité d'action des organismes auprès de la collectivité sur le territoire municipal;
- 3.2.9 soutenir des projets de développement organisationnel des organismes ayant une action artistique structurante sur le territoire municipal.

Volet 4 – Soutien à la promotion et à la diffusion de l'Entente :

- 3.2.10 assurer la promotion et la diffusion de l'Entente auprès des clientèles visées sur l'ensemble du territoire mauricien;
- 3.2.11 assurer un rôle conseil auprès des artistes et des écrivains de la relève dans la réalisation d'activités de professionnalisation.

4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à participer à la réalisation des objectifs identifiés, dans le respect de leur mandat respectif. Les parties s'engagent à prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'Entente.

Engagements communs :

- participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- participer aux activités du comité de suivi de l'entente;
- collaborer, au besoin, à tout autre comité découlant de la présente entente;
- assurer l'expertise et les compétences sectorielles nécessaires à la réalisation des projets émergeant de l'Entente.

4.1 La CRÉ s'engage à :

- 4.1.1 contribuer, sous réserve des crédits disponibles au Fonds de développement régional (FDR), une somme de 225 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Total
2010-2011	40 000 \$	35 000 \$	75 000 \$
2011-2012	40 000 \$	35 000 \$	75 000 \$
2012-2013	40 000 \$	35 000 \$	75 000 \$
Total	120 000 \$	105 000 \$	225 000 \$

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

- 4.1.2 verser directement aux bénéficiaires des projets retenus la part de la subvention correspondant au pourcentage des contributions des partenaires autre que celle du CALQ, soit 60 % pour le volet 1 et 68 % pour le volet 2, conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à la clause 5.3 tout en tenant compte des modalités de gestion du FRIJM et du FDR;
- 4.1.3 ouvrir un compte spécifique sous le nom de Volet 1 - Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2010-2013 et recueillir dans ce compte les contributions de la CRÉ et du FJM prévues pour le volet 1;
- 4.1.4 ouvrir un compte spécifique sous le nom de Volet 2 - Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2010-2013 et recueillir dans ce compte les contributions de la CRÉ, du FJM et de la VILLE prévues pour le volet 2;
- 4.1.5 tenir à jour une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1 et 2 de l'Entente;
- 4.1.6 autoriser les projets recommandés par le comité de sélection;
- 4.1.7 fournir aux partenaires, au terme de chaque inscription, une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de l'Entente;
- 4.1.8 mettre à la disposition du comité de suivi et du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres;
- 4.1.9 participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

4.2 Le CALQ s'engage à :

- 4.2.1 contribuer, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 277 500 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2010-2011	40 000 \$	30 000 \$	20 000 \$	2 500 \$	92 500 \$
2011-2012	40 000 \$	30 000 \$	20 000 \$	2 500 \$	92 500 \$
2012-2013	40 000 \$	30 000 \$	20 000 \$	2 500 \$	92 500 \$
Total	120 000 \$	90 000 \$	60 000 \$	7 500 \$	277 500 \$

- 4.2.2 verser directement aux bénéficiaires des projets retenus aux volets 1, 2 et 3 la part de la subvention correspondant au pourcentage des contributions du CALQ, soit 40 % pour le volet 1, 32 % pour le volet 2 et 50 % pour le volet 3, et ce conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à la clause 5.3;
- 4.2.3 procéder au traitement des demandes soumises au programme intitulé « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres » aux volets 1 et 2 et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;
- 4.2.4 organiser la tenue des comités et défrayer les coûts en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités de sélection, telle que présentée à l'annexe 2;
- 4.2.5 autoriser les projets recommandés par le comité de sélection;
- 4.2.6 produire les lettres d'annonce pour les volets 1 et 2 qui seront cosignées par la CRÉ, le FJM et le CALQ, ainsi que celles du volet 3 qui seront cosignées par la VILLE et le CALQ et effectuer le suivi des projets sélectionnés dans le cadre du programme intitulé « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres » : volets 1, 2 et 3;

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

- 4.2.7 tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1, 2 et 3 de l'Entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- 4.2.8 verser au CCCM, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 4;
- 4.2.9 fournir aux parties, au terme de chaque inscription, une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de l'Entente;
- 4.2.10 déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- 4.2.11 participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

4.3 Le FJ M s'engage à :

- 4.3.1 contribuer, sous réserve des crédits disponibles, une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 4	Total
2010-2011	20 000 \$	20 000 \$	12 500 \$	52 500 \$
2011-2012	20 000 \$	20 000 \$	10 000 \$	50 000 \$
2012-2013	20 000 \$	20 000 \$	7 500 \$	47 500 \$
Total	60 000 \$	60 000 \$	30 000 \$	150 000 \$

- 4.3.2 verser à la CRÉ, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre des volets 1 et 2;
- 4.3.3 verser au CCCM, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 4;
- 4.3.4 autoriser les projets recommandés par le comité de sélection en s'assurant que les obligations du FRIJM sont respectées dans le versement de l'aide octroyée aux volets 1 et 2;
- 4.3.5 déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- 4.3.6 participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

4.4 Le CCCM s'engage à :

- 4.4.1 Réaliser les objectifs du volet 4 et, à cette fin, affecter les ressources financières décrites à la clause 4.3.3, des ressources humaines et des services techniques, et faire rapport des activités réalisées au terme de chaque exercice financier;
- 4.4.2 déposer au FJM un plan d'action assurant l'atteinte des objectifs du volet 4 en lien avec la clause 5.3.5;
- 4.4.3 déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;
- 4.4.4 participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

4.5 La VILLE s'engage à :

4.5.1 Contribuer pour une somme de 90 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 2	Volet 3	Total
2010	10 000 \$	20 000 \$	30 000 \$
2011	10 000 \$	20 000 \$	30 000 \$
2012	10 000 \$	20 000 \$	30 000 \$
Total	30 000 \$	60 000 \$	90 000 \$

4.5.2 verser à la CRÉ, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 2;

4.5.3 verser directement aux bénéficiaires des projets retenus au volet 3, sa part de la subvention correspondant à 50 %, et ce, conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à la clause 5.3;

4.5.4 déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

4.5.5 participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

4.6 Le MCCCCF s'engage à :

4.6.1 assurer le suivi de l'Entente;

4.6.2 déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

4.6.3 participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

4.7 Le MAMROT s'engage à :

4.7.1 assurer le suivi de l'Entente;

4.7.2 assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

4.7.3 déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

4.7.4 participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

5. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

5.1 Processus :

5.1.1 les projets présentés dans le cadre des volets 1 et 2 sont déposés à la CRÉ qui en accuse réception. Celle-ci les transmet par la suite au CALQ, qui en valide l'admissibilité et effectue le traitement approprié en vue de l'évaluation par un comité de sélection;

5.1.2 les projets des volets 1 et 2 sont soumis à un processus de sélection comprenant, notamment, le recours à un comité de sélection au sens prévu par l'article 22 (3) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., c. C-57.02.). Le comité de sélection est informé de l'ensemble des projets présentés, y compris de ceux jugés non admissibles;

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

- 5.1.3 les recommandations du comité de sélection sont présentées au CALQ, à la CRÉ, au FJM, pour le volet 2 et au CALQ, à la CRÉ, au FJM et à la VILLE, pour le volet 2 qui procèdent à l'approbation des projets retenus;
- 5.1.4 les projets retenus dans le cadre du volet 3 sont issus d'un processus de consultation entre le CALQ et la Ville et font l'objet d'un accord conjoint entre le CALQ et la VILLE;
- 5.1.5 la réalisation des objectifs spécifiques du volet 4 sont de la responsabilité du CCCM, en collaboration avec le FJM.

5.2 Conditions :

- 5.2.1 seuls les artistes et écrivains professionnels, collectifs d'artistes et d'écrivains incluant la relève et les organismes répondant aux définitions libellées à la clause 1 de la présente Entente sont admissibles;
- 5.2.2 le montant maximal accordé à un projet individuel du volet 1 est de 10 000 \$, et à un projet collectif du volet 1 est de 15 000 \$, par inscription. Pour tous les projets du volet 1, le montant accordé ne pourra pas représenter plus de 75 % du coût total du projet;
- 5.2.3 pour le volet 2, le montant maximal accordé à un projet est de 20 000 \$. Ce montant avec celui des autres aides financières gouvernementales ne pourra pas représenter plus de 80 % du coût total du projet;
- 5.2.4 pour le volet 3, le montant maximal accordé à un projet est de 20 000 \$ par année financière.

5.3 Modalités d'attribution des subventions :

- 5.3.1 l'aide financière est accordée pour des projets sélectionnés en vertu des objectifs, processus et modalités prévus dans la présente Entente. Les projets doivent répondre à plus d'un objectif général de l'Entente et ils doivent répondre à au moins un objectif spécifique du volet dans lequel ils s'inscrivent;
- 5.3.2 au moins 50 % de l'enveloppe annuelle destinée au volet 1 sera affecté aux artistes, aux écrivains et aux collectifs d'artistes et d'écrivains de la relève;
- 5.3.3 au moins 50 % de l'enveloppe annuelle destinée au volet 2 sera affecté à des projets favorisant l'émergence de la relève artistique professionnelle;
- 5.3.4 au moins 10 % de l'enveloppe annuelle destinée au volet 2 sera affecté à des projets issus d'organismes sur le territoire de la ville de Trois-Rivières;
- 5.3.5 pour l'année financière 2010-2011, le FJM et le CALQ verseront au CCCM sa contribution de 15 500 \$ lors du dépôt du plan d'action de ce dernier concernant le volet 4. Pour les années subséquentes, le FJM versera au CCCM, sa contribution de 10 000 \$ en 2011-2012 et de 7 500 \$ en 2012-2013, et le CALQ versera sa contribution de 2 500 \$ en 2011-2012 et 2012-2013, lors du dépôt du rapport d'activités faisant état des réalisations et du plan d'action.

5.4 Comité de sélection :

- 5.4.1 la nomination des membres d'un comité de sélection est assurée par le CALQ, sous réserve des conditions prévues à la Loi et des modalités de la présente Entente. Ainsi, les membres du comité de sélection doivent provenir majoritairement du milieu des arts ou des lettres de la région de la Mauricie et être inscrits à la banque des personnes ressources du CALQ. Ils ne peuvent être

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

membres du conseil d'administration du CALQ, ni du personnel du CALQ, de la CRÉ, du FJM, du CCCM, de la VILLE ou de la fonction publique;

- 5.4.2 un représentant du CALQ agit à titre de secrétaire du comité de sélection, sans en être membre, ni y avoir droit de vote. Un représentant de la CRÉ ou du FJM agit à titre d'observateur, sans en être membre, ni avoir droit de vote et s'engage à signer le formulaire de confidentialité.

5.5 Règles d'éthique et de déontologie :

- 5.5.1 les membres du comité de suivi ainsi que les membres du comité de sélection sont soumis aux règles et modalités prévues à la Politique concernant les comités de sélection et les comités consultatifs du CALQ, tel que présenté à l'annexe II.

6. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire sur lequel s'applique la présente Entente est celui de la Mauricie, région administrative 04.

7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

On retrouve à l'annexe I les engagements financiers des parties.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

- 8.1 Nonobstant sa date de signature, la présente Entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2010 pour une période de trois ans. Elle couvre les années financières 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, sous réserve des crédits disponibles. La fin de l'Entente est donc prévue le 31 mars 2013.
- 8.2 Pendant la durée de la présente Entente, les engagements affectés aux volets 1, 2 et 3 et non utilisés au terme d'une inscription annuelle seront retournés aux parties, au prorata de leur contribution. Cependant, sur recommandation unanime du comité de suivi, le CALQ, la CRÉ, le FJM et la VILLE pourront réaffecter, sur une autre année financière, les sommes non utilisées.

9. SUIVI ET ÉVALUATION

- 9.1 Pour faciliter le partenariat établi par la présente Entente, les parties conviennent de former un comité de suivi composé d'un représentant de chacune des parties signataires de l'Entente.
- 9.2 Le mandat général de ce comité est de voir à l'application de la présente Entente. Plus spécifiquement, le comité est chargé de s'assurer de l'atteinte des objectifs de l'Entente, d'évaluer, annuellement, l'impact des actions réalisées en fonction des objectifs fixés et des ressources budgétaires disponibles. Il procède également à l'évaluation préalable au renouvellement de l'Entente et fait toute recommandation qu'il juge nécessaire aux partenaires de l'Entente.

10. RÉSILIATION

- 10.1 Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente Entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente Entente.
- 10.2 Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre un avis de résiliation écrit à la partie, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'Entente est résiliée de plein droit à l'égard de cette partie.
- 10.3 Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser, s'il y a lieu, à la partie qui s'est prévalu du droit de résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation à la partie concernée.
- 10.4 Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

11. ADHÉSION D'UN NOUVEAU PARTENAIRE

- 11.1 Les parties acceptent que des contributions provenant de nouveaux partenaires, y compris des organismes publics ou privés, soient ajoutées au budget de la présente Entente. Ces contributions devront être au bénéfice des objectifs de l'Entente et seront inscrites dans un addenda à celle-ci.
- 11.2 Les parties conviennent, à l'avance, que tout nouveau partenaire qui verse une contribution dans le cadre de la présente Entente, bénéficie de la visibilité accordée aux parties à la condition qu'il accepte de se conformer à l'ensemble des clauses inscrites au présent protocole.

12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette Entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente Entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties (addenda). Cet addenda ne peut changer la nature de l'Entente et elle en fera partie intégrante.

14. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente Entente, les parties et l'intervenant conviennent que toutes les communications se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont livrées ou acheminées par courrier de la façon suivante :

MAMROT

Monsieur Pierre Robert
Directeur régional
Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire
100, rue Laviolette, bureau 321
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
pierre.robert@mamrot.gouv.qc.ca

MCCCF

Madame Hélène Mc Gee
Directrice régionale
Ministère de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine
100, rue Laviolette, bureau 315
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
drmcq@mcccf.gouv.qc.ca

CRÉ

Monsieur Christian Savard
Directeur général
Conférence régionale des élus de la Mauricie
3450, boul. Gene-H.-Kruger, bureau 200
Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3
christian.savard@cre-mauricie.qc.ca

CALQ

Monsieur Stéphan LaRoche
Directeur du développement,
de l'action régionale et internationale
Conseil des arts et des lettres du Québec
79, boulevard René-Lévesque Est, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5N5
stephan.laroche@calq.gouv.qc.ca

FJM

Madame Isabelle Bordeleau
Directrice générale
Forum Jeunesse Mauricie
1, rue Fusey, 3^e étage
Trois-Rivières (Québec) G8T 2T2
ibordeleau@forumjeunessemauricie.com

CCCM

Monsieur Éric Lord
Directeur général
Conseil de la Culture et des Communications de la Mauricie
118, rue Radisson, bureau 500
Trois-Rivières (Québec) G9A 2C4
direction@culturemauricie.ca

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
Monsieur Michel Jutras
Directeur des Arts et de la Culture
1325, place de l'Hôtel-de-Ville,
C.P. 368 Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3
mjutras@v3r.net

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

15.1 Le CCCM, le FJM, la CRÉ, la VILLE et la Direction des relations publiques du CALQ reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec les parties signataires les détails importants de l'Entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'Entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'Entente.

15.2 La présente Entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par la CRÉ, le FJM, le CCCM, la VILLE et la Direction des relations publiques du CALQ.

15.3 Les PARTIES assurent la visibilité de chaque partenaire de l'Entente lors de toute activité de communication relative à l'Entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

15.4 Les PARTIES acceptent la participation du ou des représentants des partenaires à toute cérémonie officielle concernant l'Entente et à toutes annonces ou présentations publiques de projets qui découlent de l'Entente, à cet égard, les partenaires devront être informés, par écrit, au moins dix (10) jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

15.5 Les contributions seront soulignées de la façon suivante pour le volet 1 :

15.5.1 En se conformant aux normes de communication, de visibilité et d'utilisation du logo du CALQ, de la CRÉ et du FJM.

15.6 Les contributions seront soulignées de la façon suivante pour le volet 2 :

15.6.1 En se conformant aux normes de communication, de visibilité et d'utilisation du logo du CALQ, de la CRÉ, du FJM et de la VILLE dans tous les documents promotionnels et d'information relatifs aux projets soutenus dans le cadre de la présente Entente.

15.7 Les contributions seront soulignées de la façon suivante pour le volet 3 :

15.7.1 En se conformant aux normes de communication, de visibilité et d'utilisation du logo du CALQ et de la VILLE dans tous les documents promotionnels et d'information relatifs aux projets soutenus dans le cadre de la présente Entente.

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

15.8 Les contributions seront soulignées de la façon suivante pour le volet 4 :

15.8.1 En se conformant aux normes de communication, de visibilité et d'utilisation du logo du FJM dans tous les documents promotionnels et d'information relatifs aux projets soutenus dans le cadre de la présente Entente.

16. SIGNATURES

Les parties et l'intervenante reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties et l'intervenante ont signé :

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE



LAURENT LESSARD
Ministre

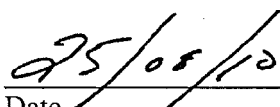
20/07/10

Date

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

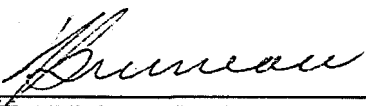
**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION
FÉMININE**


CHRISTINE ST-PIERRE
Ministre


Date

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

POUR LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE



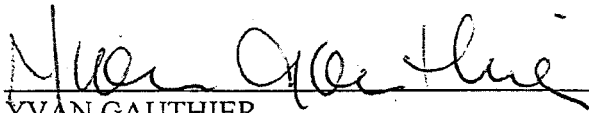
GÉRARD BRUNEAU
Président

31 août 2010

Date

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

POUR LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC



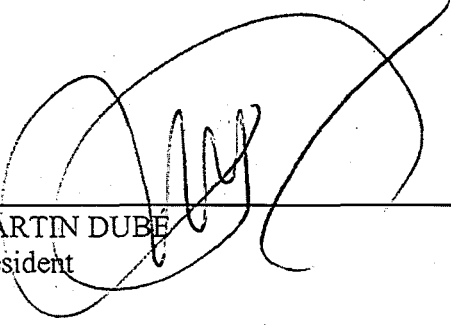
YVAN GAUTHIER
Président-directeur général

08/09/10

Date

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

POUR LE FORUM JEUNESSE MAURICIE



MARTIN DUBÉ
Président

Date

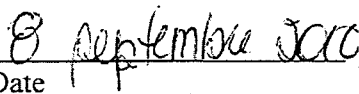
08/09/10

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

**POUR LE CONSEIL DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DE LA
MAURICIE**



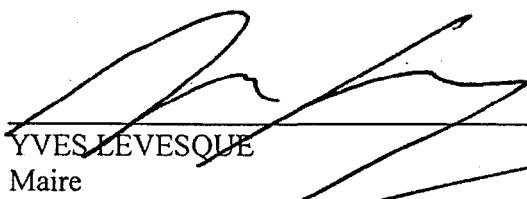
JOSEE GRANDMONT
Présidente

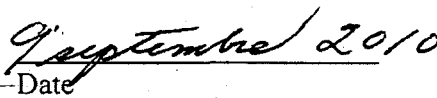


Date

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

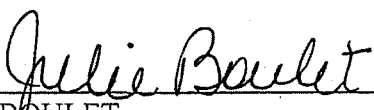
POUR LA VILLE DE TROIS-RIVIÈRES


YVES LEVESQUE
Maire

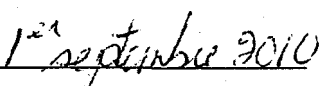

Date

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle
en Mauricie

LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE



JULIE BOULET
Ministre



Date

ANNEXE I

Engagement des
partenaires

	AN 1 2010-2011	AN 2 2011-2012	AN 3 2012-2013	%	Total
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	31	225 000 \$
CALQ	92 500 \$	92 500 \$	92 500 \$	37	277 500 \$
FJM	52 500 \$	50 000 \$	47 500 \$	20	150 000 \$
Ville	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	12	90 000 \$
Total	250 000 \$	247 500 \$	245 000 \$	100	742 500 \$

Engagement des partenaires par Volet

Volet 1

CRÉ	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40	120 000 \$
CALQ	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40	120 000 \$
FJM	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20	60 000 \$
Total	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100	300 000 \$

Volet 2

CRÉ	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	37	105 000 \$
CALQ	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	32	90 000 \$
FJM	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	21	60 000 \$
Ville	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10	30 000 \$
Total	95 000 \$	95 000 \$	95 000 \$	100	285 000 \$

Volet 3

CALQ	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	50	60 000 \$
Ville	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	50	60 000 \$
Total	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	100	120 000 \$

Volet 4

CALQ	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	20	7 500 \$
FJM	12 500 \$	10 000 \$	7 500 \$	80	30 000 \$
Total	15 000 \$	12 500 \$	10 000 \$	100	37 500 \$

ANNEXE II

Conseil des arts
et des lettres

Québec 

Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs

Préparé par :	La Direction de la coordination et de l'administration
Approuvé par :	Le conseil d'administration
Date :	Le 27 mars 2000 (RÉS. CA9900A030)
Révisé :	Les 28 et 29 mars 2007 (RÉS. CA0607A064)
Révisions antérieures :	Les 13 et 14 décembre 2006 (RÉS. CA0607A043)
	Le 8 décembre 2005 (RÉS. CA0506A029)
	Le 20 juin 2003 (RÉS. CA0304A005)
	Le 1 ^{er} octobre 2001 (RÉS. CA0102A012) (articles 2.2 et 3)

Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs

Révision approuvée par le conseil d'administration lors de sa séance des 28 et 29 mars 2007.

Article 1 : OBJECTIFS

La présente politique a pour but de définir les termes et les principes généraux applicables au Conseil des arts et des lettres du Québec, ci-après appelé le Conseil, à l'égard de la constitution de la banque de personnes-ressources ainsi que de la composition et du rôle des jurys, des comités consultatifs ou de sélection, ci-après appelés comités, et des appréciateurs embauchés et rémunérés par le Conseil pour la gestion de ses programmes de bourses, de subventions et de ses ententes.

Elle fixe la rémunération des personnes embauchées par le Conseil.

Cette politique concerne les programmes dont le processus d'évaluation prévoit la constitution d'un comité consultatif lorsqu'il s'agit d'un programme de subventions ou d'un jury lorsqu'il s'agit du programme de bourses. Elle s'applique également, avec les adaptations requises, lors de la constitution d'un comité de sélection lorsqu'il s'agit de la gestion d'une entente et lors de l'embauche d'appréciateurs.

Article 2 : DÉFINITIONS

Jury : un jury est composé de pairs embauchés pour évaluer les demandes de bourses déposées par des artistes et des écrivains dans les programmes du Conseil.

Comité consultatif : un comité consultatif est composé de pairs embauchés pour évaluer les demandes de subventions déposées par des organismes dans les programmes du Conseil.

Comité de sélection : un comité de sélection est composé de personnes, qui peuvent ou non être des pairs, embauchées pour évaluer les demandes de bourses des artistes ou de subventions des organismes déposées dans le cadre d'une entente signée entre le Conseil et un ou plusieurs partenaires signataires.

Appréciateur : un appréciateur est une personne embauchée pour donner un avis, entre autres, sur un spectacle, un événement, une exposition ou un projet ou sur une demande de bourse de déplacement.

Article 3 : CONSTITUTION DE LA BANQUE DE PERSONNES RESSOURCES (BPR)

Le Conseil gère une banque de personnes-ressources.

3.1 Conditions d'admissibilité à la banque de personnes-ressources

Peut être admise dans la banque de personnes-ressources, la personne physique qui répond à l'un ou l'autre des critères suivants :

- est artiste au sens de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma* c'est-à-dire qui pratique un art pour son propre compte et qui offre ses services, moyennant rémunération, à titre de créateur ou d'interprète, dans les domaines visés par cette loi;
- est créateur du domaine des arts visuels, des métiers d'art ou de la littérature, se déclare artiste professionnel, crée des œuvres pour son propre compte, dont les œuvres sont exposées, produites, publiées et représentées en public ou mises en marché par un diffuseur, a reçu de ses pairs des témoignages de reconnaissance comme professionnel, par une mention d'honneur, une récompense, un prix, une bourse, une nomination à un jury, la sélection à un salon ou tout autre moyen de même nature, au sens de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et leurs contrats avec les diffuseurs* ;
- est gestionnaire ou professionnel dans l'un des domaines relevant de la juridiction du Conseil.

De plus, l'artiste, le créateur ou l'écrivain doit posséder au moins deux (2) ans de pratique et le gestionnaire culturel ou le professionnel au moins deux (2) ans d'expérience professionnelle.

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

Ces personnes sont reconnues pour leurs compétences dans une ou plusieurs disciplines artistiques mais doivent être inscrites dans la BPR dans une seule discipline. Elles doivent fournir au Conseil les renseignements relatifs à leur candidature.

Les membres du personnel et du conseil d'administration du Conseil, de la fonction publique, le personnel œuvrant dans d'autres organismes gouvernementaux, publics ou privés qui soutiennent les arts, les agents ou représentants d'artistes, ainsi que les journalistes et les personnes qui exercent le métier de critique sur une base régulière ne sont pas admissibles à la BPR ou sont suspendus, s'ils en faisaient déjà partie, jusqu'à ce qu'ils répondent à nouveau aux critères d'admissibilité.

Le Conseil peut intégrer à la BPR, à titre de membres-partenaires, une ou des personnes nommées conjointement avec les signataires d'une entente pour siéger aux comités de sélection formés pour la gestion des ententes. Ces membres-partenaires doivent avoir une bonne connaissance des arts et des lettres de leur territoire et être reconnus dans le milieu culturel pour leurs compétences. Ces personnes sont inscrites dans la BPR du Conseil à titre de membres-partenaires pour ce comité de sélection. Les candidatures des membres-partenaires à la BPR ne sont pas soumises à l'approbation du conseil d'administration.

3.2 Inscription

Toute personne intéressée à faire partie de la BPR doit soumettre sa candidature et répondre aux conditions d'admissibilité fixées par le Conseil. Le Conseil peut inscrire ou solliciter des candidatures auprès du milieu des arts et des lettres.

Un appel de candidatures figure également en tout temps sur le site Web du Conseil et paraît annuellement dans son bulletin électronique *Nouvelles du CALQ*. Un appel de candidature paraît également dans chacune des lettres d'annonce lors de l'octroi d'une bourse.

3.3 Approbation des candidatures

Les propositions de candidatures sont étudiées par les chargés de programmes de chaque secteur disciplinaire en fonction des conditions d'admissibilité à la BPR et sont soumises au directeur du secteur qui en propose l'acceptation ou le refus au président-directeur général. Celui-ci en recommande ensuite l'acceptation ou le refus au conseil d'administration.

Les candidatures approuvées par le conseil d'administration constituent la BPR.

Le Conseil informe les personnes de l'acceptation ou du refus de leur candidature à la BPR.

3.4 Mise à jour

La BPR est mise à jour, au besoin, pour l'ajout de candidatures ainsi que pour la suspension, le retrait ou la révocation de candidatures déjà approuvées par le conseil d'administration.

Le secteur disciplinaire se réserve le droit de suspendre une candidature si :

- elle ne respecte plus une des conditions d'admissibilité à la BPR (suspension temporaire);
- le candidat demande que son nom soit retiré de la BPR.

Le conseil d'administration se réserve le droit de refuser ou de révoquer une candidature si :

- elle ne respecte pas les conditions d'admissibilité à la BPR (refus);
- il y a eu un manquement au code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys, de comités et les appréciateurs (révocation).

Article 4 : COMPOSITION DES JURYS ET COMITÉS

Les personnes choisies à titre de membres de jurys, de comités ou d'appréciateurs doivent faire partie de la BPR du Conseil.

Exceptionnellement, si le Conseil ne peut constituer un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection faute de candidatures disponibles dans la BPR, la direction générale du Conseil peut approuver l'ajout d'une nouvelle candidature en autant qu'elle réponde aux conditions énoncées à l'article 3.1.

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

Le président-directeur général doit informer le conseil d'administration, lors de sa prochaine réunion, des cas d'exception qu'il a approuvés.

Les demandes de bourses et de subventions sont analysées par des jurys ou des comités consultatifs formés de pairs.

Pour les demandes de bourses, les jurys sont formés de personnes qui possèdent une bonne connaissance de la pratique artistique pour laquelle elles ont été choisies.

Pour les demandes de subventions, les membres des comités consultatifs sont des personnes reconnues pour leurs compétences dans le domaine et qui possèdent une bonne connaissance des organismes demandeurs et de leur impact sur le milieu artistique.

Pour la gestion des ententes, les membres des comités de sélection doivent être issus du territoire identifié par l'entente, s'il y a lieu, et doivent faire partie de la BPR du Conseil dans la proportion prévue à l'entente.

Les autres membres proposés par le ou les partenaires de l'entente doivent avoir une bonne connaissance des arts et des lettres de leur territoire, s'il y a lieu, et être reconnus dans le milieu culturel pour leurs compétences. Ces personnes sont inscrites dans la BPR du Conseil pour cette sélection à titre de membres-partenaires seulement.

4.1 Critères de sélection

La composition d'un jury, d'un comité consultatif ou d'un comité de sélection doit respecter les critères suivants :

- a) un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection doit être composé d'au moins trois membres ;
- b) un membre de comité consultatif peut être engagé pour évaluer au cours d'une même année les demandes de subvention dans plus d'un programme ;
- c) une personne ne peut être engagée pour faire partie d'un jury ou d'un comité de sélection si elle a déposé une demande de bourse au Conseil pour cette inscription, soit personnellement ou avec un collectif d'artistes ;
- d) une personne ne peut être membre d'un jury formé pour évaluer les demandes de bourses du Conseil plus d'une fois au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

Elle peut toutefois faire partie d'un comité de sélection formé pour la gestion d'ententes ou avoir été embauchée à titre d'appréciateur au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil ;

- e) un membre de comité consultatif ne peut être engagé comme membre d'un jury, et vice versa, au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

Il peut toutefois faire partie d'un comité de sélection formé pour la gestion d'ententes ou avoir été embauché à titre d'appréciateur au cours de l'exercice financier ou de l'exercice financier précédent du Conseil ;

- f) un membre de comité consultatif ne peut être engagé pour siéger à un autre comité au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil, sauf s'il est appelé à assurer une continuité d'une année à l'autre dans le cadre des évaluations pour le soutien au fonctionnement ; il peut alors siéger à un même comité deux exercices financiers consécutifs ;
- g) un membre ne peut faire partie d'un comité de sélection plus d'une fois au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

Il peut toutefois faire partie d'un comité consultatif, d'un jury ou avoir été embauché à titre d'appréciateur au cours de l'exercice financier ou de l'exercice financier précédent du Conseil ;

- h) un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection doit se composer d'hommes et de femmes, choisis de manière à tenir compte de la diversité des pratiques, de la représentativité territoriale et de la diversité ethnoculturelle de la population ;
- i) un jury ou un comité consultatif ne peut s'adjoindre qu'un seul membre provenant soit d'une autre

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

discipline, soit de l'extérieur du Québec.

4.2 Durée du mandat des membres de jurys, comités consultatifs, comités de sélection et des appréciateurs

- a) le mandat d'un membre de jury ou de comité de sélection est d'une durée d'au plus six mois;
- b) le mandat d'un membre de comité consultatif se termine le 31 mars de l'exercice financier associé à l'évaluation pour laquelle il a été engagé;
- c) le mandat d'un appréciateur est variable et se termine le 31 mars suivant son engagement.

4.3 Code d'éthique et de déontologie

Les membres de jurys et de comités, ainsi que les appréciateurs s'engagent à respecter le code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys et de comités et les appréciateurs accompagnant la lettre d'engagement.

Chaque membre ou appréciateur doit signer un formulaire d'engagement de confidentialité dès qu'il est embauché. Ce formulaire dûment rempli et signé doit être transmis au Conseil avant que la documentation ne lui soit remise.

Avant le début de la rencontre du jury ou du comité ou de son mandat, le membre ou l'appréciateur doit remettre au Conseil son formulaire de déclaration d'intérêts dûment rempli et signé.

4.4 Publication

Le Conseil rend disponible le nom des membres d'un jury trois mois après la décision du Conseil lors de l'attribution d'une bourse. Il rend disponible le nom d'un membre d'un comité consultatif ou d'un comité de sélection trois mois après la fin de son mandat.

Le nom d'un appréciateur embauché pour donner son avis sur les bourses de déplacement ou sur un spectacle, un événement, une exposition ou un projet n'est jamais rendu public.

Les personnes embauchées doivent être avisées par écrit de cette disposition de la politique.

Article 5 : RÔLE DU PERSONNEL DU CONSEIL, D'UN MEMBRE D'UN JURY, D'UN COMITÉ CONSULTATIF, D'UN COMITÉ DE SÉLECTION ET D'UN APPRÉCIATEUR

5.1 Rôle du personnel du Conseil

Le ou la chargé(e) de programmes responsable coordonne le jury, le comité consultatif ou le comité de sélection. Il ou elle assume ou partage avec un ou une autre chargé(e) de programmes, les responsabilités suivantes :

- assure l'organisation et le secrétariat du jury, du comité consultatif ou du comité de sélection. Il ou elle ne prend pas part aux débats et n'a pas droit de vote ;
- informe les membres de son rôle et de celui du ou des autres chargés de programmes et de l'adjoint(e) aux programmes, le cas échéant ;
- rappelle les orientations du Conseil, les objectifs et critères d'évaluation du programme, ainsi que les règles relatives à l'éthique et à la déontologie ;
- explique le déroulement du processus d'évaluation ainsi que les modalités d'évaluation ;
- s'assure que les modalités de gestion du Conseil sont respectées.

5.2 Membre d'un jury

Le rôle d'un membre appelé à participer à un jury au Conseil est d'évaluer au mérite les demandes présentées par des personnes physiques dans le cadre du programme de bourses sur la base des objectifs et des critères d'évaluation spécifiques aux différents volets inscrits dans le programme en tenant compte des orientations du Conseil afin d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un soutien. Il donne à titre indicatif le montant qui peut être octroyé pour chaque projet retenu. Il établit un ordre de classement des projets recommandés. Une fois l'enveloppe budgétaire épuisée, les candidats qui demeurent sur la liste des dossiers recommandés par le jury sont reconnus comme substitués. Au terme des travaux, les membres font des recommandations au conseil d'administration qui les entérine.

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

5.3 Membre d'un comité consultatif

Les membres d'un comité consultatif évaluent au mérite les demandes des organismes sur la base des critères d'évaluation inscrits dans les programmes et tiennent compte des orientations du Conseil. Au terme des travaux, les membres font des recommandations au conseil d'administration qui les entérine.

5.4 Membre d'un comité de sélection

Le rôle d'un membre appelé à participer à un comité de sélection dans le cadre d'une entente est d'analyser et d'évaluer au mérite les demandes présentées par des artistes, des écrivains ou des organismes sur la base des critères d'évaluation inscrits dans le programme et d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un soutien. La sélection tient compte à la fois de la valeur comparée des projets et des crédits disponibles. Au terme des travaux, les membres font des recommandations au conseil d'administration qui les entérine.

5.5 Décision

En l'absence de consensus, les choix d'un jury, d'un comité de sélection et les recommandations d'un comité consultatif sont faits selon le principe de la majorité des voix.

5.6 Appréciateur

Un appréciateur est mandaté par le Conseil pour donner son avis, entre autres, sur des spectacles, des expositions, des événements, des œuvres, des projets particuliers ou encore pour analyser les demandes de bourses de déplacement.

Article 6 : ENGAGEMENT ET MODALITÉS DE PAIEMENT

6.1 Engagement

L'engagement d'un membre d'un jury, d'un comité consultatif, d'un comité de sélection ou d'un appréciateur doit faire l'objet d'une lettre d'engagement à laquelle est jointe une copie du code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys, de comités et les appréciateurs, un formulaire d'engagement de confidentialité et un formulaire de déclaration d'intérêts.

6.2 Paiement des honoraires

Pour sa préparation et sa participation à un jury ou à un comité ou pour la préparation d'un avis, un membre est rémunéré sur la base d'honoraires fixes approuvés par le décret 1225-95 du 12 septembre 1995 et reproduits à l'annexe I de la présente politique.

Le Conseil fixe un montant pour l'analyse des documents et ce montant est mentionné dans la lettre d'engagement.

Si la journée de travail du jury ou du comité comporte quatre heures et moins, le membre du jury ou du comité consultatif reçoit 25 \$ par heure travaillée. Le temps de déplacement excédant deux heures est rémunéré. Les périodes de repas sont exclues du calcul des heures de travail.

6.3 Paiement des frais de séjour et de déplacement

Un membre d'un jury, d'un comité ou un appréciateur peut réclamer le remboursement de ses frais de séjour et de déplacement jusqu'à concurrence du montant établi selon la politique de remboursement d'honoraires, de frais de séjour et de transport des membres de jurys, de comités et des appréciateurs en vigueur au Conseil tout en respectant les grands paramètres de la directive 7-74 du Conseil du trésor concernant les *Frais de déplacement des personnes engagées à honoraires*.

Les frais de séjour, de déplacement et d'honoraires sont réclamés à l'aide du formulaire *Fiche de réclamation : honoraires, frais de séjour et de transport* du Conseil des arts et des lettres du Québec qui doit être rempli par le membre du jury, du comité ou l'appréciateur. Accompagné des pièces justificatives nécessaires, il doit être approuvé par le directeur ou la directrice du programme concerné ou la personne qu'il ou qu'elle désigne et le paiement est effectué dès que le mandat a été réalisé.

Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

Si un membre du jury, du comité ou l'appréciateur ne peut compléter son mandat ou si le mandat est retiré ou différé, en tout ou en partie, par le Conseil, il est alors payé proportionnellement pour le temps travaillé et pour le nombre de dossiers traités.

Article 7: ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente politique entre en vigueur pour la formation des jurys et comités formés dans le cadre de l'exercice financier 2007-2008.

Annexe I Honoraires des membres de jurys, de comités ou des appréciateurs

Le décret 1225-95 fixe les honoraires des membres selon un tarif journalier.

Honoraires pour une journée de travail comptant plus de quatre heures et jusqu'à sept heures de travail, 200 \$. Pour chaque heure supplémentaire de travail, un membre reçoit des honoraires de 25 \$ de l'heure.

Honoraires par journée comptant quatre heures de travail et moins, 25 \$ de l'heure.

Honoraires par journée de lecture de dossiers (forfait), 100 \$.

Le Conseil s'est toutefois doté d'une politique administrative interne balisant le temps de lecture en précisant le nombre de dossiers qu'un membre traite en une journée, compte tenu de la discipline, tout en respectant le tarif journalier mentionné précédemment.

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE

2009-2012

ENTRE

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, madame Kathleen Weil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée la « **MICC** »

ET

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MAMROT** »

ET

LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE, madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée « **EMPLOI-QUÉBEC** »

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22-1.), ayant son siège social au 3450, boul. Gene-H.-Kruger, bureau 200, Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3, représentée par le président, monsieur Gérard Bruneau, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 15 décembre 2009, numéro 09-10-04-049, dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelée la « **CRÉ** »

ci-après désignés collectivement « **les PARTIES** ».

ET

INTERVENANT À L'ENTENTE :

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA MAURICIE, institué en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c.M-15.001), représenté aux fins des présentes par madame Sophie Millette, présidente, dûment autorisée,

ci-après appelé le « **CRPMT** »;

ci-après désigné l'« **INTERVENANT** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la **MICC**, conformément à l'article 2 de la *Loi sur le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles* (L.R.Q., c. M-16.1), est responsable de l'immigration;

ATTENDU QUE la **MICC** a la responsabilité, notamment :

- de soutenir l'intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise;
- de favoriser la contribution de la société à l'intégration des personnes immigrantes;
- de favoriser le partenariat dans les domaines dont elle a la responsabilité;
- de conclure des ententes pour réaliser sa mission;

ATTENDU QUE la **MICC** soutient particulièrement la mesure 6.1 du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec visant la prévention du racisme et la discrimination;

ATTENDU QUE la **MICC** est responsable de la mise en œuvre du Plan stratégique 2008-2012 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;

ATTENDU QUE l'objectif 5.3 de ce Plan stratégique 2008-2012 est de hausser de 3,5 % par année le nombre de nouveaux arrivants (cohorte de cinq ans) établis hors de la région métropolitaine de Montréal;

ATTENDU QUE la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1, article 17.5.1) indique que le **MAMROT** a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de celui-ci par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE cette loi prévoit, en son article 21.6, que la **CRÉ** est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet, le Ministère conclut avec la **CRÉ** une entente déterminant les conditions que celle-ci s'engage à respecter, ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

ATTENDU QU'en vertu de cette même loi, la **CRÉ** peut conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales (a. 21.7);

ATTENDU QUE la Loi a institué le Fonds de développement régional (FDR), que ce fonds peut être affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et que la **CRÉ** peut déléguer la gestion d'une partie de ce fonds au comité exécutif, à un membre de ce comité ou au directeur général;

ATTENDU QUE la **CRÉ** a délégué par résolution au directeur général, la gestion d'une partie du FDR dans le cas des ententes spécifiques approuvées par le conseil d'administration;

ATTENDU QUE les mesures du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale visent notamment à renforcer la solidarité en rapprochant les décisions des milieux locaux et régionaux et à améliorer les conditions de vie des personnes et des familles à faible revenu;

ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC vise à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, à réduire le chômage, l'exclusion sociale et professionnelle, les pertes d'emploi, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés;

ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC, dans le Plan d'action régional 2009-2010 pour la Mauricie, compte soutenir la régionalisation de l'immigration en favorisant l'intégration des

personnes immigrantes dans des emplois correspondant à leurs compétences et répondant aux besoins en main-d'œuvre des employeurs;

ATTENDU QUE le **CRPMT** a notamment pour fonctions d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet par **EMPLOI-QUÉBEC** d'ententes en matière de main-d'œuvre et d'emploi avec la **CRÉ** et de promouvoir auprès de celle-ci la prise en compte des axes et stratégies régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi;

ATTENDU QUE le Plan quinquennal de développement régional de la Mauricie 2005-2010 reconnaît l'immigration comme l'une de ses stratégies de développement;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et l'ensemble des conférences régionales des élus ont conclu, lors du Forum des générations, une entente qui définit les principes et pistes d'action et qui prévoit la réalisation d'initiatives de partenariat à déployer en vue de favoriser le développement économique, social et culturel des régions;

ATTENDU QUE les participants au Forum des générations ont convenu d'accélérer la signature d'ententes de régionalisation en matière d'immigration;

ATTENDU QUE la **MICC**, la **CRÉ**, **EMPLOI-QUÉBEC**, le **MAMROT** et le **CRPMT** souhaitent intensifier leur collaboration en vue de promouvoir l'immigration et l'intégration des nouveaux arrivants dans la région de la Mauricie.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser la concertation des partenaires afin de susciter la réalisation d'activités ou de projets visant la régionalisation de l'immigration, en ce qui a trait à l'attraction des personnes immigrantes, à leur établissement durable en région ainsi qu'à une plus grande ouverture de la société d'accueil à la diversité culturelle.

2. OBJECTIFS DE LA PRÉSENTE ENTENTE

Les **PARTIES** s'entendent pour mettre en œuvre un plan de travail visant à réaliser les objectifs suivants :

- 2.1 promouvoir l'immigration comme une stratégie de développement durable et la région de la Mauricie comme pôle d'attraction, entre autres, pour la formation et l'emploi;
- 2.2 faciliter l'intégration culturelle, sociale et professionnelle de 165 personnes immigrantes régionalisées tout en leur permettant de contribuer au développement de la région de la Mauricie, notamment en répondant aux besoins de main-d'œuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève dans les secteurs névralgiques, dans les créneaux d'excellence et dans le milieu des affaires;
- 2.3 favoriser l'établissement durable des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés dans le respect des compétences et des mandats des **PARTIES**;
- 2.4 favoriser l'instauration de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population, promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la société d'accueil et des employeurs et responsabiliser les personnes immigrantes à s'engager dans un processus d'intégration et d'établissement durable.

3. DURÉE DE L'ENTENTE ET CONCLUSION D'UNE NOUVELLE ENTENTE

Malgré la date de signature, la présente entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2009 et prend fin le 31 mars 2012.

Toutefois, dès que la **MICC** informe les autres parties que les nouvelles normes du programme régional d'intégration (PRI) sont en vigueur, celles-ci s'engagent à conclure dans les trois mois qui suivent une nouvelle entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration conforme à ces nouvelles normes. À l'expiration de ce

délai, la présente entente prendra fin automatiquement et la contribution financière des parties sera alors établie en proportion du temps écoulé durant l'année budgétaire.

4. ENGAGEMENTS CONJOINTS DES PARTIES

Les **PARTIES** s'engagent à :

- 4.1 mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé respectivement d'un représentant de la **MICC**, d'un représentant de la **CRÉ**, d'un représentant d'**EMPLOI-QUÉBEC** et d'un représentant du **MAMROT**;
- 4.2 confier au comité de gestion les mandats suivants :
 - 4.2.1 superviser la mise en œuvre de la présente entente et en coordonner les travaux, dont ceux des sous-comités, le cas échéant;
 - 4.2.2 évaluer le suivi financier et administratif de la présente entente et recommander son approbation par la **CRÉ**;
 - 4.2.3 produire et déposer aux **PARTIES** dans les trente jours de la signature de la présente entente, un plan de travail annuel, qui devra identifier des orientations de développement, des moyens, des responsables, des cibles et des indicateurs dans la poursuite des efforts déjà déployés par la région pour l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants;
 - 4.2.4 identifier des cibles précises à l'égard du nombre d'établissements de personnes immigrantes dans la région de la Mauricie, cibles qui seront révisées annuellement, tenant compte notamment :
 - 4.2.4.1 du Plan quinquennal de développement régional de la Mauricie;
 - 4.2.4.2 du Plan d'action d'Emploi-Québec, direction régionale de la Mauricie;
 - 4.2.4.3 des plans d'action élaborés par d'autres partenaires régionaux;
 - 4.2.5 mobiliser les **PARTIES** et les autres partenaires autour des enjeux de l'immigration pour la région;
 - 4.2.6 favoriser une meilleure articulation et adaptation des actions des **PARTIES** et des autres partenaires qui contribuent à l'attraction de l'immigration, à l'établissement et l'intégration de personnes immigrantes dans la Mauricie, au développement et au maintien de relations interculturelles harmonieuses et effectuer des recommandations à cet effet;
 - 4.2.7 analyser la pertinence des projets déposés et, le cas échéant, recommander à la **CRÉ** d'affecter les sommes nécessaires au financement des projets et actions convenues, en respectant les cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les **PARTIES**, notamment en ce qui concerne le Programme régional d'intégration (PRI) de la **MICC** et le cadre de gestion du FDR de la **CRÉ**, tels qu'ils apparaissent en annexe A;
 - 4.2.8 établir dans les trente jours de la signature de la présente entente un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs;
 - 4.2.9 déposer aux **PARTIES** un état de situation à la mi-année, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
 - 4.2.10 déposer aux **PARTIES** un rapport annuel le 10 avril de chaque année portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
 - 4.2.11 produire un rapport final au plus tard le 30 juin 2012 portant sur la réalisation du plan de travail prévu à la clause 4.2.3 de la présente

entente, sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente et sur la visibilité accordée aux **PARTIES** dans le cadre du protocole de visibilité prévu à l'Annexe B de la présente entente;

- 4.2.12 s'assurer du respect des engagements et des obligations des **PARTIES** tels que définis à la présente entente;
- 4.2.13 s'adjoindre, au besoin, des représentants d'autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan de travail annuel de la présente entente;
- 4.2.14 constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente;
- 4.2.15 déterminer un montant minimal devant être alloué aux activités relatives à la diversité et aux relations interculturelles.

5. ENGAGEMENTS de la MICC

La MICC s'engage à :

- 5.1 mettre à la disposition de la **CRÉ** un montant maximal de trois cent trente mille dollars (330 000 \$) sur trois ans, soit aucune somme pour l'année 2009-2010, une somme de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) pour l'année 2010-2011 et une somme de cent quatre vingt mille dollars (180 000 \$) pour l'année 2011-2012, conformément aux modalités d'application présentées à la clause 9 et en respectant les cadres normatifs tels qu'ils apparaissent en annexe A de la présente entente;

- 5.2 verser à la **CRÉ** la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

Pour la première année de la présente entente :

- 5.2.1 aucun montant n'est prévu à la présente entente.

Pour la deuxième année de la présente entente :

- 5.2.3 un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;
- 5.2.4 un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant l'évaluation positive par la **MICC** de l'état de situation prévu à la clause 4.2.9 de la présente entente.

Pour la troisième année de la présente entente :

- 5.2.5 un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours de l'évaluation positive, par la **MICC**, de la mise à jour du plan de travail et du rapport annuel de la deuxième année prévus aux clauses 4.2.9 et 4.2.10 de la présente entente;
- 5.2.6 un deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant l'évaluation positive, par la **MICC**, de l'état de situation prévu à la clause 4.2.9 de la présente entente;
- 5.2.7 un troisième et dernier versement de 10 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant l'évaluation positive, par la **MICC**, du rapport final prévu à la clause 4.2.11 de la présente entente;

- 5.3 participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

6. ENGAGEMENTS DU MAMROT

Le MAMROT s'engage à :

- 6.1 assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale, l'information et la participation des autres ministères et organismes aux objectifs ou actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 6.2 participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

7. ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- 7.1 verser à la **CRÉ**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité, de l'évaluation annuelle de l'atteinte des objectifs de l'entente, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente, un montant maximal de 300 000 \$ sur trois ans, dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), et ce, pour la durée de l'entente et selon le calendrier de contribution suivant :
 - a) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010, suite au dépôt du bilan sommaire des projets financés dans le cadre de l'entente spécifique de régionalisation 2006-2009;
 - b) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011, suite au dépôt du plan de travail annuel 2010-2011, du rapport annuel 2009-2010 et du cadre d'évaluation prévu à la clause 4.2.8;
 - c) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 suite au dépôt du plan de travail annuel 2011-2012 ainsi que du rapport annuel 2010-2011;
- 7.2 fournir aux partenaires de la présente entente les informations sur le marché du travail ainsi que sur les offres d'emploi disponibles sur le territoire;
- 7.3 référer les personnes immigrantes à des organismes offrant des services répondant à leurs besoins.

8. ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

- 8.1 sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, contribuer pour un montant de deux cent vingt-cinq mille dollars (225 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe annuelle maximale de soixante quinze mille dollars (75 000 \$) et selon le calendrier de contribution suivant :

au cours de l'année 2009-2010 :	75 000 \$
au cours de l'année 2010-2011 :	75 000 \$
au cours de l'année 2011-2012 :	75 000 \$
- 8.2 coordonner et soutenir le comité de gestion établi conformément à la clause 4.1 de la présente entente, notamment pour la production des rapports prévus aux clauses 4.2.9 et 4.2.10;
- 8.3 après avoir pris connaissance des recommandations du comité de gestion, assurer le suivi financier et administratif de la présente entente, prendre les décisions sur les projets et les activités à réaliser pour rencontrer les objectifs de la présente entente et y affecter les sommes afférentes notamment celle du FDR;

- 8.4 reconnaître la dimension de l'immigration dans l'élaboration de son plan de développement quinquennal 2010-2015;
- 8.5 conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets;
- 8.6 retourner à la **MICC** et, le cas échéant, aux autres **PARTIES** toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue dans le cadre de la présente entente;
- 8.7 tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- 8.8 fournir tout document et renseignement que la **MICC**, **EMPLOI-QUÉBEC** ou le **MAMROT** jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente.

9. MODALITÉS PARTICULIÈRES

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

10. TABLEAU DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

PARTIES	Année 1 2009-2010	Année 2 2010-2011	Année 3 2011-2012	Total
MICC	0 \$	150 000 \$	180 000 \$	330 000 \$
Emploi-Québec	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CRÉ de la Mauricie	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Total	175 000 \$	325 000 \$	355 000 \$	855 000 \$

11. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi la présente entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (L.R.Q., c. M-24.01).

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'un addenda convenu entre les **PARTIES**. Cet addenda ne peut changer la nature de la présente entente et en fera partie intégrante.

14. VISIBILITÉ ET AFFAIRES PUBLIQUES

Les **PARTIES** de la présente entente conviennent de respecter le protocole de visibilité et d'affaires publiques prévu à l'annexe B de la présente entente.

15. AVIS ET COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** conviennent que toutes les communications (avis, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour la **MICC** : M^{me} Chantal Lussier
Directrice régionale
Immigration-Québec
Direction régionale de l'Estrie, de la Mauricie
et du Centre-du-Québec
202, rue Wellington Nord
Sherbrooke (Québec) J1H 5C6

Pour le **MAMROT** : M. Pierre Robert
Directeur régional
Direction régionale de la Mauricie
Ministère des Affaires municipales, des
Régions et de l'Occupation du territoire
100, rue Laviolette, 3^e étage, bureau 321
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

Pour **EMPLOI-QUÉBEC** : M^{me} Ginette Lanthier
Directrice régionale
Emploi-Québec
225, rue des Forges, bureau 501
Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5

Pour la **CRÉ** : M. Christian Savard
Directeur général
Conférence régionale des élus de la Mauricie
3450, boul. Gene-H.-Kruger, bureau 200
Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3

Pour le **CRPMT** : M^{me} Sophie Milette
Présidente
Conseil régional des partenaires du marché
du travail de la Mauricie
225, rue des Forges, bureau 501
Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** ou de l'**INTERVENANT** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

16. ANNEXES

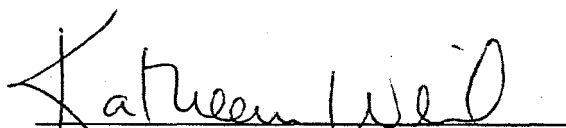
Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, la présente entente prévaudra.

17. SIGNATURES

Les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente, y compris les annexes, le cas échéant.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** ont signé :

La Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles


Kathleen Weil

8 octobre 2010
Date

Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

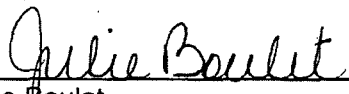


Laurent Lessard

15/09/10

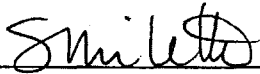
Date

**La Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la
région de la Mauricie**


Julie Boulet

07 OCT. 2010
Date

Pour le Conseil régional des partenaires du marché du travail

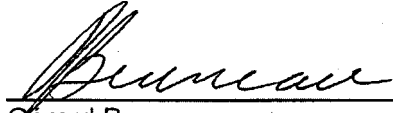


Sophie Milette
Présidente

9 nov. 2010

Date

Pour la Conférence régionale des élus de la Mauricie



Gérard Bruneau
Président

22 oct 2010

Date

ANNEXE A

Cadres normatif liés aux enveloppes consenties par les **PARTIES** à la présente entente

PARTIES	RESSOURCES ALLOUÉES	FONDS ET SOUTIEN
MICC	<ul style="list-style-type: none">▪ Ressources financières et humaines	<ul style="list-style-type: none">▪ Programme régional d'intégration (PRI)
Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none">▪ Ressources financières et humaines	<ul style="list-style-type: none">▪ Fonds de développement du marché du travail
CRÉ de la Mauricie	<ul style="list-style-type: none">▪ Ressources financières et humaines	<ul style="list-style-type: none">▪ Fonds de développement régional▪ Cadre de gestion du Fonds de développement régional

ANNEXE A (SUITE)

PROGRAMME RÉGIONAL D'INTÉGRATION

(PRI)

ANNÉE FINANCIÈRE 2010-2011

Description

Le Programme régional d'intégration soutient les actions concertées des partenaires locaux et régionaux en vue d'accroître l'apport de l'immigration au développement démographique, économique, social et culturel du Québec.

VOLET 1 - SOUTIEN DES ORGANISMES A BUT NON LUCRATIF EN RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION

1.1 Objectifs

Ce volet sert à financer les projets visant les objectifs suivants:

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- Mettre en place ou améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants;
- encourager le partage d'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région, favoriser leur intégration et leur établissement durable
- valoriser, auprès des populations des régions, l'apport économique, social et culturel de l'immigration et lutter contre le racisme et la discrimination.

La priorité est accordée à l'attraction et à l'établissement des immigrants admis dans le volet de l'immigration économique (les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires). Toutefois, les personnes de la catégorie du regroupement familial, les réfugiés sélectionnés à l'étranger, les réfugiés reconnus et les personnes autorisées à soumettre sur place une demande de résidence permanente ne sont pas exclus.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

1.2 Organismes admissibles

Pour être admissible au programme, un organisme doit répondre aux conditions suivantes :

- être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;
- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
- tenir chaque année une assemblée générale annuelle en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
- produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activité;
- être immatriculé au Registraire des entreprises du Québec.

Les organismes admissibles sont prioritairement situés dans les régions en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Toutefois, des organismes peuvent être situés dans l'un de ces territoires, en autant que leur projet vise l'établissement en région et dans la Capitale-Nationale d'immigrants résidant actuellement dans les territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Dans ce cas, le projet doit nécessairement inclure une entente formelle de partenariat avec un ou plusieurs organismes en région ou dans la Capitale-Nationale.

1.3 Projets admissibles

Est admissible au programme tout projet susceptible d'avoir un impact positif sur l'attraction, l'établissement, l'intégration et la rétention des immigrants dans la région.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- des activités de recherche;
- des dépenses d'immobilisation;
- des activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme du Ministère.

Conditions obligatoires

- Les projets présentés doivent répondre à des priorités et aux besoins exprimés par les régions.
- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

1.4 Critères d'évaluation des projets

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- **pertinence** du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- **potentiel** du milieu où est élaboré le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- **faisabilité** du projet;
- **résultats** escomptés du projet;
- **contribution financière** de l'organisme et des partenaires au projet.

1.5 Modalités financières

- La contribution financière versée à l'organisme lui sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme et de ses partenaires.
- La contribution financière ne peut servir à financer les activités régulières de l'organisme ni ses dépenses d'immobilisation, ses services de la dette ou ses frais de fonctionnement et d'administration.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme ou d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.

- L'organisme doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

- **1.6 Modalités administratives**

1.6.1 Présentation de la demande

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

1.6.2 Durée des ententes

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de trois ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, l'organisme doit présenter un calendrier de réalisation. Malgré ce qui précède, les ententes conclues avec des conférences régionales des élus peuvent atteindre une durée maximale de cinq ans. Pour les projets de plus d'un an, l'organisme doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

VOLET 2 - SOUTIEN AUX ORGANISMES PUBLICS EN IMMIGRATION

2.1 Objectifs

Ce volet sert à financer les projets visant un ou plusieurs des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage d'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants (notamment dans les services municipaux), soutenir les activités d'intégration en emploi, favoriser le rapprochement interculturel et lutter contre le racisme et la discrimination;
- valoriser, auprès des populations des régions, l'apport économique, social et culturel de l'immigration

2.2 Organismes admissibles

Les organismes suivants sont admissibles au programme :

- une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté (MRC);
- un organisme public rattaché au réseau de la santé ou de l'éducation ou un organisme paramunicipal;
- une conférence régionale des élus (CRÉ);
- un centre local de développement (CLD).

Cette liste est exhaustive.

2.3 Projets admissibles

Est admissible tout projet ayant un lien direct avec les objectifs du programme.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- des activités de recherche;
- des dépenses d'immobilisation;
- les activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme du Ministère.

Conditions obligatoires

- Les projets et ententes doivent présenter des objectifs quantitatifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

2.4 Critères d'évaluation des projets

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- **pertinence** du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- **potentiel** du milieu où est élaboré le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- **faisabilité** du projet;
- **résultats** escomptés du projet;
- **contribution financière** de l'organisme et des partenaires au projet.

2.5 Modalités financières

- La contribution financière versée à l'organisme sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet, tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme promoteur et de ses partenaires.
- La contribution financière ne peut servir à financer les activités régulières de l'organisme ni ses dépenses d'immobilisation, ses services de la dette ou ses frais de fonctionnement et d'administration.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme et d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme promoteur et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.

- L'organisme promoteur doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- L'organisme promoteur doit accepter de divulguer ses autres sources de financement.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

2.6 Modalités administratives

2.6.1 Présentation de la demande

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

2.6.2 Durée des ententes

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de trois ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, l'organisme doit présenter un calendrier de réalisation. Malgré ce qui précède, les ententes conclues avec des conférences régionales des élus peuvent atteindre une durée maximale de cinq ans. Pour les projets de plus d'un an, le promoteur doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

VOLET 3 SOUTIEN AUX ORGANISMES OFFRANT DES SERVICES AUX PERSONNES IMMIGRANTES QUI SE DÉPLACENT EN RÉGION POUR UNE ENTREVUE D'EMBAUCHE OU POUR EFFECTUER UN SÉJOUR EXPLORATOIRE

3.1 Objectifs

Apporter un soutien aux personnes immigrantes désireuses d'effectuer un séjour exploratoire ou de se présenter à une entrevue d'embauche en vue d'un établissement durable en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil.

3.2 Clientèle admissible

Les personnes visées doivent être des résidents permanents chercheurs d'emploi dans la région métropolitaine de Montréal, plus particulièrement sur l'île de Montréal depuis moins de cinq ans. La priorité est toutefois donnée aux personnes arrivées au Québec depuis moins de 6 mois.

Les personnes immigrantes de la catégorie « gens d'affaires », soit les immigrants investisseurs, les immigrants entrepreneurs et les immigrants travailleurs autonomes ne sont pas admissibles, tout comme les personnes qui demandent l'asile au Canada ou celles qui sont en attente de décision sur leur demande de résidence permanente au Canada ou bien les personnes autorisées à demeurer temporairement au Canada, en vertu d'un permis ou de toute autre autorisation de séjour temporaire.

3.3 Organismes admissibles

- Organismes à but non lucratif répondant aux conditions suivantes :
 - être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;

- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
 - tenir chaque année une assemblée générale annuelle en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
 - produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activité;
 - être immatriculé au Registraire des entreprises du Québec.
- Conférences régionales des élus
 - Municipalités régionales de comté
 - Municipalités locales
 - Centre locaux de développement (CLD).

Pour être admissibles à ce volet, les organismes à but non lucratif situés dans les territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil doivent obligatoirement être partenaires du MICC dans le cadre du volet 1 de ce programme.

3.4 Projets admissibles

Est admissible tout projet comprenant un ou plusieurs des services suivants :

- Activités préparatoires effectuées avant le départ du candidat et des personnes qui l'accompagnent

À titre d'exemple, ces activités peuvent comprendre la validation de l'admissibilité du candidat et de sa motivation à s'installer en région, l'examen de son profil professionnel et de sa connaissance du français, eu égard aux besoins de la région, l'examen de son curriculum vitae qui doit être adapté au marché du travail québécois. Ces activités comprennent aussi l'établissement d'un contact entre l'organisme de la RMM et celui de la région concernée, l'information au candidat quant au soutien financier disponible, la prise de rendez-vous pour le séjour exploratoire auprès de l'organisme responsable de l'activité et l'accompagnement du candidat dans l'organisation du transport et de l'hébergement en collaboration avec l'organisme de la région concernée.

- Activités en région sans entrevue d'embauche

À titre d'exemple, ces activités peuvent comprendre l'accueil du candidat et de sa famille par un représentant de l'organisme en région, une rencontre personnalisée où le plan de séjour est exposé au candidat, la présentation des possibilités d'emploi et des employeurs potentiels dans le domaine de compétence du candidat, une visite guidée de la ville avec repérage des principaux services, etc.

- Activités en région avec entrevue d'embauche

Aux activités mentionnées précédemment peuvent s'ajouter différentes interventions comme de faire le point à la suite de l'entrevue d'embauche; de présenter d'autres possibilités d'emploi et des employeurs potentiels dans le domaine de compétence du candidat, afin qu'il puisse décider de la pertinence de poursuivre sa démarche d'emploi en cas de refus de l'employeur; etc.

- Activités de groupe

Dans les cas où il est possible de créer de petits groupes homogènes œuvrant dans un même secteur économique, certaines activités de groupe peut être organisées, telles la visite guidée de la ville, une séance d'information sur les partenaires de la région (établissements d'enseignement, services aux immigrants, services gouvernementaux) et sur les employeurs potentiels en invitant des représentants des partenaires concernés.

- Activités complémentaires en région (selon les besoins personnels et professionnels du candidat et de sa famille)

À titre d'exemple, ces activités peuvent comprendre la présentation des possibilités d'emploi et des employeurs potentiels dans le domaine de compétence du conjoint du candidat, des rencontres de type « speed jobbing » ou remise de curriculum vitae à des entreprises sélectionnées; des rencontres avec des intervenants spécifiques tels que : établissements d'enseignement pour des besoins de formation, organismes du milieu pour information sur le soutien disponible pour le logement, salle multiservices du Centre local d'emploi, etc.

Les activités et services et leurs modalités de réalisation doivent être dûment inscrits au protocole d'entente ou au contrat de service.

3.5 Modalités financières

- La contribution financière versée à l'organisme sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet, tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- Le soutien financier est versé à l'organisme en fonction des services rendus, conformément aux modalités financières prévues aux protocoles d'entente.
- La contribution financière ne peut servir à financer les activités régulières de l'organisme ni ses dépenses d'immobilisation, ses services de la dette ou ses frais de fonctionnement et d'administration.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

3.6 Modalités administratives

3.6.1 Présentation de la demande

La conclusion d'ententes avec les organismes admissibles dans ce volet peut être réalisée en tout temps durant l'année financière.

3.6.2 Durée des ententes

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de trois ans et peut être renouvelée.

3.6.3 Reddition de comptes

La reddition de comptes se fait conformément aux dispositions du protocole d'entente convenu entre les parties. Elle est produite suivant la périodicité qui y est établie ou au terme du projet, selon la nature et la durée de celui-ci. Les documents à soumettre, tels le bilan des activités, la description des résultats du projet et leur évaluation au regard des objectifs poursuivis, le rapport d'utilisation de la subvention, sont précisés dans le protocole d'entente.

**CADRE DE GESTION POUR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FDR)
ET GUIDE À L'USAGE DES ORGANISMES ADMISSIBLES
POUR LA PRÉSENTATION DE PROJETS RÉGIONAUX**

Adopté par le conseil d'administration le 27 novembre 2008

LA MISSION

La Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Mauricie a pour mission d'assurer un climat favorable à la prospérité et à la pleine expression de la Mauricie.

Soucieuse d'agir avec équité pour l'ensemble de ses territoires, la CRÉ supporte le développement qui repose sur les forces de chacun tout en assurant leur complémentarité.

LES MANDATS

La CRÉ exerce les mandats suivants :

- Favoriser la concertation des partenaires dans la région de la Mauricie.
- Établir un plan quinquennal de développement :
 - ✓ dans une perspective de développement durable;
 - ✓ avec des objectifs généraux et particuliers de développement de la région;
 - ✓ en tenant compte en priorité de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes;
 - ✓ selon les principes de l'égalité et de la parité des femmes;
 - ✓ en tenant compte aussi des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement du Québec.
- Donner, le cas échéant, des avis au gouvernement sur le développement de la région.

**LE PLAN QUINQUENNAL
DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAURICIE
2005-2010
COMME ASSISE POUR LES PROJETS DU FDR**

Des centaines de personnes se sont mobilisées pour définir ce Plan quinquennal de développement de la région Mauricie, en 2005. Aboutissement d'une démarche collective, ce plan se veut la référence en Mauricie sur laquelle se greffe l'ensemble des plans d'action des partenaires socio-économiques de la Mauricie.

Le plan vise :

- à donner la direction à suivre dans le développement de la région ;
- à stimuler et à soutenir les initiatives, à créer des conditions favorables à l'action ;
- à mobiliser les intervenants autour d'une vision cohérente du développement régional.

Et il s'appuie sur les quatre grands enjeux suivants :

- la dévitalisation sociodémographique et l'urgence d'agir ;
- la nécessité de poursuivre la reconversion économique en s'appuyant sur un développement dynamique et durable ;
- le développement des ressources humaines, moteur du développement économique, culturel et social ;
- un cadre de gouvernance régionale qui assure la cohérence et le suivi des actions, le partage des responsabilités et des ressources, l'évaluation et l'imputabilité des acteurs.

Le Plan quinquennal peut être consulté en version électronique sur : www.cre-mauricie.qc.ca

LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FDR)

Le FDR est une enveloppe financière que le gouvernement du Québec met annuellement à la disposition de la CRÉ pour soutenir le développement régional. L'application du présent cadre de gestion se réfère et est subordonnée au cadre normatif du gouvernement du Québec pour l'affectation du FDR. Deux domaines d'activités sont retenus pour son utilisation à des fins de projets régionaux :

- Les **autres activités** ayant un caractère structurant et un impact sur le développement de la région.

Les projets « autres activités » sont proposés par les organismes admissibles et doivent s'inscrire dans les priorités de développement de la région de la Mauricie, définies dans le Plan quinquennal de développement 2005-2010. Ils devront :

- favoriser le partenariat et la concertation pour multiplier l'impact des interventions ;
- susciter une mobilisation et une implication en vue de mener des actions répondant à des besoins identifiés en concertation ;
- apporter des solutions novatrices et harmonisées pour des problématiques prioritaires et partagées.

LE CADRE DE GESTION

Le présent cadre de gestion précise les règles d'attribution du FDR à l'égard du financement de projets supportés par la CRÉ. Les informations suivantes sont détaillées :

- La nature, le montant et le cumul de l'aide financière.
- Les organismes admissibles.
- Les projets admissibles.
- Les projets non admissibles.
- Les dépenses admissibles.
- Les critères d'analyse des projets.
- Les conditions favorables aux projets.
- La liste des informations et documents requis pour soumettre un projet.
- Les documents à joindre et à prévoir.
- Les coordonnées de correspondance de la CRÉ.

LA NATURE, LE MONTANT ET LE CUMUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

- La contribution de la CRÉ se fait sous forme de subvention.
- La CRÉ privilégie les contributions financières inférieures ou maximum de 75 000 \$ par projet, ou de 75 000 \$ par année dans le cas d'une entente spécifique, d'une entente de partenariat ou d'une entente administrative, dont la durée est de plus d'une année sans excéder 3 ans.
- Exceptionnellement, la durée et la contribution financière pour un projet et la contribution financière pour une entente pourraient être majorées si l'analyse démontre, selon une grille critique, une forte valeur ajoutée pour le développement économique, social ou culturel de la région, notamment à l'égard de la création et du maintien de l'emploi, du développement de larges partenariats et du développement durable, procurant ainsi des retombées soutenues à long terme.
- Dans tous les cas, la contribution de la CRÉ ne peut excéder un maximum de 33 % du coût total des dépenses admissibles. Les contributions non monétaires (prêts de services, temps bénévole, etc.) ne sont pas considérées dans le calcul des coûts de projet.
- De façon générale, le FDR ne doit pas se substituer ou se superposer aux autres fonds, programmes ou ententes existants qui en découlent.
- Le cumul de l'aide gouvernementale ne pourra excéder annuellement 80 % des coûts admissibles de l'ensemble des autres activités et des interventions prévues aux ententes spécifiques.

LES ORGANISMES ADMISSIBLES

- Tout organisme légalement constitué et à but non lucratif;
- Toute municipalité ou municipalité régionale de comté, ainsi que les organismes municipaux et intermunicipaux relevant d'elles;
- Tout organisme du secteur public rattaché aux réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal;
- Tout conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs;
- Les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif.

LES PROJETS ADMISSIBLES

Les projets ayant un caractère structurant :

Les projets doivent avoir un caractère structurant ayant un impact sur le développement de la région particulièrement à l'égard des enjeux du Plan quinquennal de développement régional 2005-2010 :

- la dévitalisation démographique ;
- la reconversion économique ;
- le développement des ressources humaines.

Les activités des projets doivent correspondre aux priorités de développement concertées de la région :

Les projets déposés devront clairement démontrer qu'ils permettent la réalisation de stratégies inscrites au Plan quinquennal de développement régional 2005-2010 et viser l'atteinte de résultats relatifs notamment :

- À la création ou au maintien de l'emploi;
- Au développement de partenariat;
- À des retombées soutenues à long terme;
- Au développement durable.

Les études et les recherches :

Les projets d'études et de recherches qui précèdent ou préparent l'exécution de projets et qui contribuent à approfondir les connaissances et les éléments pouvant permettre leur développement approprié.

Les projets d'exception :

Les projets qui revêtent un caractère exceptionnel ou extraordinaire pour la région en présentant une forte valeur ajoutée pour le développement économique, social et culturel d'un territoire ou d'un organisme, favorisant ainsi sa consolidation, son rayonnement régional en augmentant les impacts et les retombées de ses réalisations et de ses actions.

Les mesures ayant pour but d'adapter l'action gouvernementale aux particularités de la région en matière de développement régional :

Les projets et ententes spécifiques qui associent la CRÉ avec un ou des ministères ou organismes gouvernementaux et d'autres partenaires afin de favoriser la réalisation de priorités régionales et de renforcer le partenariat régional autour des enjeux du Plan quinquennal de développement régional 2005-2010.

Les projets et ententes spécifiques qui associent la CRÉ avec un ou des ministères ou organismes gouvernementaux et d'autres partenaires afin de mettre en œuvre un plan d'action sectoriel ou intersectoriel ou qui impliquent des intervenants régionaux dans des responsabilités de l'État.

LES PROJETS NON ADMISSIBLES

- Sont exclus les projets tels que les colloques, les salons d'affaires, les expositions, les soirées hommages et autres événements du genre.
- Les projets visant à supporter les programmations régulières des festivals ne sont pas admissibles.
- Les événements ou activités récurrents ainsi que les fêtes anniversaires sont exclus.
- Les activités ou projets qui dédoublent ceux d'organismes existants sont exclus;
- Les activités ou projets qui dédoublent des programmes gouvernementaux sont exclus.
- Les activités ou projets non conformes aux politiques gouvernementales existantes (politiques, orientations, lois et règlements) ne peuvent être considérés.

LES DÉPENSES ADMISSIBLES

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation du projet à l'exception :

- des dépenses déjà réalisées et des dépenses pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle de dépôt du dossier à la CRÉ;
- du remboursement d'une dette;
- de la partie des taxes (TVQ et TPS) que le promoteur récupère des gouvernements;
- du financement du fonctionnement régulier d'un organisme (sauf exception pour les projets et ententes spécifiques où certaines dépenses, comme les salaires, peuvent être admissibles en autant qu'elles soient directement reliées à la réalisation des objets contenus dans le projet ou l'entente);

Les frais de montage de dossiers de présentation ne sont pas considérés dans la structure de financement des projets.

Les frais de gestion demandés par un promoteur pour l'administration d'un projet ne devront pas excéder 10 % du coût total des dépenses admissibles.

Le promoteur doit démontrer qu'il a effectué toutes les démarches nécessaires auprès d'organismes et de paliers gouvernementaux afin de s'assurer de la disponibilité d'autres sources de financement.

LES CRITÈRES D'ANALYSE DES PROJETS

Conformité du projet avec le Plan quinquennal de développement 2005-2010 :

Les projets déposés devront clairement permettre la réalisation des stratégies inscrites au Plan quinquennal de développement régional 2005-2010.

Projet à portée régionale :

Un projet à portée régionale doit générer des retombées sur l'ensemble de la région ou encore générer des impacts qui débordent, de façon significative, les limites d'un territoire local, c'est-à-dire d'une MRC ou d'une Ville/MRC. Ainsi, la portée régionale sera reconnue si le projet entraîne des retombées sur au moins deux territoires sur six.

Impact du projet sur le développement de la région :

Le projet devra générer des retombées socioéconomiques significatives pour la région, notamment :

- La création et le maintien d'emplois;
- La pérennité et les retombées durables et soutenues des réalisations;
- La capacité de contribuer à l'amélioration d'une problématique;
- La valeur ajoutée à une finalité reconnue.

Projet structurant en termes de partenariat :

Un projet structurant doit permettre de :

- Favoriser le partenariat et la concertation pour multiplier l'impact des interventions suggérées;
- Susciter une mobilisation et une implication des intervenants de la région, en vue de mener une action commune répondant à un besoin identifié en concertation avec les partenaires;
- Apporter des solutions intégrées et novatrices à des problématiques prioritaires et partagées par les partenaires;
- Harmoniser les interventions de plusieurs intervenants en intégrant celles-ci dans une stratégie globale pour la réalisation d'objectifs communs.

LES CONSIDÉRATIONS FAVORABLES AU PROJET

- Notoriété et qualification du promoteur et caractère novateur du projet;
- Capacité de gestion et de réalisation du projet par le promoteur;
- Le réalisme et la cohérence de la structure de coûts et financement équilibrée du projet;
- Propension du projet pour le développement durable de l'économie, de la société, de la culture et de l'environnement régional;
- Propension du projet pour l'amélioration de la qualité de vie;
- Capacité du projet pour démarquer et mettre la Mauricie à l'avant-plan du développement.

LA LISTE DES INFORMATIONS REQUISES POUR SOUMETTRE UN PROJET

Identification du projet :

- Titre du projet.
- Secteur(s) de développement régional touché(s) par le projet.
- Nom et coordonnées complètes de l'organisme promoteur.
- Nom et titre de la personne responsable du dossier.
- Description détaillée de l'organisme.

- Territoires de MRC et de Ville-MRC concernés par le projet.
- Présentation des partenariats.
- La structure de coûts et de financement du projet (voir section suivante).
- Ressources humaines affectées au projet.

Description du projet :

- Contexte et problématique ayant mené au dépôt du projet.
- Description détaillée du projet.
- Originalité et caractère novateur.
- Buts visés. Objectifs généraux et spécifiques du projet.
- Justification de sa pertinence.
- Étapes de mise en œuvre du projet et échéancier de réalisation.
- Clientèle(s) touchée(s).

Perspectives du projet :

- Les résultats escomptés du projet en termes de réalisation des stratégies identifiées au Plan quinquennal 2005-2010.
- Les impacts et retombées du projet sur les investissements et l'emploi.
- Les indicateurs de rendement qui pourront démontrer que le projet a contribué à obtenir l'impact recherché.
- Viabilité à long terme du projet et/ou pérennité de ses objectifs.

STRUCTURE DE COÛTS ET FINANCEMENT

À titre indicatif et de façon ni exhaustive ni complète, voici quelques éléments de contenu pour la présentation de la structure de coûts et financement du projet :

Dépenses prévues

- Salaires
- Avantages sociaux
- Frais de fonctionnement (propres au projet)
- Frais de déplacement
- Frais de représentation
- Fournitures et équipements
- Frais de location
- Frais de formation
- Honoraires professionnels
- Publicité promotion
- Autres dépenses (maximum 10 %)

Financement du projet

- Contribution du promoteur
- Contributions des partenaires du milieu (détaillez et précisez)
- Contribution(s) du gouvernement du Québec (détaillez et précisez)
- Contribution(s) du gouvernement du Canada (détaillez et précisez)
- Emprunt
- Autres (détaillez et précisez)
- Contribution de la CRÉ (précisez, s'il y a lieu, à quelle fin sera affectée cette contribution)

JOINDRE À LA DEMANDE LES DOCUMENTS SUIVANTS :

- Copie des lettres patentes de l'organisme promoteur.
- Liste des membres du conseil d'administration.
- Copie des états financiers les plus récents.
- Tout autre document que le promoteur jugera utile de joindre à sa demande.

PRÉVOIR :

- La désignation, par voie de résolution, d'un mandataire pour signer les documents officiels, le cas échéant.
- Le dépôt des confirmations de financement du ou des contributeurs financiers impliqués

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS

Conférence régionale des élus de la Mauricie
3450, boul. Gene-H.-Kruger, bureau 200, Trois-
Rivières (Québec) G9A 4M3
Téléphone : 819.691.4969 · Télécopieur :
819.691.4960
Courrier électronique : crem@cre-mauricie.qc.ca
Site WEB : www.cre-mauricie.qc.ca

Annexe B

Protocole de visibilité et d'affaires publiques

Préambule :

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'*Entente spécifique sur l'immigration de la région de la Mauricie 2009-2012* signée entre la **MICC**, le **MAMROT**, **EMPLOI-QUÉBEC**, le **CRPMT**, **LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX TRANSPORTS ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE** et la **CRÉ**. Il a pour but d'établir les modalités de visibilité de certaines des **PARTIES** à l'Entente spécifique et à définir leurs obligations réciproques.

Considérant que la **MICC**, le **MAMROT**, **EMPLOI-QUÉBEC** et la **CRÉ** jugent pertinent de se concerter pour coordonner leurs actions de communication destinées à soutenir la mise en œuvre de l'entente spécifique;

Considérant que la **MICC**, le **MAMROT**, **EMPLOI-QUÉBEC** et la **CRÉ** veulent s'assurer de la cohérence de leurs messages relatifs à l'entente spécifique;

Considérant qu'il est primordial d'assurer un grand rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par les partenaires pour donner suite à l'entente spécifique;

La **MICC**, le **MAMROT**, **EMPLOI-QUÉBEC** et la **CRÉ** conviennent du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques.

OBLIGATIONS

La **MICC**, le **MAMROT**, **EMPLOI-QUÉBEC** et la **CRÉ** s'engagent à :

- assurer la mise en œuvre et le suivi du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques et en rendre compte au comité de gestion de l'Entente spécifique avant l'échéance du 30 juin 2012;
- respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec;
- collaborer à l'organisation des événements publics à réaliser dans le cadre de l'Entente spécifique;
- organiser une conférence de presse pour annoncer la signature de l'Entente spécifique et/ou pour annoncer le bilan de l'Entente spécifique;
- décider ensemble de la manière d'annoncer chacune des subventions accordées à des projets dans le cadre de l'Entente spécifique.

obtenir de chacun des organismes subventionnés un engagement à assurer la visibilité des contributeurs financiers, c'est-à-dire la **MICC**, **Emploi-Québec** et la **CRÉ**, et ce, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, lors de toutes activités de communication et dans les documents d'information, de promotion ou de publicité relatifs au projet financé dans le cadre de l'Entente spécifique;

- obtenir de chacun des organismes subventionnés une version numérique de ces documents;
- faire rapport de ces activités de communication au comité de gestion de l'Entente spécifique, avant l'échéance du 30 juin 2012.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE
SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE 2010-2013**

ENTRE

LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE, madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « EMPLOI QUÉBEC »;

ET

L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC, personne morale, instituée en vertu de l'article 339 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ayant son siège social au 550, rue Bonaventure, Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5, représentée par le président-directeur général, monsieur Jean-Denis Allaire, dûment autorisé en vertu de ses fonctions,

ci-après désignée l'« AGENCE »;

ET

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MAMROT »;

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22-1.), ayant son siège social au 3450, boul. Gene-H.-Kruger, bureau 200, Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3, représentée par le président, monsieur Gérard Bruneau, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 15 décembre 2009, numéro 09-10-04-049, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »;

ET

CENTRAIDE MAURICIE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 880, Place Boland, Trois-Rivières (Québec) G8Z 4H2, représentée par le président, monsieur Pierre Lamothe, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 22 février 2010, numéro 05-10D, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée « CENTRAIDE »;

ci-après désignés les « PARTIES ».

ET

INTERVENANT À L'ENTENTE :

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA MAURICIE, institué en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c.M-15.001), représenté aux fins des présentes par madame Sophie Millette, présidente, dûment autorisée,

ci-après désigné le « CRPMT ».

ci-après désigné l'« INTERVENANT ».

PRÉAMBULE

Attendu qu'est instituée pour chaque région administrative du Québec une conférence régionale des élus selon la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q. c. M-22.1) (ci-après « Loi »);

Attendu que la CRÉ est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement du Québec en matière de développement régional pour la région de la Mauricie;

Attendu que la CRÉ peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres parties, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

Attendu que la Loi a institué le Fonds de développement régional, que ce fonds peut être affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et que la CRÉ peut déléguer la gestion d'une partie de ce fonds au comité exécutif, à un membre de ce comité ou au directeur général;

Attendu que la CRÉ a délégué par résolution au directeur général, la gestion d'une partie du Fonds de développement régional dans le cas des ententes spécifiques approuvées par le conseil d'administration;

Attendu que les mesures du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale visent notamment à renforcer la solidarité en rapprochant les décisions des milieux locaux et régionaux et à améliorer les conditions de vie des personnes et des familles à faible revenu;

Attendu que le CRPMT a adopté le Plan d'action régional 2010-2011 qui expose les priorités régionales ainsi que les stratégies d'intervention d'EMPLOI QUÉBEC en matière de main-d'œuvre et d'emploi afin d'atteindre l'objectif ultime, soit la lutte contre la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale;

Attendu que l'AGENCE entend renforcer l'action intersectorielle et soutenir le développement des communautés pour agir de façon concertée sur les déterminants de la santé et du bien-être, tel qu'inscrit dans la planification stratégique du réseau de la santé et des services sociaux des régions qu'elle dessert; elle compte assurer une continuité dans le soutien qu'elle accorde à la démarche en développement social dans la région de la Mauricie;

Attendu que la Direction de santé publique de l'AGENCE privilégie de soutenir le développement des communautés, tel qu'inscrit dans le Plan d'action régional de santé publique;

Attendu que l'approche privilégiée en matière de développement social dans la région de la Mauricie est celle de l'intersectorialité qui permet à chaque acteur interpellé de sortir de son champ traditionnel pour concourir à la réalisation d'objectifs communs et favoriser la pérennité des actions et des engagements, tout en respectant et reconnaissant l'autonomie des comités territoriaux;

Attendu que la présente Entente s'inscrit dans la continuité d'une démarche de concertation et de mobilisation visant à mettre en œuvre des actions concertées touchant le développement social et ce, en lien avec les grands enjeux de développement régional identifiés dans le plan quinquennal de la CRÉ;

Attendu que les parties et l'intervenant de la présente Entente souhaitent mettre à la disposition de la région de la Mauricie leurs expertises et efforts pour une meilleure cohésion sociale.

En conséquence, les parties conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

Dans le présent texte, les abréviations et termes suivants réfèrent à :

Entente spécifique sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013

Consortium en développement social de la Mauricie

Regroupement des partenaires impliqués dans une même démarche visant le développement social de la région de la Mauricie.

Mission :

Contribuer de façon concertée et intersectorielle à la lutte contre la pauvreté, à l'exclusion sociale et à l'amélioration de la participation sociale des citoyens et citoyennes en mobilisant l'ensemble des partenaires locaux et régionaux.

Valeurs :

- Solidarité
- Participation sociale
- Justice sociale et équité
- Reconnaissance des potentiels et des capacités des individus et des milieux
- Respect des différences (approches, milieux, territoires, personnes)

Vision :

Que le Consortium en développement social de la Mauricie devienne un acteur et un leader incontournable en terme de développement social, de participation citoyenne, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et qu'il devienne une instance d'influence, d'actions, de cohérence, de conseil et de soutien auprès des organisations et partenaires locaux et régionaux dans la région de la Mauricie qui oeuvrent dans ce domaine.

Conférence administrative régionale (CAR)

Table régionale interministérielle dont le principal mandat est de concerter et harmoniser les efforts des ministères et organismes gouvernementaux en région en vue de la mise en œuvre des politiques et activités gouvernementales ayant des incidences sur le développement régional.

Comités territoriaux

Comités regroupant les acteurs et actrices impliqués dans le développement social sur la base de leur territoire de référence dans la région de la Mauricie.

Développement social

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement, au sein des communautés, dans les régions et à l'échelle de la collectivité, des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif et, d'autre part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale (Conseil de la santé et du bien-être du Québec).

Intersectorialité

Dynamique qui permet à chaque acteur de sortir de son champ traditionnel pour concourir à la réalisation d'objectifs communs.

Plans d'action territoriaux

Plan d'action réalisé par les comités territoriaux.

Plan d'action concerté

Plan d'action élaboré par le comité de coordination.

Plan quinquennal de développement régional

Plan adopté par la CRÉ, définissant, dans une perspective de développement durable, les grands enjeux et objectifs de développement de la région.

Plan d'action régional de santé publique	Plan d'action élaboré par la Santé publique de l'Agence de Santé et des Services sociaux Mauricie-Centre-du-Québec.
Participation sociale	Une des principales stratégies de développement social qui favorise chez tous les membres de la communauté une contribution au développement de la société. Elle permet un échange réciproque entre l'individu et la collectivité dans une perspective d'une citoyenneté active.
Région de la Mauricie	Région comprenant les territoires des MRC des Chenaux, de Mékinac et de Maskinongé, les villes de Trois-Rivières, de Shawinigan et l'agglomération de La Tuque.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente porte sur les modalités et conditions rattachées à la volonté commune des parties et à leur participation financière afin de favoriser la mise en œuvre de la démarche de développement social sur le territoire de la région de la Mauricie, en consacrant les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

3.1 Objectif général :

Contribuer, de façon concertée et intersectorielle, à l'amélioration des conditions de vie des personnes et des communautés ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en visant l'intégration et la participation sociale des citoyens et citoyennes de la région de la Mauricie et ce, en respectant les valeurs du Consortium.

3.2 Objectifs spécifiques :

- 3.2.1 poursuivre et développer la concertation intersectorielle des organisations locales et régionales;
- 3.2.2 mobiliser les acteurs de développement social autour d'une vision et d'actions communes répondant aux besoins aux niveaux local et régional;
- 3.2.3 harmoniser les interventions de tous les partenaires œuvrant en développement social;
- 3.2.4 soutenir la mise en œuvre des plans d'action territoriaux.

4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à soutenir l'harmonisation des approches et leurs réseaux respectifs, le cas échéant, afin de favoriser l'articulation d'actions concertées. Conformément à leur mandat respectif, ils s'engagent également à participer à la réalisation des objectifs suivants :

- 4.1 déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- 4.2 déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de coordination;
- 4.3 contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;
- 4.4 promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de partenaires et auprès des instances centrales.

5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

5.1 EMPLOI QUÉBEC s'engage à:

- 5.1.1 contribuer à une meilleure connaissance et à l'analyse des besoins et caractéristiques de ses clientèles pour chaque territoire de la région de la Mauricie;
- 5.1.2 continuer à développer et adapter son offre de services dans le but de soutenir et compléter les actions entreprises par le Consortium;
- 5.1.3 soutenir le travail des centres locaux d'emploi sur le territoire de la région de la Mauricie en regard du développement social, du partenariat et de la lutte contre la pauvreté;
- 5.1.4 fournir la problématique du marché du travail et des clientèles à risque de chômage prolongé;
- 5.1.5 verser à la CRÉ, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité, de l'évaluation annuelle de l'atteinte des objectifs de l'Entente, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de l'Entente, un montant maximal de 150 000 \$ sur trois ans, dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), et ce, pour la durée de l'Entente et selon le calendrier de contribution suivant :
 - a) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011 suite à l'approbation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;
 - b) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2010-2011 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013 ;
 - c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013, suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2011-2012 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;

5.2 L'AGENCE s'engage à :

- 5.2.1 réaliser la stratégie d'action « Soutenir le développement des communautés » du Plan d'action régional de santé publique, à savoir :
 - 5.2.1.1 assurer la mise à jour et la diffusion du portrait des inégalités de santé et de bien-être;
 - 5.2.1.2 accompagner les intervenants locaux (notamment des Centres de Santé et des Services sociaux) dans l'utilisation d'une instrumentation permettant d'apprécier le potentiel de développement des communautés dans le but de contribuer aux démarches locales de développement social;
 - 5.2.1.3 voir à la bonne conduite du processus évaluatif de l'Entente en apportant une expertise-conseil en matière de développement d'indicateurs;

Entente spécifique sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013

5.2.2 sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle de l'atteinte des objectifs de l'Entente et de la réalisation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, contribuer dans le cadre de son budget, à la mise en œuvre de l'Entente jusqu'à concurrence d'une somme totale de 225 000 \$ sur 3 ans, en versant ce montant à la CRÉ de la façon suivante :

- a) pour l'année 2010-2011, un montant de 37 500 \$ au début de l'année financière sur approbation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013 et un montant de 37 500 \$ au mois de novembre au dépôt d'un bilan provisoire remis au plus tard le 15 octobre 2010;
- b) pour l'année 2011-2012, un montant de 37 500 \$ au début de l'année financière sur approbation de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, du bilan annuel et des rapports financiers reçus au plus tard le 30 avril 2011 et un montant de 37 500 \$ au mois de novembre au dépôt d'un bilan provisoire remis au plus tard le 15 octobre 2011;
- c) pour l'année 2012-2013, un montant de 37 500 \$ au début de l'année financière sur approbation de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, du bilan annuel et des rapports financiers reçus au plus tard le 30 avril 2012 et un montant de 37 500 \$ au mois de novembre au dépôt d'un bilan provisoire remis au plus tard le 15 octobre 2012;

5.2.3 maintenir le lien d'emploi de la coordonnatrice et de la conseillère en communication qui font actuellement l'objet d'un prêt de services professionnels au Consortium et offrir à ces personnes le traitement auquel elles ont droit en tant qu'employées de l'AGENCE. L'AGENCE respectera les conditions inscrites aux contrats de prêts de services professionnels qui la lient avec chacune des employées et la CRÉ.

S'il advenait que l'une ou l'autre de ces employées quitte temporairement son assignation (congé de maternité ou maladie) et qu'elle devait être remplacée sur son assignation de travail, l'AGENCE procéderait à l'embauche d'un nouvel employé temporaire sur la base de critères qui lui sont propres, en fonction du titre d'emploi demandé et du profil recherché par le comité de gestion. Tout en tenant compte des propositions des parties à l'Entente, l'AGENCE s'assurera de respecter les critères d'embauche liés au titre d'emploi et propres à l'AGENCE lors du choix du candidat.

Dans le cas où l'une ou l'autre de ces employées démissionnait de son assignation au cours de la présente Entente, l'AGENCE se réserve le droit de ne pas renouveler la formule actuelle du lien d'emploi à l'AGENCE des personnes engagées dans le cadre de l'Entente sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013.

5.3 Le MAMROT s'engage à :

- 5.3.1 assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.3.2 informer la CAR de la région de la Mauricie du suivi de l'Entente.

5.4 La CRÉ s'engage à :

- 5.4.1 assurer la gestion administrative et le suivi du budget;
- 5.4.2 assurer le soutien logistique de même que le support technique afférent à la réalisation des termes de la présente Entente, notamment en ce qui a trait au fonctionnement et aux activités du Consortium en développement social de la Mauricie;
- 5.4.3 respecter les conditions inscrites aux contrats de prêt de services professionnels qui la lient avec l'AGENCE et avec chacune des employées; assurer l'encadrement administratif et le soutien professionnel des employées engagées

Entente spécifique sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013

dans le cadre de l'Entente et informer l'AGENCE de tout changement susceptible d'affecter la réalisation des contrats de prêt de services professionnels;

- 5.4.4 tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables au fonctionnement du Consortium en développement social et transmettre annuellement le bilan financier au comité de gestion;
- 5.4.5 fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à l'Entente à toute personne autorisée par l'une ou l'autre des parties afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies.
- 5.4.6 faire valoir les enjeux locaux et régionaux de développement social aux instances gouvernementales;
- 5.4.7 tenir informées les parties de la présente Entente sur tout changement apporté au Plan quinquennal de développement régional;
- 5.4.8 consulter le Consortium sur toute question portant sur le développement social dans la région de la Mauricie;
- 5.4.9 contribuer, dans le cadre du *Fonds de développement régional*, au financement de la mise en œuvre du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 225 000 \$ sur trois ans, de la façon suivante :
 - a) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011 après l'approbation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013;
 - b) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2010-2011 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013 ;
 - c) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013, suite à l'approbation du bilan annuel et des rapports financiers 2011-2012 ainsi que de la mise à jour du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013.

5.5 CENTRAIDE s'engage à :

- 5.5.1 dans le cadre du *Fonds de développement social* géré par Centraide Mauricie, et sous réserve de ses disponibilités financières, contribuer au financement de projets s'inscrivant dans les priorités identifiées par les plans d'action territoriaux et répondant aux critères d'admissibilité fixés par Centraide Mauricie.

5. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

6. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

6.1 Plan de financement de l'Entente

6.1.1 Les parties conviennent, pour la réalisation du Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, du plan de financement suivant :

Parties	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
EMPLOI QUÉBEC	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
AGENCE	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Total	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	600 000 \$

6.1.2 Les parties conviennent que ce plan de financement ne pourra être modifié sans le consentement de toutes les parties.

6.1.3 La présente Entente n'exclut pas la possibilité pour l'ensemble des parties de réaliser des projets autres que ceux financés à la présente Entente.

6.1.4 La présente Entente n'engage pas les parties à verser un montant quelconque additionnel à leur contribution financière.

6.2 Adhésion de nouvelles parties

L'implication éventuelle de nouvelles parties désireuses de s'associer à la mise en œuvre de la présente Entente sera possible par l'ajout d'un addenda annexé à la présente sans préjudice à la réalisation des clauses de la présente Entente, et ce, avec l'accord de toutes les parties.

7. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire sur lequel s'applique la présente Entente est celui de la région de la Mauricie.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente, malgré la date de signature, entre en vigueur le 1^{er} avril 2010 et se termine le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente Entente, la CRÉ doit convenir avec l'AGENCE et EMPLOI QUÉBEC de l'affectation de tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

9. SUIVI ET ÉVALUATION

9.1 Comité de gestion

9.1.1 Composition

Le comité est composé d'un représentant de chacune des parties.

9.1.2 Mission

Le comité de gestion s'assure du respect de l'atteinte des objectifs, de la mise en œuvre, du financement et du suivi budgétaire de l'Entente.

Entente spécifique sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013

9.1.3 Mandats

- 9.1.3.1 évaluer le Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013 et ses versions annuelles, les indicateurs de réalisation, les bilans annuels, les rapports financiers et recommander leur approbation par la CRÉ;
- 9.1.3.2 évaluer périodiquement l'atteinte des objectifs de l'Entente, la réalisation du Plan d'action concerté du Consortium, la coordination des travaux des différents comités et formuler des recommandations à la CRÉ;
- 9.1.3.3 évaluer le budget annuel de l'Entente, sa ventilation en différents postes et formuler des recommandations à la CRÉ;
- 9.1.3.4 recommander aux parties, sur la base des évaluations effectuées, les versements prévus au plan de financement de l'Entente ;
- 9.1.3.5 recommander à la CRÉ les mandats et les conditions d'exercice des personnes engagées pour la réalisation de l'Entente ainsi que tout autre volet relatif à leur supervision;
- 9.1.3.6 favoriser l'implication de nouveaux partenaires à l'Entente en fonction des expertises requises.

9.1.4 Rencontres

Le comité de gestion convient de se rencontrer au minimum trois fois par année.

9.2 Comité de coordination

9.2.1 Composition

Le comité sera composé de représentants des institutions et des organismes régionaux, bailleurs de fonds ou non (EMPLOI QUÉBEC, AGENCE, MAMROT, CRÉ, CENTRAIDE, Université du Québec à Trois-Rivières, Conseil régional d'économie sociale, Services Canada), et de deux représentants dont un citoyen si possible, mandatés par les comités territoriaux en développement social existants sur les six territoires de la région.

Au fur et à mesure que des besoins différents s'exprimeront lors des travaux, le comité de coordination pourra s'adjoindre d'autres partenaires.

9.2.2 Mission

Le comité de coordination a pour mission de soutenir la réflexion et l'action sur les enjeux soulevés par les comités territoriaux en développement social. Tout en assurant une pleine participation des personnes, des collectivités, des partenaires et des secteurs concernés, le comité de coordination se penche prioritairement sur des enjeux liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale. C'est dans un esprit de concertation et de collaboration avec l'ensemble des acteurs impliqués que le comité de coordination oriente les actions du Consortium.

9.2.3 Mandats

- 9.2.3.1 élaborer et déposer au comité de gestion le Plan d'action concerté du Consortium 2010-2013, ses versions annuelles et les indicateurs proposés pour leur réalisation;
- 9.2.3.2 vérifier périodiquement l'atteinte des objectifs de l'Entente et la réalisation du Plan d'action concerté du Consortium et en faire part au comité de gestion;
- 9.2.3.3 identifier les problématiques sociales, les documenter, les analyser, rechercher des pistes d'intervention pour contribuer à leur résolution et formuler des recommandations au comité de gestion;

Entente spécifique sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013

- 9.2.3.4 déterminer la manière ou le mode de diffusion de l'information, prévoir à l'occasion des événements pour promouvoir le développement social et formuler des recommandations au comité de gestion;
- 9.2.3.5 favoriser l'implication d'autres partenaires en fonction des expertises requises pour documenter des problématiques spécifiques;
- 9.2.3.6 désigner un représentant des organismes régionaux et un représentant des comités territoriaux pour apporter du soutien à la coordination au besoin, et pour faire le lien avec le comité de gestion.

10. RÉSILIATION

- 10.1 Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente Entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente Entente.
- 10.2 Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre un avis écrit à toutes les autres parties, énonçant le motif de résiliation, et la partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.
- 10.3 Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.
- 10.4 Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente Entente.

11. CESSION

- 11.1 Les droits et obligations contenus à la présente Entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des parties.

12. VÉRIFICATION

- 12.1 Les transactions financières découlant de l'exécution de cette Entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., c. M-24.01)).
- 12.2 La CRÉ, qui assume la responsabilité administrative de l'Entente, fournira sur demande tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à cette Entente, à toute personne autorisée par l'une ou l'autre des parties, afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier ou en prendre des copies.

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente Entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouvelles parties, doit faire l'objet d'une entente écrite (addenda). Cette nouvelle entente ne peut changer la nature de l'Entente et elle en fera partie intégrante.

14. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente Entente, les parties et l'intervenant conviennent que toutes les communications se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont livrées ou acheminées par courrier ou par télécopieur de la façon suivante :

Entente spécifique sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013

EMPLOI QUÉBEC	Madame Ginette Lanthier Directrice régionale Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 225, des Forges, bureau 501 Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5 ginette.lanthier@mess.gouv.qc.ca
AGENCE	Monsieur Gilles Grenier Directeur de santé publique Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec 550, rue Bonaventure Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5 gilles.grenier.agence04@ssss.gouv.qc.ca
MAMROT	Monsieur Pierre Robert Directeur régional Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire 100, rue Laviolette, bureau 321 Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9 pierre.robert@mamrot.gouv.qc.ca
CRÉ	Monsieur Christian Savard Directeur général Conférence régionale des élus de la Mauricie 3450, boul. Gene-H.-Kruger, bureau 200 Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3 christian.savard@cre-mauricie.qc.ca
CENTRAIDE	Madame Lise Beaulieu Directrice générale Centraide Mauricie 880, Place Boland Trois-Rivières (Québec) G8Z 4H2 lise.beaulieu@centraidemauricie.ca
CRPMT	Madame Ginette Lanthier Secrétaire Conseil régional des partenaires du marché du travail en Mauricie 225, des Forges, bureau 501 Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5 ginette.lanthier@mess.gouv.qc.ca
Ministre responsable de la région	Madame Julie Boulet Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Mauricie Députée de Laviolette 570, 6 ^e Avenue Grand-Mère (Québec) G9T 2H2

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties ou de l'intervenant doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

- 15.1 Les parties reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Mauricie et avec l'intervenant, les détails importants de l'Entente et son financement, notamment :

Entente spécifique sur le développement social dans la région de la Mauricie 2010-2013

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'Entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'Entente.

15.2 La présente Entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les parties et l'intervenant signataires, à moins d'avis contraire.

15.3 Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente Entente.

15.4 Lors de toute activité de communication relative à l'Entente, les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et de l'intervenant aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

15.5 Les parties acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'Entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'Entente. À cet égard, les parties et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

16. SIGNATURES

Les parties et l'intervenant reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties et l'intervenant ont signé :

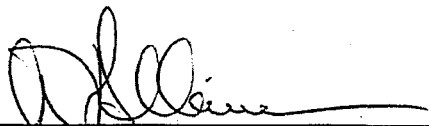
LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Julie Boulet

JULIE BOULET
Ministre

11 NOV. 2010

Date

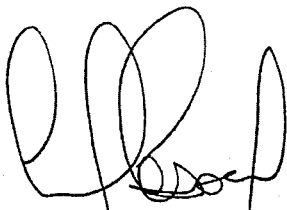


JEAN DENIS ALLAIRE
Président-directeur général

26 NOVEMBRE 2010

Date

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE



LAURENT LESSARD
Ministre

13/09/10

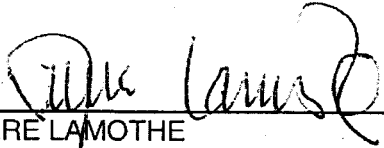
Date

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE


GÉRARD BRUNEAU
Président

22 nov 2010
Date

CENTRAIDE MAURICIE


PIERRE LAMOTHE
Président

25/11/2010
Date

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN MAURICIE



SOPHIE MILLETTE
Présidente

24 novembre 2020.
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE
sur le développement de l'économie sociale
dans la région de Montréal
2009-2013

ENTRE

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, monsieur Clément Gignac, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »

ET

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC, monsieur Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

ET

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, madame Kathleen Weil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée la « **MICC** »

ET

L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée suivant la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2), ayant son siège à Montréal, au 3725 rue Saint-Denis, agissant aux présentes par son président-directeur général, monsieur David Levine, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration 23 mars 2010 et dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **ASSSM** »

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 1550, rue Metcalfe, bureau 810, représentée par la présidente, madame Manon Barbe, dûment autorisée en vertu d'une résolution du comité-exécutif (C.E. 10-644, 22 janvier 2010) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ci-après désignés « **les PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

LE FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, comité consultatif de la CRÉ et gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), dont le siège est au 1550, rue Metcalfe, bureau 810, représenté par monsieur Jean-Sébastien Dufresne, président, dûment autorisé,

ci-après désigné le « **FJÎM** »

ET

LE COMITÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, comité conseil de la CRÉ et pôle régional pour Montréal, représenté par madame Édith Cyr, dûment autorisée,

ci-après désigné le « **CÉSIM** »

ET

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec.

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement a rendu public, le 2 novembre 2008, le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif;

ATTENDU QUE le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif vise à offrir aux différents milieux des moyens concrets et efficaces leur permettant de poursuivre leurs efforts collectifs en vue d'accroître le dynamisme des régions et répondre aux besoins des communautés qui y vivent;

ATTENDU QUE le MAMROT, dans le cadre de ce Plan d'action, favorise la signature d'ententes spécifiques avec les CRÉ pour soutenir l'action des Pôles d'économie sociale en région, améliorer la concertation entre les principaux partenaires, accentuer la synergie des interventions et accroître sensiblement leur influence dans le milieu;

ATTENDU QUE la contribution financière du MAMROT provient du Fonds de développement de la métropole (FDM);

ATTENDU QUE le plan quinquennal de développement 2005-2010 de la CRÉ de Montréal, *Innovier pour se développer*, reconnaît l'économie sociale comme l'un des moteurs d'un développement économique dynamique et solidaire;

ATTENDU QUE la CRÉ s'est dotée en 1997 d'un Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM);

ATTENDU QUE le CÉSIM agit à titre de comité conseil dans la planification des priorités et des actions en économie sociale de la CRÉ et qu'au fil des années, il a acquis une grande crédibilité comme lieu de concertation régionale et auprès des partenaires locaux et régionaux en économie sociale.

ATTENDU QU'une entente a été conclue entre la CRÉ de Montréal et le Chantier de l'économie sociale et qu'ils conviennent de travailler à promouvoir et soutenir le développement des entreprises d'économie sociale dans la région de Montréal, selon leur mandat respectif;

ATTENDU QUE le CÉSIM agit comme Pôle régional d'économie sociale et qu'à ce titre, il est consulté par le MAMROT concernant les projets structurants en économie sociale de la région de Montréal déposés dans le cadre des sommes réservées à l'économie sociale dans le Fonds de développement de la métropole annoncés dans le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif;

ATTENDU QUE le FJÎM a identifié la relève en économie sociale comme Action jeunesse structurante pour une période de trois ans et ce, afin d'encourager une relève chez les jeunes auprès des entreprises d'économie sociale de la région de Montréal;

ATTENDU QUE le MICC a développé, en partenariat avec la Ville de Montréal, un programme intitulé *Valorisation Jeunesse - Place à la relève* qui vise à faciliter l'accès à des emplois d'été aux jeunes, plus particulièrement ceux issus des minorités visibles, vivant dans des quartiers défavorisés de Montréal;

ATTENDU QUE le MDEIE, dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif, s'engage à soutenir le démarrage d'entreprises collectives à Montréal dans le domaine des arts et de la culture;

ATTENDU QUE les actions qui seront réalisées en vertu de la présente entente se feront en complémentarité avec celles déjà assumées par les acteurs locaux et régionaux desservant le territoire de la région de Montréal;

PAR CONSÉQUENT, les PARTIES conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

ÉCONOMIE SOCIALE :

La définition de l'économie sociale retenue aux fins de la présente entente identifie les activités et les organismes issus de l'entrepreneuriat collectif sur la base des principes suivants :

- Finalité de services socialement utiles aux membres ou à la collectivité;
- Autonomie de gestion;
- Processus de décision démocratique;
- Primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des surplus et des revenus;
- Participation, prise en charge et responsabilité individuelle et collective.

L'économie sociale peut être développée dans tous les secteurs d'activité qui répondent aux besoins de la population et des collectivités.

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE :

Une entreprise d'économie sociale ou entreprise collective est un organisme à but non lucratif (constitué selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec) ou une coopérative (constituée selon la Loi sur les coopératives, L.R.Q. c. C-67.2) dont la principale activité consiste à produire et vendre un bien ou un service socialement utile, dans le cadre des principes de l'économie sociale tels que définis ci-dessus. Une entreprise d'économie sociale doit viser la viabilité financière.

PROJET D'ÉCONOMIE SOCIALE :

Un projet d'économie sociale est une activité de production et de vente d'un bien ou d'un service socialement utile réalisé dans le cadre des principes de l'économie sociale, tels que définis ci-dessus, par un organisme à but non lucratif (constitué selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec) ou une coopérative (constituée selon la Loi sur les coopératives, L.R.Q. c. C-67.2). Un projet d'économie sociale doit être viable financièrement.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets favorisant le développement du secteur de l'économie sociale de la région de Montréal par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont :

3.1 La concertation et la mise en réseau

- Favoriser la concertation, les échanges, le partage d'expérience et la collaboration entre les entreprises d'économie sociale et les différents intervenants dans le domaine de l'économie sociale;
- Animer les travaux de la Table de concertation régionale en aide domestique et réaliser un état de situation des entreprises d'économie sociale en aide domestique montréalaises en complémentarité avec les portraits national et régionaux effectués par le MAMROT;
- Développer des outils d'échanges d'information ou de réseautage pour les entreprises d'économie sociale et leurs partenaires.

3.2. La promotion de l'économie sociale

- Mettre à jour le « Portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal » réalisé en 2008 par la Chaire de recherche du Canada en économie sociale de l'UQAM en partenariat avec la CRÉ de Montréal et son Comité d'économie sociale et explorer les possibilités d'une analyse approfondie de différents secteurs de l'économie sociale ou de sous-régions à partir de ce portrait;
- Promouvoir l'économie sociale, y compris la formule coopérative, auprès de différents publics cibles, plus particulièrement les jeunes, les populations immigrantes, les décideurs et les grandes entreprises, notamment par la réalisation d'outils ou d'activités de sensibilisation;
- Sensibiliser et promouvoir l'économie sociale auprès des institutions publiques et privées (arrondissements et villes liées, grandes institutions, entreprises), afin d'encourager l'achat de produits et services auprès d'entreprises d'économie sociale.

3.3 Le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets

- Soutenir des projets structurants ou de nouveaux créneaux qui correspondent aux priorités régionales et aux orientations gouvernementales le cas échéant, plus particulièrement les services à la personne, y compris l'aide domestique, l'accès à l'alimentation, les arts et la culture, l'environnement et le développement durable. Ces priorités seront réévaluées à mi-parcours de l'entente;
- Soutenir des projets permettant l'expérimentation ou le développement de collaborations entre les entreprises d'économie sociale et les grandes institutions;
- Mener une étude prospective sur les marchés potentiels et éventuels pour l'économie sociale sur l'île de Montréal.

3.4 Le développement de la relève en économie sociale

- Sensibiliser les jeunes au modèle de l'économie sociale, notamment dans le cadre de tournées d'information et de promotion dans les institutions d'enseignement et lors d'activités publiques;
- Favoriser l'intégration d'une relève au sein des organismes en économie sociale, en sensibilisant les entreprises à l'importance de la relève;
- Promouvoir et outiller les jeunes à mettre en place des entreprises d'économie sociale, notamment par le développement d'outils destinés aux jeunes entrepreneurs.

4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les PARTIES de l'entente s'engagent à :

4.1 Participer à la réalisation des objectifs identifiés, dans les limites de leur mandat respectif.

4.2 Contribuer à faire avancer les connaissances en matière d'économie sociale afin d'évaluer les meilleures façons d'intervenir dans ce secteur pour soutenir son développement.

- 4.3 Mettre en place et participer au comité de suivi de l'Entente qui sera formé d'un représentant de chacune des PARTIES, soit le MAMROT, le MDEIE, le MAPAQ, la MICC, l'ASSSM, la CRÉ ainsi qu'un représentant du FJIM et un représentant du CÉSIM désignés par la CRÉ.

Le Comité peut, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

5.1 Le MAMROT s'engage à :

- 5.1.1 Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 250 000 \$ à même le FDM répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la CRÉ de la façon suivante :

- un montant de 150 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;

Pour la première année,

- la somme accordée par le MAMROT sera versée à la CRÉ dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour la deuxième année,

- versement de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le MAMROT du rapport annuel 2010-2011 et de la présentation du plan de travail 2011-2012.

Pour la troisième année,

- un premier versement de 80 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le MAMROT du rapport annuel 2011-2012 et de la présentation du plan de travail 2012-2013.
- un deuxième versement de 20 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le MAMROT du rapport final.

- 5.1.2 S'assurer que cette somme soit destinée au financement de projets d'économie sociale d'envergure métropolitaine ou novateurs et exportables à d'autres parties du territoire de la métropole, qui sont structurants pour l'agglomération de Montréal ou la région métropolitaine de Montréal.

Le cumul des aides financières gouvernementales fédérales et provinciales consenties aux projets ne pourra excéder 70 % des coûts admissibles, à l'exception des études où il pourra atteindre 90 %.

- 5.1.3 Consulter le CÉSIM advenant que des projets soient présentés au Fonds de développement de la métropole, volet « économie sociale », par des entreprises d'économie sociale et développés dans la région de Montréal.

- 5.1.4 Voir à la promotion de l'économie sociale et à la diffusion de l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de Montréal auprès des membres de la Conférence administrative régionale de Montréal.

Dans l'éventualité d'une participation d'autres ministères à la présente entente, le MAMROT agira comme coordonnateur gouvernemental en ce qui a trait au cheminement des modifications à apporter à l'entente spécifique, en collaboration avec les ministères concernés, jusqu'à la signature par toutes les parties.

5.2 La CRÉ s'engage à :

- 5.2.1 Dans le respect du cadre normatif et de la procédure de gestion du Fonds de développement régional (FDR) et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer financièrement à la mise en œuvre de l'entente en y affectant une somme de 250 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, soit :

- un montant de 100 000 \$ pour l'année financière 2009-2010, dont 50 000 \$ pour soutenir des projets structurants et 50 000 \$ en ressources humaines;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012, sous réserve de la disponibilité des crédits;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013, sous réserve de la disponibilité des crédits.
- 5.2.2 Promouvoir, par l'intermédiaire du **CÉSIM**, l'économie sociale sur le territoire montréalais.
- 5.2.3 Favoriser la concertation régionale tout au long de l'entente, notamment par l'intermédiaire du **CÉSIM**.
- 5.2.4 Créer au besoin des comités de travail sur des thématiques liées aux objectifs de l'entente.
- 5.2.5 Contribuer à créer les conditions favorables à la pérennité des entreprises d'économie sociale.
- 5.2.6 Assumer la coordination du comité de suivi de l'entente.
- 5.2.7 En collaboration avec le comité de suivi, soutenir des projets structurants qui répondent aux objectifs de l'entente.
- 5.2.8 Administrer les sommes qui lui sont versées par le **MAMROT** en vertu de la présente entente après avoir pris les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables, soit les normes du FDM jointes en annexe.
- 5.2.9 Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi.
- 5.2.10 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'Entente et remettre les rapports au comité de gestion.
- 5.2.11 Déposer annuellement, aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées.
- 5.2.12 À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente.
- 5.2.13 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions.
- 5.2.14 Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets.
- 5.2.15 Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FJIM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse pour la région de Montréal, s'engage à :

- 5.2.16 Contribuer à la mise en œuvre de l'article 3.4 de la présente entente en y affectant une somme de 250 000 \$ pour les trois premières années, répartis comme suit :

- un montant de 100 000 \$ pour 2009-2010;
- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012.

5.2.17 Assurer la coordination de l'action jeunesse structurante sur la relève en économie sociale et la mise en œuvre de son plan d'action, tel qu'adopté par le comité exécutif de la CRÉ en mars 2009.

5.3 L'ASSSM s'engage à :

5.3.1 Participer à la Table de concertation régionale en aide domestique.

5.4. Le MDEIE s'engage, dans le respect des mesures et des programmes en vigueur, à :

5.4.1 Apporter un soutien au démarrage d'entreprises collectives dans le domaine des arts et de la culture.

5.4.2 Apporter un soutien aux entreprises d'économie sociale du secteur manufacturier.

5.4.3 Participer à la promotion de la formule coopérative sur le territoire montréalais.

5.5. Le MAPAQ s'engage à :

5.5.1 En lien avec ses stratégies de développement de marché et d'amélioration de la productivité, apporter un soutien aux entreprises collectives dans le domaine de l'agroalimentaire.

5.6 La MICC s'engage à :

5.6.1 Promouvoir l'économie sociale auprès des populations immigrantes notamment lors des rencontres d'accompagnement dans les services Immigration Québec de l'île de Montréal.

5.6.2 Favoriser le développement de la relève en économie sociale en y affectant une somme de 198 000 \$, répartie sur trois années financières gouvernementales (des sommes pourraient également être investies en 2012-2013 sous réserve de crédits disponibles), dans le cadre du programme *Valorisation jeunesse – Place à la relève*. Ce montant servira à payer le salaire, l'encadrement et la formation des jeunes qui occuperont un emploi d'été dans les entreprises d'économie sociale et sera réparti de la façon suivante :

- un montant de 60 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010 représentant 100 jeunes en emploi;
- un montant de 66 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011 représentant 110 jeunes en emploi;
- un montant de 72 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 représentant 120 jeunes en emploi.

6. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
MAMROT (FDM)	- \$	150 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
CRÉ					
- FDR	100 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
- FRU	100 000 \$	75 000 \$	75 000 \$		250 000 \$
MICC	60 000 \$	66 000 \$	72 000 \$	(1)	198 000 \$
TOTAL	260 000 \$	341 000 \$	247 000 \$	100 000 \$	948 000 \$

(1) Pour l'année 2012-2013, des sommes pourraient également être investies sous réserve de crédits disponibles.

8. TERRITOIRE D'APPLICATION

L'entente s'applique au territoire de la CRÉ de Montréal, soit la région administrative de Montréal.

9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de la dernière signature par les PARTIES et elle prend effet le 1^{er} juin 2009. Elle prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la CRÉ doit rembourser aux PARTIES concernées tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

10. SUIVI ET ÉVALUATION

Les mandats confiés au comité de suivi sont les suivants :

- 10.1 Veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables.
- 10.2 Assurer le suivi financier et administratif de l'entente et faire les recommandations appropriées à la CRÉ et aux autres parties, notamment en ce qui a trait aux projets faisant l'objet d'un financement.
- 10.3 Élaborer, dans un délai de 60 jours après la signature, un plan de travail annuel et un cadre d'évaluation de l'entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs et prévoir une mise à jour annuelle.
- 10.4 Mobiliser les parties et d'autres partenaires éventuels autour des objectifs de l'entente afin de permettre une meilleure articulation entre les services offerts par les divers acteurs du territoire.
- 10.5 Analyser la pertinence des projets identifiés et du financement approprié et faire des recommandations à la CRÉ, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.
- 10.6 Déposer aux parties de l'entente un rapport annuel, lequel portera sur l'avancement des travaux du Comité de suivi, les projets issus de l'entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de l'entente.
- 10.7 S'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente.

10.8 Constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

10.9 Participer à l'identification de projets et faire émerger des actions porteuses de résultats concrets.

11. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le MAMROT :

Madame Johanne Dumont
Directrice
Direction du développement régional et métropolitain
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de
l'Occupation du territoire (MAMROT)
800, rue du Square Victoria, bureau 2.17
C.P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H3C 4E1
Téléphone : (514) 873-6992
Télécopieur : (514) 864-7082
Courriel : johanne.dumont@mamrot.gouv.qc.ca

Pour le MDEIE :

Monsieur Alain Houde
Directeur
Direction régionale de Montréal
Ministère du développement économique, de l'innovation et
de l'exportation
380, rue Saint-Antoine Ouest, 5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Téléphone : 514-499-2199, poste 5016
Télécopieur : 514-873-9913
Courriel : alain.houde@mdeie.gouv.qc.ca

Pour le MAPAQ :

Madame Francine Lambert
Directrice du développement des marchés et des exportations
Transformation alimentaire Québec
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
201, boulevard Crémazie Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2M 1L4
Téléphone : 514 873-4147 poste 5227
Télécopieur : 514 873-2364
Courriel : francine.lambert@mapaq.gouv.qc.ca

Pour le MICC :

Madame Charlotte Poirier
Directrice
Direction régionale de Montréal
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
2050, rue de Bleury, bureau 450
Montréal (Québec) H3A 2J5
Téléphone : 514 864-2345, poste 22401
Télécopieur : 514 864-3597
Courriel : charlotte.poirier@micc.gouv.qc.ca

Pour l'ASSSM :

Monsieur Louis Côté
Directeur des ressources humaines, de l'information, de la
planification et des affaires juridiques
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
3725, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3L9
Téléphone : 514 286-6500, poste 5600
Télécopieur : 514 286-5669
Courriel : louis_cote@ssss.gouv.qc.ca

Pour la CRÉ :

Madame Marie-Claire Dumas
Directrice générale
Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél. : (514) 842-2400
Télec. : (514) 842-4599
Courriel : mcdumas@credemontreal.qc.ca

Pour le FJIM :

Monsieur Jean-Sébastien Dufresne
Président
Forum jeunesse de l'île de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél. : (514) 842-2400, poste 2255
Télécopieur : (514) 842-4599
Courriel : vfalkner@credemontreal.qc.ca

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

15. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

16. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, la présente entente prévaudra.

17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

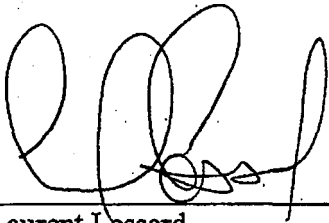
Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

18. SIGNATURES

Les PARTIES et les INTERVENANTS reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

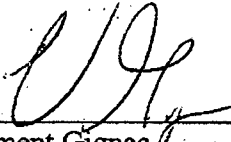
EN FOI DE QUOI, les PARTIES et les INTERVENANTS ont signé :




Laurent Lessard
Ministre des Affaires municipales, des Régions et
de l'Occupation du territoire

23/06/10

Date


Clément Gignac
Ministre du Développement économique, de
l'Innovation et de l'Exportation


Date

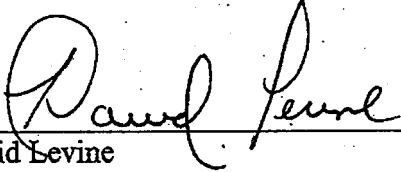
C. B.
Claude Bécharde
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de
l'Alimentation du Québec

19-07-2010
Date

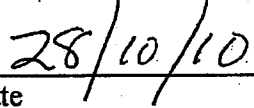
Kathleen Weil

Kathleen Weil
Ministre de l'Immigration et des Communautés
culturelles

30 septembre 2010
Date



David Levine
Président-directeur général de l'Agence de la santé
et des services sociaux de Montréal



Date

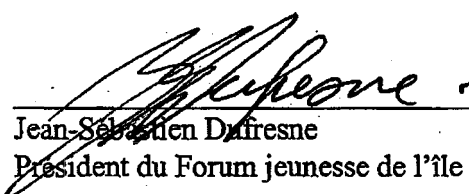
Manon Barbe

Manon Barbe

Présidente de la Conférence régionale des élus de
Montréal

26 octobre 2010

Date


Jean-Sébastien Dufresne
Président du Forum jeunesse de l'île de Montréal

19/10/2010.
Date

Edith Cyr
Édith Cyr
Présidente du Comité d'économie sociale de l'île de
Montréal

15 octobre 2010
Date

Raymond Bachand
Ministre responsable de la Région de Montréal

Date 15 juillet 2010

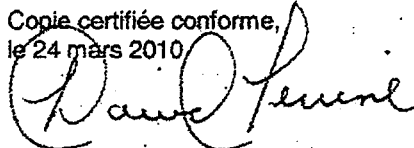
EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-ET-
UNIÈME (31^E) RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL, TENUE À LA SALLE 107
DU SIÈGE SOCIAL, LE 23 MARS 2010, À LAQUELLE IL Y
AVAIT QUORUM

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LA
RÉGION DE MONTRÉAL 2009-2013**

CONSIDÉRANT que cette Entente s'inscrit dans le suivi du *Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif* lancé en novembre 2008 qui propose différentes mesures pour appuyer l'aide domestique ainsi que dans le cadre du *Plan d'action 2005-2010 sur les services aux aînés en perte d'autonomie* du MSSS.

Il est **PROPOSÉ**, dûment **APPUYÉ** et unanimement **RÉSOLU** d'autoriser le président-directeur général à signer « *l'Entente de gestion spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de Montréal 2009-2013* ».

Copie certifiée conforme,
le 24 mars 2010



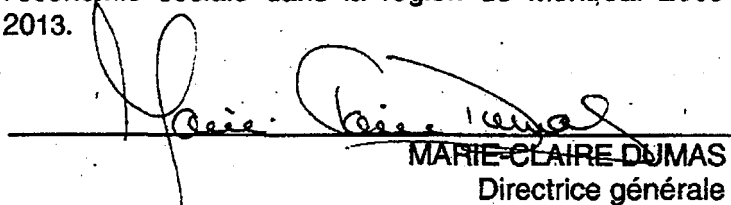
David Levine,
Secrétaire du conseil d'administration

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ
EXÉCUTIF DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE
MONTRÉAL TENUE À MONTRÉAL LE VENDREDI 22 JANVIER 2010**

Il est unanimement

RÉSOLU
(C.E. 10-644)

- de mandater la direction du Développement économique de la CRÉ de Montréal pour explorer la possibilité d'intégrer le thème de la sécurité alimentaire dans les travaux du CÉSÎM et que celui-ci soit associé aux discussions déjà en cours entre les commissions scolaires de l'île de Montréal et les autres partenaires;
- d'adopter les grandes lignes du canevas proposé pour l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de Montréal 2009-2013;
- de mandater la directrice générale, madame Marie-Claire Dumas, pour finaliser l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de Montréal 2009-2013; et
- d'autoriser la présidente, madame Maïnon Barbe, à signer l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la région de Montréal 2009-2013.


MARIE-CLAIRE DUMAS
Directrice générale

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le 27 janvier 2010

NORMES DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE

CT 129500 du 19 novembre 1996 et
CT 122597 du 27 octobre 1998

1. CADRE GÉNÉRAL D'APPLICATION

Le ministre d'État à la Métropole a pour mission de susciter et de soutenir l'essor économique, culturel et social de la métropole et d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement et ce, en concertation avec les ministères concernés.

Ses interventions portent sur le développement et la promotion économiques et touristiques de la métropole, l'aménagement de son territoire, ainsi que l'organisation des transports et des voies de communications.

Le Fonds est administré par le ministre d'État à la Métropole. Il vise à supporter la réalisation d'études ou projets de développement structurants.

Le Fonds de développement de la métropole ne doit pas se substituer aux programmes d'aide disponibles dans les ministères ou organismes du Gouvernement.

2. ORGANISMES ADMISSIBLES

- Une municipalité, la Communauté urbaine de Montréal ou une municipalité régionale de comté dont le territoire est compris en tout ou en partie dans la métropole, de même que tous les organismes municipaux ou intermunicipaux relevant de la Communauté ou de ces municipalités ;
- les organismes à but non lucratif et incorporés ;
- les organismes des réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux qui œuvrent dans la région métropolitaine ;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone, dont le territoire est compris, en tout ou en partie, à l'intérieur de la région métropolitaine ;
- les sociétés d'État ;
- les corporations privées à but lucratif.

3. ÉTUDES ADMISSIBLES

Les études se rapportant à la mise au point des projets admissibles, en particulier :

- la réalisation d'un plan d'affaires ;
- l'évaluation de l'opportunité d'un projet ;
- l'évaluation de la faisabilité technique et financière d'un projet ;
- la définition et la mise au point d'un concept ;
- l'analyse de marché associée à un projet d'investissement ;

- le développement et la mise au point d'instruments ou d'indicateurs permettant de mieux mesurer un secteur d'activités ;
- les études liées au renforcement de la convergence et de l'efficacité des actions des autorités locales y compris les études de regroupement.

4. PROJETS ADMISSIBLES

Sont admissibles les projets ayant un impact sur le développement de la métropole et ceux réalisés dans cette région et possédant une des caractéristiques suivantes :

- projets ponctuels susceptibles de répondre à des situations particulières et conjoncturelles ;
- projets pilotes et innovateurs ;
- projets structurants pour la métropole ;
- projets qui ont un effet moteur en matière de développement économique ;
- projets assurant l'amélioration du cadre de vie et du fonctionnement des services et équipements d'envergure métropolitaine ;
- projets assurant le rayonnement de la métropole ;
- projets se rattachant à des mandats confiés au ministre par le Gouvernement.

5. CRITERES DE SÉLECTION DES PROJETS

De façon générale, les interventions du Fonds seront reliées à des actions ayant un impact significatif sur la métropole et qui correspondent aux enjeux et aux objectifs stratégiques du Ministère. Cette notion d'impact significatif implique que les études ou projets admissibles présentent l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

- envergure ou caractère métropolitain ;
- effet de levier ou moteur en matière de développement économique, social ou culturel ;
- contribution à la consolidation de la réalité territoriale métropolitaine : simplification des structures politiques et administratives, coordination et cohérence des actions, renforcement du sentiment d'appartenance à la métropole ;
- économies de fonctionnement générées et utilisation plus efficace et plus efficiente des ressources disponibles ;
- création d'emplois ;

6. CONDITIONS QUE DOIT RESPECTER LE PROMOTEUR

Le promoteur doit faire la démonstration des besoins et fournir au ministre les renseignements ou toute information requise pour éclairer sa décision. Ces informations comprendront au minimum :

- le titre du projet, le nom et l'adresse de l'organisme demandeur et le nom, l'adresse et la fonction du responsable du projet au sein de l'organisme ;
- une problématique expliquant et justifiant les besoins et la pertinence d'un recours au Fonds ;
- le lieu de réalisation du projet, adresse, circonscription électorale ;
- une ventilation des coûts et du financement du projet, incluant le détail des autres sources de financement prévues ;
- les effets et bénéfices associés au projet en fonction du développement de la région métropolitaine ;
- les demandes effectuées pour soutenir le projet.

7. DÉTERMINATION DE L'AIDE FINANCIÈRE

- a) L'aide financière provenant du Fonds est limitée à 2 M\$ par projet sauf lorsque l'aide prend la forme d'une quote-part au service de la dette contractée par l'organisme pour la réalisation du projet où la limite est de 4 M\$; au-delà de ces montants, l'approbation préalable du gouvernement est requise ;
- b) Les projets doivent d'abord être soumis pour financement aux ministères sectoriels concernés ; en présence d'un programme québécois disponible, un complément d'aide financière pourra être accordé par le Fonds sur avis favorable du ministère sectoriel concerné ;
- c) S'il s'agit d'un organisme ou d'une entreprise admissible autre qu'une société d'État ou une corporation privée à but lucratif :
 - le cumul des aides gouvernementales (fédérale et provinciale) consenties ne peut excéder 70% des coûts admissibles, à l'exception des projets d'infrastructure où il pourra atteindre 80% et des études où il pourra atteindre 90%, bien que l'aide du Fonds est limitée à 70% dans tous les cas ;
 - les projets de nature commerciale ne sont pas admissibles ;
 - les contributions ne peuvent servir à défrayer le fonctionnement d'organismes, y compris les salaires, sur une période excédant 3 ans, ni le déficit d'un organisme admissible ;
- d) S'il s'agit d'une société d'État ou d'une corporation privée à but lucratif :
 - l'aide du Fonds ne peut excéder 20 % du coût d'un projet ;
 - les secteurs du commerce de détail, du commerce de gros, de l'hébergement et de la restauration (selon la classification des activités économiques du Bureau de la statistique du Québec) sont exclus du programme ;
 - l'aide ne peut servir à renflouer le fonds de roulement d'une entreprise ;
 - le promoteur doit démontrer que l'aide financière du Fonds est nécessaire pour la réalisation du projet ;
 - les sociétés d'État ne sont admissibles au programme que si elles participent à un projet à l'intérieur d'un consortium, de façon à bien souligner le rôle d'effet de levier des fonds publics ;

- le cumul des aides publiques (provinciales et fédérales) ne dépasse pas 40 % du coût d'un projet, incluant les crédits d'impôt et les aides accordées sous forme de prêt ou de garantie de prêt, à l'exception des études ainsi que des projets issus d'une PME dont l'actif est inférieur à 25 M\$ où le cumul des aides peut atteindre 50 %.
- e) lorsque l'aide financière du Fonds prend la forme d'une quote-part au service de la dette contractée par l'organisme pour la réalisation du projet :
- le capital initial de la dette et les coûts admissibles du projet peuvent inclure les frais financiers ou autres capitalisés ;
 - aux fins du paragraphe a) de la section 7, le montant de l'aide financière est égal à la partie du capital initial de la dette dont le remboursement est à la charge du Fonds ;
 - aux fins du paragraphe c) de la section 7, le taux de l'aide financière est égal à la partie du capital initial de la dette dont le remboursement est à la charge du Fonds, divisée par le total des coûts admissibles du projet ;
 - les versements de l'aide financière comprennent le remboursement de la quote-part du capital initial de la dette à la charge du Fonds et les intérêts inhérents.

8. MODALITÉS DE VERSEMENT

Tous les projets autorisés feront l'objet d'un protocole d'entente entre le bénéficiaire et le Ministère. Ce protocole définira les conditions de versement de l'aide et les obligations que doit respecter le promoteur.

9. RESTRICTIONS

Le projet ne peut aller à l'encontre des politiques gouvernementales établies.

FDR : cadre normatif

	Fonds de développement régional (FDR)
Utilisation du FDR	→ <u>Fonctionnement</u> (maximum : 60% du budget FDR accordé) → <u>Ententes spécifiques de régionalisation</u> (ES) → <u>Autres activités</u>
Reddition de compte	→ Par la signature de l'entente de gestion, la CRÉ s'engage à déposer annuellement à la Ministre la programmation du FDR en fonction des différentes activités exercées par la CRÉ soit : <ul style="list-style-type: none"> • le budget de fonctionnement • les budgets reliés aux études et travaux de recherche • les budgets consacrés aux nouveaux engagements pour la réalisation des mesures prévues dans le cadre des ES • les budgets consacrés au financement des autres activités
Contribution gouvernementale	→ Les versements d'un montant maximum de 1 000 000 \$ se font lorsque le solde des liquidités de la CRÉ atteint moins de 500 000 \$. Toutefois, le montant total des versements d'une année pour une CRÉ ne peut excéder le budget annuel consenti. → Le montant total versé à la CRÉ est constitué de la nouvelle enveloppe consentie annuellement et du solde non utilisé du FDR.
	Fonctionnement
Dépenses admissibles N.B. : Aucune rémunération ne doit être versée aux administrateurs, sauf lorsqu'une entente signée entre le ministre et la CRÉ en convient autrement	→ Traitements et salaires des employés → Charges et avantages sociaux de l'employeur → Frais de déplacement et de représentation → Coûts d'acquisition de services donnés en sous-traitance → Coûts des fournitures de bureau, des services publics, de téléphonie, d'assurances → Coûts de location et d'entretien des équipements et des espaces de bureau → Coûts d'honoraires professionnels reliés directement aux activités de la CRÉ → Dépenses de publicité, de promotion, de publication, contrats à des agences, achat d'articles promotionnels et autres → Frais d'inscription à des colloques, congrès, cours ou autres activités de formation → Financement des dépenses reliées à la réalisation d'études et de travaux de recherche → Tout autre frais jugé admissible par le conseil d'administration
	Ententes spécifiques de régionalisation (ES)
Objectifs	→ Concrétiser des priorités régionales de développement issues du plan quinquennal de développement → Adapter les actions des ministères et organismes gouvernementaux aux besoins de la région → Ajouter une valeur ajoutée en modifiant les façons de faire et entraîner un impact structurant pour le développement
Processus d'élaboration	3 possibilités : <ul style="list-style-type: none"> • Initiative provenant du milieu régional • Initiative provenant d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental • Démarche conjointe CAR-CRÉ
Contenu obligatoire	→ Identification des signataires (incluant le numéro de résolution s'il y a lieu) → Objet et objectifs spécifiques de l'entente (général et spécifiques) → Durée de l'entente → Engagements des parties (incluant la hauteur du financement s'il y a lieu) → Modalités de suivi de l'entente (structure : rôle et mandats) → Modalités d'application de l'entente (versements des contributions financières, Publicité et promotion, Modification de l'Entente, Ajout de partenaires, Résiliation, Vérification, Cession, etc.) → Avis et communications entre les parties → Signatures → Annexes (parties intégrantes de l'entente) : <ul style="list-style-type: none"> • Résolution du C.A. ou du C.E. de la CRÉ autorisant son président à signer l'entente • Résolution de chaque organisme régional autorisant la personne désignée à signer l'entente

FDR : cadre normatif

Possibilités (éléments facultatifs)	→ Portée multisectorielle : qui engage plusieurs m/o → Portée interrégionale : qui concerne plus d'une région ou, à l'inverse, qui s'applique à une partie seulement du territoire régional → Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action régional concerté autour d'objectifs convenus en commun → Participation des intervenants régionaux à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État	
	Autres activités	
Organismes admissibles	→ tout OBNL légalement constitué ; → toute municipalité ou MRC ainsi que les organismes municipaux ou intermunicipaux relevant d'elles ; → tout organisme du secteur public rattaché aux réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal ; → tout conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs ; → les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un OBNL.	
Projets admissibles	→ Les projets doivent s'inscrire dans les priorités de développement concertées de la région et avoir un impact sur le développement de la région.	
Montant et cumul de l'aide financière	→ Le montant de l'aide financière accordée aux projets admissibles est déterminé par la CRÉ . N.B. : Le cumul de l'aide gouvernementale, incluant les subventions, prêts, garanties de prêts et prises de participation, ne pourra excéder annuellement 80 % des coûts admissibles de l'ensemble des autres activités et des interventions prévues aux ES. Dans le calcul du cumul des aides gouvernementales, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable est considérée à 30 %.	
Dépenses admissibles	→ Toute dépense reliée directement à la réalisation du projet à l'exception des dépenses déjà réalisées ou pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle de dépôt du dossier à la CRÉ.	
Nature de l'aide financière	→ L'aide financière consentie est versée sous forme de subvention, de prêt, de garanties de prêt ou prises de participation.	
Versement de l'aide financière	→ Protocole d'entente entre la CRÉ et le bénéficiaire.	
	Définition	Niveau de signature avantages
Partenariat / Collaboration	Association de plusieurs partenaires visant à mener une action commune.	Selon le type d'entente
Entente	En soi, le terme entente est sans connotation juridique particulière, mais un accord de ce type amène généralement la signature d'un document de nature juridique. N.B. : Toute entente conclue entre une CRÉ et un m/o doit être approuvée par la ministre des Affaires municipales et des Régions (voir Entente de gestion).	Selon le type d'entente
Entente spécifique de régionalisation	Convention conclue entre une CRÉ, un ou plusieurs m/o et d'autres partenaires, dans laquelle sont énoncées, notamment, les mesures d'adaptation de l'action gouvernementale aux particularités d'une région.	Ministres, dont la MAMR - Assise plus formelle - Portée politique - Couverture médiatique accrue
Entente administrative	Convention conclue entre une unité administrative régionale d'un m/o et une ou plusieurs personnes morales ou physiques visant la délégation de responsabilités gouvernementales relevant de l'unité administrative régionale.	Selon le niveau de responsabilités
Entente de service	Accord entre deux ou plusieurs personnes morales ou physiques pour fournir, avec ou sans rétribution, un produit qui n'est pas un bien matériel mais qui satisfait l'usage d'une personne ou d'un groupe de personnes.	Selon le niveau de responsabilités

ENTENTE SPÉCIFIQUE

***sur le développement de l'économie sociale
dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue
2009-2014***

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **EMPLOI-QUÉBEC** »

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège social au 170, rue Principale, bureau 102, Rouyn-Noranda (Québec), représentée par le président, monsieur Ulrick Chérubin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 26 novembre 2009 portant le numéro 088-09, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

LE COMITÉ RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CRÉS-AT), personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 162, rue Principale Sud, Amos (Québec), représenté par la présidente, madame Louiselle Luneau, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 22 juin 2009, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CRÉS-AT** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL (CRPMT) DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, institué par le gouvernement selon la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail* (L.R.Q., c. M-5.001), représenté aux fins des présentes par le président, monsieur Marcel Jolicoeur, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 12 février 2008 et portant le numéro CR.07-08.14, dont copie est jointe à la présente,

LA COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (CDR) DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi sur les coopératives* (L.R.Q., c. C-67.2), ayant son siège social au 162, rue Principale Sud, Amos (Québec), représentée par le président, monsieur Yvan Rose, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) ABITIBI, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 491, rue de l'Harricana, Amos (Québec), représenté par le président, monsieur Jules Grondin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) D'ABITIBI-OUEST, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 260, 1^{re} Rue Est, La Sarre (Québec), représenté par le président, monsieur Gilbert Rivard, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) DE LA VALLÉE-DE-L'OR, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 44, Place Hammond, Val-d'Or (Québec), représenté par le président, monsieur Daniel Massé, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) ROUYN-NORANDA, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 161, avenue Murdoch, Rouyn-Noranda (Québec), représenté par le président, monsieur Jean Pronovost, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) DU TÉMISCAMINGUE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 7-B, rue des Oblats Nord, Ville-Marie (Québec), représenté par la présidente, madame Estelle P. Beaulé, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, monsieur Pierre Corbeil, pour et au nom du gouvernement du Québec.

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (L.R.Q., c. M-22.1, article 17.5.1) indique que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (L.R.Q., c. M-22.1, article 21.6) prévoit que la CRÉ est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional;

ATTENDU QU'en vertu de cette même Loi (L.R.Q., c. M-22.1, article 21.7), la CRÉ peut conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE la CRÉ a adopté en février 2007 le *Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2007-2011*, dont l'une des priorités est de favoriser la consolidation et le développement des entreprises en économie sociale (Axe 3, priorité 11.1);

ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC a pour mission de contribuer, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'œuvre et à lutter contre le chômage dans une perspective de développement économique et social;

ATTENDU QUE dans le *Plan d'action régional 2008-2011 EMPLOI-QUÉBEC* région Abitibi-Témiscamingue, il est mentionné que des actions seront entreprises afin de faciliter l'accès à des mesures de formation pour les personnes qui sont au service des entreprises d'économie sociale et combler, à court terme, les besoins en matière de gestion qui ont été établis par le Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC);

ATTENDU QUE le CRPMT a notamment pour fonction d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet par EMPLOI-QUÉBEC d'ententes spécifiques en matière de main-d'œuvre et d'emploi avec la conférence régionale des élus visée à l'article 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1) et de promouvoir auprès de celle-ci, la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi;

ATTENDU QUE le CRÉS-AT, reconnu comme Pôle régional d'économie sociale, a pour mission de promouvoir l'économie sociale et de favoriser la concertation et le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale, afin d'harmoniser les interventions et d'en maximiser les effets;

ATTENDU QUE la CDR a le mandat du gouvernement du Québec et du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité de promouvoir la coopération et concerter les coopératives de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, d'offrir des services techniques aux promoteurs de nouvelles coopératives et d'offrir des services d'accompagnement et de suivi spécialisés aux coopératives existantes;

ATTENDU QUE les CLD de l'Abitibi-Témiscamingue ont la responsabilité d'élaborer des stratégies en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale;

ATTENDU QUE le Chantier de l'économie sociale a pour mission de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socioéconomique du Québec, de favoriser et soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie sociale québécoise, pour répondre à des besoins et créer des emplois durables et qu'il a également pour mission de favoriser la concertation des divers acteurs de l'économie sociale;

ATTENDU QUE le Chantier de l'économie sociale considère les pôles régionaux d'économie sociale comme des partenaires privilégiés dans l'accomplissement de sa mission et que des ententes ont été signées entre le Chantier de l'économie sociale et les pôles régionaux d'économie sociale;

ATTENDU QU'une entente a été conclue entre le Chantier de l'économie sociale et le CRÉS-AT à titre de pôle régional d'économie sociale pour renforcer et développer les liens de partenariat avec les acteurs de l'économie sociale de la région et confirmer son rôle d'interlocuteur privilégié en matière d'économie sociale.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Dans la présente entente spécifique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants se définissent comme suit :

▪ Économie sociale¹

« Économie » renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective;

« Sociale » réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique, de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Pris dans son ensemble, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants :

- l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;
- elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

L'économie sociale peut être développée dans tous les secteurs d'activité qui répondent aux besoins de la population et des collectivités.

▪ Entreprise d'économie sociale²

L'entreprise d'économie sociale est issue d'initiatives du milieu. Située dans le secteur marchand et revêtant un caractère entrepreneurial qui s'articule autour d'une finalité sociale, une telle entreprise présente les caractéristiques suivantes :

1. Sa finalité première est de produire des biens et des services répondant à des besoins économiques et sociaux, individuels ou collectifs.
2. Centrée sur la personne, ses principes et ses règles de fonctionnement reposent sur :
 - Un cadre réglementaire qui assure un processus de gestion démocratique
 - Des activités favorisant chez les membres ou les clients la participation et la prise en charge individuelle ou collective
 - La primauté de la personne et du travail sur le capital, notamment dans la répartition des surplus et des revenus
 - Une propriété collective des capitaux et des moyens de production.
3. Sa contribution se mesure à son incidence sur le développement local et des collectivités, notamment par la création d'emplois durables, le développement de l'offre de nouveaux services, l'amélioration de la qualité de vie, etc.
4. Elle est soit une entreprise privée autonome dotée du statut d'OBNL ou de coopérative, soit un projet autonome porté par les autres composantes de l'économie sociale que sont les organismes communautaires. Dans les deux cas, ils sont gérés selon une philosophie entrepreneuriale.
5. Sa viabilité économique repose principalement sur les revenus autonomes qu'elle tire de ses activités marchandes auprès des consommateurs privés ou publics. Une intervention de l'État, ponctuelle ou récurrente, peut être nécessaire puisque ces entreprises, bien qu'actives dans le secteur marchand de l'économie, interviennent dans des activités économiquement moins rentables ou caractérisées par un marché restreint ou insuffisant.

▪ Économie sociale marchande

L'économie sociale « marchande » est la dimension de l'économie sociale qui concerne spécifiquement les entreprises d'économie sociale et qui réfère à la vente de biens et de services.

¹ Chantier de l'économie sociale, octobre 1996, Osons la solidarité!, p. 6.

² Comité interministériel du développement social, février 2001, section 1.01 et Réseau d'investissement social du Québec, 2003, Guide d'analyse de l'entreprise sociale, chapitre 2, p. 4.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser le développement économique et social de la région de l'Abitibi-Témiscamingue en matière d'économie sociale marchande, notamment par le soutien de l'action du CRÉS-AT et par la mise en commun des ressources humaines, financières et autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui sont applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** s'entendent sur les objectifs suivants :

3.1 La promotion et la valorisation de l'économie sociale

- Connaître la situation des entreprises d'économie sociale en Abitibi-Témiscamingue;
- Mettre en valeur le modèle entrepreneurial de l'économie sociale;
- Développer et utiliser des outils permettant la promotion et la valorisation des entreprises d'économie sociale;
- Sensibiliser la population en général, notamment les jeunes, à la notion d'économie sociale.

3.2 La concertation, la représentation et le réseautage

- Assurer le bon fonctionnement du CRÉS-AT qui est l'entité régionale responsable du dossier de l'économie sociale;
- Soutenir la représentation du CRÉS-AT et de l'économie sociale au sein des lieux décisionnels et des lieux de concertation régionale;
- Créer des occasions de réseautage pour les entreprises d'économie sociale, les intervenantes, les intervenants et les partenaires;
- S'assurer de la représentation de l'Abitibi-Témiscamingue à certaines instances, activités ou événements nationaux concernant l'économie sociale;
- Renforcer et alimenter le canal régional de communication et d'information pour les intervenantes et les intervenants locaux de l'économie sociale des différents territoires de MRC.

3.3 La consolidation, l'expérimentation et le développement de nouveaux créneaux et projets

- Assurer un rôle de vigie sur les enjeux régionaux liés à la consolidation et au développement de l'économie sociale;
- Évaluer des possibilités de développement d'entreprises d'économie sociale dans de nouveaux créneaux;
- Encourager et soutenir la continuité d'entreprises locales et régionales par la reprise de ces dernières par le modèle d'économie sociale, quand les circonstances le permettent.

3.4 Le développement des compétences

- Renforcer et développer les compétences des intervenantes et des intervenants, du personnel, des gestionnaires, des administratrices et des administrateurs d'entreprises d'économie sociale.

3.5 La relève et la main-d'œuvre

- Faire connaître la formule de l'économie sociale auprès des clientèles cibles;
- Intéresser la relève à l'économie sociale.

3.6 La recherche, la diffusion et le transfert de connaissances en économie sociale

- Favoriser la recherche et la diffusion des connaissances en économie sociale en Abitibi-Témiscamingue.

4. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les **PARTIES** s'engagent à :

- 4.1 Contribuer à la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente;
- 4.2 Reconnaître le **CRÉS-AT** comme l'organisme responsable en matière d'économie sociale et le mandater pour assurer la coordination générale de la mise en œuvre de l'entente;
- 4.3 Mettre en place un comité de suivi de la présente entente composé respectivement de la directrice générale de la **CRÉ**, du directeur régional du **MAMROT**, du directeur régional d'**EMPLOI-QUÉBEC** et présidé par le directeur régional du **MAMROT**;
- 4.4 Prendre part aux activités du comité de suivi, lorsque requis, et à collaborer, au besoin, à toute autre activité ou sous-comité découlant de l'entente;
- 4.5 S'adjoindre, au besoin, des représentantes et représentants de d'autres partenaires interpellés par les objectifs de la présente entente.

5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

5.1 ENGAGEMENTS DU MAMROT

Aux fins de la présente entente, le **MAMROT** s'engage à :

- 5.1.1 Verser à la **CRÉ**, dans le cadre du *Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale* et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant maximal de 250 000 \$ réparti sur cinq années financières. Les modalités de versement s'établissent comme suit :

- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.

Pour la première année de l'entente, le montant alloué par le **MAMROT** sera versé à la **CRÉ** à la signature de l'entente par toutes les **PARTIES**;

Pour les années subséquentes, le montant annuel sera versé à la **CRÉ** à la suite du dépôt et de l'approbation par le comité de suivi du rapport d'activité, du rapport financier et du plan d'action qui seront produits par le **CRÉS-AT** pour chacune des années financières de l'entente;

- 5.1.2 Contribuer, en tant que responsable gouvernemental en matière d'économie sociale, à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;
- 5.1.3 Favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de la présente entente;
- 5.1.4 Assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale (CAR), l'information et la participation des autres ministères aux objectifs ou actions gouvernementales en matière d'économie sociale afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 5.1.5 Convoquer au moins deux fois par année, le comité de suivi de l'entente prévu à l'article 4.3 et 10 et en assumer la présidence;
- 5.1.6 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

5.2 ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

Aux fins de la présente entente, **EMPLOI-QUÉBEC** s'engage à :

- 5.2.1 Prévoir, dans le cadre et conformément à la mesure « Concertation pour l'emploi » par le biais du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits nécessaires, de leur disponibilité et de l'évaluation annuelle, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente, un montant maximal de 75 000 \$ réparti sur trois années gouvernementales, qui sera versé au **CRÉS-AT** selon le calendrier de contribution suivant :
- un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013.
- 5.2.2 Faciliter la formation des personnes à l'emploi des entreprises d'économie sociale, notamment en matière de gestion, par le biais d'activités de développement de compétences;
- 5.2.3 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein de ses instances;
- 5.2.4 Promouvoir les mesures et les services d'**EMPLOI-QUÉBEC** auprès des entreprises d'économie sociale;
- 5.2.5 Participer aux travaux du comité de suivi tel que prévu à l'article 4.3 et 10 de la présente entente;
- 5.2.6 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

5.3 ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

Aux fins de la présente entente, la **CRÉ** s'engage à :

- 5.3.1 Contribuer à la réalisation de l'entente pour un montant maximal de 100 000 \$ sur cinq ans, soit une enveloppe annuelle de 20 000 \$ provenant du Fonds de développement régional, selon le calendrier de contribution suivant :
- pour l'exercice financier 2009-2010 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2010-2011 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2011-2012 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2012-2013 : 20 000 \$;
 - pour l'exercice financier 2013-2014 : 20 000 \$.

Pour la première année de l'entente, le montant alloué par la **CRÉ** sera versé au mandataire de l'entente, le **CRÉS-AT**, à la signature de l'entente par toutes les **PARTIES**;

Pour les années subséquentes, le montant annuel sera versé au mandataire de l'entente, le **CRÉS-AT**, à la suite du dépôt et de l'approbation par le comité de suivi du rapport d'activité, du rapport financier et du plan d'action qui seront produits par le **CRÉS-AT** pour chacune des années financières de l'entente;

- 5.3.2 Gérer les sommes d'argent allouées par le **MAMROT** conformément aux normes et modalités du *Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale* en versant au mandataire de l'entente, le **CRÉS-AT**, sous réserve de l'approbation du plan d'action et des différents rapports :
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
 - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.

- 5.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi tel que prévu à l'article 4.3 et 10 de la présente entente;
- 5.3.4 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités de la présente entente pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à celle-ci.

5.4 ENGAGEMENTS DU CRÉS-AT

Aux fins de la présente entente, le **CRÉS-AT** s'engage à :

- 5.4.1 Agir comme mandataire et coordonner la mise en oeuvre de la présente entente;
- 5.4.2 Déposer aux **PARTIES**, pour approbation, un plan d'action en lien avec les objectifs de l'entente;
- 5.4.3 Conformément aux exigences, aux autorisations et aux approbations des **PARTIES**, assurer la gestion financière des sommes d'argent qui lui sont confiées par la **CRÉ** aux fins des présentes.
- 5.4.4 Proposer au comité de suivi des indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 5.4.5 Déposer et présenter annuellement au comité de suivi un rapport décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente, un rapport financier démontrant que les sommes utilisées ont été affectées aux fins pour lesquelles elles étaient destinées, ainsi qu'une mise à jour du plan d'action tenant compte de l'évolution des objectifs de l'entente;
- 5.4.6 Déposer et présenter au comité de suivi, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente, un rapport final portant sur les réalisations de l'entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 5.4.7 Fournir au comité de suivi toute information et documents pertinents à la réalisation et à la gestion de l'entente;
- 5.4.8 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des revenus et des dépenses de l'entente;
- 5.4.9 Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou les factures accompagnées des pièces justificatives reliées aux activités de la présente entente;
- 5.4.10 Participer, au besoin, aux travaux de concertation et aux travaux des sous-comités de la présente entente pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à celle-ci.

6. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant sous réserve de la disponibilité des crédits :

Partenaires	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
CRÉ	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
E-Q	0 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	0 \$	75 000 \$
TOTAL	70 000 \$	95 000 \$	95 000 \$	95 000 \$	70 000 \$	425 000 \$

8. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire visé par la présente entente est celui de la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue.

9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 décembre 2014. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite.

À l'expiration de la présente entente, le **CRÉS-AT** doit convenir avec les **PARTIES** de l'affectation de tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

10. SUIVI ET ÉVALUATION

Pour soutenir le **CRÉS-AT** dans la gestion et la mise en œuvre de l'entente, un comité de suivi est constitué. Tel que prévu à l'article 4.3, il est composé des représentantes et représentants des **PARTIES** suivantes de l'entente :

- le directeur régional du **MAMROT**;
- le directeur régional d'**EMPLOI-QUÉBEC**;
- la directrice générale de la **CRÉ**.

Le **CRÉS-AT** sera invité à présenter au comité de suivi, pour approbation, les plans d'action annuels, les rapports annuels d'activités et financiers et le bilan final de l'entente.

Les responsabilités du comité de suivi sont les suivantes :

- s'assurer du respect des clauses générales et spécifiques de l'entente;
- assurer la vérification de la conformité administrative quant aux processus de mise en œuvre et de suivi de l'entente;
- élaborer, dans les 90 jours de la signature de l'entente, un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, notamment ceux proposés par le **CRÉS-AT**, afin de procéder à la vérification de l'atteinte des objectifs de l'entente et à l'examen des résultats obtenus;
- évaluer annuellement et à la fin de l'entente les rapports d'activités et financiers préparés par le **CRÉS-AT**. Il vérifie l'atteinte des objectifs, les résultats obtenus et l'utilisation des sommes allouées. Il recommande aux **PARTIES** de procéder aux versements prévus sur la base de l'évaluation des rapports d'activités et des rapports financiers qui auront satisfait à ses attentes.

Sous la présidence du directeur régional du **MAMROT**, le comité de suivi se réunira au moins deux fois par année pour assurer la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

Les membres du comité de suivi peuvent, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles pour la réalisation des objectifs de l'entente.

11. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation, tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte, pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

14. OUVERTURE À DE NOUVEAUX PARTENAIRES

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée à celle-ci ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente sans préjudice à la réalisation des clauses de la présente entente, et ce, avec l'accord unanime de toutes les **PARTIES**.

15. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le MAMROT :

Denis Moffet
Directeur régional
170, avenue Principale, bureau 105
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Pour EMPLOI-QUÉBEC :

Francis Riou
Directeur régional
180, boulevard Rideau, bureau 01
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

Pour la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue :

Martine Rioux
Directrice générale
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Pour le CRÉS-AT :

Louiselle Luneau
Présidente
162, rue Principale Sud
Case poste 96
Amos (Québec) J9T 3A5

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres.

16. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec les **INTERVENANTS**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et des **INTERVENANTS**;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

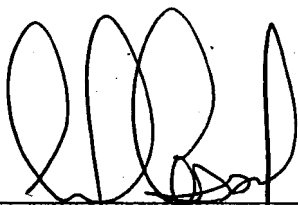
Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des **INTERVENANTS**, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les **INTERVENANTS** participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et les **INTERVENANTS** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

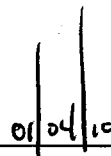
18. SIGNATURES

Les **PARTIES** et les **INTERVENANTS** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

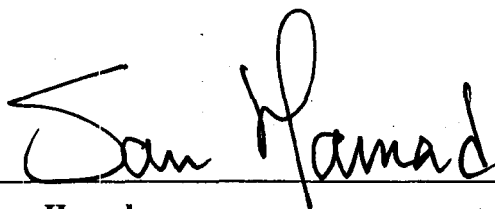
EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** et les **INTERVENANTS** ont signé :



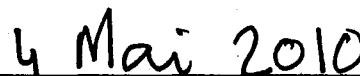
Laurent Lessard
Ministre des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire



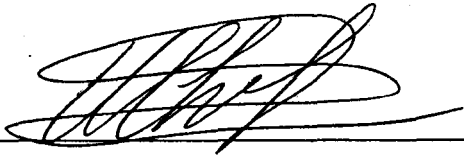
Date



Sam Hamad
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale



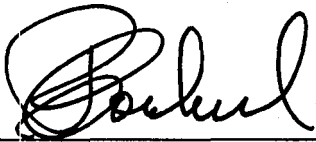
Date



Ulrick Chérubin
Conférence régionale des élus
de l'Abitibi-Témiscamingue

25 Mai 2010

Date



Pierre Corbeil
Ministre responsable de la région
de l'Abitibi-Témiscamingue



Date

Louiselle Luneau

Louiselle Luneau
Comité régional d'économie sociale
de l'Abitibi-Témiscamingue (CRÉS-AT)

20 mai 2010

Date

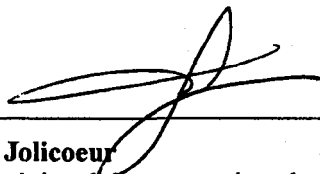


Yvan Rose

Coopérative de développement régional
de l'Abitibi-Témiscamingue

27 mai 2010

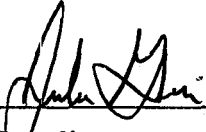
Date



Marcel Jolicoeur
Conseil régional des partenaires du marché
du travail de l'Abitibi-Témiscamingue



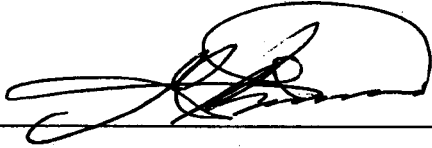
Date



Jules Grondin
Centre local de développement Abitibi

31/5/2010

Date



Gilbert Rivard
Centre local de développement d'Abitibi-Ouest

3 juin 2010

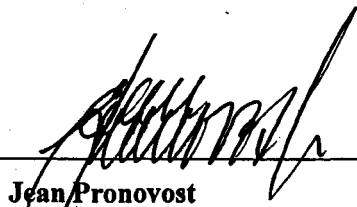
Date



Daniel Massé
Centre local de développement
de La Vallée-de-l'Or

20 MAI 2010

Date



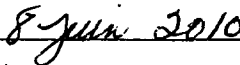
Jean Pronovost
Centre local de développement Rouyn-Noranda

25 mai 2010

Date



Estelle P. Beaulé
Centre local de développement du Témiscamingue



Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

SUR LE SOUTIEN AU SECRÉTARIAT AUX ALLIANCES ÉCONOMIQUES NATION CRIE – ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 2008-2011

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MAMROT »

ET

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), représentée par le président, monsieur Ulrick Chérubin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 26 novembre 2009 et portant le numéro 088-09, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ET

L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE, personne morale de droit public constituée en vertu de la Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., c. A-6.1), représentée par son président, monsieur Matthew Coon Come, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 4 novembre 2009 et portant le numéro 2009-95, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l'« ARC »

ET

LA VILLE DE VAL-D'OR, personne morale de droit public légalement constituée, représentée par le maire, monsieur Fernand Trahan, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 17 novembre 2008 et portant le numéro 2008-582, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « VILLE DE VAL-D'OR »

ET

LA VILLE DE ROUYN-NORANDA, personne morale de droit public légalement constituée, représentée par le maire, monsieur Mario Provencher, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 25 mai 2010 et portant le numéro 2010-442, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « VILLE DE ROUYN-NORANDA »

ET

LA VILLE D'AMOS, personne morale de droit public légalement constituée, représentée par le maire, monsieur Ulrick Chérubin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 4 juin 2007 et portant le numéro 2007-256, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « VILLE D'AMOS »

ET

LE SECRÉTARIAT AUX ALLIANCES ÉCONOMIQUES NATION CRIE-ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), représenté par monsieur Ted Moses, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 15 décembre 2009 et portant le numéro 2009-18, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « SECRÉTARIAT »

ci-après désignés les « PARTIES »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, monsieur Pierre Corbeil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ET

LA MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec.

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu de l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), le MAMROT a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE l'article 21.6 de cette même loi prévoit que la Conférence régionale des élus est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet, le MAMROT conclut avec la Conférence régionale des élus une entente déterminant le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21.7 de cette même loi, la Conférence régionale des élus peut conclure également avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2007-2011, adopté en février 2007, identifie comme priorités, de créer des occasions pour construire des projets communs entre les autochtones et les différentes instances allochtones de la communauté régionale, d'entretenir et de développer des liens et des partenariats stratégiques entre l'Abitibi-Témiscamingue et, entre autres, les Cris du Nord-du-Québec, de même que de développer et de favoriser le transfert d'expertises complémentaires en concertation avec, entre autres, les communautés cries;

ATTENDU QUE le Symposium « Convergence des affluents économiques » qui s'est tenu à Val-d'Or les 4, 5 et 6 juin 2002 a permis d'entreprendre le rapprochement entre les acteurs du développement de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et les leaders de la nation crie;

ATTENDU QUE le Secrétariat aux alliances économiques Nation Crie – Abitibi-Témiscamingue, créé dans la foulée de ce symposium, a rencontré ses objectifs et a démontré à la fois un très fort potentiel pour des alliances entre les responsables des deux communautés régionales et une très grande volonté de multiplier les partenariats;

ATTENDU QUE les PARTIES souhaitent poursuivre le travail entamé en vue d'accroître la connaissance mutuelle et la collaboration sur des projets concrets, le tout étant facilité par le SECRÉTARIAT;

ATTENDU QUE l'Administration régionale crie et les Villes parties à cette entente peuvent soutenir des organismes voués à la poursuite de fins de bien-être social des populations qu'elles desservent;

ATTENDU QUE, sur cette base, les PARTIES désirent prolonger leur association;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser le développement économique et social de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et des communautés cries du Nord-du-Québec par la mise en commun de ressources financières et par le soutien des activités du SECRÉTARIAT ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux PARTIES concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Par cette entente, les PARTIES poursuivent les objectifs suivants :

- Maintenir un dialogue constant entre les Cris et les citoyennes et citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue, tout en favorisant la création d'un climat propice au développement d'alliances économiques et en répondant aux besoins des communautés cries, notamment en matière de formation;
- Assurer le maintien et la poursuite des activités du SECRÉTARIAT et formaliser le suivi des contacts, actions et projets de celui-ci;
- Accroître les échanges entre les Cris et les résidents de l'Abitibi-Témiscamingue dans tous les domaines d'activité, mais en privilégiant d'abord les échanges sous la forme d'alliances économiques et de partenariats éducatifs et sociaux;
- Améliorer la qualité de la vie des Cris du Nord-du-Québec et des résidents de l'Abitibi-Témiscamingue.

3. MOYENS DE RÉALISATION

3.1 La continuité du SECRÉTARIAT

Les PARTIES conviennent, afin de contribuer à réaliser l'objet et les objectifs de l'entente, de continuer à soutenir les opérations du SECRÉTARIAT, constitué en organisme à but non lucratif, dans le respect et l'esprit de l'« Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec » et de la prise en charge par les Cris.

3.2 Mandat du SECRÉTARIAT

Le mandat du SECRÉTARIAT est de faciliter la création d'alliances stratégiques, de partenariats d'affaires, de maillages entre les entrepreneurs crie et les gens d'affaires de la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Sur la base de ce mandat, le SECRÉTARIAT est une organisation non politique et a comme rôle général d'agir comme facilitateur en ce qui concerne les retombées possibles de l'entente « La Paix des braves » pour les communautés crie et témiscabitiennes. Ce rôle est décrit plus précisément à l'annexe A.

3.3 Composition du conseil d'administration du SECRÉTARIAT

Le conseil d'administration du SECRÉTARIAT sera constitué comme suit :

- Deux personnes représentant la Ville de Val-d'Or;
- Deux personnes représentant la Ville de Rouyn-Noranda;
- Deux personnes représentant la Ville d'Amos;
- Sept personnes représentant l'ARC;
- Une personne désignée par la CRÉ;
- Une personne représentant le MAMROT, sans droit de vote;
- La personne responsable de la coordination du SECRÉTARIAT, sans droit de vote.

3.4 Plan d'action

Le SECRÉTARIAT préparera un plan d'action afin de supporter son travail et ses actions. Ce plan sera révisé à chaque année et déposé au comité de suivi et d'évaluation de l'entente spécifique avec son rapport annuel d'activité.

4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les PARTIES s'engagent à :

- Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- Soutenir les opérations du SECRÉTARIAT;
- Promouvoir l'action du SECRÉTARIAT dans le milieu;
- Mettre en place un comité de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- Déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets.

5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

5.1 Engagements de la CRÉ

La CRÉ s'engage à réserver et à verser au SECRÉTARIAT, à même le fonds de développement régional conformément aux normes régissant ce fonds, un montant annuel de 75 000 \$ pour une période de trois ans à compter de 2008-2009 pour les activités du SECRÉTARIAT. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

5.2 Engagements de la VILLE DE VAL-D'OR

La VILLE DE VAL-D'OR s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant annuel de 30 000 \$ pour une période de trois ans à compter de l'année 2008-2009. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

5.3 Engagements de la VILLE DE ROUYN-NORANDA

La VILLE DE ROUYN-NORANDA s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant de 30 000 \$ pour 2008-2009. Elle pourra décider de prolonger sa contribution pour deux années supplémentaires. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

5.4 Engagements de la VILLE D'AMOS

La VILLE D'AMOS s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant annuel de 30 000 \$ pour une période de trois ans à compter de l'année 2008-2009. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

5.5 Engagements de l'ARC

L'ARC s'engage à verser au SECRÉTARIAT un montant annuel de 75 000 \$ pour une période de trois ans à compter de l'année 2008-2009. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du SECRÉTARIAT, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

5.6 Engagements du MAMROT

Le MAMROT s'engage à réserver, à même le Fonds conjoncturel de développement, un montant de 150 000 \$ au cours des années financières 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 selon les modalités prévues au tableau synthèse, des contributions présentées à l'article 8 de la présente entente.

5.7 Engagements du SECRÉTARIAT

Le SECRÉTARIAT s'engage à :

- Recevoir les sommes, tel que stipulé aux articles 5.1 à 5.6 et en assurer une saine gestion;
- Collaborer avec les PARTIES et à appuyer, dans la mesure du possible, les initiatives de rapprochement entre la nation crie et les citoyennes et citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Mettre en œuvre les actions nécessaires afin d'atteindre les objectifs de l'entente et la réalisation de son plan d'action annuel;
- Déposer un bilan annuel faisant état des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que celles-ci ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- Déposer annuellement au comité de suivi ses états financiers vérifiés;
- Déposer annuellement une mise à jour du plan d'action et un budget de fonctionnement;
- Déposer, à la fin de l'entente, un rapport final sur l'utilisation des sommes versées dans le cadre de la présente entente.

6. MODALITÉS DE VERSEMENT

Les contributions financières des PARTIES, pour l'année 2008-2009, seront versées entièrement après la signature de la présente entente. Pour les années subséquentes, les contributions seront versées entièrement à chaque année après la réception d'un avis favorable à cet effet approuvé par le comité de suivi et d'évaluation.

7. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

8. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	TOTAL
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Ville de Val-d'Or	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
Ville de Rouyn-Noranda	30 000 \$	30 000 \$*	30 000 \$*	90 000 \$
Ville d'Amos	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
ARC	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
MAMROT	25 000 \$	75 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
Total	265 000 \$	315 000 \$	290 000 \$	870 000 \$

*Contribution optionnelle selon les directives de la Ville de Rouyn-Noranda.

9. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de la présente entente est celui de la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue et les terres de catégorie I ainsi désignées dans la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. R-13.1) occupées par les communautés cries.

10. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente entente, le SECRÉTARIAT doit rembourser au prorata des contributions financières des PARTIES, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

11. SUIVI ET ÉVALUATION

11.1 Composition du comité de suivi et d'évaluation

Les PARTIES s'engagent à mettre en place un comité de suivi et d'évaluation qui aura le mandat de s'assurer du bon fonctionnement du SECRÉTARIAT, de recommander aux PARTIES le versement annuel de leur contribution financière s'il est satisfait du fonctionnement du SECRÉTARIAT, sur la base de son rapport d'activité et de son plan d'action, et de faire l'évaluation de l'entente à son expiration, selon les modalités de l'article 12.2. Le comité sera composé comme suit :

- Un représentant de la CRÉ;
- Un représentant de la Ville de Val-d'Or;
- Un représentant de la Ville de Rouyn-Noranda;
- Un représentant de la Ville d'Amos;
- Un représentant de l'ARC;
- Un représentant du MAMROT.

11.2 Évaluation de l'entente

Les PARTIES conviennent de procéder à une évaluation annuelle de la présente entente. Cette évaluation sera effectuée sous la responsabilité du comité de suivi et d'évaluation et portera sur le degré d'atteinte des objectifs de l'entente, de la réalisation du plan d'action de même que sur les relations établies et développées entre les PARTIES pendant la durée de l'entente. L'évaluation portera également sur le travail du SECRÉTARIAT et sur les actions menées par celui-ci en regard des mandats qui lui sont confiés dans la présente entente. Cette évaluation sera nécessaire avant tout renouvellement de la présente entente.

12. RÉSILIATION

Si l'une des PARTIES est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres PARTIES se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les PARTIES énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, le SECRÉTARIAT s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

13. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

14. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les PARTIES. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

15. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 13 et aux fins de la présente entente, les PARTIES conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue,

Martine Rioux
Directrice générale
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Pour la Ville de Val-d'Or,

Sophie Gareau
Greffière
855, 2^e Avenue
Val-d'Or (Québec) J9P 4P4

Pour la Ville de Rouyn-Noranda,

Daniel Samson
Greffier
100, rue Taschereau Est
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C3

Pour la Ville d'Amos,

Alain Plante
Greffier
182, 1^{re} Rue Est
Amos (Québec) J9T 2G1

Pour l'Administration régionale crie,

Eddie Diamond
Directeur général
2, Lakeshore Road
Nemaska (Québec) J0Y 3B0

Pour le MAMROT,

Denis Moffet
Directeur régional
170, avenue Principale, bureau 105
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Pour le Secrétariat aux Alliances économiques Nation Crie – Abitibi-Témiscamingue,

Pierre Ouellet
Coordonnateur
624, 3^e Avenue
Val-d'Or (Québec) J9P 1S5

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES doit faire l'objet d'un avis aux autres PARTIES.

16. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les PARTIES signataires de l'entente qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

17. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les PARTIES déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent.

18. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les PARTIES reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les PARTIES s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

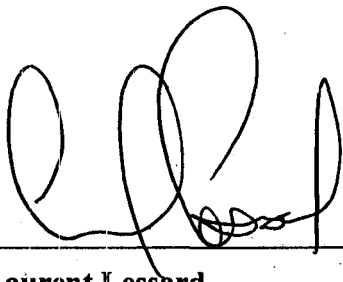
Les PARTIES s'engagent à assurer la visibilité des PARTIES et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les PARTIES acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les PARTIES et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

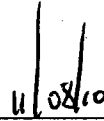
19. SIGNATURES

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

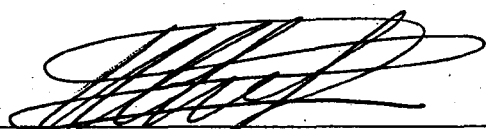
EN FOI DE QUOI, les PARTIES ont signé :



Laurent Lessard
Ministre des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire



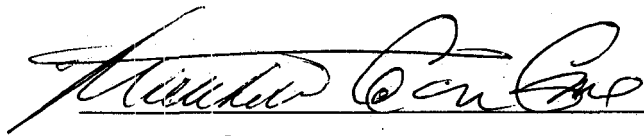
Date



Ulrick Chérubin
Président de la Conférence régionale des élus
de l'Abitibi-Témiscamingue et
Maire de la Ville d'Amos

15 octobre 2010

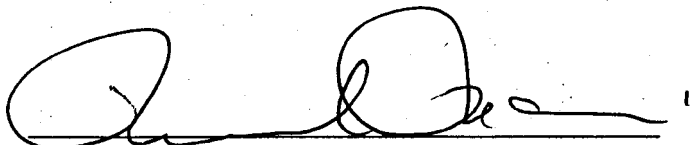
Date



Matthew Coon Come
Président
Administration régionale crie

OCT 20 2010

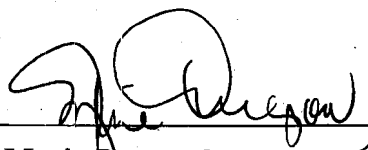
Date



Fernand Trahan
Maire
Ville de Val-d'Or

6 oct 2010

Date

 MAIRESSE SUPPLÉANTE

Mario Provencher
Maire
Ville de Rouyn-Noranda

8/10/2010

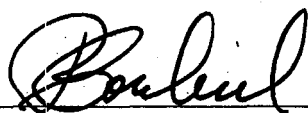
Date



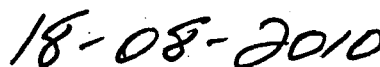
Ted Moses
Président
Secrétariat aux alliances économiques
Nation Crie – Abitibi-Témiscamingue

03 Nov. 2010

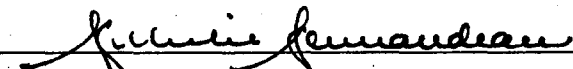
Date



Pierre Corbeil
Ministre responsable des Affaires autochtones et
ministre responsable de la région
de l'Abitibi-Témiscamingue
et de la région du Nord-du-Québec



Date


Nathalie Normandeau
Ministre responsable des
Affaires intergouvernementales canadiennes
et de la Francophonie canadienne

29 SEP. 2010

Date

ANNEXE A

MANDAT DU SECRÉTARIAT

- Maintenir un dialogue constant entre la région de l'Abitibi-Témiscamingue, les communautés et organisations crie, la Société d'énergie de la Baie-James, Hydro-Québec et les institutions gouvernementales;
- Voir à développer des alliances économiques avec les communautés pour leurs projets sur le plan local et régional;
- Oeuvrer de façon à opérer efficacement et à être accepté dans les deux environnements (région de l'Abitibi-Témiscamingue et communautés crie);
- Mettre de l'avant des actions et des activités permettant d'établir des liens avec les gens d'affaires de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et des communautés crie et avec les divers intervenants;
- Être à l'affût des besoins des communautés crie;
- Travailler à construire un climat de confiance;
- Faciliter, de façon équitable, l'opportunité à chaque communauté de développer son potentiel économique, de créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises en leur offrant l'accès aux différents programmes;
- Demeurer disponible en participant aux différentes activités en relation avec le développement économique;
- Examiner la possibilité d'établir un programme de reconnaissance pour souligner les initiatives à succès reliées aux partenariats et alliances stratégiques;
- Orienter les entreprises désireuses de développer des partenariats vers les ressources pouvant offrir un support technique efficace;
- Assurer un dynamisme constant au niveau régional et dans les communautés crie afin de réaliser les objectifs;
- Promouvoir le SECRÉTARIAT;
- Travailler à développer un réflexe naturel chez les Crie de recourir à ces services et donc de développer un sentiment d'appartenance chez ceux-ci à son égard;
- Soutenir les efforts de maillage;
- Identifier et faciliter la mise en place de programmes spécifiques de formation;
- Agir comme facilitateur entre les promoteurs crie et non crie auprès des organismes gouvernementaux;
- Agir comme agent de communication auprès des communautés crie, des entreprises régionales et des organismes publics et parapublics.

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 